

Lois et règlements

151^e année

Sommaire

Table des matières
Lois 2019
Règlements et autres actes
Décisions
Décrets administratifs
Arrêtés ministériels
Avis
Index

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2019

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

AVIS AUX USAGERS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) et du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (chapitre C-8.1.1, r. 1). La Partie 1, intitulée «Avis juridiques», est publiée au moins tous les samedis. Lorsque le samedi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lundi suivant. La Partie 2 «Lois et règlements» et sa version anglaise Part 2 «Laws and Regulations» sont publiées au moins tous les mercredis. Lorsque le mercredi est un jour férié, l'Éditeur officiel du Québec est autorisé à la publier la veille ou le lendemain.

Partie 2 — LOIS ET RÈGLEMENTS

Internet

La version intégrale de la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est disponible le mercredi à 0 h 01, à l'adresse suivante :

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

La *Gazette officielle du Québec* publiée sur Internet est accessible gratuitement à tous.

Contenu

La Partie 2 contient :

- 1° les lois sanctionnées;
- 2° les proclamations et les décrets d'entrée en vigueur des lois;
- 3° les règlements et les autres actes de nature législative dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 4° les décrets du gouvernement, les décisions du Conseil du trésor et les arrêtés ministériels dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement;
- 5° les règlements adoptés par les tribunaux judiciaires et administratifs;
- 6° les projets des textes mentionnés aux paragraphes 3 et 5 dont la publication à la *Gazette officielle du Québec* est requise par la loi avant qu'ils soient pris, adoptés ou délivrés par l'autorité compétente ou avant leur approbation par le gouvernement, un ministre, un groupe de ministres ou par un organisme du gouvernement;
- 7° tout autre document dont la publication est requise par le gouvernement.

Tarif *

- | | |
|---------------------------------|----------------|
| 1. Abonnement annuel : | Version papier |
| Partie 1 «Avis juridiques» : | 519 \$ |
| Partie 2 «Lois et règlements» : | 711 \$ |
| Part 2 «Laws and Regulations» : | 711 \$ |
2. Acquisition d'un exemplaire imprimé de la *Gazette officielle du Québec* : 11,11 \$.
 3. Publication d'un avis dans la Partie 1 : 1,79 \$ la ligne agate.
 4. Publication d'un avis dans la Partie 2 : 1,19 \$ la ligne agate. Un tarif minimum de 260 \$ est toutefois appliqué pour toute publication inférieure à 220 lignes agate.

* **Les taxes ne sont pas comprises.**

Conditions générales

Les manuscrits doivent être reçus à la Division de la *Gazette officielle du Québec* **au plus tard à 11 h le lundi** précédant la semaine de publication. Les demandes reçues après ce délai sont publiées dans l'édition subséquente. Toute demande doit être accompagnée d'un manuscrit signé. De plus, chaque avis à paraître doit être accompagné de sa version électronique. Cette dernière doit être acheminée par courrier électronique à l'adresse suivante : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec :

Gazette officielle du Québec
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 644-7794
Télécopieur : 418 644-7813
Internet : gazette.officielle@cspq.gouv.qc.ca

Abonnements

Pour s'abonner à la version papier de la *Gazette officielle du Québec* veuillez communiquer avec le service à la clientèle.

Les Publications du Québec
Service à la clientèle – abonnements
1000, route de l'Église, bureau 500
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 418 643-5150
Sans frais : 1 800 463-2100
Télécopieur : 418 643-6177
Sans frais : 1 800 561-3479

Toute réclamation doit nous être signalée dans les 20 jours suivant la date d'expédition.

Table des matières

Page

Lois 2019

c. 18	Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (P.L. 17)	4695
	Liste des projets de loi sanctionnés (10 octobre 2019)	4693

Règlements et autres actes

1145-2019	Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière (Mod.)	4781
1148-2019	Agences de placement de personnel et agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires	4782
1159-2019	Tarif en matière criminelle (Mod.)	4790
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu payables pour l'année 2020 — Accidents du travail, Loi sur les... — Indemnités payables pour l'année 2020	4791
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020	4842
	Courtage en assurance de dommages	4842
	Signalisation routière (Mod.)	4844

Décisions

11707	Producteurs de lait — Paiement (Mod.)	4847
-------	---	------

Décrets administratifs

1099-2019	Modifications au décret numéro 1421-2018 du 12 décembre 2018 relatif à la population des municipalités locales, des villages nordiques et des arrondissements pour l'année 2019	4849
1100-2019	Octroi à la Société de la Place des Arts de Montréal, au cours de l'exercice financier 2019-2020, d'une aide financière de 4 200 000 \$ sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, y compris les frais d'émission et les frais de gestion de l'emprunt à long terme, pour l'accès universel entre la station de métro et le corridor menant au complexe de la Place des Arts	4849
1102-2019	Octroi d'une aide financière à Kraft Nordic, s.e.c. d'un montant maximal de 137 940 000 \$ par Investissement Québec pour l'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft	4850
1103-2019	Suspension d'une partie des fonctions et pouvoirs de la Commission scolaire English-Montréal et nomination d'une administratrice	4851
1104-2019	Octroi d'une aide financière maximale de 11 287 097 \$ à l'Institut national du sport du Québec, au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2021-2022, et d'une avance de 992 895 \$ pour l'exercice financier 2022-2023, pour son fonctionnement	4852
1105-2019	Modification au décret numéro 550-2009 du 12 mai 2009 concernant la Journée nationale du sport et de l'activité physique	4852
1106-2019	Autorisation à la Société de développement de la Baie James de consentir un prêt à terme de 5 000 000 \$ à Kraft Nordic, s.e.c	4853
1108-2019	Nomination de madame Nathalie Tremblay comme vice-présidente de l'Agence du revenu du Québec	4853

1109-2019	Versement à la Société québécoise d'information juridique d'une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2019-2020, d'un montant maximal de 4 064 550 \$, pour la réalisation des phases 1 et 2 du Guichet unique d'information juridique multicanal	4855
1110-2019	Nomination de deux membres du Comité sur le civisme.	4856
1111-2019	Composition et mandat des délégations officielles du Québec à la réunion de haut niveau des ministres de l'Éducation sur l'inclusion et la mobilité dans l'enseignement supérieur, à la Commission Éducation de la 40 ^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi qu'au Forum des ministres de la Culture, qui se tiendront le 13 novembre 2019, du 13 au 16 novembre 2019 et le 19 novembre 2019	4856
1112-2019	Nomination de monsieur Philippe Rivet-Gagné comme président-directeur général adjoint du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue	4857
1113-2019	Versement d'une contribution financière maximale de 1 800 000 \$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence au cours des exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, pour favoriser la prévention de la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux	4858
1114-2019	Approbation de l'Entente de contribution financière dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec	4858
1116-2019	Octroi d'une aide financière maximale de 9 500 000 \$, au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023, à Agences réceptives et forfaitistes du Québec pour la mise en place d'un programme visant à faciliter l'accès pour les touristes aux régions éloignées du Québec en favorisant la forfaitisation	4859
1119-2019	Versement d'une subvention maximale de 12 750 000 \$ à la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier 2019-2020, pour l'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées	4860
1121-2019	Nomination de monsieur Pierre-Paul Pharand comme membre indépendant et président du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec	4860
1122-2019	Nomination d'un membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec	4861

Arrêtés ministériels

Mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol	4863
Nouvel élargissement du territoire d'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019, dans des municipalités du Québec	4863
Nouvel élargissement du territoire d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux inondations et aux pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec	4864

Avis

Tables de retenues à la source	4867
--	------

PROVINCE DE QUÉBEC42^e LÉGISLATURE1^{RE} SESSION

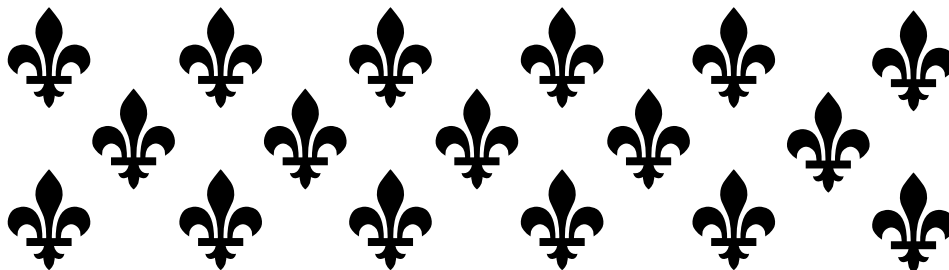
QUÉBEC, LE 10 OCTOBRE 2019

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR*Québec, le 10 octobre 2019*

Aujourd'hui, à vingt-deux heures cinquante minutes, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant :

n^o 17 Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile

La sanction royale est apposée sur ce projet de loi par Son Excellence le Lieutenant-gouverneur.



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n^o 17
(2019, chapitre 18)

**Loi concernant le transport rémunéré
de personnes par automobile**

Présenté le 20 mars 2019
Principe adopté le 5 juin 2019
Adopté le 10 octobre 2019
Sanctionné le 10 octobre 2019

Éditeur officiel du Québec
2019

NOTES EXPLICATIVES

Cette loi a pour objet la surveillance et le contrôle du transport rémunéré de personnes par automobile en vue d'assurer la sécurité des passagers et la transparence du prix des courses, et ce, dans une perspective de développement durable et de diminution de l'empreinte carbone ainsi que d'équité. Elle vise également à favoriser l'accès des personnes handicapées au transport par automobile ainsi que l'émergence de moyens technologiques et de modes de mobilité.

Plus précisément, la loi prévoit que tout transport rémunéré de personnes par automobile doit être offert et effectué au moyen d'une automobile qualifiée conduite par un chauffeur qualifié, sauf dans le cas de certains transports que la loi précise. À cette fin, elle établit qu'une personne peut se qualifier comme chauffeur et qu'une automobile peut se qualifier pour être utilisée pour du transport de personnes soit en étant autorisée à ce titre par la Société de l'assurance automobile du Québec, soit en étant inscrite auprès d'un répondant d'un système de transport autorisé par la Commission des transports du Québec. Elle prescrit les conditions et modalités applicables à une telle autorisation ou inscription.

La loi encadre l'autorisation, par la Commission, d'un système de transport rémunéré de personnes par automobile. Elle prévoit qu'un tel système regroupe plusieurs chauffeurs et automobiles sous la responsabilité d'une personne morale qui en est le répondant. Entre autres, elle confère à ce répondant la responsabilité d'assurer la surveillance des chauffeurs et des automobiles inscrits auprès de lui.

La loi prévoit qu'une personne qui fournit des services de répartition de demandes de courses doit être enregistrée auprès de la Commission.

La loi précise les obligations auxquelles sont tenus un chauffeur qualifié, un propriétaire d'une automobile qualifiée, un répondant ainsi qu'un répartiteur.

La loi renferme des dispositions relatives à la détermination du prix des courses et des autres frais qui peuvent être exigés des clients. Entre autres, elle prescrit que le calcul du prix d'une course sera déterminé conformément aux tarifs établis par la Commission, sauf si la demande de course est faite par certains moyens technologiques

qui permettent au client d'en connaître le prix maximal et d'y consentir avant que le chauffeur ne soit informé de la demande. Elle détermine également les sommes qui peuvent être exigées annuellement pour le maintien d'une autorisation octroyée par la Société ou par la Commission.

Par ailleurs, la loi réserve la dénomination « taxi » aux automobiles utilisées pour offrir ou effectuer du transport de personnes lorsque le prix d'une course est calculé, en toute circonstance ou à la demande du client, conformément aux tarifs établis par la Commission. Elle prévoit notamment que seul un taxi peut effectuer une course lorsque le chauffeur est hélé, que la course est autrement demandée de personne à personne ou qu'elle est demandée par un appel téléphonique. Elle prévoit également diverses modalités particulières applicables au transport collectif et au covoiturage. De plus, elle favorise le déploiement et l'accessibilité des automobiles adaptées aux personnes handicapées de même que l'électrification du transport rémunéré de personnes par automobile.

En outre, la loi prévoit l'institution d'une table nationale ayant pour objet de favoriser la concertation entre les principaux intervenants de l'industrie du transport rémunéré de personnes par automobile.

La loi comporte des dispositions relatives aux inspections et aux enquêtes, des dispositions pénales de même qu'un régime de sanctions administratives pécuniaires. Elle renferme aussi des dispositions assurant le respect des principes d'équité procédurale dans le cadre des décisions prises par la Société et la Commission et donne aux personnes et aux groupements visés par une décision défavorable la possibilité de la contester devant le Tribunal administratif du Québec.

La loi donne le pouvoir au gouvernement de déléguer à certains organismes, dont les municipalités, les sociétés de transport en commun et l'Autorité régionale de transport métropolitain, l'application de certaines dispositions. Elle confère par ailleurs à la Ville de Montréal la compétence d'exercer certains pouvoirs qui peuvent être délégués à un tel organisme.

Enfin, la loi abroge la Loi concernant les services de transport par taxi et modifie diverses dispositions à des fins de concordance. Elle contient des dispositions transitoires concernant notamment le paiement d'une redevance affectée au financement d'un programme d'indemnisation des personnes ou groupements qui, le 19 mars 2019,

étaient titulaires d'un permis de propriétaire de taxi, certains permis déjà délivrés ainsi que les services de transport rémunéré de personnes dont la mise en œuvre a été autorisée par un projet pilote.

LOIS MODIFIÉES PAR CETTE LOI :

- Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25);
- Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4);
- Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2);
- Loi sur la justice administrative (chapitre J-3);
- Loi concernant la lutte contre le tabagisme (chapitre L-6.2);
- Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28);
- Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu (chapitre P-38.0001);
- Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1);
- Loi sur le Réseau de transport métropolitain (chapitre R-25.01);
- Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (chapitre S-11.011);
- Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01);
- Loi sur les transports (chapitre T-12);
- Loi visant l'amélioration des performances de la Société de l'assurance automobile du Québec, favorisant un meilleur encadrement de l'économie numérique en matière de commerce électronique, de transport rémunéré de personnes et d'hébergement touristique et modifiant diverses dispositions législatives (2018, chapitre 18).

LOI ABROGÉE PAR CETTE LOI :

- Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01).

RÈGLEMENTS MODIFIÉS PAR CETTE LOI:

- Règlement sur les contributions d’assurance (chapitre A-25, r. 3.3);
- Règlement sur l’immatriculation des véhicules routiers (chapitre C-24.2, r. 29);
- Règlement sur les permis (chapitre C-24.2, r. 34);
- Règlement modifiant le Règlement sur les services de transport par taxi, en matière d’électrification du transport par taxi sur le territoire de l’île de Montréal (décret n^o 1365-2018 (2018, G.O. 2, 7441A)).

Projet de loi n^o 17

LOI CONCERNANT LE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES PAR AUTOMOBILE

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I

OBJETS, DÉFINITIONS ET AUTRES DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

1. La présente loi a pour objet la surveillance et le contrôle du transport rémunéré de personnes par automobile, afin d'assurer la sécurité des passagers et la transparence du prix des courses, et ce, dans une perspective de développement durable et de diminution de l'empreinte carbone ainsi que d'équité entre :

1^o les différentes manières d'organiser ce transport, qu'il soit ou non offert dans le cadre d'un système de transport;

2^o les différents moyens employés pour répartir les demandes de course, par application mobile ou autrement;

3^o les différents modes selon lesquels ce transport peut être offert, notamment lorsqu'il s'agit de transport par taxi, de covoiturage ou de transport collectif.

De plus, elle vise à favoriser l'accès des personnes handicapées au transport par automobile, y compris celui offert avec une automobile adaptée, de même que l'émergence de moyens technologiques et de modes de mobilité.

2. La Société de l'assurance automobile du Québec, la Commission des transports du Québec et les personnes chargées de vérifier l'application de la présente loi, dans les fonctions et pouvoirs qu'elle leur attribue respectivement, surveillent et contrôlent le transport rémunéré de personnes par automobile.

3. Il y a transport de personnes par automobile au sens de la présente loi lorsque le déplacement d'une personne, le passager, s'effectue au moyen d'un véhicule automobile, autre qu'un autobus ou un minibus, conduit par une autre personne, le chauffeur.

Pour l'application du premier alinéa, « véhicule automobile », « autobus » et « minibus » s'entendent au sens qui leur est donné par le Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2).

4. Une automobile est adaptée lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

1° sauf disposition contraire prévue par règlement du gouvernement, son aménagement permet à au moins une personne en fauteuil roulant d'y prendre place;

2° elle est équipée :

a) d'une rampe d'accès pour fauteuil roulant ou d'une plate-forme élévatrice;

b) d'un dispositif de retenue, déterminé par règlement du gouvernement, servant à immobiliser chaque fauteuil roulant;

c) pour chaque fauteuil, de ceintures de sécurité composées d'un baudrier et d'une ceinture sous-abdominale;

3° toute autre condition prévue par un tel règlement.

5. Un système de transport regroupe plusieurs chauffeurs et plusieurs automobiles sous la responsabilité d'une personne morale qui accepte d'en être le répondant et qui soit exerce les fonctions de répartiteur et de teneur du registre sur lequel ces chauffeurs et ces automobiles sont inscrits, soit voit à ce que ces fonctions soient exercées par des fournisseurs.

6. Un répartiteur s'entend de quiconque répartit des demandes de course entre des chauffeurs par l'entremise d'une personne physique et d'un moyen technologique ne nécessitant pas l'intervention d'une telle personne ou par l'une ou l'autre de ces façons.

Lorsqu'un salarié répartit des demandes de course, l'employeur est réputé être le répartiteur.

7. Tout transport de personnes par automobile doit, lorsqu'il est rémunéré, être offert et effectué au moyen d'une automobile qualifiée conduite par un chauffeur qualifié, sauf lorsqu'il s'agit d'un transport qui en est exempté en vertu du chapitre XVI.

Le transport est rémunéré dès lors qu'il permet à quiconque d'en tirer un revenu, même s'il est insuffisant pour réaliser un profit.

Pour l'application de la présente loi, le transport qui est offert s'entend également de celui qui est effectué, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

8. Est un chauffeur qualifié la personne physique qui, selon le cas :

1° est autorisée par la Société, en vertu de la section I du chapitre II, à être chauffeur; la personne ainsi autorisée est appelée « chauffeur autorisé »;

2° est inscrite auprès du répondant d'un système de transport autorisé par la Commission en vertu du chapitre III; la personne ainsi inscrite est appelée « chauffeur inscrit ».

9. Est une automobile qualifiée celle qui, selon le cas :

1° est autorisée par la Société, en vertu de la section II du chapitre II; l'automobile ainsi autorisée est appelée « automobile autorisée »;

2° est inscrite auprès du répondant d'un système de transport autorisé par la Commission en vertu du chapitre III; l'automobile ainsi inscrite est appelée « automobile inscrite ».

CHAPITRE II

AUTORISATION DES CHAUFFEURS ET DES AUTOMOBILES

SECTION I

CHAUFFEURS

10. La Société autorise à être chauffeur la personne qui lui transmet une demande d'autorisation recevable et qui remplit les conditions suivantes :

1° elle est titulaire depuis au moins 12 mois d'un permis de conduire d'une classe appropriée selon le Code de la sécurité routière et les règlements pris pour son application et elle n'a fait l'objet d'aucune sanction visée à l'article 106.1 de ce code dans les 12 mois précédant la demande non plus qu'au moment du dépôt de celle-ci;

2° elle a complété une formation portant sur la sécurité, le transport des personnes handicapées ainsi que les autres sujets et selon les modalités prévus par règlement du ministre;

3° elle est en mesure de comprendre, de parler et de lire le français;

4° elle a réussi un examen sur les matières sur lesquelles doit porter la formation et dont les modalités ainsi que la teneur sont établies par règlement du ministre;

5° son permis de conduire n'est pas assorti de la condition de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarréur éthylométrique agréé par la Société;

6° aucune autorisation qui lui a été octroyée en vertu de la présente loi n'est suspendue au moment de la demande d'autorisation ou n'a été révoquée autrement qu'à sa demande dans les cinq ans précédant ce moment;

7° elle n'a aucun des antécédents judiciaires liés aux aptitudes requises et au comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes.

11. Sont des antécédents judiciaires liés aux aptitudes requises et au comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes :

1^o une déclaration de culpabilité, dans les cinq ans précédant la demande, pour une infraction criminelle commise avec un véhicule routier et prévue à l'un des articles 220, 221, 236, 320.13, 320.14, 320.15, 320.16, 320.17 et 320.18 du Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46), à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour l'une de ces infractions;

2^o une déclaration de culpabilité, dans les cinq ans précédant la demande, pour une infraction à l'un des articles 5 à 7 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (Lois du Canada, 1996, chapitre 19) ou à l'un des articles 9, 10, 11 et 14 de la Loi sur le cannabis (Lois du Canada, 2018, chapitre 16), à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour l'une de ces infractions;

3^o une déclaration de culpabilité pour une infraction criminelle autre qu'une infraction visée aux paragraphes 1^o et 2^o qui, de l'avis de la Société, a un lien avec ces aptitudes et ce comportement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction.

12. La demanderesse présente, dans sa demande d'autorisation, les renseignements suivants :

1^o son nom et ses coordonnées;

2^o le cas échéant, les motifs pour lesquels elle estime que ses antécédents judiciaires, autres que ceux visés aux paragraphes 1^o et 2^o de l'article 11, ne présentent aucun lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes;

3^o tout autre renseignement que peut déterminer un règlement du gouvernement.

13. La demanderesse joint à sa demande d'autorisation :

1^o les documents attestant qu'elle a complété la formation visée au paragraphe 2^o de l'article 10 et qu'elle a réussi l'examen visé au paragraphe 4^o de cet article;

2^o l'un ou l'autre de son certificat d'absence d'antécédent judiciaire ou de la liste de ses antécédents judiciaires délivré par un corps de police en vertu de l'article 14;

3^o tout autre document que peut déterminer un règlement du gouvernement;

4^o les frais déterminés par règlement de la Société.

14. Un corps de police du Québec est tenu de délivrer à la personne qui lui en fait la demande celui des documents suivants qui s'applique :

1^o un document attestant que les banques de données qui lui sont accessibles ne contiennent pas de renseignement permettant d'établir que cette personne a des antécédents judiciaires, incluant des poursuites encore pendantes; ce document est appelé « certificat d'absence d'antécédent judiciaire »;

2^o une liste de tous les antécédents judiciaires de la personne, incluant les poursuites encore pendantes; cette liste est appelée « liste des antécédents judiciaires ».

Le gouvernement prévoit, par règlement, la forme de ces documents de même que les frais exigibles pour leur délivrance.

15. Est irrecevable la demande d'autorisation qui ne présente pas les renseignements prévus à l'article 12 ou à laquelle ne sont pas joints les documents et les frais prévus à l'article 13.

Une demande est également irrecevable lorsque la demanderesse a un antécédent judiciaire visé à l'un ou l'autre des paragraphes 1^o et 2^o de l'article 11.

16. La Société procède à l'examen d'une demande d'autorisation; elle doit refuser d'y faire droit lorsqu'elle constate que la demanderesse ne remplit pas l'une des conditions prévues aux paragraphes 1^o, 3^o, 5^o et 6^o de l'article 10 ou lorsqu'elle estime que la demanderesse a un antécédent judiciaire visé au paragraphe 3^o de l'article 11.

La Société doit cependant, avant de déterminer si la demanderesse a un tel antécédent, consulter le comité d'évaluation des antécédents judiciaires à l'égard du lien entre les antécédents judiciaires et les aptitudes requises et le comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes.

17. Le ministre constitue le comité d'évaluation des antécédents judiciaires. Il est composé d'un membre désigné par la Société, d'un membre désigné par la Commission de même que d'un membre désigné par le ministre. Ces membres font partie, respectivement, du personnel de la Société, de la Commission et du ministère des Transports.

Le comité comprend, de plus, un membre désigné conformément au deuxième alinéa de l'article 212.

La composition du comité nécessite la présence d'au moins un membre qui est avocat ou notaire.

18. Lorsque la Société fait droit à la demande d'autorisation, elle délivre à la demanderesse un permis attestant que celle-ci est un chauffeur autorisé.

Ce permis contient une photographie du chauffeur prise par la Société et porte un numéro. Un règlement du gouvernement détermine la teneur du permis, de même que sa forme et la périodicité suivant laquelle la photographie doit être mise à jour.

19. Lorsque la Société refuse de faire droit à une demande d'autorisation, elle avise, par écrit, la demanderesse de sa décision.

Avant de refuser d'octroyer son autorisation, la Société doit notifier par écrit à la demanderesse le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

SECTION II

AUTOMOBILES

20. Une automobile est autorisée par la Société lorsque son propriétaire lui transmet une demande d'autorisation recevable et que les conditions suivantes sont remplies :

1^o l'automobile :

a) est un véhicule de promenade au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière;

b) n'est pas munie d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société;

c) si le kilométrage indiqué à son odomètre ou son âge, déterminé en fonction de l'année du modèle, excède les limites prévues par règlement du gouvernement, a fait l'objet d'une vérification mécanique par une personne autorisée par la Société en vertu de l'article 520 du Code de la sécurité routière, selon les normes et modalités établies par le règlement pris pour l'application de l'article 522 de ce code, à la suite de laquelle a été délivré un certificat de vérification mécanique indiquant que l'automobile est conforme à ce code;

d) est équipée d'un dispositif de géolocalisation en temps réel reconnu par le ministre et respecte les autres conditions prévues par règlement du gouvernement;

2^o le propriétaire a rempli l'ensemble des exigences nécessaires à l'immatriculation appropriée de l'automobile et à l'obtention du droit de la mettre en circulation;

3^o aucune autorisation qui a été octroyée en vertu de la présente loi à l'égard d'une automobile appartenant au propriétaire ou, le cas échéant, à l'égard d'un système de transport dont il a été le répondant n'est suspendue au moment de la demande d'autorisation ou n'a été révoquée autrement qu'à sa demande dans les cinq ans précédant ce moment.

Les dispositions de la présente loi qui s'appliquent au propriétaire d'une automobile sont également applicables à l'égard de toute personne qui acquiert ou possède une automobile en vertu d'un titre assorti d'une condition ou d'un terme qui lui donne le droit d'en devenir propriétaire, ou en vertu d'un titre qui lui donne le droit d'en jouir comme propriétaire à charge de rendre. Elles s'appliquent aussi à toute personne qui prend en location une automobile pour une période d'au moins un an.

21. Le ministre reconnaît un dispositif de géolocalisation en temps réel lorsqu'il transmet les données suivantes à des intervalles d'au plus cinq secondes et selon les autres modalités prévues par règlement du gouvernement :

1° les données permettant :

a) la localisation de l'automobile utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes et d'en suivre le trajet;

b) l'identification de l'automobile qui en est équipée;

c) de déterminer si l'automobile qui en est équipée est utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes et, si tel est le cas, si elle effectue une course;

2° toute autre donnée prévue par règlement du gouvernement.

Les modalités visées au premier alinéa doivent assurer l'anonymat des passagers; notamment les lieux de départ et d'arrivée des courses doivent être localisés au plus près d'un point situé à 50 mètres de ces lieux ou à l'intersection la plus proche de ceux-ci.

Le ministre publie la liste des dispositifs de géolocalisation qu'il reconnaît sur le site Internet de son ministère.

22. Le propriétaire présente, dans la demande d'autorisation relative à son automobile, les renseignements suivants :

1° son nom et ses coordonnées;

2° le numéro de la plaque d'immatriculation de l'automobile et le kilométrage indiqué à son odomètre;

3° tout autre renseignement que peut déterminer un règlement du gouvernement.

23. Le propriétaire joint à sa demande d'autorisation tout document que peut déterminer un règlement du gouvernement et les frais déterminés par règlement de la Société.

24. Est irrecevable la demande d'autorisation qui ne présente pas les renseignements prévus à l'article 22 ou à laquelle ne sont pas joints la contribution d'assurance déterminée en vertu de l'article 151.3.1 de la Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25), les documents et les frais prévus à l'article 23.

Est également irrecevable la demande relative à une automobile qui est munie d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société.

25. La Société procède à l'examen d'une demande d'autorisation; elle doit refuser d'y faire droit lorsqu'elle constate que l'automobile ne remplit pas l'une des conditions prévues aux sous-paragraphes *a*, *c* et *d* du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 20 ou lorsqu'elle constate que le propriétaire ne remplit pas l'une des conditions prévues aux paragraphes 2^o et 3^o de cet alinéa.

26. Lorsque la Société fait droit à la demande d'autorisation, elle délivre au propriétaire un document qui atteste que l'automobile est autorisée.

Elle délivre de plus au propriétaire l'accessoire prévu par règlement du gouvernement qui permet de distinguer visiblement si l'automobile autorisée est utilisée ou non pour offrir du transport rémunéré de personnes.

27. Lorsque la Société refuse de faire droit à une demande d'autorisation, elle avise, par écrit, le propriétaire de l'automobile visée par la demande.

Avant de refuser d'octroyer son autorisation, la Société doit notifier par écrit au propriétaire le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

CHAPITRE III

SYSTÈME DE TRANSPORT

SECTION I

AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT

28. Un système de transport est autorisé par la Commission lorsque la personne morale qui souhaite en être le répondant lui transmet une demande d'autorisation recevable et que les conditions suivantes sont remplies :

1^o la demanderesse démontre à la Commission que, considérant la taille du système envisagé, elle sera en mesure d'exécuter les obligations qui lui incomberont à titre de répondant, notamment en ce qui concerne :

a) la suffisance des ressources humaines et matérielles qui seront consacrées à la surveillance des activités du système envisagé, des chauffeurs et des automobiles inscrits, des propriétaires de celles-ci ainsi que du répartiteur ou du teneur de registre dont elle retiendra les services, le cas échéant;

b) les mesures qu'elle entend prendre, propres à prévenir et à réprimer tout manquement aux dispositions applicables à ces activités, à ces personnes, à ces automobiles et à ces fournisseurs de services;

2° les administrateurs et les dirigeants de la demanderesse ou toute autre personne que peut déterminer un règlement du gouvernement remplissent les conditions suivantes :

a) ils possèdent des connaissances ou une expérience pertinentes à l'exécution de manière compétente des obligations qui incomberont à la demanderesse à titre de répondant de ce système;

b) ils n'ont aucun antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un système de transport;

3° aucune autorisation qui a été octroyée en vertu de la présente loi par la Société ou la Commission à l'égard d'une automobile appartenant à la demanderesse ou à l'égard d'un système de transport dont elle a été le répondant n'est suspendue au moment de la demande d'autorisation ou n'a été révoquée autrement qu'à sa demande dans les cinq ans précédant ce moment;

4° la demanderesse n'est pas en défaut de payer une somme exigible en vertu de la présente loi.

Pour l'application du paragraphe 2° du premier alinéa, un « dirigeant » s'entend du président, du responsable de la direction, du responsable de l'exploitation, du responsable des finances et du secrétaire de la demanderesse ou de toute personne qui remplit une fonction similaire, ainsi que de toute personne désignée comme tel par résolution du conseil d'administration de la demanderesse.

29. Est un antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un système de transport une déclaration de culpabilité pour une infraction criminelle qui, de l'avis de la Commission, a un lien avec ces aptitudes et ce comportement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction.

30. La demanderesse présente, dans la demande d'autorisation relative au système de transport envisagé, les renseignements suivants :

1° son nom, celui qu'elle entend utiliser au Québec et celui du système s'ils sont différents;

2° l'adresse de son siège et, lorsque ce dernier n'est pas au Québec, l'adresse envisagée de son établissement au Québec;

3° la description de sa structure financière;

- 4° la description du système de transport envisagé, soit :
- a) le cas échéant, les limites du territoire de desserte envisagé au Québec;
 - b) le cas échéant, le nom et les coordonnées de tout répartiteur dont elle retiendra les services;
 - c) le cas échéant, le nom et les coordonnées du teneur de registre dont elle retiendra les services;
 - d) le nombre maximal de chauffeurs qui pourront être inscrits;
 - e) le nombre maximal d'automobiles qui pourront être en service au même moment;
 - f) les ressources humaines et matérielles qui seront consacrées à la surveillance des activités du système envisagé, des chauffeurs et des automobiles inscrits, des propriétaires de celles-ci ainsi que du répartiteur ou du teneur de registre dont elle retiendra les services, le cas échéant;
 - g) les mesures qu'elle entend prendre, propres à prévenir et à réprimer tout manquement aux dispositions applicables à ces activités, à ces personnes, à ces automobiles et, le cas échéant, à ces fournisseurs de services;
- 5° le cas échéant, les motifs pour lesquels toute personne visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 28 estime que ses antécédents judiciaires ne présentent aucun lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un système de transport;
- 6° la description de tout accessoire nécessaire pour que les automobiles inscrites soient identifiées à ce système, comprenant sa reproduction;
- 7° tout autre renseignement que peut prévoir un règlement du gouvernement.

31. La demanderesse joint à sa demande d'autorisation :

- 1° la liste mentionnant les noms et les coordonnées des personnes visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 28;
- 2° le curriculum vitæ de ces personnes;
- 3° l'un ou l'autre du certificat d'absence d'antécédent judiciaire ou de la liste des antécédents judiciaires délivré par un corps de police en vertu de l'article 14 concernant toutes ces personnes;
- 4° le cas échéant, une reproduction des états financiers audités de la demanderesse pour son plus récent exercice terminé;

5° un plan d'affaires pour une durée minimale de trois ans qui décrit :

a) l'implication de la demanderesse dans le système de transport envisagé;

b) tout moyen pour solliciter les chauffeurs et obtenir les automobiles nécessaires à ce système;

c) tout moyen utilisé pour répartir les demandes de course entre des chauffeurs, notamment celui permettant à la personne qui demande une course d'en connaître par écrit le prix maximal et d'y consentir avant que le chauffeur ne soit informé de la demande;

6° tout autre document que peut prévoir un règlement du gouvernement;

7° les frais d'étude de la demande et les droits déterminés par ce règlement.

32. Est irrecevable la demande d'autorisation qui ne présente pas les renseignements prévus à l'article 30 ou à laquelle ne sont pas joints les documents, les frais et les droits prévus à l'article 31.

33. La Commission procède à l'examen d'une demande d'autorisation. Elle peut exiger de la demanderesse, dans le délai et selon les modalités qu'elle fixe, tout document ou tout renseignement supplémentaire qu'elle estime nécessaire à l'examen de la demande. De même, elle peut exiger toute modification à la demande qui lui est faite et qu'elle juge requise pour que la demanderesse soit en mesure de respecter les obligations qui lui incomberont à titre de répondant du système de transport.

La Commission entend la demanderesse lorsque celle-ci le demande.

34. La Commission doit refuser de faire droit à une demande d'autorisation lorsque soit :

1° elle constate que la demanderesse ne remplit pas l'une des conditions prévues aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa de l'article 28;

2° elle estime que la demanderesse n'a pas fait la démonstration qu'elle est en mesure de respecter les obligations qui lui incomberont à titre de répondant du système de transport;

3° elle estime qu'une personne visée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 28 a un antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un système de transport.

Elle doit cependant, avant de déterminer si une telle personne a un antécédent judiciaire, consulter le comité d'évaluation des antécédents judiciaires visé à l'article 17 à l'égard de ce lien.

35. Lorsque la Commission fait droit à la demande, elle délivre à la demanderesse un document qui atteste que le système de transport est autorisé.

Ce document comporte, outre la date et l'heure auxquelles l'autorisation est octroyée, les renseignements suivants, tels qu'ils sont mentionnés dans la demande :

1° le cas échéant, les limites du territoire de desserte ainsi que le nom et les coordonnées du répartiteur et du teneur de registre;

2° le nombre maximal de chauffeurs pouvant être inscrits;

3° le nombre maximal d'automobiles pouvant être en service au même moment;

4° les ressources humaines et matérielles qui seront consacrées à la surveillance des activités du système, des chauffeurs et des automobiles inscrits, des propriétaires de celles-ci ainsi que du répartiteur ou du teneur de registre dont elle retiendra les services, le cas échéant;

5° les mesures qu'elle entend prendre, propres à prévenir et à réprimer tout manquement aux dispositions applicables à ces activités, à ces personnes, à ces automobiles et à ces fournisseurs de services.

La demanderesse devient, à compter de la date et de l'heure figurant sur ce document, le répondant du système de transport ainsi autorisé.

36. Lorsque la Commission refuse de faire droit à une demande, elle avise, par écrit, la demanderesse de sa décision.

Avant de refuser d'octroyer son autorisation, la Commission doit notifier par écrit à la demanderesse le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

37. Lorsque le prix des courses effectuées dans le cadre du système de transport est perçu, par voie électronique, pour le compte des chauffeurs inscrits auprès du répondant du système, par celui-ci ou un fournisseur dont il retient les services, le répondant ou, selon le cas, le fournisseur doit conclure avec le ministre des Finances une entente visant le respect des exigences gouvernementales en matière de fiscalité.

Le ministre du Revenu peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser un répondant ou un fournisseur ou une catégorie de répondants ou de fournisseurs de l'exigence prévue au premier alinéa. Il peut toutefois révoquer sa dispense ou en modifier les modalités.

38. Le système de transport ne peut être exploité que si, à la fois :

1^o le cas échéant, l'entente prévue à l'article 37 a été conclue relativement à ce système;

2^o le répondant détient un contrat d'assurance de responsabilité en vertu de l'article 84 de la Loi sur l'assurance automobile garantissant l'indemnisation du préjudice matériel causé par les automobiles utilisées par les chauffeurs inscrits auprès de lui.

Les documents prévus ci-dessous sont, sans délai, transmis à la Commission par les personnes suivantes :

1^o le ministre des Finances : un avis de la conclusion de l'entente prévue à l'article 37;

2^o le répondant : une reproduction du certificat d'assurance attestant du contrat d'assurance visé au paragraphe 2^o du premier alinéa.

39. Le contrat d'assurance de responsabilité que doit détenir le répondant doit être conforme à toute condition ou restriction que peut imposer l'Autorité des marchés financiers. Les dispositions du titre III de la Loi sur l'assurance automobile qui visent le propriétaire s'appliquent au répondant avec les adaptations nécessaires.

40. Un changement à un système de transport, incluant aux activités de son répondant ou, le cas échéant, à celles des fournisseurs dont il retient les services, ne peut être effectué sans obtenir au préalable de la Commission le remplacement de son autorisation par une nouvelle autorisation, dans les cas suivants :

1^o le changement est incompatible avec l'autorisation délivrée;

2^o dans tout autre cas que peut prévoir un règlement du gouvernement.

Malgré les articles 30 et 31, le répondant n'est alors tenu de présenter dans la demande que les renseignements qui diffèrent de ceux présentés lors de la précédente demande d'autorisation; il en est de même des documents qu'il doit joindre à la demande. Les autres dispositions de la présente section sont applicables à la demande d'une nouvelle autorisation, avec les adaptations nécessaires.

Une autorisation octroyée par la Commission ne peut faire l'objet d'une modification.

41. La Commission constitue et met à jour un registre des répondants de systèmes de transport qui, à l'égard de chacun des répondants, présente les renseignements suivants :

1^o son nom, celui qu'il utilise au Québec s'il en diffère, l'adresse de son siège et, lorsque ce dernier n'est pas au Québec, l'adresse de son établissement au Québec;

2^o les renseignements prévus aux paragraphes 1^o à 3^o du deuxième alinéa de l'article 35;

3^o tout autre renseignement que peut prévoir un règlement du gouvernement.

Les renseignements contenus dans le registre des répondants de systèmes de transport ont un caractère public. La Commission publie le registre avec diligence sur son site Internet.

SECTION II

INSCRIPTION DES CHAUFFEURS ET DES AUTOMOBILES

§1. — *Évaluation des antécédents judiciaires*

42. Une personne doit, en vue de son inscription comme chauffeur auprès d'un répondant d'un système de transport, obtenir d'un corps de police conformément à l'article 14 soit un certificat d'absence d'antécédent judiciaire, soit une liste des antécédents judiciaires.

43. La personne à laquelle un corps de police a délivré une liste des antécédents judiciaires qui ne mentionne pas d'antécédent visé aux paragraphes 1^o et 2^o de l'article 11 peut demander par écrit à la Société la délivrance d'un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes et au comportement d'un chauffeur.

44. La demanderesse présente, dans sa demande faite en vertu de l'article 43, les renseignements suivants :

1^o son nom et ses coordonnées;

2^o les motifs pour lesquels elle estime que ses antécédents judiciaires ne présentent aucun lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes;

3^o tout autre renseignement que peut prévoir un règlement du gouvernement.

La liste des antécédents judiciaires doit y être jointe, de même que les frais prévus par un règlement de la Société.

45. Est irrecevable la demande qui ne présente pas les renseignements prévus à l'article 44 ou à laquelle ne sont pas joints la liste des antécédents judiciaires et les frais prévus en vertu de cet article.

46. La Société procède à l'examen d'une demande.

Elle doit refuser de faire droit à la demande, si elle estime que les antécédents judiciaires de la demanderesse ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes. Dans le cas contraire, elle lui délivre un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes et au comportement d'un chauffeur.

La Société doit cependant, avant de déterminer si les antécédents judiciaires de la demanderesse ont un tel lien, consulter le comité d'évaluation des antécédents judiciaires visé à l'article 17 à l'égard de ce lien.

Avant de refuser de faire droit à la demande, la Société doit notifier par écrit à la demanderesse le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

§2. — *Inscription auprès d'un répondant*

47. Le répondant d'un système de transport peut inscrire une personne à titre de chauffeur lorsqu'il s'est assuré qu'elle remplit les conditions prévues aux paragraphes 1^o à 5^o de l'article 10 et qu'elle lui a transmis une reproduction des documents suivants :

1^o le permis que lui a délivré la Société en vertu de l'article 18 ou l'un des documents suivants, délivré dans les trois mois précédant l'inscription :

a) un certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré par un corps de police en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 14;

b) un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes et au comportement d'un chauffeur délivré par la Société en vertu de l'article 46;

2^o tout autre document que peut prévoir un règlement du gouvernement.

48. Le répondant d'un système de transport doit fournir à tout chauffeur qu'il inscrit un document contenant une photographie de celui-ci et toute mention permettant à un passager de l'identifier à ce système. La photographie doit être mise à jour suivant la périodicité prévue à l'égard de la photographie qui apparaît sur un permis délivré en vertu de l'article 18.

Il n'est pas tenu de fournir un tel document lorsque, dans le cadre de ce système, toutes les courses peuvent être demandées seulement par un moyen technologique affichant, à tout moment entre la demande de la course et sa fin,

la photographie du chauffeur et toute mention permettant de l'identifier à ce système. Les dispositions du premier alinéa s'appliquent à la mise à jour de cette photographie.

49. Le répondant d'un système de transport peut inscrire une automobile lorsqu'il s'est assuré qu'elle respecte les conditions prévues aux paragraphes 1^o et 2^o du premier alinéa de l'article 20.

Lorsque l'automobile doit faire l'objet de la vérification mécanique prévue au sous-paragraphes *c* de ce paragraphe 1^o, le répondant ne peut inscrire l'automobile sans avoir obtenu une reproduction du certificat de vérification mécanique délivré en vertu de l'article 527 du Code de la sécurité routière qui indique que l'automobile est conforme à ce code.

50. Le répondant d'un système de transport doit payer à la Société la contribution d'assurance déterminée en vertu de l'article 151.3.1 de la Loi sur l'assurance automobile.

Le gouvernement détermine, par règlement, les modalités de paiement de la contribution d'assurance, notamment sa date d'exigibilité et la périodicité selon laquelle elle doit être payée.

51. Le répondant d'un système de transport doit fournir au propriétaire de l'automobile qu'il inscrit les accessoires suivants :

1^o tout accessoire nécessaire pour que l'automobile inscrite soit identifiée à ce système;

2^o l'accessoire prévu par règlement du gouvernement permettant de distinguer si l'automobile inscrite est utilisée ou non pour offrir du transport rémunéré de personnes.

Un accessoire visé au paragraphe 1^o du premier alinéa ne doit pas, de l'avis de la Commission, prêter à confusion avec celui utilisé pour un autre système de transport. La nature d'un tel accessoire ainsi que ses caractéristiques peuvent être prévues par règlement du gouvernement.

52. Le répondant d'un système de transport doit voir à la tenue d'un registre comportant, relativement aux chauffeurs et aux automobiles qui y sont inscrits, les renseignements prévus par règlement du gouvernement.

Les conditions et modalités relatives à la tenue et à la conservation du registre, celles relatives au partage des renseignements qu'il contient avec la Société et la Commission, ainsi que celles relatives à son accès aux personnes agissant comme inspecteurs pour l'application de la présente loi sont prévues par règlement du gouvernement; elles peuvent notamment varier selon la nature et le fonctionnement du système de transport concerné ou le type de registre.

CHAPITRE IV

OBLIGATIONS DES CHAUFFEURS QUALIFIÉS ET DES PROPRIÉTAIRES D'AUTOMOBILES QUALIFIÉES

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

53. Le chauffeur qualifié qui n'est pas le propriétaire de l'automobile qualifiée qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes doit avoir en sa possession, lorsqu'il offre du transport de personnes, une reproduction du contrat par lequel le propriétaire lui confie la garde ou le contrôle de cette automobile.

54. Un chauffeur qualifié doit apposer sur l'automobile qualifiée qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes l'accessoire prévu par règlement du gouvernement, fourni au propriétaire par la Société ou le répondant auprès duquel l'automobile est inscrite, et permettant de distinguer si l'automobile autorisée est utilisée ou non pour offrir du transport rémunéré de personnes.

55. Un chauffeur qualifié doit faire la vérification sommaire de l'automobile qualifiée qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes avant la première utilisation de la journée qu'il en fait à cette fin.

De plus, lorsqu'il offre un tel transport, il doit avoir en sa possession un document qui démontre que cette vérification a été faite.

Les modalités de la vérification et la teneur de ce document sont prévues par règlement du gouvernement.

56. Lorsqu'un chauffeur qualifié utilise, pour offrir du transport rémunéré de personnes, une automobile qualifiée dont le kilométrage indiqué à l'odomètre ou l'âge, déterminé en fonction de l'année du modèle, excède les limites prévues par règlement du gouvernement, il doit avoir en sa possession une reproduction du plus récent certificat de vérification mécanique délivré en vertu de l'article 527 du Code de la sécurité routière.

57. Un chauffeur qualifié doit s'assurer que le dispositif de géolocalisation en temps réel dont est équipée une automobile qualifiée est en fonction en tout temps lorsqu'il l'utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes.

Il est tenu d'y saisir, en temps utile, celles des données visées à l'article 21 qui, le cas échéant, sont manquantes.

58. Un chauffeur qualifié ne peut, pour offrir du transport rémunéré de personnes, utiliser une automobile qualifiée dans les cas suivants :

- 1^o lorsque sa carrosserie ou son habitacle est malpropre;

2° lorsqu'il constate qu'elle présente une défectuosité ou que les équipements qui y sont ajoutés, notamment le dispositif de géolocalisation en temps réel, le taximètre et le lanternon, le cas échéant, sont défectueux;

3° lorsque le certificat de vérification mécanique visé à l'article 56 indique qu'elle présente une défectuosité;

4° lorsqu'il reçoit un avis de défectuosité la concernant donné par un fabricant conformément à la Loi sur la sécurité automobile (Lois du Canada, 1993, chapitre 16) ou lorsque le propriétaire ou le répondant l'informe de la réception d'un tel avis.

Toutefois, dans le cas d'une défectuosité mineure, l'automobile peut être utilisée pourvu que la réparation soit effectuée dans un délai de 48 heures.

Pour l'application de la présente loi, les défectuosités mineures et majeures sont celles prévues par un règlement pris pour l'application des dispositions du chapitre I du titre IX du Code de la sécurité routière.

59. Le chauffeur qualifié qui constate que l'automobile qualifiée qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes ou les équipements qui y sont ajoutés présentent une défectuosité doit, sans délai, en aviser le propriétaire.

La forme et la teneur de l'avis sont prévues par règlement du gouvernement; le chauffeur doit avoir en sa possession, lorsqu'il offre du transport rémunéré de personnes, une reproduction de cet avis, et ce, jusqu'à ce que l'automobile ait été réparée.

60. Un chauffeur qualifié d'une automobile qualifiée ayant fait l'objet d'une réparation d'une défectuosité majeure doit avoir en sa possession, lorsqu'il offre du transport rémunéré de personnes, le rapport d'un mécanicien certifié attestant que la réparation a été effectuée selon les règles de l'art.

Pour l'application de la présente loi, un mécanicien certifié s'entend de la personne qui remplit les conditions prévues par règlement du gouvernement.

61. Un chauffeur qualifié doit réserver l'exclusivité d'une course à un seul passager ou à plus d'un passager lorsque la demande de course vise ces passagers.

Toutefois, il peut offrir de transporter plus d'un passager ayant demandé séparément une course vers une même destination ou vers plusieurs destinations à l'intérieur du même parcours, lorsque la course remplit l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° elle est demandée par un moyen technologique permettant à chaque passager d'accepter par écrit et à l'avance le partage des frais de la course;

2° elle est effectuée sur un itinéraire prédéterminé comportant plus d'un arrêt et selon un horaire préétabli lors même qu'il n'y aurait pas de passager à bord et sans qu'un passager ne décide de la course.

Il doit offrir de transporter plus d'un passager lorsque le transport est offert conformément à une entente conclue avec une municipalité, une régie intermunicipale ou un autre organisme public qui exerce une compétence que la loi lui confère en matière de transport collectif.

62. Un chauffeur qualifié n'est pas tenu, malgré toute disposition du présent chapitre, d'avoir en sa possession un document prévu par ces dispositions lorsqu'il est disponible, conformément aux conditions et modalités prévues par règlement du gouvernement, aux personnes agissant comme inspecteurs ou enquêteurs pour l'application de la présente loi.

SECTION II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CHAUFFEURS AUTORISÉS PAR LA SOCIÉTÉ

63. Un chauffeur autorisé doit afficher à la vue des passagers, dans l'automobile autorisée qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes, le permis délivré par la Société en vertu de l'article 18.

Il doit aussi, dans les mêmes circonstances, avoir en sa possession le document délivré par la Société en vertu de l'article 26.

64. Un chauffeur autorisé doit, tous les deux ans à compter de la date prévue par règlement du gouvernement, laquelle doit se situer dans les 24 mois suivant la date à laquelle l'autorisation de la Société lui a été octroyée, lui transmettre l'un ou l'autre du certificat d'absence d'antécédent judiciaire ou de la liste des antécédents judiciaires délivré par un corps de police en vertu de l'article 14.

Le cas échéant, il y joint un document présentant les motifs pour lesquels il estime qu'une infraction criminelle, autre qu'une infraction visée à l'un ou l'autre des paragraphes 1° et 2° de l'article 11, dont il a été déclaré coupable ou pour laquelle il fait l'objet d'une poursuite encore pendante ne présente aucun lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes.

SECTION III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CHAUFFEURS INSCRITS AUPRÈS D'UN RÉPONDANT

65. Un chauffeur inscrit auprès du répondant d'un système de transport peut offrir du transport rémunéré de personnes par automobile dans le cadre de ce système de transport.

Il est alors tenu d'utiliser une automobile inscrite auprès de ce répondant.

66. Le point de départ des courses effectuées par les chauffeurs inscrits auprès d'un répondant d'un système de transport doit se trouver sur le territoire de desserte délimité, le cas échéant, par l'autorisation de ce système.

Toutefois, le point de départ d'une course peut se trouver à l'extérieur de ce territoire dans le cas où l'automobile inscrite utilisée pour l'effectuer retourne sur ce territoire alors qu'elle en était sortie pour effectuer une course.

67. Un chauffeur inscrit doit afficher à la vue des passagers, dans l'automobile inscrite qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes, le document prévu au premier alinéa de l'article 48 l'identifiant au système de transport.

Il n'y est pas tenu si, en vertu du deuxième alinéa de cet article, le répondant auprès duquel il est inscrit n'est pas tenu de lui fournir un tel document.

68. Un chauffeur inscrit, lorsqu'il utilise une automobile inscrite auprès du répondant d'un système de transport pour offrir du transport rémunéré de personnes, doit, selon les conditions et modalités qui peuvent être déterminées par règlement du gouvernement, lui apposer l'accessoire nécessaire pour qu'elle soit identifiée à ce système et qu'a dû lui fournir le répondant.

69. Outre au propriétaire de l'automobile, un chauffeur inscrit doit, dans les cas visés à l'article 59, transmettre l'avis qui y est prévu au répondant du système de transport auprès duquel l'automobile est inscrite.

70. Un chauffeur inscrit doit, tous les deux ans suivant la date de son inscription auprès d'un répondant, lui transmettre l'un ou l'autre du certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré par un corps de police en vertu du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 14 ou du certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes et au comportement d'un chauffeur délivré par la Société en vertu de l'article 46.

SECTION IV

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX PROPRIÉTAIRES D'AUTOMOBILES QUALIFIÉES

71. Le propriétaire d'une automobile qualifiée est tenu de mettre à la disposition du chauffeur qualifié utilisant cette automobile pour offrir du transport rémunéré de personnes le document et l'accessoire, prévus à l'article 26, qui lui ont été remis par la Société ou les accessoires, visés au premier alinéa de l'article 51, qui lui ont été remis par le répondant du système de transport auprès duquel cette automobile est inscrite.

72. Le propriétaire d'une automobile qualifiée est tenu de voir à ce que le dispositif de géolocalisation en temps réel dont elle est équipée transmette les données visées à l'article 21 conformément à cet article aux destinataires suivants :

1° une municipalité, une régie intermunicipale ou un autre organisme public qui exerce une compétence que la loi lui confère en matière de transport collectif sur le territoire sur lequel l'automobile est utilisée et qui, à sa demande, a fait l'objet d'une désignation par le ministre;

2° une entreprise de transport ou une autre entreprise fournissant des services connexes au transport désignée par le ministre.

Le ministre publie sur le site Internet de son ministère les destinataires désignés en vertu du premier alinéa. Il peut révoquer une désignation, notamment lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que le destinataire concerné n'est pas en mesure d'assurer une protection adéquate des données qui lui sont transmises.

Le propriétaire n'est pas tenu de voir à cette transmission lorsqu'elle est faite au répondant du système de transport auprès duquel l'automobile est inscrite ou au répartiteur qui fournit ses services au chauffeur qualifié qui l'utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes.

73. Le propriétaire d'une automobile qualifiée est tenu de voir à son entretien et de faire procéder aux réparations nécessaires lorsqu'elle ou les équipements qui y sont ajoutés présentent une défectuosité visée à l'article 58; il dispose du délai prévu au deuxième alinéa de cet article lorsqu'il s'agit d'une défectuosité mineure.

Le propriétaire ne peut permettre ou tolérer qu'elle soit utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° lorsqu'une défectuosité en empêche l'utilisation conformément à l'article 58;

2° lorsqu'elle ne respecte plus les conditions prévues par le règlement du gouvernement.

De plus, lorsque le kilométrage indiqué à l'odomètre de l'automobile ou son âge, déterminé en fonction de l'année du modèle, excède les limites prévues par règlement du gouvernement, le propriétaire doit la soumettre, selon la périodicité prévue par ce règlement, à la vérification mécanique prévue au sous-paragraphe c du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 20 et obtenir un certificat de vérification mécanique délivré en vertu de l'article 527 du Code de la sécurité routière.

Le propriétaire doit transmettre une reproduction de ce certificat à tout chauffeur qualifié utilisant cette automobile. Lorsqu'il s'agit d'une automobile inscrite, le propriétaire doit aviser le répondant de toute défectuosité indiquée au certificat.

74. Le propriétaire d'une automobile qualifiée qui est informé d'un avis de défectuosité concernant cette automobile donné par un fabricant conformément à la Loi sur la sécurité automobile doit, sans délai, prendre les mesures nécessaires afin que la défectuosité soit corrigée selon les indications du fabricant ou que l'automobile soit réparée ou modifiée de façon à éliminer la défectuosité.

Lorsque l'avis mentionne une défectuosité majeure, l'automobile ne peut être utilisée pour offrir un transport rémunéré de personnes jusqu'à ce que la défectuosité soit ainsi corrigée ou que l'automobile soit ainsi réparée ou modifiée.

Le propriétaire est tenu d'informer, sans délai, le chauffeur de l'avis de défectuosité qu'il a reçu ainsi que le répondant du système de transport lorsqu'il s'agit d'une automobile inscrite.

75. Le propriétaire d'une automobile qualifiée doit, lorsqu'elle présente une défectuosité majeure, la faire réparer selon les règles de l'art par un mécanicien certifié.

Une fois les réparations effectuées, le propriétaire doit obtenir du mécanicien un rapport attestant que l'automobile a été ainsi réparée et le transmettre au chauffeur qualifié utilisant cette automobile pour offrir du transport rémunéré de personnes.

76. Le propriétaire d'une automobile qualifiée ne peut la céder sans avoir obtenu la révocation de l'autorisation octroyée par la Société à l'égard de celle-ci ou, selon le cas, la radiation de son inscription auprès du répondant d'un système de transport.

CHAPITRE V

OBLIGATIONS DES RÉPONDANTS

SECTION I

SURVEILLANCE D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT

77. Le répondant d'un système de transport est responsable, dans la mesure prévue par la présente loi, de la conformité aux dispositions de la présente loi des activités du système, des chauffeurs et des automobiles inscrits auprès de lui, des propriétaires de celles-ci ainsi que, le cas échéant, du répartiteur ou du teneur de registre dont il retient les services.

Il est en conséquence tenu de prendre les mesures nécessaires à la surveillance de ces activités, de ces personnes, de ces automobiles, de ce répartiteur et de ce teneur de registre de même que les mesures propres à prévenir et à réprimer tout manquement à ces dispositions et d'y consacrer les ressources humaines et matérielles suffisantes.

78. Le répondant d'un système de transport doit avoir un établissement au Québec.

79. Le répondant d'un système de transport doit, sans délai, aviser le propriétaire d'une automobile inscrite d'une déféctuosité dont il a été avisé par un chauffeur inscrit conformément à l'article 69. De même, il doit aviser tous les chauffeurs inscrits utilisant une automobile inscrite de l'avis que le propriétaire lui a transmis conformément au quatrième alinéa de l'article 73 ou au troisième alinéa de l'article 74.

SECTION II

RAPPORTS ET AUTRES COMMUNICATIONS

80. Le répondant d'un système de transport doit transmettre à la Commission un rapport de ses activités dont la teneur, les modalités et la fréquence sont prévues par règlement du gouvernement.

Il doit également, tous les deux ans suivant la date à laquelle l'autorisation de la Commission a été octroyée à l'égard du système de transport, lui transmettre les documents suivants :

1^o la liste mentionnant les noms et les coordonnées des personnes visées au paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 28;

2^o l'un ou l'autre du certificat d'absence d'antécédent judiciaire ou de la liste des antécédents judiciaires délivré par un corps de police en vertu de l'article 14 concernant chacune de ces personnes.

Le cas échéant, il y joint un document présentant les motifs pour lesquels toute personne visée au paragraphe 1^o du deuxième alinéa estime qu'une infraction criminelle dont elle a été déclarée coupable ou pour laquelle elle fait l'objet d'une poursuite encore pendante ne présente aucun lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un système de transport.

81. Dans les cas mentionnés aux paragraphes suivants, le répondant d'un système de transport doit, sans délai, transmettre à la Commission les renseignements et les documents qui y sont visés :

1^o le changement des coordonnées de son établissement au Québec : ses nouvelles coordonnées;

2° le changement de son nom, de celui qu'il utilise au Québec ou de celui du système dont il est le répondant : le nouveau nom;

3° une modification ou le remplacement d'un accessoire visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 51 : la description de l'accessoire ainsi modifié ou remplacé, comprenant sa reproduction;

4° un changement dans la liste des personnes visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 28 : une liste à jour ainsi que l'un ou l'autre du certificat d'absence d'antécédent judiciaire ou de la liste des antécédents judiciaires délivré par un corps de police en vertu de l'article 14 concernant les personnes ajoutées à la liste, de même que leur curriculum vitae.

82. Le répondant d'un système de transport transmet à la Commission et au ministre, dans la forme et selon la teneur et la périodicité que ce dernier détermine par règlement, les renseignements concernant les lieux d'origine et de destination des courses effectuées par les chauffeurs inscrits auprès de lui.

Le répondant qui reçoit les données transmises conformément à l'article 21 doit les transmettre sans délai aux destinataires visés au premier alinéa de l'article 72.

83. Le répondant d'un système de transport doit communiquer au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

84. Le répondant d'un système de transport doit rendre disponible à la Société et à la Commission tout renseignement nécessaire afin qu'elles puissent prendre toute décision dans l'exercice des fonctions qui leur sont conférées par la présente loi.

La Société avise la Commission du défaut d'un répondant de rendre disponibles les renseignements qui lui sont nécessaires.

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS DES RÉPARTITEURS

85. Tout répartiteur doit, avant de fournir ses services, s'enregistrer auprès de la Commission en lui transmettant une déclaration dans la forme et selon la teneur déterminées par règlement du gouvernement. Il n'y est toutefois pas tenu lorsqu'il fournit ses services exclusivement à des chauffeurs inscrits.

De plus, le répartiteur qui fournit ses services à des chauffeurs autorisés doit avoir un établissement au Québec.

86. La Commission enregistre un répartiteur dès qu'elle reçoit une déclaration dont la forme et la teneur sont conformes aux dispositions déterminées par règlement du gouvernement.

87. La Commission constitue et met à jour un registre des répartiteurs enregistrés auprès d'elle qui, à l'égard de chacun d'eux, présente les renseignements suivants :

1° son nom, celui qu'il utilise au Québec s'il en diffère, l'adresse de son siège et, lorsque ce dernier n'est pas au Québec, l'adresse de son établissement au Québec;

2° le cas échéant, les limites du territoire desservi par les services de répartition fournis;

3° tout autre renseignement que peut prévoir un règlement du gouvernement.

Un répartiteur enregistré doit, sans délai, transmettre à la Commission une déclaration de tout changement aux renseignements le concernant présentés au registre.

Les renseignements présentés dans le registre des répartiteurs ont un caractère public. La Commission publie le registre avec diligence sur son site Internet.

88. Le répartiteur enregistré doit, avant de fournir ses services à un chauffeur, obtenir de celui-ci une reproduction des documents suivants :

1° le permis que lui a délivré la Société en vertu de l'article 18;

2° le document prévu au premier alinéa de l'article 26 qui atteste que l'automobile qu'il utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes est autorisée par la Société.

Il doit par la suite obtenir, selon la périodicité prévue par règlement du gouvernement, une reproduction de ces documents.

89. Le répartiteur enregistré transmet à la Commission et au ministre, dans la forme et selon la teneur et la périodicité que ce dernier détermine par règlement, les renseignements concernant les lieux d'origine et de destination des courses effectuées par les chauffeurs auxquels il offre ses services.

Le répartiteur qui reçoit les données transmises conformément à l'article 21 doit les transmettre sans délai aux destinataires visés au premier alinéa de l'article 72.

90. La Commission radie l'enregistrement du répartiteur qui lui en fait la demande.

Elle peut de plus, de sa propre initiative, radier l'enregistrement du répartiteur qui contrevient aux dispositions de la présente loi.

La Commission doit, avant de radier de sa propre initiative l'enregistrement d'un répartiteur, lui notifier par écrit le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

CHAPITRE VII

PRIX DES COURSES ET AUTRES FRAIS

91. Un chauffeur qualifié ne peut exiger d'un client, en outre du prix de la course calculé conformément aux dispositions du présent chapitre, des frais autres que ceux que peut prévoir un règlement du gouvernement.

92. Le prix d'une course demandée par tout moyen autre que celui visé à l'article 93, notamment lorsque le chauffeur qualifié a été hélé dans la rue ou lorsqu'elle a été demandée de personne à personne, est calculé conformément aux tarifs établis par la Commission.

93. Le prix d'une course peut être calculé autrement que conformément aux tarifs établis par la Commission seulement si le traitement de la demande de course est fait par tout moyen technologique qui ne nécessite pas l'intervention d'une personne physique et qui permet à la personne qui demande la course d'en connaître par écrit le prix maximal et d'y consentir avant que le chauffeur qualifié ne soit informé de la demande.

94. Le prix d'une course calculé conformément à l'article 93 ne peut en aucun cas être inférieur au montant versé au chauffeur, en considération de la course ainsi effectuée, par qui que ce soit d'autre que le client ou le passager.

De plus, le prix d'une course ainsi calculé ne peut excéder le prix obtenu en appliquant l'un des tarifs déterminé par le ministre parmi ceux fixés par la Commission, en application du deuxième alinéa de l'article 95, multiplié par un multiplicateur, n'excédant pas trois, prévu par règlement du ministre, dans les situations suivantes :

1° lorsque, à la fois, la course est effectuée sur un territoire ainsi que pendant une période déterminés par le ministre et que ce dernier est d'avis que survient, sur ce territoire, une situation qui cause une perturbation importante de la circulation routière ou du transport en commun;

2° dans toute autre situation qu'il peut prévoir par règlement.

Le ministre publie sans délai toute décision qu'il prend en vertu du deuxième alinéa sur le site Internet de son ministère et en transmet une copie à tout répartiteur enregistré et tout répondant d'un système de transport concernés.

Le ministre peut, dans les cas et aux conditions qu'il détermine, déléguer à tout membre du personnel de son ministère qu'il désigne les pouvoirs qui lui sont conférés par le deuxième alinéa, sauf celui de prendre un règlement.

95. La Commission établit les tarifs applicables en matière de transport rémunéré de personnes par automobile à la suite d'une audience publique.

La Commission fixe un tarif de base qui s'applique sur l'ensemble du Québec. Elle peut également fixer des tarifs particuliers qui peuvent varier selon les territoires de desserte qu'elle détermine, selon la nature du transport concerné et selon le jour ou la période du jour au cours duquel le transport est offert.

La fixation des tarifs en matière de transport rémunéré de personnes par automobile doit être précédée d'un avis publié dans un quotidien invitant les intéressés à intervenir. Les tarifs fixés doivent être publiés à la *Gazette officielle du Québec* et sur le site Internet de la Commission.

96. Les tarifs de la Commission doivent être fixés de façon à ce que le prix d'une course soit calculé selon l'un ou plusieurs des modes suivants : par taximètre, par zone, par heure et fraction d'heure, par odomètre ou par tout autre mode qu'elle détermine par règlement.

97. Malgré l'article 92, le prix d'une course peut être convenu avec un client, même s'il diffère des tarifs établis par la Commission, lorsque les parties concluent un contrat écrit dont une reproduction est conservée à bord de l'automobile ou à l'établissement soit du propriétaire de l'automobile qualifiée, soit du répartiteur. De plus, les parties doivent respecter les conditions concernant la conclusion d'un tel contrat prévues par règlement de la Commission.

98. Un chauffeur qualifié doit afficher à la vue des passagers, dans l'automobile utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes, un document détaillant les règles selon lesquelles le prix maximal d'une course est déterminé par un moyen technologique visé à l'article 93.

Il en est toutefois exempté lorsque le répartiteur ou le répondant d'un système de transport qui lui fournit ce moyen publie ce document sur son site Internet ou dans son application mobile.

99. Le répartiteur qui met à la disposition du public un moyen destiné à répartir des demandes de course entre des chauffeurs qualifiés doit, lorsque le prix des courses est calculé autrement que conformément aux tarifs établis par la Commission, s'assurer que ce moyen est conforme à l'article 93.

100. Nul ne peut mettre à la disposition du public un moyen technologique visé à l'article 93 sans que les chauffeurs effectuant les courses demandées par ce moyen soient des chauffeurs qualifiés ou qu'il ne s'agisse de transport exempté en vertu du chapitre XVI; en ce dernier cas, le prix communiqué au client par ce moyen doit être conforme aux dispositions de ce chapitre.

CHAPITRE VIII

FRAIS, CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE ET DROITS ANNUELS POUR LE MAINTIEN D'UNE AUTORISATION

101. La Société détermine, par règlement, les frais nécessaires au maintien d'une autorisation qu'elle a octroyée à un chauffeur autorisé. Elle détermine, de la même façon, les frais et la contribution d'assurance nécessaires au maintien d'une autorisation qu'elle a octroyée à l'égard d'une automobile autorisée. Dans le cas de l'autorisation octroyée à un chauffeur, ces frais sont exigibles à la date et selon la périodicité prévues à l'article 64; dans le cas de l'autorisation relative à une automobile, les frais et la contribution le sont à la date et selon la périodicité prévues par un règlement du gouvernement. Ce règlement précise les autres modalités de perception des frais et, le cas échéant, de la contribution.

Les frais exigibles pour le maintien de l'autorisation relative à une automobile qui est adaptée peuvent être inférieurs à ceux exigibles pour le maintien de l'autorisation relative à une automobile qui ne l'est pas. Il peut également en être de même des frais exigibles à l'égard d'une automobile qui est mue exclusivement au moyen d'un moteur électrique, incluant une automobile dont le moteur est alimenté par une pile à combustible à l'hydrogène, ou d'un autre mode de propulsion qui n'émet aucun polluant, et dont le seul élément qui en émet est le climatiseur automobile.

102. Le gouvernement détermine, par règlement, les droits exigibles annuellement pour le maintien d'une autorisation octroyée à l'égard d'un système de transport par la Commission.

Ce règlement précise la date à laquelle ces droits sont exigibles et les autres modalités de leur perception. Les droits exigibles pour le maintien de l'autorisation lorsque des automobiles inscrites auprès du répondant de ce système sont adaptées peuvent être inférieurs à ceux exigibles pour le maintien de l'autorisation relative à un système lorsque aucune automobile inscrite n'est ainsi adaptée. Il peut également en être de même des droits exigibles à l'égard des automobiles inscrites qui sont mues exclusivement au moyen d'un moteur électrique, incluant une automobile dont le moteur est alimenté par une pile à combustible à l'hydrogène, ou d'un autre mode de propulsion qui n'émet aucun polluant, et dont le seul élément qui en émet est le climatiseur automobile.

103. Les frais exigibles pour le maintien de l'autorisation octroyée par la Société lui sont versés; les droits exigibles pour le maintien de l'autorisation octroyée par la Commission sont versés à cette dernière.

CHAPITRE IX

INSPECTION, ENQUÊTE, SAISIE D'UNE AUTOMOBILE, SUSPENSION D'UN PERMIS ET IMMUNITÉ

SECTION I

INSPECTION

104. Tout agent de la paix peut agir comme inspecteur pour vérifier l'application de la présente loi.

Le ministre ou la Commission peut, à cette fin, autoriser toute autre personne à agir comme inspecteur.

105. L'inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions :

1^o pénétrer, à toute heure raisonnable, dans l'établissement du propriétaire d'une automobile qualifiée, du répondant d'un système de transport, d'un répartiteur ou d'un teneur de registre;

2^o faire immobiliser une automobile utilisée sur un chemin public s'il a des motifs raisonnables de croire que cette automobile est utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes et en faire l'inspection;

3^o exiger des personnes présentes tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ainsi que la communication, pour examen ou reproduction, de tout document s'y rapportant.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces documents doit, sur demande, en donner communication à l'inspecteur et lui en faciliter l'examen.

106. Un inspecteur peut, par une demande qu'il transmet par poste recommandée ou par signification à personne, exiger de toute personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, qu'elle lui communique par poste recommandée ou par signification à personne tout renseignement ou document relatif à l'application de la présente loi.

107. L'inspecteur doit, sur demande, se nommer et exhiber le document attestant sa qualité ou, s'il s'agit d'un agent de la paix, exhiber son insigne.

SECTION II

ENQUÊTE

108. Tout agent de la paix peut enquêter sur toute matière relative à l'application de la présente loi.

Le ministre ou la Commission peut, à cette fin, autoriser toute autre personne à agir comme enquêteur.

109. Lors d'une enquête relative à une infraction à la présente loi, un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat, dans les limites prévues par la loi et par son acte de nomination, peut, sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite par écrit et sous serment d'un enquêteur, ordonner à une personne, à l'exception de la personne faisant l'objet de l'enquête :

1° de communiquer des renseignements, des documents originaux ou des reproductions certifiées conformes par déclaration sous serment;

2° de préparer et de communiquer un document à partir de documents ou de renseignements existants.

L'ordonnance précise le lieu, la forme de la communication, le nom de la personne à qui la communication est effectuée ainsi que le délai dans lequel elle doit être effectuée.

Le juge peut rendre cette ordonnance s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire, à la fois :

1° qu'une infraction à la présente loi est ou a été commise;

2° que les documents ou renseignements fourniront une preuve touchant la perpétration de l'infraction;

3° que les documents ou renseignements sont en la possession de la personne en cause ou à sa disposition.

L'ordonnance peut être assortie des modalités que le juge estime appropriées, notamment pour protéger le secret professionnel de l'avocat ou du notaire.

Le juge qui rend l'ordonnance ou un juge compétent pour rendre une telle ordonnance peut la modifier, la révoquer ou accorder un nouveau délai qu'il fixe, s'il est convaincu, sur demande *ex parte* à la suite d'une déclaration sous serment de l'enquêteur appuyant la demande, que les intérêts de la justice le justifient.

La reproduction d'un document communiquée en vertu du présent article est, à la condition d'être certifiée conforme à l'original par déclaration sous serment, admissible en preuve dans toute procédure et a la même valeur probante que l'original aurait eue s'il avait été déposé en preuve de façon normale.

SECTION III

SAISIE D'UNE AUTOMOBILE ET SUSPENSION D'UN PERMIS

II0. Un inspecteur ou un enquêteur peut, sur-le-champ, saisir une automobile lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle sert ou a servi à commettre une infraction :

1° prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 172 jusqu'à ce que le tribunal compétent ou un juge de ce tribunal en autorise la libération avec cautionnement;

2° prévue à toute autre disposition de la présente loi et que la personne qui se sert ou s'est servie de cette automobile peut se soustraire à la justice, jusqu'à ce que le tribunal compétent ou un juge de ce tribunal en autorise la libération avec ou sans cautionnement.

Le cautionnement exigé en vertu des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa est égal au montant de l'amende prévue pour l'infraction. L'article 321 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à ce cautionnement.

La personne qui a saisi l'automobile en a la garde, aux frais du propriétaire, jusqu'à ce qu'un tribunal compétent en ait prononcé la confiscation ou en ait ordonné la remise à son propriétaire. Le juge qui ordonne cette remise peut l'assortir de conditions.

Dans le cas d'une récidive relative à une infraction prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° de l'article 172 à l'égard de laquelle le défendeur est déclaré ou réputé déclaré coupable, le juge rend, aux conditions qu'il détermine, toute ordonnance assurant que l'automobile ne puisse être utilisée pour une période de 30 jours, pour une première récidive, et de 90 jours, pour toute récidive additionnelle.

III. Un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne contrevient au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 172 suspend sur-le-champ, au nom de la Société, et pour une période de sept jours :

1° le permis visé à l'article 61 du Code de la sécurité routière et dont cette personne est titulaire;

2° dans le cas où cette personne n'est pas titulaire d'un tel permis, son droit d'en obtenir un.

Dans le cas d'une personne qui, au cours des 10 ans précédant la suspension, a fait l'objet d'une déclaration de culpabilité liée à une infraction au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1° de l'article 172, la durée de la suspension est de 30 jours, pour une première récidive, et de 90 jours, pour toute récidive additionnelle.

Les articles 202.6.1 et 202.7 du Code de la sécurité routière s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la suspension prévue au présent article.

112. Dans le cas d'une personne dont le permis ou le droit d'en obtenir un est suspendu conformément à l'article 111, l'inspecteur procède sur-le-champ, au nom de la Société et aux frais du propriétaire, à la saisie de l'automobile et à sa mise en fourrière pour une durée équivalente à la durée de la suspension.

Les articles 209.3 à 209.10 du Code de la sécurité routière s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à cette saisie.

113. La personne dont le permis ou le droit d'en obtenir un est suspendu, conformément à l'article 111, peut obtenir la levée de cette suspension d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son cabinet en matière civile, après avoir établi qu'elle n'a pas contrevenu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1^o de l'article 172.

Le deuxième alinéa de l'article 209.11 du Code de la sécurité routière s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la signification à la Société de la demande de levée de la suspension. De plus, l'article 209.12 de ce code s'applique à cette demande.

114. Le propriétaire de l'automobile saisie peut être remis en possession de l'automobile, sur autorisation d'un juge de la Cour du Québec exerçant en son cabinet en matière civile :

1^o s'il n'était pas le conducteur de l'automobile et s'il ne pouvait raisonnablement prévoir que le conducteur de son automobile contreviendrait au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1^o de l'article 172;

2^o s'il était le conducteur de l'automobile et s'il établit qu'il n'a pas contrevenu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1^o de l'article 172.

La Société lève la suspension du permis ou du droit d'en obtenir un imposée en vertu de l'article 111 si la personne concernée au paragraphe 2^o du premier alinéa obtient la mainlevée de la saisie.

Le deuxième alinéa de l'article 209.11 et les articles 209.11.1 à 209.22.3 du Code de la sécurité routière s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.

115. La suspension du permis de conduire ou du droit d'en obtenir un visée à l'article 111 constitue une sanction pour l'application des articles 105 et 106 du Code de la sécurité routière.

SECTION IV

IMMUNITÉ

116. Un inspecteur ou un enquêteur ne peut être poursuivi en justice pour des actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE X

RETRAIT DE LA CIRCULATION, SUSPENSION ET RÉVOCATION D'UNE AUTORISATION ET RADIATION D'UNE INSCRIPTION

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

117. La révocation, conformément aux dispositions du Code de la sécurité routière, du permis de conduire d'un chauffeur qualifié, lorsqu'aucun permis restreint ne lui est délivré conformément à l'article 118 de ce code, emporte la révocation, sans formalité, de l'autorisation que lui a octroyée la Société et est une cause de radiation de son inscription auprès du répondant d'un système de transport autorisé.

De même, la suspension du permis de conduire de ce chauffeur, conformément aux dispositions de ce code, emporte pour la même durée la suspension, sans formalité, de l'autorisation que lui a octroyée la Société et est une cause de suspension de son inscription auprès du répondant d'un système de transport autorisé.

La perte du droit de maintenir en circulation une automobile qualifiée prononcée en vertu du Code de la sécurité routière emporte quant à elle la révocation, sans formalité, de l'autorisation octroyée par la Société relativement à cette automobile et est une cause de radiation de son inscription auprès du répondant d'un système de transport autorisé.

118. La Société peut, lorsqu'elle est informée qu'un chauffeur qualifié ou que le propriétaire d'une automobile qualifiée met en danger la sécurité des passagers, des piétons, des cyclistes et des autres usagers de la route en contrevenant, entre autres, à l'article 58 ou au premier ou au deuxième alinéa de l'article 74, retirer au propriétaire d'une automobile qualifiée le droit de la maintenir en circulation.

Après enquête, la Société peut également, lorsqu'elle constate qu'un chauffeur qualifié réclame pour le prix d'une course un tarif supérieur à celui fixé par la Commission ou à celui déterminé par un moyen technologique visé à l'article 93, suspendre l'autorisation qu'elle lui a octroyée ou, dans le cas d'un chauffeur inscrit auprès du répondant d'un système de transport, faire rapport de son enquête à la Commission qui peut ordonner au répondant de

suspendre l'inscription de ce chauffeur pour la période qu'elle détermine. Le répondant doit suspendre l'inscription dès la réception d'un avis de suspension de la Commission.

La Commission peut, de sa propre initiative ou sur demande, ordonner à la Société de retirer à une personne ayant offert du transport rémunéré de personnes par automobile en contrevenant à l'article 7 le droit de maintenir en circulation l'automobile utilisée à cette fin.

119. Avant de prendre une décision visée au premier ou au deuxième alinéa de l'article 118, la Société notifie par écrit au chauffeur le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorde un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

120. La Commission peut, lorsqu'elle est informée ou constate qu'un chauffeur qualifié est poursuivi pour une infraction visée à l'article 11, faire enquête pour déterminer si cette situation compromet la sécurité des usagers et, le cas échéant, ordonner à la Société ou au répondant d'un système de transport de suspendre, selon le cas, l'autorisation octroyée à ce chauffeur par la Société ou l'inscription de ce chauffeur auprès de ce répondant. La Société ou le répondant doit suspendre l'autorisation ou l'inscription du chauffeur dès la réception d'un avis de suspension de la Commission.

SECTION II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AUTORISATIONS OCTROYÉES PAR LA SOCIÉTÉ

§1. — *Autorisation octroyée à un chauffeur*

121. L'autorisation octroyée par la Société à un chauffeur est révoquée de plein droit lorsqu'il est déclaré coupable d'une infraction visée à l'un ou l'autre des paragraphes 1^o ou 2^o de l'article 11.

Dans une poursuite intentée contre un chauffeur autorisé pour une telle infraction, le poursuivant doit demander la confiscation du permis délivré en vertu de l'article 18.

Le juge qui prononce la déclaration de culpabilité doit ordonner la confiscation de ce permis pour qu'il soit remis à la Société; il doit en aviser le chauffeur. Cet avis peut être donné à l'occasion ou après le prononcé de la sentence. Dans tous les cas, la date de la confiscation est réputée être la date de la déclaration de culpabilité.

Le greffier doit, sans délai, transmettre un avis de la confiscation du permis à la Société.

122. La Société révoque l'autorisation qu'elle a octroyée à un chauffeur chaque fois qu'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il a offert du transport rémunéré de personnes par automobile malgré la suspension de cette autorisation;

2° son permis de conduire est assorti de la condition de conduire un véhicule routier muni d'un antidémarrreur éthylométrique agréé par la Société;

3° il est déclaré coupable d'une infraction visée au paragraphe 3° de l'article 11;

4° il lui en fait la demande par écrit, pourvu que l'autorisation ne soit pas suspendue;

5° toute autre situation que peut prévoir un règlement du gouvernement.

Dans la situation visée au paragraphe 3° du premier alinéa, la Société doit, avant de révoquer l'autorisation, consulter le comité d'évaluation des antécédents judiciaires visé à l'article 17 à l'égard du lien entre l'infraction et les aptitudes requises et le comportement approprié d'un chauffeur d'une automobile pour offrir du transport de personnes.

123. La Société peut suspendre ou révoquer l'autorisation qu'elle a octroyée à un chauffeur chaque fois qu'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il a produit une déclaration, un document ou un renseignement faux ou a dénaturé ou omis de déclarer un fait important pour l'octroi de l'autorisation;

2° il a fait défaut de respecter une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi, sauf dans les cas visés aux articles 121 et 122.

124. Avant de révoquer ou de suspendre l'autorisation qu'elle a octroyée à un chauffeur, la Société lui notifie par écrit le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorde un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

125. Lorsque l'autorisation octroyée par la Société à un chauffeur fait l'objet d'une suspension d'une durée supérieure à celle prévue par règlement du gouvernement ou d'une révocation, celui-ci doit retourner le permis délivré en vertu de l'article 18 à la Société.

S'il refuse ou omet de se conformer, la Société peut demander à un agent de la paix de confisquer le permis. Le chauffeur doit alors remettre sur-le-champ ce permis à l'agent de la paix qui lui en fait la demande.

126. Le chauffeur qui, pour offrir du transport rémunéré de personnes, utilise une automobile autorisée dont il n'est pas le propriétaire doit, lorsque son autorisation est suspendue ou révoquée par la Société, en aviser sans délai le propriétaire selon les modalités prévues par règlement du gouvernement.

§2. — *Autorisation relative à une automobile*

127. La Société révoque l'autorisation qu'elle a octroyée relativement à une automobile chaque fois que son propriétaire se trouve dans l'une des situations suivantes :

1° il a utilisé ou permis l'utilisation de l'automobile autorisée pour offrir du transport rémunéré de personnes malgré la suspension de cette autorisation;

2° il lui en fait la demande par écrit, pourvu que l'autorisation ne soit pas suspendue;

3° toute autre situation que peut prévoir un règlement du gouvernement.

128. La Société peut suspendre ou révoquer l'autorisation qu'elle a octroyée relativement à une automobile dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° le propriétaire a produit une déclaration, un document ou un renseignement faux ou a dénaturé ou omis de déclarer un fait important pour l'octroi de l'autorisation;

2° le propriétaire de l'automobile a fait défaut de respecter une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi, sauf dans les cas visés à l'article 127.

129. Avant de révoquer ou de suspendre l'autorisation qu'elle a octroyée relativement à une automobile, la Société notifie par écrit au propriétaire de cette automobile le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorde un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

130. Lorsque l'autorisation octroyée par la Société relativement à une automobile fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation, le propriétaire de cette automobile doit retourner le document délivré en vertu de l'article 26 à la Société.

S'il refuse ou omet de se conformer, la Société peut demander à un agent de la paix de confisquer ce document. Le propriétaire doit alors remettre sur-le-champ ce document à l'agent de la paix qui lui en fait la demande.

SECTION III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSCRIPTIONS AUPRÈS D'UN RÉPONDANT D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT

131. Le répondant d'un système de transport doit, tous les deux ans suivant l'inscription d'un chauffeur, obtenir de ce dernier l'un des documents visés au paragraphe 1^o de l'article 47.

132. Le répondant d'un système de transport doit radier l'inscription d'un chauffeur dès qu'il est informé que ce chauffeur a été déclaré coupable d'une infraction visée à l'un ou l'autre des paragraphes 1^o et 2^o de l'article 11, dès que ce chauffeur refuse ou omet de lui remettre l'un ou l'autre des documents qu'il doit obtenir de ce chauffeur en vertu de l'article 131 ou dès qu'il est informé d'une autre cause de radiation.

Le répondant doit suspendre l'inscription d'un chauffeur dès qu'il est informé d'une cause de suspension de cette inscription. Il doit, pendant la durée de la suspension, s'assurer que ce chauffeur ne puisse, dans le cadre de ce système, offrir un transport rémunéré de personnes.

Le répondant doit suspendre l'inscription d'une automobile dans les cas prévus à l'article 79. De plus, il doit radier l'inscription d'une automobile dès qu'il est informé d'une cause de radiation de cette inscription. Il doit s'assurer qu'une telle automobile ne peut, dans le cadre de ce système, être utilisée pour offrir un transport rémunéré de personnes.

133. Le chauffeur inscrit qui prend connaissance d'une cause de suspension ou de radiation de son inscription doit, sans délai, en informer par écrit le répondant de ce système de transport.

Il en est de même du propriétaire d'une automobile inscrite qui prend connaissance d'une cause de radiation de l'inscription de cette automobile.

SECTION IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AUTORISATIONS OCTROYÉES À L'ÉGARD D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT

134. La Commission peut suspendre ou révoquer l'autorisation qu'elle a octroyée à l'égard d'un système de transport lorsque :

1^o la contribution d'assurance visée à l'article 50 ou les droits annuels exigibles pour le maintien de l'autorisation n'ont pas été payés dans le délai prescrit par règlement du gouvernement;

2^o une personne visée au paragraphe 2^o de l'article 28 a été déclarée coupable d'une infraction criminelle visée à l'article 29;

3° le répondant ou une telle personne a produit une déclaration, un document ou un renseignement faux ou a dénaturé ou omis de déclarer un fait important pour l'octroi de l'autorisation;

4° le répondant a été déclaré coupable de l'infraction prévue au sous-paragraphe c du paragraphe 1° de l'article 172;

5° le répondant a autrement fait défaut de respecter une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi;

6° le répondant ne se conforme pas à une décision exécutoire de la Commission;

7° elle estime que l'intérêt public le justifie.

La Commission peut également suspendre ou révoquer cette autorisation lorsque, en raison du nombre, du caractère répétitif ou de la gravité des infractions aux dispositions de la présente loi commises par les chauffeurs inscrits ou les propriétaires d'automobiles inscrites auprès du répondant de ce système, elle estime que le répondant n'a pas pris les mesures nécessaires à la surveillance de ces personnes et de ces automobiles.

Plutôt que de suspendre ou de révoquer une autorisation, la Commission peut, pour la période qu'elle détermine, interdire au répondant d'un système de transport de procéder à toute inscription d'un chauffeur ou d'une automobile.

Dans la situation visée au paragraphe 2° du premier alinéa, la Commission doit, avant de prendre sa décision de suspendre ou de révoquer l'autorisation, consulter le comité d'évaluation des antécédents judiciaires visé à l'article 17 à l'égard du lien entre l'infraction et les aptitudes requises et le comportement approprié pour participer à l'exploitation d'un système de transport.

135. Lorsque la Commission suspend ou révoque l'autorisation qu'elle a octroyée à l'égard d'un système de transport, le répondant doit, dans le délai qu'elle prescrit, en aviser les chauffeurs inscrits auprès de lui. Ceux-ci doivent cesser d'offrir tout transport rémunéré de personnes par automobile dans le cadre de ce système à la date fixée par la Commission.

En outre, le répondant doit, selon le cas, cesser d'exercer les fonctions de répartiteur pour ce système de transport ou s'assurer que le fournisseur dont il retient les services cesse d'exercer ces fonctions pour ce système.

136. Avant de prendre une décision en vertu de l'article 134, la Commission notifie par écrit au répondant de ce système le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorde un délai d'au moins 15 jours pour présenter ses observations.

137. La Commission révoque l'autorisation qu'elle a octroyée à l'égard d'un système de transport, lorsque le répondant lui en fait la demande par écrit et que les conditions suivantes sont remplies :

1° l'autorisation n'est pas suspendue;

2° il en a avisé les chauffeurs inscrits auprès de lui et ceux-ci ont, à la date de la demande, cessé d'offrir du transport rémunéré de personnes dans le cadre de ce système;

3° il a payé les droits dus en vertu de la présente loi;

4° toute autre condition que peut prévoir un règlement du gouvernement.

CHAPITRE XI

AUTRES POUVOIRS DE LA COMMISSION ET DE LA SOCIÉTÉ

138. La Commission peut, pour l'application de la présente loi, prendre avec diligence l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° procéder à la vérification et au scellage des taximètres ou autoriser, pour le territoire qu'elle détermine, une personne à le faire en son nom et fixer les frais exigibles;

2° déterminer des territoires pour lesquels une automobile n'est pas tenue d'être équipée d'un taximètre, sans devoir utiliser un moyen technologique visé à l'article 93;

3° lorsqu'elle l'estime nécessaire pour l'intérêt public, nommer, pour la période qu'elle fixe et aux frais du répondant d'un système de transport, un administrateur qui peut exercer seul les pouvoirs du conseil d'administration du répondant;

4° nommer, pour la période qu'elle fixe et aux frais du répondant, un surveillant qui lui fait rapport sur l'exploitation d'un système de transport.

Les décisions de la Commission sont rendues publiques sur son site Internet.

139. Les décisions de la Commission, autres qu'une décision prise en vertu de l'article 95, ne peuvent être révisées en vertu des articles 17.2 à 17.4 de la Loi sur les transports (chapitre T-12).

140. La Commission et la Société doivent rendre accessible l'une envers l'autre tout renseignement nécessaire afin qu'elles puissent prendre toute décision dans une affaire dont elles sont respectivement saisies en vertu de la présente loi.

141. La Commission et la Société peuvent conclure avec un ministre ou un organisme toute entente administrative nécessaire à l'application de la présente loi.

Elles peuvent notamment conclure avec le ministre de la Justice une entente administrative leur permettant, aux conditions et selon les modalités prévues à l'entente, d'agir comme mandataires pour le recouvrement des amendes en faisant l'objet.

CHAPITRE XII

POUVOIRS RÉGLEMENTAIRES

142. En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement :

1^o établir toute règle applicable à la perception des droits ou autres sommes exigibles en vertu de la présente loi, ainsi qu'aux intérêts et aux pénalités exigibles en cas de non-paiement;

2^o déterminer les conditions et les modalités selon lesquelles doit être faite toute demande d'autorisation prévue en vertu de la présente loi, de même que les modalités applicables à toute demande de révocation, notamment par l'utilisation de formulaires déterminés;

3^o déterminer les conditions et les modalités applicables à la transmission de tout document exigé par la présente loi de même que celles applicables au remplacement d'un permis, d'un autre document ou d'un accessoire délivré en vertu de cette dernière, notamment lorsqu'il a été perdu, endommagé ou volé, ainsi que celles applicables à sa mise à jour;

4^o prescrire les frais exigibles pour toute formalité prévue par règlement;

5^o établir des conditions et des modalités de construction, d'utilisation et d'entretien d'un taximètre ainsi que prescrire l'obligation de le faire vérifier et sceller aux périodes qu'il indique;

6^o établir toute mesure destinée à augmenter la proportion du nombre d'automobiles qualifiées qui sont soit des automobiles mues exclusivement au moyen d'un moteur électrique visées au deuxième alinéa de l'article 101 et 102, soit des véhicules automobiles à faibles émissions au sens des règlements pris pour l'application de la Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants (chapitre A-33.02), dont, notamment, déterminer les conditions et les modalités selon lesquelles seul l'un ou l'autre de ces deux types d'automobiles peut être autorisé ou inscrit;

7° exiger d'une personne, pour les activités ou catégories d'activités qu'il détermine, qu'elle fournisse une garantie financière de la bonne exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi;

8° déterminer les registres qu'une personne ou un groupement doit tenir, prescrire les conditions qui s'appliquent à la tenue et à la conservation de ces registres, celles relatives au partage des renseignements qu'ils contiennent et celles relatives à leur accès ainsi que déterminer leur forme et leur teneur;

9° prescrire les documents et les renseignements qui doivent être fournis aux passagers, à la clientèle, au ministre, à la Commission, à un organisme public qui exerce une compétence que la loi lui confère en matière de transport collectif ou à la Société par toute personne ou tout groupement exerçant une activité régie par la présente loi et déterminer leur forme et leur teneur ainsi que les conditions relatives à leur conservation et à leur transmission.

Malgré le paragraphe 4° du premier alinéa, les frais exigibles pour les formalités prévues par règlement du gouvernement devant être accomplies auprès de la Société sont prévus par règlement pris par celle-ci.

143. Le ministre peut, par règlement et après consultation de la Société, autoriser la mise en œuvre de projets pilotes visant à expérimenter l'utilisation de véhicules autonomes, au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière, pour offrir du transport rémunéré de personnes par automobile ainsi que pour en étudier l'efficacité ou pour définir des normes particulières applicables en telle matière.

Le ministre peut, dans le cadre de ces projets pilotes, autoriser toute personne ou tout groupement à offrir du transport rémunéré de personnes au moyen de véhicules autonomes ou à établir un système de transport de personnes au moyen de tels véhicules selon des normes et des règles qu'il édicte, différentes de celles prévues par la présente loi ou de toute autre loi dont l'application relève du ministre, dans l'objectif d'accroître la sécurité des usagers, d'améliorer la qualité du transport offert, ou de favoriser le déploiement de tels véhicules. Un tel projet pilote doit aussi favoriser le respect de l'équité avec les autres modes de transport rémunéré de personnes par automobile ainsi que des règles applicables en matière de protection de la vie privée. Les dispositions du troisième alinéa de l'article 633.1 du Code de la sécurité routière s'appliquent à ces projets.

Un projet pilote édicté en vertu du présent article est d'une durée maximale de trois ans que le ministre peut, s'il le juge nécessaire, prolonger d'au plus deux ans. Le ministre peut, en tout temps, modifier un projet pilote ou y mettre fin. Il peut également déterminer, parmi les dispositions que le règlement renferme, celles dont la violation constitue une infraction et fixer les montants minimum et maximum dont est passible le contrevenant. Ce montant ne peut être inférieur à 200 \$ ni supérieur à 3 000 \$.

CHAPITRE XIII

MODALITÉS PARTICULIÈRES À CERTAINS MODES DE TRANSPORT

SECTION I

TAXI

144. Pour l'application de la présente loi, est un «taxi» une automobile qualifiée utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes, lorsque le prix de la course est calculé, en toute circonstance ou à la demande du client, conformément aux tarifs établis par la Commission en vertu des dispositions du chapitre VII.

Nul ne peut, sans mettre un taxi à la disposition du public conformément aux normes minimales de service prévues par règlement du gouvernement, présenter une automobile comme un taxi ou utiliser un nom qui comporte le mot «taxi» pour désigner une entreprise de transport de personnes par automobile.

145. Le propriétaire d'un taxi doit l'équiper d'un lanternon dont les caractéristiques sont prévues par règlement du gouvernement. Ce règlement peut prévoir les règles d'installation de ce lanternon.

Aucune autre automobile ne peut être équipée d'un tel lanternon.

Lorsqu'une automobile est équipée d'un lanternon, son chauffeur n'est pas tenu de lui apposer l'accessoire visé à l'article 54. De même, ni la Société ni le répondant d'un système de transport ne sont, malgré les articles 26 et 51, tenus de fournir cet accessoire au propriétaire de l'automobile.

146. Le chauffeur d'un taxi ne peut refuser une course au motif qu'elle n'a pas été demandée par un moyen particulier pour répartir les demandes de course.

La personne qui demande une course par un moyen technologique lui permettant d'en connaître par écrit le prix maximal et d'y consentir avant que le chauffeur qualifié ne soit informé de la demande ne peut, après avoir consenti à ce prix, demander que le prix de la course effectuée avec le taxi soit calculé conformément aux tarifs établis par la Commission en vertu des dispositions du chapitre VII.

147. Seul le chauffeur qualifié qui utilise un taxi pour offrir du transport peut accepter une demande de course lorsqu'il est hélé, lorsque la course lui est autrement demandée de personne à personne ou lorsqu'elle est demandée oralement par téléphone.

148. Un établissement auquel s'applique la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) ne peut octroyer un contrat pour le transport de bénéficiaires que si seulement des taxis au sens de l'article 144 sont retenus pour effectuer ce transport, à moins qu'il ne soit effectué au moyen d'autobus ou de minibus.

SECTION II

TRANSPORT COLLECTIF

149. Sur un territoire sur lequel une municipalité, une régie intermunicipale ou un autre organisme public exerce la compétence que la loi lui confère en matière de transport collectif, du transport rémunéré de personnes par automobile visé au paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 61 ne peut être offert que si les conditions suivantes sont remplies :

1^o l'organisme public a conclu une entente avec soit un propriétaire d'une automobile autorisée ou un représentant de tels propriétaires, soit le répondant d'un système de transport;

2^o toute automobile utilisée pour offrir ce transport est soit une automobile autorisée appartenant à ce propriétaire ou aux propriétaires ainsi représentés, soit une automobile inscrite auprès de ce répondant.

Malgré toute disposition contraire de la présente loi, le prix du transport ainsi offert est celui prévu par un règlement de l'organisme public ou par l'entente visée au paragraphe 1^o du premier alinéa ou calculé conformément au tarif établi par ce règlement ou cette entente.

SECTION III

COVOITURAGE OFFERT DANS LE CADRE D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT

150. Le répondant d'un système de transport peut inscrire une personne et une automobile sans que les conditions prévues aux articles 47 et 49 soient remplies, lorsque cette personne agit comme chauffeur de cette automobile aux seules fins d'offrir du covoiturage et que cette automobile n'est pas utilisée à d'autres fins dans le cadre de ce système.

151. Pour l'application de l'article 150, le covoiturage s'entend du transport rémunéré de personnes par automobile qui remplit les conditions suivantes :

1^o l'automobile utilisée est un véhicule de promenade au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière;

2^o le chauffeur décide de la destination finale et la prise de passagers à bord est accessoire à la raison pour laquelle il se déplace;

3^o le chauffeur effectue au plus deux courses par jour n'excédant pas, ensemble, 13 heures, à moins que le point de départ et la destination finale de toutes les courses qu'il effectue dans une même journée ne soient situés sur le territoire d'une même communauté métropolitaine, en ce cas, il effectue au plus quatre courses par jour n'excédant pas, cumulativement, 100 km;

4° l'automobile est utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes seulement pour effectuer les courses visées au paragraphe 3°.

Une course visée au paragraphe 3° du premier alinéa débute à l'embarquement du premier passager et se termine au débarquement du dernier passager. Une telle course ne se termine même si tous les passagers débarquent à un même arrêt pourvu qu'un nouveau passager y embarque.

SECTION IV

TRANSPORT PAR AUTOMOBILE ADAPTÉE

152. Le répondant d'un système de transport doit prendre les moyens raisonnables afin qu'une automobile adaptée soit disponible dans les meilleurs délais possible pour répondre à une demande de course qui requiert l'utilisation d'une automobile adaptée. Il en est de même pour un répartiteur enregistré.

153. Une automobile adaptée ne peut être utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes que si elle est conduite par un chauffeur qualifié ayant complété une formation avancée sur le transport des personnes handicapées et ayant réussi un examen portant sur cette formation.

Les modalités et le contenu de la formation, de même que les modalités et la teneur de l'examen, sont établis par règlement du ministre.

154. Un chauffeur qualifié doit avoir en sa possession, lorsqu'il offre du transport rémunéré de personnes par automobile adaptée, son attestation de la réussite de l'examen visé au premier alinéa de l'article 153.

Il n'y est toutefois pas tenu lorsque cette attestation est disponible, conformément aux conditions et modalités établies par le règlement prévu à l'article 62, aux personnes agissant comme inspecteurs ou enquêteurs pour l'application de la présente loi.

155. Le propriétaire d'une automobile adaptée ne peut, pour offrir du transport rémunéré de personnes, en confier la garde ou le contrôle à un chauffeur qui ne remplit pas les conditions prévues à l'article 153.

Le répondant d'un système de transport auprès duquel une automobile adaptée est inscrite ne peut inscrire comme chauffeur de cette automobile un chauffeur qui ne remplit pas les conditions prévues à l'article 153.

De même, un répartiteur enregistré ne peut fournir ses services au chauffeur d'une automobile adaptée qui ne remplit pas les conditions prévues à l'article 153.

156. Le gouvernement peut prévoir par règlement, pour les territoires qu'il détermine, toute mesure visant à favoriser le déploiement et l'accessibilité des automobiles adaptées aux personnes handicapées.

CHAPITRE XIV

ÉLECTRIFICATION DU TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES PAR AUTOMOBILE

157. L'ensemble des automobiles utilisées au Québec pour offrir du transport rémunéré de personnes par automobile et qui sont inscrites auprès d'un répondant d'un système de transport autorisé ou qui sont utilisées par des chauffeurs auxquels un répartiteur fournit ses services doit être, dans la proportion prévue ci-dessous, composé d'automobiles à faibles émissions :

1^o à compter de l'année 2030, d'au moins 30 %;

2^o à compter de l'année 2035, d'au moins 50 %;

3^o à compter de l'année 2050, de 100 %.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par « automobiles à faibles émissions » les automobiles mues exclusivement au moyen d'un moteur électrique visées au deuxième alinéa de l'article 101 ou 102 ainsi que les véhicules automobiles à faibles émissions au sens des règlements pris pour l'application de la Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants.

158. En vue de l'atteinte des proportions prévues à l'article 157, la Commission fixe pour chaque répondant autorisé une cible à atteindre quant au nombre d'automobiles inscrites auprès de lui qui sont des automobiles à faibles émissions.

Elle fixe, de plus, pour chaque répartiteur enregistré une cible à atteindre quant au nombre d'automobiles à faibles émissions utilisées par des chauffeurs auxquels il fournit ses services.

159. La Commission peut tenir une audience avant de fixer les cibles visées à l'article 158.

Elle fixe ces cibles en tenant compte des particularités régionales et de la disponibilité des ressources matérielles nécessaires.

160. Les premières cibles fixées par la Commission sont applicables à compter du 10 octobre 2022.

La Commission doit, par la suite, réviser ces cibles tous les trois ans; elle fixe de nouvelles cibles si elle l'estime nécessaire.

161. Un répondant d'un système de transport autorisé, de même qu'un répartiteur enregistré, doit, annuellement, à l'époque et selon les modalités et la teneur prévues par règlement du gouvernement, transmettre à la Commission un rapport faisant état de l'atteinte de la cible qui lui est applicable en vertu de l'article 158.

L'atteinte de la cible est mesurée en fonction du nombre moyen d'automobiles inscrites auprès d'un répondant ou du nombre d'automobiles utilisées par les chauffeurs auxquels un répartiteur fournit ses services, durant la période de 12 mois sur laquelle doit porter le rapport.

162. La Commission peut imposer une sanction administrative pécuniaire à un répondant ou à un répartiteur pour chaque année où il n'atteint pas la cible qui lui est applicable, et ce, pour chaque automobile manquante pour atteindre cette cible.

Le montant de la sanction est déterminé par règlement du gouvernement. Il doit être supérieur à 500 \$ mais ne peut pas excéder 5 000 \$.

Les dispositions de la section II du chapitre XVII sont, pour le reste, applicables.

163. Les sanctions administratives pécuniaires imposées par la Commission sont portées au crédit du Fonds vert institué en vertu de l'article 15.1 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (chapitre M-30.001).

CHAPITRE XV

TABLE DE CONCERTATION NATIONALE DU TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES PAR AUTOMOBILE

164. Est instituée la Table de concertation nationale du transport rémunéré de personnes par automobile.

Cette table a pour objet de favoriser la concertation entre les principaux intervenants de l'industrie du transport rémunéré de personnes par automobile au regard des diverses pratiques commerciales prévalant dans cette industrie dont, notamment, celles affectant le développement des ressources humaines, et de conseiller le ministre sur la réglementation de cette industrie et sur les mesures destinées à son développement, entre autres en lui présentant des recommandations qui font consensus.

La Table peut également étudier les impacts de la présente loi sur les différents territoires, notamment en ce qui concerne le nombre de véhicules.

165. La Table se compose d'un président, nommé par le gouvernement, et d'au plus neuf autres membres nommés par le ministre afin de représenter les chauffeurs qualifiés, les répartiteurs, de même que les répondants de systèmes de transport ainsi que des usagers.

Pour l'application du premier alinéa, le gouvernement identifie par décret les associations et les regroupements qui seront invités par le ministre à lui soumettre la candidature de deux personnes parmi lesquelles il choisira le membre devant représenter leurs intérêts. Outre les chauffeurs qualifiés, les associations et les regroupements identifiés par le gouvernement doivent au moins permettre que soient représentées les personnes visées à cet alinéa.

La Table est mise en place dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE XVI

TRANSPORTS EXEMPTÉS DE CERTAINES OBLIGATIONS

166. Le transport de personnes par automobile peut, même s'il est rémunéré, être offert sans que cette automobile soit qualifiée, sans qu'elle soit conduite par un chauffeur qualifié et sans que le prix de la course soit calculé conformément aux dispositions du chapitre VII dans les cas suivants et aux conditions suivantes :

1^o le transport offert par un conducteur bénévole œuvrant sous le contrôle d'un organisme humanitaire reconnu par le ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre de l'un de ses programmes de soutien ou d'accompagnement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) le transport est offert moyennant une contribution financière qui se limite, quel que soit le nombre de personnes à bord de l'automobile, aux frais d'utilisation de celle-ci qui ont été fixés par le conseil d'administration de l'organisme et dont le montant total n'excède pas celui déterminé par règlement du gouvernement;

b) l'organisme maintient un registre permanent des transports qui identifie, pour chaque transport effectué, le conducteur, le client et, s'il y a lieu, l'accompagnateur et qui indique la date, le point d'origine, la distance parcourue et la destination de la course;

2^o le transport offert par une entreprise d'économie sociale financée par un programme gouvernemental pour offrir des services d'accompagnement, notamment aux personnes âgées, handicapées, malades ou en perte d'autonomie, à la condition que l'entreprise maintienne un registre permanent des transports qui identifie, pour chaque transport effectué, le conducteur, le client et, s'il y a lieu, l'accompagnateur et qui indique la date, le point d'origine, la distance parcourue et la destination de la course;

3° le transport de personnes ayant les facultés affaiblies offert par un conducteur bénévole œuvrant sous le contrôle d'un organisme ou d'une personne morale sans but lucratif ou par un conducteur rémunéré par une entreprise, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

a) le déplacement de l'automobile de la personne transportée est aussi effectué;

b) le transport est offert par un conducteur bénévole sans intention de faire un gain pécuniaire;

c) l'organisme ou la personne morale sans but lucratif ou l'entreprise concernée maintient un registre permanent des transports qui identifie, pour chaque transport effectué, le conducteur, le client et l'accompagnateur et qui indique la date, le point d'origine, la distance parcourue et la destination de la course;

4° le transport effectué dans un but d'entraide communautaire pour venir en aide ou accompagner une personne à la condition que ce transport soit offert moyennant une contribution financière qui se limite, quel que soit le nombre de personnes à bord de l'automobile, aux frais d'utilisation de celle-ci et dont le montant total n'excède pas celui déterminé par règlement du gouvernement.

167. Une personne autorisée à agir comme inspecteur en vertu de l'article 104 dispose des pouvoirs prévus aux articles 105 et 106 à l'égard d'un organisme, d'une personne morale sans but lucratif ou d'une entreprise qui offre du transport visé au présent chapitre.

168. À l'exception de l'article 167, les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas au transport de personnes par automobile dans les cas suivants :

1° le transport d'élèves organisé en vertu de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3), de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (chapitre I-14) ou de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1);

2° le transport de courtoisie offert par un conducteur rémunéré par une entreprise, mais offert gratuitement aux clients de celle-ci;

3° le transport de personnes offert à l'occasion de baptêmes, de mariages ou de funérailles ou le transport de personnes par automobile antique de plus de 30 ans;

4° le transport par ambulance;

5° le covoiturage qui remplit les conditions prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 151 et tout autre transport de personnes lorsque la somme versée pour le transport offert au moyen d'une même automobile n'excède pas le montant prévu par règlement du gouvernement.

CHAPITRE XVII

DISPOSITIONS PÉNALES ET SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

SECTION I

DISPOSITIONS PÉNALES

§1. — *Infractions et peines*

169. Commet une infraction et est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 250 \$ à 750 \$ et, dans les autres cas, d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$:

1° le répondant d'un système de transport qui contrevient à l'un des articles 48 ou 51;

2° le chauffeur qualifié qui contrevient à l'un des articles 53 ou 54, au deuxième alinéa de l'article 55 ou à l'un des articles 56, 60 ou 98;

3° le chauffeur autorisé qui contrevient à l'article 63;

4° le chauffeur inscrit qui contrevient à l'article 67;

5° quiconque contrevient à une disposition de la présente loi lorsque aucune autre peine n'est prévue.

170. Commet une infraction et est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$ et, dans les autres cas, d'une amende de 1 000 \$ à 3 000 \$:

1° le chauffeur qualifié qui :

a) utilise pour offrir du transport rémunéré de personnes une automobile qui ne respecte pas l'une des conditions prévues au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 20;

b) contrevient à l'article 57, au premier alinéa de l'article 58, au deuxième alinéa de l'article 58, au premier alinéa de l'article 59 ou au premier alinéa de l'article 153;

2° le chauffeur inscrit qui contrevient à l'un des articles 68 ou 69;

3° le propriétaire d'une automobile qualifiée qui :

a) contrevient au premier alinéa de l'article 72 ou au premier alinéa de l'article 73, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité mineure;

b) contrevient au troisième ou au quatrième alinéa de l'article 73, au troisième alinéa de l'article 74, à l'article 76 ou au premier alinéa de l'article 155;

4° le répondant qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 155;

5° le répartiteur qui contrevient au troisième alinéa de l'article 155.

171. Commet une infraction et est passible, dans le cas d'une personne physique, d'une amende de 1 000 \$ à 5 000 \$ et, dans les autres cas, d'une amende de 2 000 \$ à 10 000 \$:

1° le chauffeur qualifié qui :

a) contrevient à l'un des paragraphes 2° à 4° du premier alinéa de l'article 58, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité majeure;

b) contrevient à l'un des articles 61, 91 ou 146;

c) offre du transport rémunéré de personnes par automobile, autre qu'un transport prévu par une entente visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 149, pour un prix qui n'est pas calculé conformément aux tarifs établis par la Commission, sauf si ce prix a été établi dans les conditions prévues à l'article 93 ou 97;

d) offre du transport rémunéré de personnes par automobile prévu par une entente visée au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 149 pour un prix autre que celui prévu conformément au deuxième alinéa de cet article;

2° le chauffeur autorisé qui contrevient à l'article 64, au premier alinéa de l'article 125 ou à l'article 126;

3° le chauffeur inscrit ou le propriétaire d'une automobile inscrite qui contrevient à l'article 133;

4° le propriétaire d'une automobile qualifiée qui :

a) contrevient au premier alinéa de l'article 73, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité majeure;

b) contrevient au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 73, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité mineure;

c) contrevient au paragraphe 2° de cet alinéa;

5° le propriétaire d'une automobile autorisée qui contrevient au premier alinéa de l'article 130;

6° le répondant d'un système de transport qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 82 et le répartiteur qui contrevient au deuxième alinéa de l'article 89;

7° quiconque prépare ou transmet un certificat de vérification mécanique visé au troisième alinéa de l'article 73 ou un rapport visé au deuxième alinéa de l'article 75 en sachant que celui-ci contient un renseignement faux ou trompeur ou falsifie un tel certificat ou un tel rapport, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité mineure.

172. Commet une infraction et est passible d'une amende de 2 500 \$ à 25 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 5 000 \$ à 50 000 \$, dans les autres cas :

1° quiconque :

a) offre du transport rémunéré de personnes par automobile sans utiliser une automobile qualifiée;

b) offre du transport rémunéré de personnes par automobile sans être un chauffeur qualifié ou sans être titulaire d'un permis de conduire de la classe appropriée;

c) offre en location une automobile avec les services d'un conducteur alors que celui-ci n'est pas un chauffeur qualifié;

d) entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'un inspecteur ou d'un enquêteur, notamment en le trompant par réticence ou par fausse déclaration ou, dans le cas d'un inspecteur, en refusant de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a le pouvoir d'exiger ou d'examiner ou en cachant ou en détruisant un document ou un bien qu'il a le pouvoir d'exiger ou d'examiner;

e) inscrit dans le registre visé à l'article 52 des renseignements faux ou trompeurs, partage de tels renseignements ou y donne accès;

f) prépare ou transmet un certificat de vérification mécanique visé au troisième alinéa de l'article 73 ou un rapport visé au deuxième alinéa de l'article 75 en sachant que celui-ci contient un renseignement faux ou trompeur ou falsifie un tel certificat ou un tel rapport, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité majeure;

g) contrevient au deuxième alinéa de l'article 144 ou à l'article 147;

2° le propriétaire de l'automobile qualifiée qui contrevient au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 73, lorsqu'il s'agit d'une défectuosité majeure;

3° le répondant d'un système de transport qui contrevient à l'un des articles 47, 49, 50 ou 132;

4° le répartiteur qui contrevient à l'article 88 ou à l'article 99;

5° la personne qui, malgré la suspension de son permis de conduire ou du droit d'en obtenir un en vertu de l'article 111, conduit une automobile lorsqu'elle fait l'objet d'une sanction.

173. Commet une infraction et est passible d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 10 000 \$ à 100 000 \$, dans les autres cas, le répartiteur qui contrevient au premier alinéa de l'article 85, quiconque contrevient à l'article 100 ou la personne morale qui contrevient à l'article 135.

174. Le gouvernement peut, parmi les dispositions d'un règlement pris en vertu de la présente loi, déterminer celles dont la violation constitue une infraction et rend le contrevenant passible d'une amende dont il fixe les montants minimum et maximum.

Les peines fixées en application du premier alinéa peuvent notamment varier selon la gravité de l'infraction, sans toutefois excéder 50 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et 100 000 \$, dans les autres cas.

175. Les montants minimum et maximum des amendes prévus par la présente loi sont portés au double pour une première récidive et au triple pour toute récidive additionnelle.

En outre, lorsque le contrevenant commet une infraction prévue par une disposition de la présente loi alors qu'une déclaration de culpabilité a été antérieurement prononcée contre lui en raison d'une infraction à une telle disposition et que, abstraction faite des montants prévus en cas de récidive, le montant de l'amende minimum prévu pour la première infraction était égal ou supérieur à celui prévu pour l'infraction subséquente, les montants minimum et maximum de l'amende deviennent, si le poursuivant les réclame, ceux prévus en cas de récidive ou, le cas échéant, de récidive additionnelle.

Le présent article s'applique dans la mesure où la déclaration antérieure de culpabilité a été prononcée au cours des deux ans précédant la perpétration de l'infraction subséquente, ou au cours des cinq ans précédents si le montant minimum de l'amende auquel était passible le contrevenant pour l'infraction antérieure était celui prévu à l'article 173. Les montants des amendes prévus pour une récidive additionnelle s'appliquent si l'infraction antérieure a été sanctionnée à titre de récidive.

176. Lorsqu'une infraction à la présente loi est commise par un administrateur ou un dirigeant d'une personne morale ou d'un autre groupement, quelle qu'en soit la forme juridique, les montants minimum et maximum de l'amende sont le double de ceux prévus pour la personne physique pour cette infraction.

177. Lorsqu'une infraction visée par la présente loi se poursuit durant plus d'un jour, elle constitue une infraction distincte pour chaque jour durant lequel elle se poursuit.

178. Quiconque, par un acte ou une omission, aide ou, par un encouragement, un conseil, un consentement, une autorisation ou un ordre, amène une autre personne à commettre une infraction visée par la présente loi, commet une infraction et est passible de la même peine que celle prévue pour l'infraction qu'il a aidé ou amené à commettre.

§2. — *Preuve et procédure*

179. Dans toute poursuite pénale relative à une infraction à la présente loi :

1° la preuve qu'un transport a été offert au public ou qu'il a été effectué par un chauffeur qualifié suffit, en l'absence de toute preuve contraire, à établir la preuve du transport rémunéré;

2° un extrait d'un registre tenu conformément à l'article 52 suffit, en l'absence de toute preuve contraire, à établir la preuve des faits qu'il contient lorsqu'y est jointe une déclaration sous serment soit de l'inspecteur, soit de l'employé de la Société ou de la Commission qui a confectionné l'extrait, attestant que celui-ci est une reproduction exacte des renseignements partagés ou auxquels il a eu accès en application du deuxième alinéa de cet article;

3° la preuve qu'elle a été commise par un agent, un mandataire ou un employé de quiconque suffit à établir qu'elle a été commise par ce dernier, à moins que celui-ci n'établisse qu'il a fait preuve de diligence raisonnable en prenant toutes les précautions nécessaires pour en prévenir la perpétration;

4° sont réputés agents du répondant d'un système de transport :

a) les chauffeurs inscrits auprès de lui, lorsqu'ils offrent du transport de personnes dans le cadre de ce système;

b) les propriétaires des automobiles inscrites auprès de lui, lorsqu'elles sont utilisées pour offrir un tel transport;

c) le répartiteur ou le teneur de registre dont il retient les services.

180. Lorsqu'une personne morale, un agent, mandataire ou employé de celle-ci ou d'une société de personnes ou d'une association non personnalisée commet une infraction à la présente loi, l'administrateur de la personne morale, société ou association est présumé avoir commis lui-même cette infraction, à moins qu'il n'établisse qu'il a fait preuve de diligence raisonnable en prenant toutes les précautions nécessaires pour en prévenir la perpétration.

Pour l'application du présent article, dans le cas d'une société de personnes, tous les associés, à l'exception des commanditaires, sont présumés être les administrateurs de la société en l'absence de toute preuve contraire désignant l'un ou plusieurs d'entre eux ou un tiers pour gérer les affaires de la société.

181. Dans la détermination de la peine, le juge tient compte notamment des facteurs aggravants suivants :

- 1° la gravité de l'atteinte ou le risque d'atteinte à la sécurité des personnes;
- 2° le fait que le contrevenant ait agi intentionnellement ou ait fait preuve de négligence ou d'insouciance;
- 3° le caractère prévisible de l'infraction ou le défaut d'avoir donné suite à des recommandations ou des avertissements visant à la prévenir;
- 4° les tentatives du contrevenant de dissimuler l'infraction ou son défaut de tenter d'en atténuer les conséquences;
- 5° le fait que le contrevenant, en commettant l'infraction ou en omettant de prendre des mesures pour empêcher sa perpétration, visait à accroître ses revenus ou à réduire ses dépenses;
- 6° la capacité du contrevenant à prendre des mesures raisonnables pour empêcher la perpétration de l'infraction ou en atténuer les conséquences, alors qu'il ne les a pas prises.

Le juge qui, en présence d'un facteur aggravant, impose tout de même une amende minimale doit motiver sa décision.

182. Sur demande du poursuivant, jointe au constat d'infraction, le juge peut imposer au contrevenant, en outre de toute autre peine, une amende additionnelle d'un montant maximum équivalant au montant de l'avantage pécuniaire que ce dernier a tiré de l'infraction, et ce, même si l'amende maximum lui a été imposée.

183. Dans la détermination d'une amende supérieure à l'amende minimum prévue par la loi ou d'un délai pour payer tout montant imposé, le juge peut tenir compte de l'incapacité du contrevenant à en assumer le paiement si ce dernier en fait la preuve en établissant ses ressources et ses charges.

184. Les poursuites pénales pour la sanction des infractions à une disposition de la présente loi se prescrivent, selon le délai le plus long, par :

- 1° trois ans à compter de la date de la perpétration de l'infraction;
- 2° deux ans à compter de la date à laquelle l'inspection ou l'enquête qui a donné lieu à la découverte de l'infraction a été entreprise.

Dans les cas visés au paragraphe 2^o du premier alinéa, le certificat de l'inspecteur ou de l'enquêteur constitue, en l'absence de toute preuve contraire, une preuve concluante de la date à laquelle l'inspection ou l'enquête a été entreprise.

185. La section III du chapitre XIII du Code de procédure pénale s'applique, avec les adaptations nécessaires, au recouvrement d'une somme due par le chauffeur qualifié ou le propriétaire d'une automobile qualifiée reconnu coupable d'une infraction à la présente loi.

SECTION II

SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

§1. — *Manquements*

186. Une sanction administrative pécuniaire d'un montant de 450\$ peut être imposée par la Commission au répondant d'un système de transport qui :

1^o en contravention au premier alinéa de l'article 80, ne transmet pas à la Commission le rapport prévu à cet article;

2^o en contravention à l'article 81, ne transmet pas à la Commission les renseignements et les documents visés à cet article;

3^o en contravention à l'article 82, ne transmet pas à la Commission ou au ministre les renseignements visés à cet article.

Les sanctions prévues au premier alinéa s'appliquent aussi lorsque les documents ou renseignements qui y sont visés sont incomplets ou ne sont pas transmis avant l'échéance prévue.

187. Un manquement susceptible de donner lieu à l'imposition d'une sanction administrative pécuniaire constitue un manquement distinct pour chaque jour durant lequel il se poursuit.

188. Le gouvernement peut, dans un règlement pris en vertu de la présente loi, prévoir qu'un manquement à l'une de ses dispositions peut donner lieu à une sanction administrative pécuniaire. Il peut également conférer à la Société le pouvoir d'imposer une telle sanction.

Ce règlement peut prévoir des conditions d'application de la sanction et déterminer les montants ou leur mode de calcul, lesquels peuvent notamment varier selon la gravité du manquement, sans toutefois excéder 5 000\$.

§2. — *Avis de non-conformité et imposition*

189. Lorsqu'un manquement visé à la sous-section 1 est constaté, un avis de non-conformité peut être notifié à celui qui en est le responsable afin de l'inciter à prendre sans délai les mesures y remédiant.

L'avis doit mentionner que le manquement pourrait notamment donner lieu à une sanction administrative pécuniaire.

190. L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire se prescrit par deux ans à compter de la date du manquement.

191. La sanction administrative pécuniaire pour un manquement à une disposition de la présente loi ne peut être imposée au responsable du manquement lorsqu'un constat d'infraction lui a antérieurement été signifié en raison d'une contravention à la même disposition, survenue le même jour et fondée sur les mêmes faits.

Pour l'application du présent chapitre, le responsable d'un manquement s'entend de la personne ou du groupement qui, selon le cas, se voit imposer ou est susceptible de se voir imposer une sanction administrative pécuniaire pour un manquement visé à la sous-section 1.

192. Une sanction administrative pécuniaire est imposée au responsable d'un manquement par la notification d'un avis de réclamation.

L'avis comporte les mentions suivantes :

1^o le montant réclamé;

2^o les motifs de son exigibilité;

3^o le délai à compter duquel il porte intérêt;

4^o le droit, prévu à l'article 193, d'obtenir le réexamen de la décision d'imposer la sanction et le délai imparti pour l'exercer;

5^o le droit de contester la décision en réexamen devant le Tribunal administratif du Québec et le délai pour exercer un tel recours.

L'avis de réclamation doit aussi contenir des informations relatives aux modalités de recouvrement du montant réclamé. Le responsable du manquement doit également être informé que le défaut de payer le montant dû pourrait donner lieu à une suspension ou à une révocation de toute autorisation octroyée en vertu de la présente loi et, le cas échéant, que les faits à l'origine de la réclamation peuvent aussi donner lieu à une poursuite pénale.

Sauf disposition contraire, le montant dû porte intérêt au taux prévu au premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002) à compter du 31^e jour suivant la notification de l'avis.

La notification d'un avis de réclamation interrompt la prescription prévue au Code civil quant au recouvrement d'un montant dû.

§3. — Réexamen

193. Dans les 30 jours de la notification de l'avis de réclamation, le responsable d'un manquement peut, par écrit, demander à la Commission le réexamen de la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire.

Les personnes chargées de ce réexamen sont désignées par la Commission; elles doivent relever d'une autorité administrative distincte de celle de qui relèvent les personnes chargées d'imposer ces sanctions.

194. La demande de réexamen doit être traitée avec diligence. Après avoir donné au demandeur l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier, la personne chargée du réexamen décide sur dossier, sauf si elle estime nécessaire de procéder autrement.

195. La décision en réexamen doit être écrite en termes clairs et concis et être motivée et notifiée au demandeur avec la mention de son droit, prévu à l'article 196, de la contester devant le Tribunal administratif du Québec et du délai pour exercer ce recours.

Si la décision en réexamen n'est pas rendue dans les 30 jours de la réception de la demande ou, le cas échéant, du délai accordé au demandeur pour présenter ses observations ou pour produire des documents, les intérêts prévus au quatrième alinéa de l'article 192 sur le montant dû sont suspendus jusqu'à ce que la décision soit rendue.

196. Une décision en réexamen confirmant une sanction administrative pécuniaire peut être contestée par le débiteur concerné devant le Tribunal administratif du Québec dans les 30 jours de sa notification.

Lorsqu'il rend sa décision, le Tribunal administratif du Québec peut statuer à l'égard des intérêts encourus alors que le recours devant le Tribunal était pendant.

§4. — Solidarité et hypothèque

197. Lorsque le responsable d'un manquement est en défaut de payer une sanction administrative pécuniaire, ses administrateurs et ses dirigeants sont solidairement tenus avec lui au paiement de cette sanction, sauf s'ils établissent avoir fait preuve de prudence et de diligence pour prévenir le manquement.

198. Le versement d'une sanction administrative pécuniaire est garanti par une hypothèque légale sur les biens meubles et immeubles du responsable d'un manquement tenu de payer une sanction administrative pécuniaire et, le cas échéant, de chacun de ses administrateurs et dirigeants tenus solidairement avec lui au paiement de cette sanction.

§5. — *Registre*

199. La Commission tient un registre relatif aux sanctions administratives pécuniaires qu'elle impose.

Ce registre doit notamment contenir les renseignements suivants :

- 1° la date de l'imposition de la sanction;
- 2° la date et la nature du manquement, de même que les dispositions législatives sur la base desquelles la sanction a été imposée;
- 3° si la sanction est imposée à une personne morale, son nom, l'adresse de son siège ou celle de l'un de ses établissements ou de l'établissement d'entreprise de l'un de ses agents;
- 4° si la sanction est imposée à une personne physique, son nom, le nom de la municipalité sur le territoire de laquelle elle réside et, si le manquement est survenu dans le cours des activités de son entreprise, le nom de cette entreprise et ses coordonnées;
- 5° le montant de la sanction imposée;
- 6° le cas échéant, la date de réception d'une demande de réexamen, la date de la décision et son dispositif;
- 7° le cas échéant, la date de l'exercice d'un recours devant le Tribunal administratif du Québec de même que la date et le dispositif de la décision rendue par le Tribunal, dès que ces renseignements sont portés à la connaissance de la Commission;
- 8° le cas échéant, la date de l'exercice de tout recours à l'encontre de la décision rendue par le Tribunal administratif du Québec, la nature de ce recours de même que la date et le dispositif de la décision rendue par le tribunal concerné, dès que ces renseignements sont portés à la connaissance de la Commission;
- 9° tout autre renseignement que la Commission estime d'intérêt public.

Les renseignements contenus dans le registre ont un caractère public à compter du moment où la décision qui impose une sanction devient définitive. La Commission publie le registre avec diligence sur son site Internet.

CHAPITRE XVIII

RÉCLAMATION ET RECOUVREMENT

200. Toute somme due en vertu de la présente loi, autre qu'une contribution d'assurance et que des frais payables à la Société et autre qu'une sanction administrative pécuniaire, fait également l'objet de l'avis de réclamation prévu à l'article 192, avec les adaptations nécessaires. Toutefois, les mentions suivantes doivent être substituées à celles prévues aux paragraphes 4^o et 5^o du deuxième alinéa de cet article :

1^o le droit, prévu à l'article 201, de contester la réclamation devant le Tribunal administratif du Québec;

2^o le délai pour exercer un tel recours.

Sauf disposition contraire, la somme due porte intérêt, au taux prévu au premier alinéa de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale, à compter du 31^e jour suivant la notification de l'avis.

L'avis est notifié au débiteur par la Commission.

201. Un avis de réclamation, autre que celui relatif à une sanction administrative pécuniaire, peut être contesté par le débiteur concerné devant le Tribunal administratif du Québec dans les 30 jours de sa notification.

Lorsqu'il rend sa décision, le Tribunal administratif du Québec peut statuer à l'égard des intérêts encourus alors que le recours devant le Tribunal était pendant.

202. La Société et la Commission peuvent conclure une entente de paiement avec leurs débiteurs respectifs, même lorsque la somme due est une sanction administrative pécuniaire.

Une telle entente ou le paiement de cette somme ne constitue pas, aux fins d'une poursuite pénale ou de toute autre sanction administrative prévue par la présente loi, une reconnaissance des faits y donnant lieu.

203. À défaut du paiement de la totalité de la somme due ou du respect de l'entente conclue à cette fin, la Société ou la Commission, selon le cas, peut délivrer un certificat de recouvrement à l'expiration, soit :

1^o lorsque la somme due est une sanction administrative pécuniaire :

a) du délai pour demander le réexamen de la décision de la Commission d'imposer cette sanction;

b) du délai pour contester la décision en réexamen devant le Tribunal administratif du Québec;

c) d'un délai de 30 jours suivant la décision finale du Tribunal confirmant en tout ou en partie la décision d'imposer la sanction;

2° dans les autres cas :

a) du délai pour contester l'avis de réclamation devant le Tribunal;

b) d'un délai de 30 jours suivant la décision finale du Tribunal confirmant en tout ou en partie cet avis.

Toutefois, ce certificat peut être délivré avant l'expiration d'un délai prévu au premier alinéa si la Société ou la Commission est d'avis que le débiteur tente d'éluder le paiement.

Ce certificat énonce le nom et l'adresse du débiteur ainsi que le montant de la dette.

204. Après délivrance du certificat de recouvrement, tout remboursement dû au débiteur par le ministre du Revenu peut, conformément à l'article 31 de la Loi sur l'administration fiscale, faire l'objet d'une retenue aux fins du paiement du montant visé par ce certificat.

Cette retenue interrompt la prescription prévue au Code civil quant au recouvrement d'un montant dû.

205. Sur dépôt du certificat de recouvrement au greffe du tribunal compétent, accompagné d'une reproduction de la décision définitive qui établit la dette, la décision devient exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement définitif et sans appel de ce tribunal et en a tous les effets.

206. Le débiteur est tenu au paiement de frais de recouvrement, dans les cas et aux conditions déterminés par règlement du gouvernement, selon le montant qui y est prévu.

207. Pour l'application des articles 202 à 204 et 206, un débiteur s'entend, outre de la personne tenue de payer une somme due en vertu de la présente loi, du responsable d'un manquement tenu de payer une sanction administrative pécuniaire et, le cas échéant, de chacun de ses administrateurs et dirigeants tenus solidairement avec lui au paiement de cette sanction.

CHAPITRE XIX

RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

208. En plus d'une décision visée à l'article 196 ou d'un avis visé à l'article 201, toute décision individuelle prise par la Société ou par la Commission peut être contestée par la personne ou le groupement concerné devant le Tribunal administratif du Québec.

Le recours doit être formé dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision contestée.

209. Sauf lorsqu'il s'agit d'une décision visée à l'article 196 ou d'un avis visé à l'article 201, la Société et la Commission doivent, lorsqu'elles rendent une décision individuelle, notifier cette décision à la personne ou au groupement et l'informer de son droit de la contester devant le Tribunal administratif du Québec.

210. Le recours ne suspend pas l'exécution de la décision de la Société ou de la Commission, à moins que, sur requête instruite et jugée d'urgence, un membre du Tribunal administratif du Québec n'en ordonne autrement en raison de l'urgence ou du risque d'un préjudice sérieux et irréparable.

Si le Tribunal rend une telle ordonnance, le recours est instruit et jugé d'urgence.

Malgré le premier alinéa, un recours exercé à l'égard d'une décision visée à l'article 196 suspend l'exécution de la décision, sous réserve de la comptabilisation des intérêts.

211. Le Tribunal administratif du Québec ne peut, lorsqu'il apprécie les faits ou le droit, substituer son appréciation de l'intérêt public à celle que la Commission en avait faite, en vertu de la présente loi, pour prendre sa décision.

CHAPITRE XX

DÉLÉGATION À UN ORGANISME ET COMPÉTENCE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

212. Le gouvernement peut déléguer aux organismes énumérés ci-dessous l'application de tout ou partie des dispositions des chapitres II, IV, IX, des sections I et II du chapitre X ainsi que des dispositions du chapitre XI relatives à la Société, de même que tout pouvoir nécessaire à leur application, à l'exception de celui de prendre un règlement prévu par ces dispositions :

- 1° une municipalité;
- 2° une communauté métropolitaine;
- 3° un conseil de bande ou une réserve indienne;
- 4° une régie intermunicipale;
- 5° une société de transport en commun;
- 6° l'Autorité régionale de transport métropolitain.

La Ville de Montréal a, pour l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal, compétence pour exercer les pouvoirs qui peuvent être délégués à un tel organisme. Elle peut aussi les déléguer, en tout ou en partie, à l'Autorité régionale de transport métropolitain, dans la mesure où elles concluent une entente à cette fin et par laquelle la Ville renonce à exercer cette compétence. La Ville désigne un membre du comité d'évaluation des antécédents judiciaires, à moins qu'elle ne délègue ce pouvoir à l'Autorité.

L'acte de délégation prévoit, le cas échéant, les modalités de transfert ou de partage de documents et de renseignements nécessaires à la délégation.

213. La Société et, selon le cas, la Ville de Montréal ou un organisme délégataire peuvent conclure une entente concernant l'application des dispositions du Code de la sécurité routière qui y sont mentionnées afin d'accorder à la Ville ou, selon le cas, à cet organisme les pouvoirs complémentaires nécessaires à l'exercice de ses pouvoirs de contrôle visés par la présente loi. Cette entente doit être approuvée par le gouvernement pour entrer en vigueur.

À compter de la date de la publication du décret à la *Gazette officielle du Québec*, un employé de la Ville ou de l'organisme partie à l'entente est réputé, s'il est chargé par la Ville ou l'organisme de l'application de la présente loi, être un inspecteur chargé de l'application des dispositions du Code de la sécurité routière qui sont mentionnées à l'entente.

Les articles 112, 587.1, 597, 598 et 649 du Code de la sécurité routière s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à une entente visée au premier alinéa.

214. La Société doit aviser la Ville de Montréal ou, selon le cas, l'organisme délégataire de la suspension ou de la révocation du permis de conduire du chauffeur autorisé par l'une ou l'autre de celles-ci, sauf en cas de délivrance d'un permis restreint. Dès la réception de cet avis, la Ville ou l'organisme doit suspendre ou révoquer cette autorisation.

215. Une poursuite pénale peut être intentée par la Ville de Montréal ou, selon le cas, l'organisme délégataire pour toute infraction à une disposition de la présente loi commise sur le territoire où il a compétence, à l'exception d'une telle infraction commise par le répondant d'un système de transport.

L'amende appartient à la Ville ou à l'organisme qui a intenté la poursuite.

De plus, la Ville ou l'organisme peut imposer toute sanction administrative pécuniaire que peut imposer la Société. En ce cas, celui-ci ou celle-là conserve les sanctions ainsi imposées.

216. Réserve faite du deuxième alinéa de l'article 215, un organisme délégataire conserve en totalité les sommes qu'il perçoit en vertu des dispositions dont l'application lui est déléguée conformément au premier alinéa de l'article 212.

De même, la Ville de Montréal conserve les sommes perçues dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le deuxième alinéa de cet article.

Malgré le premier et le deuxième alinéa, un organisme et la Ville remettent à la Société les contributions d'assurance qu'ils perçoivent en vertu de ces dispositions.

CHAPITRE XXI

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

217. La Loi sur l'assurance automobile (chapitre A-25) est modifiée par l'insertion, après l'article 151.3, du suivant :

« **151.3.1.** La Société peut fixer, par règlement, après expertise actuarielle, la contribution d'assurance exigible selon le cas :

1° du propriétaire d'une automobile autorisée en vertu de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18);

2° du répondant d'un système de transport en vertu de cette loi.

Cette contribution d'assurance est établie selon le risque d'accident rattaché aux automobiles utilisées pour offrir du transport rémunéré de personnes. Le risque d'accident est mesuré en fonction des facteurs déterminés par la Société.

La Société peut prescrire, par règlement, les règles de calcul de cette contribution d'assurance.

218. L'article 195.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « 151.3 » par « 151.3.1 ».

219. L'article 197 de cette loi est modifié par le remplacement de « 151.3 » par « 151.3.1 ».

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, MÉTROPOLÉ DU QUÉBEC

220. L'article 220.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (chapitre C-11.4) est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « 13 de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) » par « 212 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) »;

2° par la suppression des paragraphes 2° à 5°.

221. L'article 220.2 de l'annexe C de cette charte est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « par taxi » par « rémunéré de personnes par automobile »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 4°, de « titulaires de permis valides de chauffeur de taxi des agglomérations de taxi de » par « chauffeurs autorisés au sens du paragraphe 1° de l'article 8 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) offrant du transport rémunéré de personnes sur »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 5°, de « titulaires de permis valides de propriétaire de taxi spécialisés en services réguliers ou restreints des agglomérations de taxi de l'île de Montréal » par « propriétaires d'automobile autorisée au sens du paragraphe 1° de l'article 9 de cette loi »;

4° par la suppression du paragraphe 6°;

5° par le remplacement, dans le paragraphe 7°, de « titulaires de permis valides d'intermédiaire en services de transport par taxi des agglomérations de taxi de » par « répondants de systèmes de transport autorisés en vertu de cette loi dont le territoire de desserte comprend »;

6° par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« La suspension ou la révocation de l'autorisation du membre visé au paragraphe 4°, 5° ou 7° du premier alinéa rend celui-ci inhabile. ».

222. L'article 220.3 de l'annexe C de cette charte est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « 4° à 7° » par « 4°, 5° et 7° du premier alinéa ».

223. L'article 274 de l'annexe C de cette charte est remplacé par le suivant :

« **274.** La ville exerce tous les pouvoirs pouvant être délégués à un organisme en vertu de l'article 212 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) et a pleine autorité sur l'organisme visé à l'article 220.1. ».

CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

224. L'article 4 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) est modifié :

1° par l'ajout, après la définition de « **autobus** », de la suivante :

« « **automobile assimilée à un taxi** » : une automobile qualifiée au sens de l'article 9 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) lorsqu'elle est utilisée pour offrir du transport rémunéré de personnes; »;

2° par le remplacement de la définition de « **taxi** » par la suivante :

« **taxi** » : une automobile visée à l'article 144 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18); ».

225. L'article 21 de ce code est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4° du premier alinéa, de « ou au second alinéa de l'article 82 de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) » par « , ou de la Société, dans le cas prévu au premier alinéa de l'article 118 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) ».

226. L'article 78 de ce code est abrogé.

227. Les articles 90 et 91 de ce code sont modifiés par la suppression, dans le troisième alinéa, de « d'un taxi, ».

228. L'article 95.1 de ce code est modifié par la suppression de « d'un taxi ou » et de « du taxi ou ».

229. L'article 109 de ce code est modifié par la suppression, dans le paragraphe 2°, de « d'un taxi, ».

230. L'article 121 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 6° du premier alinéa par le paragraphe suivant :

« 6° le motif invoqué pour obtenir un permis restreint est lié à l'exploitation du transport rémunéré de personnes par automobile, visé à l'article 3 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18), et si, au moment de la présentation de la demande, la Société a révoqué l'autorisation qu'elle avait octroyée au requérant ou son inscription à titre de chauffeur auprès d'un répondant autorisé a été radiée à la suite d'une déclaration de culpabilité pour une infraction visée à l'article 11 de cette loi; ».

231. Les articles 183 et 184 de ce code sont abrogés.

232. L'article 189 de ce code est modifié, dans le paragraphe 1° du premier alinéa :

1° par le remplacement de « deuxième ou cinquième alinéa de l'article 82 de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) » par « troisième alinéa de l'article 118 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) »;

2° par l'insertion, après « véhicule routier », de « ou lorsque la Société, dans un cas prévu au premier alinéa de ce dernier article, retire à une personne le droit de maintenir en circulation une automobile qualifiée ».

233. L'article 202.2.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de «ou d'un taxi» par «, d'un taxi ou d'une automobile assimilée à un taxi».

234. L'article 202.2.1.1 de ce code est modifié par le remplacement de «ou d'un taxi» par «, d'un taxi ou d'une automobile assimilée à un taxi».

235. L'article 209.2 de ce code est modifié par le remplacement de «, 183 à» par «ou».

236. L'article 216 de ce code est modifié par la suppression, dans ce qui précède le paragraphe 1^o du premier alinéa, de «, un taxi et ceux visés au premier alinéa de l'article 214.1».

237. L'article 396 de ce code est modifié par la suppression du paragraphe 2^o du deuxième alinéa.

238. L'article 397 de ce code est modifié par l'insertion, dans ce qui précède le paragraphe 1^o du troisième alinéa et après «dans un taxi», de «, dans une automobile assimilée à un taxi».

239. L'article 401 de ce code est modifié, dans le deuxième alinéa :

1^o par l'insertion, après «d'un taxi,», de «d'une automobile assimilée à un taxi,»;

2^o par l'insertion, après «dans un taxi», de «ou dans une automobile assimilée à un taxi».

240. L'article 440.1 de ce code est modifié :

1^o par la suppression, dans le premier alinéa, de «d'un taxi ou»;

2^o par la suppression, dans le paragraphe 2^o du deuxième alinéa, de «le propriétaire d'un taxi ou».

241. L'article 519.65 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe 11^o par le suivant :

«11^o Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18);».

242. L'article 519.67 de ce code est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après le paragraphe 1^o, du paragraphe suivant :

«1.1^o des dispositions de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18);».

243. L'article 521 de ce code est modifié par la suppression, dans le paragraphe 3^o du premier alinéa, de « les taxis, ».

244. Les articles 540, 541, 542 et 543 de ce code sont modifiés par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « taxi » par « véhicule de promenade ».

245. L'article 627 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « par taxi au sens de la Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) » par « rémunéré de personnes par automobile régi par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) ».

LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

246. L'annexe IV de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) est modifiée par le remplacement du paragraphe 24.1^o par le suivant :

« 24.1^o de l'article 208 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18); ».

LOI CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME

247. L'article 2 de la Loi concernant la lutte contre le tabagisme (chapitre L-6.2) est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 10^o et après « taxis », de « , les automobiles assimilées à un taxi au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS

248. L'article 12.30 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) est modifié par la suppression du sous-paragraphe *i* du paragraphe 1^o.

249. L'article 12.32 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2.12^o.

250. L'article 12.32.1 de cette loi est modifié :

1^o par la suppression du cinquième alinéa;

2^o par le remplacement, dans le dernier alinéa, de « , quatrième et cinquième » par « et quatrième ».

LOI VISANT À FAVORISER LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD D'UNE ACTIVITÉ IMPLIQUANT DES ARMES À FEU

251. L'article 1 de la Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu (chapitre P-38.0001) est modifié par l'insertion, dans le quatrième alinéa et après «taxi», de «ou par une automobile assimilée à un taxi au sens de l'article 4 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)».

252. L'article 2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après «taxi», de «ou par une automobile assimilée à un taxi visée au quatrième alinéa de l'article 1».

LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

253. L'article 156 de la Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *d* du premier alinéa, de «comme taxi,» par «pour offrir du transport rémunéré de personnes par automobile régi par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) ou comme».

LOI SUR LE RÉSEAU DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

254. L'article 10 de la Loi sur le Réseau de transport métropolitain (chapitre R-25.01) est modifié par le remplacement de «taxi collectif» par «transport rémunéré de personnes par automobile régi par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18). Lorsque des services sont destinés aux personnes handicapées et à moins qu'ils ne soient effectués au moyen d'autobus ou de minibus, seuls des taxis au sens de l'article 144 de cette loi peuvent effectuer de tels services».

LOI CONCERNANT LES SERVICES DE TRANSPORT PAR TAXI

255. La Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) est abrogée.

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC

256. L'article 2 de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (chapitre S-11.011) est modifié par l'ajout, à la fin du paragraphe 2, du sous-paragraphe suivant :

«*i*) percevoir la contribution d'assurance visée à l'un des articles 24, 50 ou 101 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18).».

257. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01)» par «Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18)».

258. L'article 17.4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « 151.3 » par « 151.3.1 ».

259. L'article 17.5 de cette loi est modifié par le remplacement de « et 151.1 » par « , 151.1 et 151.3.1 ».

260. L'article 17.6 de cette loi est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après « contributions d'assurance », de « , un règlement sur les frais pris en vertu de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) ».

261. L'article 17.7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1^o du premier alinéa, de « d'indemnisation par les utilisateurs de véhicules routiers, d'équité et de faisabilité administrative » par « d'équité, de faisabilité administrative et d'indemnisation par les utilisateurs de véhicules routiers et les répondants de systèmes de transport rémunéré de personnes par automobile ».

262. L'article 23.0.7 de cette loi est modifié par l'insertion, après « (chapitre C-24.2) », de « et aux articles 24, 50 et 101 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) ».

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE TRANSPORT EN COMMUN

263. L'article 4 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01) est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « taxi collectif » par « automobile qualifiée au sens de l'article 9 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) ».

264. L'article 81 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

265. L'article 83 de cette loi est modifié :

1^o par le remplacement, dans le premier alinéa, de « titulaire de permis de taxi ou » et de « titulaires » par, respectivement, « propriétaire d'une automobile autorisée au sens du paragraphe 1^o de l'article 9 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18), tout répondant d'un système de transport autorisé en vertu de cette loi ou » et « propriétaires »;

2^o par l'insertion, après la première phrase du deuxième alinéa, de la phrase suivante: « Cependant, à moins que de tels services ne soient effectués au moyen d'un autobus ou d'un minibus, seul un taxi au sens de l'article 144 de cette loi peut effectuer de tels services pour une société. ».

LOI SUR LES TRANSPORTS

266. L'article 2 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Elle ne s'applique pas au transport rémunéré de personnes par automobile, sauf dans la mesure prévue par la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18). ».

267. L'article 36 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

268. L'article 48.19 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Ce service de transport ne peut être effectué que par un transporteur qui est un organisme public de transport en commun, un titulaire de permis de transport par autobus, un transporteur scolaire lié par contrat avec la municipalité, un propriétaire d'automobile autorisée au sens du paragraphe 1^o de l'article 9 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18), un répondant d'un système de transport autorisé en vertu de cette loi ou une association de services regroupant de tels propriétaires. ».

269. L'article 48.39 de cette loi est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Une municipalité locale ne peut octroyer un tel contrat que si seulement des taxis au sens de l'article 144 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18) sont retenus pour fournir ces moyens de transport, à moins qu'ils ne soient fournis au moyen d'autobus ou de minibus. ».

LOI VISANT L'AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DE LA
SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC,
FAVORISANT UN MEILLEUR ENCADREMENT DE L'ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE EN MATIÈRE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE, DE
TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES ET D'HÉBERGEMENT
TOURISTIQUE ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS
LÉGISLATIVES

270. L'article 59 de la Loi visant l'amélioration des performances de la Société de l'assurance automobile du Québec, favorisant un meilleur encadrement de l'économie numérique en matière de commerce électronique, de transport rémunéré de personnes et d'hébergement touristique et modifiant diverses dispositions législatives (2018, chapitre 18) est modifié par le remplacement de l'article 350.61 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), qu'il édicte, par le suivant :

« **350.61.** Une personne qui exploite une entreprise de taxis doit munir le véhicule qu'elle utilise dans le cadre de l'exploitation de cette entreprise de l'équipement lui permettant de respecter les obligations prévues à l'article 350.62 et assurer le bon fonctionnement de cet équipement. ».

271. L'article 81 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **81.** Le ministre du Revenu peut établir et mettre en œuvre un programme transitoire de compensation financière pour subventionner les coûts d'acquisition et d'implantation, pour l'exploitant d'une entreprise qui offre du transport rémunéré de personnes, de l'équipement nécessaire pour se conformer à l'article 350.61 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), édicté par l'article 59 de la présente loi, à l'exception de l'exploitant d'une entreprise qui offre uniquement du transport rémunéré de personnes dont le traitement des demandes de course est fait par un moyen technologique qui ne nécessite pas l'intervention d'une personne physique et qui permet à la personne qui demande la course d'en connaître par écrit le prix maximal et d'y consentir avant que le chauffeur ne soit informé de la demande. ».

RÈGLEMENT SUR LES CONTRIBUTIONS D'ASSURANCE

272. L'article 2 du Règlement sur les contributions d'assurance (chapitre A-25, r. 3.3) est modifié par la suppression de « « taxi », ».

273. L'article 4 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 7^o du premier alinéa.

274. Ce règlement est modifié par la suppression de « , 4C », partout où cela se trouve dans les articles 30 à 32.

RÈGLEMENT SUR L'IMMATRICULATION DES VÉHICULES ROUTIERS

275. L'article 2.1 du Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers (chapitre C-24.2, r. 29) est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, de « d'un taxi, ».

276. L'article 2.1.1 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 4^o du deuxième alinéa.

RÈGLEMENT SUR LES PERMIS

277. L'article 8 du Règlement sur les permis (chapitre C-24.2, r. 34) est modifié par la suppression de « 4C, ».

278. L'article 15 de ce règlement est modifié :

1^o par la suppression, dans les paragraphes 1^o et 2^o, de « 4C, »;

2° par la suppression du paragraphe 3°.

279. L'article 16 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 2°, de « , 4C »;

2° dans le paragraphe 3° :

a) par la suppression de « , 4C »;

b) par le remplacement de « , 4B et 4C » par « et 4B ».

280. L'article 24 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1°, de « de l'une des classes 4B et 4C » par « de la classe 4B ».

281. L'article 28 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe 6° du premier alinéa.

282. L'article 28.6 de ce règlement est abrogé.

283. L'article 29 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans les paragraphes 1° à 5°, de « 4C, »;

2° par la suppression du paragraphe 6°.

284. L'article 30 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 3°, de « , 4C »;

2° dans le paragraphe 4° :

a) par la suppression de « , 4C »;

b) par le remplacement de « , 4B et 4C » par « et 4B ».

285. L'article 42 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1°, de « de l'une des classes 4B et 4C » par « de la classe 4B ».

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES DE TRANSPORT PAR TAXI, EN MATIÈRE D'ÉLECTRIFICATION DU TRANSPORT PAR TAXI SUR LE TERRITOIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

286. L'article 6 du Règlement modifiant le Règlement sur les services de transport par taxi, en matière d'électrification du transport par taxi sur le territoire de l'île de Montréal, édicté par le décret n^o 1365-2018 (2018, G.O. 2, 7441A), est modifié par la suppression de la deuxième phrase.

CHAPITRE XXII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

SECTION I

REDEVANCE

287. Une redevance de 0,90 \$ par course doit être payée par le client au ministre des Transports, en sus du prix de la course. Cette redevance est affectée au financement d'un programme d'aide financière établi par le ministre des Transports et qui vise à indemniser, dans la mesure prévue par ce programme, les personnes ou les groupements qui, le 19 mars 2019, étaient titulaires d'un permis de propriétaire de taxi délivré avant le 15 novembre 2000.

De plus, le ministre établit sans délai un programme d'aide financière destiné à offrir une aide financière additionnelle aux personnes ayant des besoins de soutien personnel particuliers.

288. Le gouvernement détermine par règlement les modalités de la perception de la redevance. La redevance ainsi perçue est portée au crédit du Fonds des réseaux de transport terrestre institué par le paragraphe 1^o de l'article 12.30 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28).

289. La perception de cette redevance cesse à la date de la publication d'un avis du ministre des Transports dans la *Gazette officielle du Québec* qui déclare qu'elle a généré un produit correspondant au coût des programmes visés à l'article 287, incluant le coût moyen des emprunts du gouvernement durant sa perception, auquel est soustrait un montant de 250 millions de dollars, lequel correspond à la somme réservée à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019, pour accompagner l'industrie du taxi dans sa transition.

290. La présente loi doit, pour la période du 10 octobre 2020 jusqu'à la date de la publication de l'avis prévu à l'article 289, se lire en y apportant les modifications suivantes :

1^o à l'article 134, en insérant, après le paragraphe 1^o du premier alinéa, le paragraphe suivant :

« 1.1^o la redevance exigible en vertu de l'article 287 n'a pas été versée dans le délai prescrit par règlement du gouvernement; »;

2^o à l'article 137, en insérant, dans le paragraphe 3^o et après « les droits », « et la redevance ».

291. La Loi sur le ministère des Transports doit, à compter du 10 octobre 2019, se lire en y apportant les modifications suivantes :

1^o jusqu'à la date précédant celle à laquelle seront épuisées les sommes portées au crédit du Fonds des réseaux de transport terrestre institué par le paragraphe 1^o de l'article 12.30 de la Loi sur le ministère des Transports et affectées à un programme d'aide financière établi par le ministre des Transports et qui vise à indemniser, dans la mesure prévue par ce programme, les personnes ou les groupements qui, le 19 mars 2019, étaient titulaires d'un permis de propriétaire de taxi délivré avant le 15 novembre 2000 :

a) à l'article 12.30, en remplaçant le sous-paragraphe *i* du paragraphe 1^o par le sous-paragraphe suivant :

« *i*) d'un programme d'aide financière établi par le ministre des Transports et qui vise à indemniser, dans la mesure prévue par ce programme, les personnes ou les groupements qui, le 19 mars 2019, étaient titulaires d'un permis de propriétaire de taxi délivré avant le 15 novembre 2000; »;

b) à l'article 12.32.1, en remplaçant le cinquième alinéa par le suivant :

« Les sommes visées au paragraphe 2.12^o de l'article 12.32, tel qu'il se lisait à la date précédant celle de la publication de l'avis prévu à l'article 289, sont affectées au financement des mesures visées au sous-paragraphe *i* du paragraphe 1^o de l'article 12.30. »;

2^o jusqu'à la date précédant celle de la publication de l'avis prévu à l'article 289 :

a) à l'article 12.32, en remplaçant le paragraphe 2.12^o par le suivant :

« 2.12^o les sommes perçues au titre de la redevance prévue à l'article 287 de la Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile (2019, chapitre 18); »;

b) à l'article 12.32.1, tel que modifié par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1^o, en supprimant, dans le cinquième alinéa, « , tel qu'il se lisait à la date précédant celle de la publication de l'avis prévu à l'article 289 ».

SECTION II

PERMIS

292. La personne qui, le 9 octobre 2020, est titulaire d'un permis de chauffeur de taxi est réputée être un chauffeur autorisé par la Société en vertu du paragraphe 1^o de l'article 8, à compter du 10 octobre 2020.

Lorsque le 9 octobre 2020 ce permis est suspendu, l'autorisation réputée octroyée en vertu du premier alinéa est également suspendue pour la durée restante de la suspension du permis.

293. L'automobile attachée à un permis de propriétaire de taxi le 9 octobre 2020 est réputée être une automobile autorisée par la Société en vertu du paragraphe 1^o de l'article 9, à compter du 10 octobre 2020.

Lorsque le 9 octobre 2020 ce permis est suspendu, l'autorisation réputée octroyée en vertu du premier alinéa est également suspendue pour la durée restante de la suspension du permis.

294. La Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) doit se lire, du 10 octobre 2019 à l'entrée en vigueur de l'article 255, en supprimant, à l'article 19, « délivré le ou après le 15 novembre 2000 ».

295. L'hypothèque qui, le 9 octobre 2019, grève un permis de propriétaire de taxi se reporte, de plein droit, sur le droit du titulaire de ce permis aux sommes versées en vertu du programme mentionné au premier alinéa de l'article 287.

Lorsque plusieurs hypothèques qui grevaient un même permis sont reportées en vertu du premier alinéa sur un tel droit, elles conservent, entre elles, les mêmes rangs. L'hypothèque qui grève une universalité de créance, consentie par le titulaire de ce permis avant le report prévu au premier alinéa, ne s'étend pas à ce droit.

Le créancier ne peut faire valoir son hypothèque ainsi reportée sur ce droit à l'encontre du ministre tant qu'elle ne lui est pas rendue opposable de la même manière qu'une cession de créance.

296. La Commission collabore avec la Société dans toute mesure transitoire concernant l'exercice de leurs missions respectives en matière de transport de personnes par automobile.

Elles peuvent, à cette fin, conclure toute entente concernant le partage et le transfert de documents et de renseignements.

SECTION III

SERVICES DE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES DONT LA MISE EN ŒUVRE EST AUTORISÉE PAR CERTAINS PROJETS PILOTES

297. Malgré l'article 89.1 de la Loi concernant les services de transport par taxi, les projets pilotes énumérés ci-dessous demeurent en vigueur jusqu'au 10 octobre 2020, à moins que le ministre n'y mette fin avant cette date :

1^o le Projet pilote concernant le permis et la formation de certains chauffeurs effectuant du transport rémunéré de personnes sur l'île de Montréal (chapitre S-6.01, r. 2.01);

2^o le Projet pilote favorisant l'utilisation de nouvelles automobiles entièrement mues par l'électricité dans l'industrie du transport par taxi (chapitre S-6.01, r. 2.1.1);

3^o le Projet pilote concernant des services de transport rémunéré de personnes demandés exclusivement par application mobile (chapitre S-6.01, r. 2.3);

4^o le Projet pilote visant à optimiser les services de transport par taxi et la desserte des infrastructures et des équipements collectifs régionaux sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec, édicté par l'arrêté n^o 2018-24 du ministre des Transports (2018, G.O. 2, 7713A).

Jusqu'à cette date, le territoire auquel s'applique chacun de ces projets pilotes ne peut être modifié. De plus, aucun nouveau service de transport ne peut être autorisé par le ministre en vertu de l'article 89.1 de la Loi concernant les services de transport par taxi.

Les dispositions du premier alinéa s'appliquent malgré toute décision d'un tribunal rendue après le 19 mars 2019 qui a pour effet d'invalider ou de suspendre l'application de l'un de ces projets pilotes.

298. Le titulaire d'un permis d'intermédiaire en services de transport par taxi qui est autorisé à offrir un service de transport rémunéré de personnes par automobile dans le cadre du projet pilote visé au paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 297 et qui, afin de poursuivre l'exploitation de ce service après le 10 octobre 2020, veut en faire un système de transport dont il serait le répondant doit transmettre par écrit un avis de son intention au ministre et à la Commission des transports du Québec au plus tard le 11 août 2020 indiquant les mesures qu'il entend prendre pour se conformer à la présente loi.

Lorsqu'un tel titulaire de permis d'intermédiaire entend poursuivre l'exploitation d'un tel service sans en faire un système de transport, il doit, avant cette dernière date, aviser les chauffeurs de ce service de la nécessité d'obtenir les autorisations visées respectivement aux articles 18 et 26 lorsqu'ils ne sont pas titulaires d'un permis de chauffeur délivré en vertu de la Loi concernant les services de transport par taxi ou lorsqu'ils n'utilisent pas une automobile rattachée à un permis de propriétaire délivré en vertu de cette même loi.

299. Le service de transport rémunéré de personnes qui fait l'objet de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 298 devient de plein droit à compter du 10 octobre 2020 un système de transport autorisé. Le titulaire de permis d'intermédiaire en services de transport par taxi autorisé à fournir ce service devient, de la même manière, le répondant du système.

Le territoire de desserte du système correspond aux territoires des municipalités désignées par le projet pilote.

Le répondant est tenu de prendre les mesures qui, le cas échéant, sont nécessaires afin d'assurer la conformité du système aux normes qui lui sont applicables et d'en faire rapport à la Commission, suivant la forme et la teneur que prévoit un règlement du gouvernement. Pour ce faire, il dispose du délai prévu par ce règlement, lequel ne peut excéder six mois à compter du 10 octobre 2020.

SECTION IV

AUTRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

300. Les tarifs établis par la Commission en vertu de la Loi concernant les services de transport par taxi, tels qu'ils se lisaient avant le 10 octobre 2020, demeurent en vigueur, avec les adaptations nécessaires, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés par les tarifs pris en vertu de l'article 95 de la présente loi.

301. Pour l'application du paragraphe 6^o de l'article 10, du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 20 et du paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 28, une autorisation octroyée en vertu de la présente loi s'entend également d'un permis visé par la Loi concernant les services de transport par taxi, telle qu'elle se lisait avant le 10 octobre 2020.

302. La présente loi doit, pour la période du 10 octobre 2019 au 10 octobre 2020, se lire en y apportant les modifications suivantes :

1^o à l'article 93, en remplaçant « chauffeur qualifié » par « titulaire de permis de chauffeur »;

2° à l'article 98, en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

« Il en est toutefois exempté lorsque le fournisseur du moyen ou, s'agissant d'un chauffeur relevant d'un titulaire d'un permis d'intermédiaire en services de transport par taxi, ce titulaire publie ce document sur son site Internet ou dans son application mobile. ».

303. Tout premier règlement nécessaire pour l'application de la présente loi peut être publié avec un délai plus court que celui prévu à l'article 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), lequel ne peut être inférieur à 20 jours. Un tel règlement entre en vigueur le 10 octobre 2020 malgré l'article 17 de cette loi.

Un tel premier règlement peut prévoir toute mesure transitoire nécessaire à l'application de la présente loi.

304. La Commission des transports du Québec doit, au plus tard le 10 octobre 2020, prendre un règlement en vertu de l'article 48 de la Loi sur les transports (chapitre T-12) afin de modifier ses règles de procédure de manière à assurer la mise en œuvre des dispositions de la présente loi qui la concernent, lequel doit entrer en vigueur à cette date malgré l'article 17 de la Loi sur les règlements.

Malgré l'article 11 de la Loi sur les règlements, le règlement pris en vertu du présent article ne peut être édicté avant l'expiration d'un délai de 20 jours à compter de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

305. Aucune convention collective entre un organisme public de transport et ses salariés ne peut restreindre le pouvoir de l'organisme de contracter pour assurer le fonctionnement d'un service spécial de transport par taxi pour les personnes handicapées ou pour organiser un transport collectif par taxi.

Toutefois, aucun salarié régulier visé par une convention collective contenant pareille restriction au pouvoir de contracter d'un organisme public de transport ne peut être licencié ni mis à pied par cet organisme à cause de la conclusion d'un contrat pour l'organisation d'un transport collectif par taxi sauf s'il s'agit d'un service spécial de transport par taxi pour les personnes handicapées.

Un litige relatif à l'application ou à l'interprétation du deuxième alinéa peut être soumis à l'arbitrage de grief conformément au Code du travail (chapitre C-27), comme s'il s'agissait d'un grief.

306. Le ministre doit, au plus tard le 31 mars 2022 et par la suite au moins tous les cinq ans, faire un rapport à l'Assemblée nationale sur l'application de la présente loi et faire des recommandations sur l'opportunité de maintenir ses dispositions ou de les modifier.

307. Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi.

308. Jusqu'au 10 octobre 2024 ou jusqu'à la date ou aux dates antérieures déterminées par le gouvernement, un propriétaire, un chauffeur, un répondant ou un répartiteur est exempté des obligations qui lui incombent en vertu des dispositions du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 20 relatives au dispositif de géolocalisation en temps réel, des articles 21 et 57, du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 58 concernant ce dispositif, de l'article 72 et du deuxième alinéa des articles 82 et 89.

L'exemption prévue au premier alinéa ne s'applique pas dans les cas suivants :

1^o lorsque l'automobile autorisée doit être équipée d'un dispositif de géolocalisation en temps réel le 9 octobre 2020 conformément au Règlement concernant le transport par taxi (RCG 10-009) pris par la Ville de Montréal;

2^o lorsque l'automobile autorisée est utilisée dans le cadre du projet pilote visé au paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 297;

3^o à l'égard de toutes les courses demandées auprès d'un répartiteur ou du répondant d'un système de transport qui exerce cette fonction, lorsque ceux-ci traitent les demandes de course exclusivement par le moyen technologique visé à l'article 93.

Pour l'application du premier alinéa, les dates que peut fixer le gouvernement peuvent varier en fonction des territoires qu'il détermine; l'exemption cesse alors pour toutes les automobiles dont l'adresse du titulaire de l'immatriculation se situe dans ce territoire.

309. Les dispositions des articles 270 et 271 ont effet depuis le 12 juin 2018.

310. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 10 octobre 2020, à l'exception :

1^o des dispositions des articles 93, 94, 98, 164, 165, des dispositions de la section I du chapitre XVII, dans la mesure où elles visent des infractions à l'un des articles qui précèdent, des articles 270, 271, 286, des dispositions du premier alinéa de l'article 287 autres que celles relatives au paiement de la redevance, de même que celles du deuxième alinéa de cet article, des articles 291, 294 à 298, 302, 304 et 309, qui entrent en vigueur le 10 octobre 2019;

2^o des dispositions des articles 248 et 250, qui entrent en vigueur à la date à laquelle sont épuisées les sommes portées au crédit du Fonds des réseaux de transport terrestre institué par le paragraphe 1^o de l'article 12.30 de la Loi sur le ministère des Transports et affectées à un programme d'aide financière établi par le ministre des Transports et qui vise à indemniser, dans la mesure prévue par ce programme, les personnes ou les groupements qui, le 19 mars 2019, étaient titulaires d'un permis de propriétaire de taxi délivré avant le 15 novembre 2000;

3^o des dispositions de l'article 249, qui entrent en vigueur à la date qui suit d'un an celle de la publication de l'avis prévu à l'article 289.

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1145-2019, 13 novembre 2019

Code de la sécurité routière
(chapitre C-24.2)

Code de la sécurité routière — Tarif pour l'application de l'article 194 — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 52^o du premier alinéa de l'article 621 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), le gouvernement peut, par règlement, fixer, en fonction des coûts encourus par la Société de l'assurance automobile du Québec pour l'application de l'article 194 de ce code, le montant par lequel est multiplié le nombre d'avis transmis à la Société conformément à l'article 365 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) afin d'établir la somme que versent à la Société le gouvernement, toute municipalité et toute entité autochtone conformément à l'article 648.2 du Code de la sécurité routière;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2, r. 42);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 621 du Code de la sécurité routière, l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un règlement pris en vertu du paragraphe 52^o du premier alinéa de l'article 621 de ce code;

ATTENDU QUE, conformément au deuxième alinéa de l'article 621 du Code de la sécurité routière, le ministre des Transports consulte les organismes représentatifs des municipalités, notamment l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM), avant de soumettre le projet de règlement au gouvernement, et qu'il peut également faire toute autre consultation qu'il estime appropriée;

ATTENDU QUE le ministre des Transports a consulté l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) ainsi que l'Association des Greffiers de Cours Municipales du Québec et le Bureau des infractions et amendes du ministère de la Justice;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le Règlement modifiant le Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE soit édicté le Règlement modifiant le Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière, annexé au présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Règlement modifiant le Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière

Code de la sécurité routière
(chapitre C-24.2, a. 621, 1^{er} al., par. 52^o)

1. Le Tarif pour l'application de l'article 194 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2, r. 42) est modifié, à l'article 1, par le remplacement de «27\$» par «22\$».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

71524

Gouvernement du Québec

Décret 1148-2019, 13 novembre 2019

Loi sur les normes du travail
(chapitre N-1.1)

Agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires

CONCERNANT le Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 1^o à 6^o de l'article 92.7 de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1), le gouvernement peut, par règlement :

— définir ce qui constitue, pour l'application de cette loi, une agence de placement de personnel, une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, une entreprise cliente et un travailleur étranger temporaire;

— établir des catégories de permis et déterminer relativement à ces catégories, les activités qui peuvent être exercées par une agence;

— fixer la durée de validité d'un permis et toute condition, restriction ou interdiction relative à sa délivrance, à son maintien et à son renouvellement;

— prévoir les mesures administratives applicables au titulaire de permis en cas de défaut de respecter les obligations prévues par cette loi ou par l'un de ses règlements;

— déterminer les obligations qui incombent à une agence de placement de personnel ou de recrutement de travailleurs étrangers temporaires et celles qui incombent à l'entreprise cliente lorsqu'elle retient les services d'une telle agence;

— prévoir toute autre mesure visant à assurer la protection des droits des salariés concernés par les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 10 avril 2019, avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE le Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires

Loi sur les normes du travail
(chapitre N-1.1, a. 92.7)

CHAPITRE I INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement et pour les fins de l'application de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1), on entend par :

«agence de placement de personnel» : une personne, société ou autre entité dont au moins l'une des activités consiste à offrir des services de location de personnel en fournissant des salariés à une entreprise cliente pour combler des besoins de main-d'œuvre;

«agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires» : une personne, société ou autre entité dont au moins l'une des activités consiste à offrir à une entreprise cliente des services liés au recrutement de travailleurs étrangers temporaires, lesquels services peuvent notamment inclure l'accompagnement des travailleurs dans leurs démarches d'obtention d'un permis de travail;

«entreprise cliente» : une personne, société ou autre entité qui, pour combler des besoins de main-d'œuvre, a recours aux services d'une agence de placement de personnel ou d'une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires;

«travailleur étranger temporaire» : un ressortissant étranger qui séjourne ou souhaite séjourner au Québec, à titre temporaire, afin d'exécuter un travail auprès d'un employeur dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires prévu aux dispositions de la section II du chapitre II du Règlement sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2.1, r. 3).

2. Ne constitue ni une agence de placement de personnel ni une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, un ministère, une personne ou un organisme public visé à l'un des articles 4 à 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), une municipalité, une communauté métropolitaine, une régie intermunicipale, une société d'économie mixte visée par la Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (chapitre S-25.01), une société de transport en commun, l'Autorité régionale de transport métropolitain ou tout autre exploitant d'un système de transport collectif.

3. Est réputé être un dirigeant, pour l'application du présent règlement, l'associé, le membre d'une société, le président, le responsable de la direction, le responsable de l'exploitation, le responsable des finances, l'administrateur et le secrétaire d'une personne morale, d'une société ou d'une autre entité, toute personne qui remplit une fonction similaire ainsi que toute personne désignée comme tel par résolution du conseil d'administration ou l'actionnaire détenant 10 % ou plus des actions avec droits de vote rattachés aux actions de cette personne morale.

CHAPITRE II PERMIS

SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

4. Les dispositions du présent chapitre prévoient les conditions de délivrance, de renouvellement et de maintien du permis d'agence de placement de personnel et du permis d'agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires que les personnes, sociétés ou autres entités doivent détenir pour exercer leurs activités et se conformer à l'article 92.5 de la Loi sur les normes du travail.

SECTION II DÉLIVRANCE ET RENOUVELLEMENT

§1. Délivrance

5. Une personne, société ou autre entité qui désire obtenir un permis d'agence de placement de personnel ou un permis d'agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires doit transmettre une demande à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail au moyen du formulaire que celle-ci met à sa disposition.

6. La demande de permis d'une personne morale, d'une société ou d'une autre entité est faite par une personne physique mandatée pour agir à titre de répondant. Ce répondant doit être un dirigeant de cette personne morale, de cette société ou de cette autre entité et être âgé de 18 ans ou plus.

Le répondant est responsable des communications avec la Commission pour l'application du régime de permis, notamment en ce qui concerne la transmission et la mise à jour des renseignements et des documents exigés.

7. La demande de permis précise, selon le cas, les renseignements suivants :

1° le nom, la date de naissance et les coordonnées du répondant;

2° le nom, la date de naissance et les coordonnées de la personne physique qui demande un permis pour elle-même;

3° le numéro d'entreprise du Québec attribué en vertu de la Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1);

4° le nom sous lequel l'agence entend exercer ses activités;

5° les coordonnées du siège de l'agence et de chacun de ses établissements;

6° la structure juridique de la personne morale, société ou autre entité, ainsi que le nom, la date de naissance et les coordonnées de tout dirigeant.

8. La demande est accompagnée, selon le cas, de ce qui suit :

1° une résolution de la personne morale, société ou autre entité qui autorise le répondant à présenter la demande de permis;

2° une attestation de Revenu Québec valide au moment de présenter la demande qui démontre que la personne, société ou autre entité n'est pas en défaut de produire les déclarations et les rapports devant être produits en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu ou, si elle en a un, qu'elle a conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou que le recouvrement de ses dettes a légalement été suspendu;

3° une déclaration de la personne physique qui demande un permis pour elle-même ou, s'il s'agit d'une personne morale, société ou autre entité, de son répondant, dans laquelle elle fait état de toute décision, ordonnance ou situation de fait visée aux articles 10 et 11.

9. La Commission peut exiger, pour compléter la demande de permis, tout document permettant de l'informer de la teneur de la décision, de l'ordonnance ou de la situation de fait mentionnée dans la déclaration requise au paragraphe 3° de l'article 8.

10. Pour obtenir un permis, la personne, société ou autre entité doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o elle a fourni à la Commission tous les renseignements et documents exigés;

2^o s'agissant d'une personne physique qui demande un permis pour elle-même, elle est âgée de 18 ans ou plus;

3^o elle a payé à l'échéance les droits exigibles;

4^o dans le cas d'une demande de permis d'agence de placement de personnel, elle a fourni le cautionnement exigé ou la preuve de celui-ci;

5^o elle n'a pas fait cession de ses biens;

6^o elle n'est pas sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, c. B-3) ou d'une ordonnance de mise en liquidation pour cause d'insolvabilité au sens de la Loi sur les liquidations et les restructurations (L.R.C. 1985, c. W-11);

7^o elle n'est pas en défaut de respecter une décision ou une ordonnance rendue par un tribunal en application de l'une des dispositions prévues à la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001), à la Loi sur l'équité salariale (chapitre E-12.001), à la Loi sur la fête nationale (chapitre F-1.1), à la Loi sur les normes du travail, à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1) ou à l'un des règlements pris pour leur application;

8^o elle n'est pas le prête-nom d'une autre personne, société ou autre entité;

9^o elle n'a pas faussement déclaré ou dénaturé les faits relatifs à une demande de permis ou omis de fournir un renseignement dans le but d'obtenir un tel permis;

10^o aucun de ses dirigeants n'est en défaut de respecter une décision ou une ordonnance rendue par un tribunal en application de l'une des dispositions prévues à la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, à la Loi sur l'équité salariale, à la Loi sur la fête nationale, à la Loi sur les normes du travail, à la Loi sur la santé et la sécurité du travail ou à l'un des règlements pris pour leur application;

11^o aucun de ses dirigeants n'est le prête-nom d'une autre personne, société ou autre entité;

12^o aucun de ses dirigeants n'a faussement déclaré ou dénaturé les faits relatifs à une demande de permis ou omis de fournir un renseignement dans le but d'obtenir un tel permis.

11. La personne, société ou autre entité qui satisfait à l'ensemble des conditions prévues à l'article 10 peut toutefois se voir refuser la délivrance d'un permis, par la Commission, pour l'un des motifs suivants :

1^o à moins d'avoir conclu une entente de paiement qu'elle respecte ou que le recouvrement de ses dettes ait été légalement suspendu, elle n'a pas acquitté, auprès d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec, une somme exigible en application de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, de la Loi sur l'équité salariale, de la Loi sur la fête nationale, de la Loi sur les normes du travail ou de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ou de l'un des règlements pris pour leur application;

2^o au cours des deux années précédant la demande, elle a été condamnée par une décision irrévocable d'un tribunal en matière de discrimination, de harcèlement psychologique ou de représailles, dans le cadre d'un emploi;

3^o elle a été dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité dont le permis est suspendu ou a été, au cours des deux années précédant la demande, révoqué ou non renouvelé;

4^o au cours des deux années précédant la demande, elle a été dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité ou d'une ordonnance de mise en liquidation pour cause d'insolvabilité au sens de la Loi sur les liquidations et les restructurations;

5^o au cours des cinq années précédant la demande, à moins d'en avoir obtenu le pardon, elle a été déclarée coupable ou elle a été dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité déclarée coupable d'une infraction pénale ou criminelle qui, de l'avis de la Commission, a un lien avec l'exercice des activités pour lesquelles le permis est demandé;

6^o au cours des cinq années précédant la demande, à moins d'en avoir obtenu le pardon, elle a fait l'objet d'une décision d'un tribunal étranger la déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite pénale ou criminelle ayant, de l'avis de la Commission, un lien avec l'exercice des activités pour lesquelles le permis est demandé;

7^o elle a été dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité qui, au cours des cinq années précédant la demande, à moins d'en avoir obtenu le pardon, a fait l'objet d'une décision d'un tribunal étranger la déclarant coupable

d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite pénale ou criminelle ayant, de l'avis de la Commission, un lien avec l'exercice des activités pour lesquelles le permis est demandé;

8° elle a parmi ses dirigeants une personne qui a été, au cours des deux années précédant la demande, dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité ou d'une ordonnance de mise en liquidation pour cause d'insolvabilité au sens de la Loi sur les liquidations et les restructurations;

9° elle a parmi ses dirigeants une personne qui a fait cession de ses biens ou qui se retrouve sous le coup d'une ordonnance de séquestre prononcée en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité;

10° elle a parmi ses dirigeants une personne qui est titulaire d'un permis suspendu ou a été, au cours des deux années précédant la demande, titulaire d'un permis révoqué ou non renouvelé;

11° elle a parmi ses dirigeants une personne qui est dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité dont le permis est suspendu ou a été, au cours des deux années précédant la demande, révoqué ou non renouvelé;

12° elle a parmi ses dirigeants une personne qui, au cours des cinq années précédant la demande, à moins d'en avoir obtenu le pardon, a été déclaré coupable ou a été dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité déclarée coupable d'une infraction pénale ou criminelle qui, de l'avis de la Commission, a un lien avec l'exercice des activités pour lesquelles le permis est demandé;

13° elle a parmi ses dirigeants une personne qui, au cours des cinq années précédant la demande, à moins d'en avoir obtenu le pardon, a fait l'objet d'une décision d'un tribunal étranger la déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite pénale ou criminelle ayant, de l'avis de la Commission, un lien avec l'exercice des activités pour lesquelles le permis est demandé;

14° elle a parmi ses dirigeants une personne qui a été dirigeant d'une personne morale, société ou autre entité qui, au cours des cinq années précédant la demande, à moins d'en avoir obtenu le pardon, a fait l'objet d'une décision d'un tribunal étranger la déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite pénale ou criminelle ayant, de l'avis de la Commission, un lien avec l'exercice des activités pour lesquelles le permis est demandé.

12. À moins qu'elle n'expose des faits nouveaux susceptibles de justifier une décision différente, une personne, société ou autre entité ne peut présenter une nouvelle demande de permis à la Commission lorsqu'elle est titulaire d'un permis suspendu ou qu'elle a vu au cours des deux années précédentes, son permis être révoqué ou sa demande de permis ou de renouvellement être refusée.

13. Avant de refuser la délivrance d'un permis, la Commission doit notifier par écrit à la personne, société ou autre entité qui en fait la demande, le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

Dans les 30 jours de la fin du délai accordé pour présenter ses observations, la Commission doit rendre par écrit une décision motivée.

14. Le permis entre en vigueur à la date déterminée par la Commission. Il est valide pour une durée de deux ans et ne peut être transféré.

§2. *Renouvellement*

15. Le titulaire d'un permis qui souhaite le renouveler doit en faire la demande à la Commission au moyen du formulaire que celle-ci met à sa disposition. Il doit en outre transmettre à la Commission :

1° une attestation de Revenu Québec valide au moment de présenter la demande qui démontre qu'il n'est pas en défaut de produire les déclarations et les rapports devant être produits en vertu des lois fiscales et qu'il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu ou, s'il en a un, qu'il a conclu une entente de paiement qu'il respecte ou que le recouvrement de ses dettes a légalement été suspendu;

2° une nouvelle déclaration faisant état de toute décision, ordonnance ou situation de fait visée aux articles 10 et 11.

Le titulaire du permis est dispensé de fournir tout autre renseignement ou document déjà fourni lors d'une demande précédente, s'il atteste que ces renseignements et ces documents sont à jour. Il précise, le cas échéant, les modifications devant être apportées à ces renseignements et transmet, à la demande de la Commission, les documents exigés par celle-ci qui permettent de l'informer de la teneur de la décision, de l'ordonnance ou de la situation de fait mentionnée dans la nouvelle déclaration requise au présent article.

La demande de renouvellement d'un permis doit être reçue par la Commission au moins 60 jours avant l'expiration de celui-ci. Un permis est réputé valide tant que la Commission n'a pas rendu une décision quant à une demande visant son renouvellement reçue dans le délai prescrit et son titulaire peut continuer d'exercer ses activités.

16. Pour obtenir le renouvellement d'un permis, le titulaire doit satisfaire aux conditions de délivrance prévues à l'article 10.

Malgré que la personne, société ou autre entité satisfasse à l'ensemble de ces conditions de délivrance, la Commission peut refuser de renouveler son permis dans l'un ou l'autre des cas prévus à l'article 11.

La Commission peut également refuser une demande de renouvellement de permis lorsque le titulaire fait défaut de respecter l'une ou l'autre des obligations prévues aux articles 21 à 26.

17. Avant de refuser de renouveler un permis, la Commission doit notifier par écrit, au titulaire du permis, le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

Dans les 30 jours de la fin du délai accordé à ce titulaire du permis pour présenter ses observations, la Commission doit rendre par écrit une décision motivée et préciser, le cas échéant, la date à compter de laquelle le permis cesse d'avoir effet.

Dès la réception d'une décision de la Commission l'informant que son permis n'est pas renouvelé, une agence de placement de personnel doit en aviser toute entreprise cliente avec laquelle elle fait affaire ainsi que tous les salariés affectés auprès de celle-ci, leur indiquer la date à compter de laquelle son permis cesse d'avoir effet et les informer que devient sans effet toute mesure ou disposition visant à empêcher ou à restreindre l'embauche d'un salarié par une entreprise cliente.

18. À moins qu'il n'expose des faits nouveaux susceptibles de justifier une décision différente, le titulaire d'un permis suspendu ne peut présenter une demande de renouvellement de permis à la Commission.

§3. Droits exigibles

19. Les droits pour un permis sont de 1 780 \$ payables en deux versements annuels égaux et non remboursables, soit un premier versement exigible lors de la délivrance ou du renouvellement et un deuxième, exigible si le permis n'a pas été révoqué, à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du permis ou de son renouvellement.

20. Les droits prévus au présent règlement sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Québec, déterminé par Statistique Canada pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année précédente.

Les droits indexés de la manière prescrite au premier alinéa sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près, s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

La Commission informe le public du résultat de l'indexation faite en vertu du présent article dans la Partie 1 de la *Gazette officielle du Québec* et, si elle le juge approprié, par tout autre moyen.

SECTION III OBLIGATIONS DU TITULAIRE D'UN PERMIS

21. Le titulaire d'un permis doit :

1^o aviser sans délai la Commission de toute modification à l'un ou l'autre des renseignements exigés pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis ainsi que de tout changement dans sa situation susceptible d'affecter la validité du permis, notamment dans le cas d'un changement de répondant;

2^o répondre, dans le délai et selon les modalités fixés par la Commission, à toute demande portant sur les renseignements et documents qui lui ont été transmis;

3^o afficher son permis ou une reproduction de celui-ci de manière à ce qu'il soit lisible à un endroit bien en vue dans chacun de ses établissements;

4^o indiquer le numéro de son permis sur tout document utilisé couramment dans le cadre de ses activités ou pour des fins publicitaires, notamment sur ses factures, contrats et sites Internet.

22. Outre les obligations prévues à la présente section qui s'appliquent à la fois à l'un et l'autre des permis, le titulaire d'un permis d'agence de placement de personnel doit :

1^o remettre au salarié qu'il affecte auprès d'une entreprise cliente, au moment où il procède à cette affectation :

a) un document décrivant les conditions de travail qui lui sont applicables dans le cadre de cette affectation, dont notamment le salaire offert, et précisant le nom et les coordonnées de l'entreprise cliente;

b) les documents d'information rendus disponibles par la Commission concernant les droits des salariés et les obligations des employeurs en matière de travail;

2° conserver durant au moins six ans, les contrats conclus avec chacune des entreprises clientes et les factures afférentes;

3° conserver durant au moins six ans, pour chacun des salariés affectés auprès d'une entreprise cliente, les renseignements relatifs au nombre total d'heures de travail par jour et par semaine ainsi que le nom et les coordonnées de l'entreprise cliente concernée.

Le titulaire d'un permis doit rappeler à l'entreprise cliente, auprès de laquelle il affecte des salariés, les obligations en matière de santé et de sécurité du travail imposées, en vertu de l'article 51 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, à un employeur ou à la personne qui, sans être un employeur, utilise au sens de l'article 51.1 de cette loi les services d'un travailleur aux fins de son établissement.

23. Le titulaire d'un permis d'agence de placement de personnel ne peut :

1° exiger d'un salarié des frais pour son affectation auprès d'une entreprise cliente, pour la formation exigée pour cette affectation ou pour de l'assistance ou des conseils reçus en vue de la préparation à des entrevues d'embauche, notamment pour la rédaction d'outils de recherche d'emploi;

2° prendre des mesures ou convenir de dispositions ayant pour effet, au-delà d'une période de six mois suivant le début de l'affectation d'un salarié auprès d'une entreprise cliente, d'empêcher ou de restreindre son embauche par celle-ci.

24. Outre les obligations prévues à la présente section qui s'appliquent à l'un et l'autre des permis, le titulaire d'un permis d'agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires doit :

1° remettre au travailleur étranger temporaire, au moment de son recrutement :

a) un document décrivant les conditions de travail qui lui sont applicables, dont notamment le salaire offert, et précisant le nom et les coordonnées de l'entreprise cliente;

b) les documents d'information rendus disponibles par la Commission concernant les droits des salariés et les obligations des employeurs en matière de travail;

2° conserver durant au moins six ans, les contrats conclus avec chacune des entreprises clientes et les factures afférentes;

3° conserver durant au moins six ans de la date de leur embauche, pour chacun des travailleurs étrangers temporaires, son nom et ses coordonnées ainsi que les renseignements relatifs à la date de son embauche par une entreprise cliente;

4° s'assurer que, parmi ses salariés, toute personne qui conseille, assiste ou représente une autre personne relativement à une demande d'immigration détient la reconnaissance requise conformément aux dispositions du Règlement sur les consultants en immigration (chapitre I-0.2.1, r. 1).

25. Le titulaire d'un permis d'agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires ne peut :

1° exiger d'un travailleur étranger temporaire qu'il lui confie la garde de documents personnels ou de biens lui appartenant;

2° exiger d'un travailleur étranger temporaire, pour son recrutement, des frais autres que ceux autorisés en application d'un programme gouvernemental canadien.

26. Le titulaire d'un permis qui prévoit cesser ses activités doit, sans délai, en aviser par écrit la Commission. Lorsque la fin des activités survient au cours de la durée du permis et de son renouvellement, la Commission révoque le permis à la date qu'elle détermine.

Le titulaire d'un permis d'agence de placement de personnel doit également, sans délai, aviser de cette fin des activités toute entreprise cliente avec laquelle il fait affaire ainsi que tous les salariés affectés auprès de celle-ci, leur indiquer la date à compter de laquelle son permis cesse d'avoir effet et les informer que devient sans effet toute mesure ou disposition visant à empêcher ou à restreindre l'embauche d'un salarié par une entreprise cliente.

CHAPITRE III CAUTIONNEMENT

27. La personne, société ou autre entité qui demande un permis d'agence de placement de personnel doit fournir un cautionnement de 15 000 \$.

Ce cautionnement vise à garantir l'exécution d'un jugement irrévocable ou d'une transaction à la suite de l'exercice, par la Commission, d'un recours civil visé à la section I du chapitre V de la Loi sur les normes du

travail, concernant une obligation pécuniaire fixée par cette loi ou l'un des règlements pris pour son application, lorsque le titulaire d'un permis ou l'une des entreprises clientes ayant recours aux services de celui-ci fait défaut de payer une somme due à un salarié affecté auprès de cette entreprise cliente. Il ne couvre toutefois pas le montant forfaitaire visé au premier alinéa de l'article 114 de la Loi sur les normes du travail.

28. Le cautionnement est fourni :

1^o soit au moyen d'une police de cautionnement émise en faveur de la Commission;

2^o soit par chèque, mandat-poste ou mandat de banque à l'ordre de la Commission.

Le titulaire du permis qui désire changer de mode de cautionnement doit en aviser la Commission en lui transmettant un avis écrit au moins 60 jours avant un tel changement.

29. Le cautionnement fourni au moyen d'une police de cautionnement ne peut être émis que par une personne morale autorisée à se porter caution en vertu de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46), de la Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3), de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (chapitre S-29.02) ou de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1).

Le cautionnement par chèque, mandat-poste ou mandat de banque ne peut être fourni que par le titulaire du permis pour lui-même et celui-ci est tenu de respecter les obligations de la caution en plus de celles qui lui incombent en tant que débiteur principal.

30. La personne, société ou autre entité qui demande un permis transmet à la Commission les renseignements relatifs au cautionnement au moyen du formulaire que celle-ci met à sa disposition. Ce formulaire précise la date de l'émission du cautionnement et doit être signé à la fois par la caution et par la personne qui demande le permis pour elle-même ou, s'il s'agit d'une personne morale, société ou autre entité, par son répondant.

31. La caution est tenue de satisfaire à son obligation jusqu'à concurrence du montant exigé pour le cautionnement et doit renoncer au bénéfice de discussion.

32. La caution doit s'engager solidairement avec le titulaire du permis, envers la Commission, pour le montant du cautionnement exigé, à acquitter, en capital, intérêts et frais, les obligations pécuniaires du titulaire du permis ou d'une entreprise cliente de celui-ci, confirmées par un jugement irrévocable ou une transaction visé à l'article 27.

33. Lorsque le cautionnement est fourni par le titulaire du permis pour lui-même, celui-ci s'engage, pour le montant du cautionnement exigé, à acquitter, en capital, intérêts et frais, des obligations pécuniaires du titulaire du permis ou d'une entreprise cliente de celui-ci, confirmées par un jugement irrévocable ou une transaction visé à l'article 27. Cet engagement doit lier les administrateurs, les héritiers et les représentants légaux du titulaire du permis.

34. Le cautionnement doit être valide pendant toute la durée du permis et continuer également de l'être lorsque celui-ci est suspendu.

Lorsque la Commission a recours au cautionnement pour garantir l'exécution d'un jugement ou d'une transaction visés à l'article 27, le titulaire du permis doit parfaire ce cautionnement fourni de façon à ce qu'il satisfasse en tout temps aux exigences du premier alinéa de ce même article.

35. Malgré l'expiration du cautionnement, les obligations de la caution continuent de s'appliquer aux sommes dues à un salarié affecté par le titulaire d'un permis auprès d'une entreprise cliente pendant que le cautionnement était en vigueur.

36. La Commission conserve le cautionnement obtenu par chèque, mandat-poste ou mandat de banque dans un compte auprès d'une institution financière utilisé aux seules fins de l'encaissement, de la remise des sommes aux salariés et du remboursement des sommes ainsi fournies à titre de cautionnement.

37. À la suite d'un jugement irrévocable ou d'une transaction visés à l'article 27, lorsque la Commission estime qu'elle doit recourir au cautionnement pour garantir l'exécution de ce jugement ou de cette transaction, elle avise la caution et déclare le cautionnement exigible.

Dans le cas d'un cautionnement fourni au moyen d'une police de cautionnement, la Commission doit aviser la caution en lui transmettant une copie du jugement ou de la transaction, avec les instructions nécessaires pour que soient acquittées, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement, les obligations pécuniaires qui sont confirmées par ce jugement ou cette transaction. Dans les 30 jours de la réception de cet avis, la caution doit transmettre à la Commission la somme nécessaire pour acquitter ces obligations.

38. La Commission voit à ce qu'il y ait remise des sommes dues à tout salarié visé par ce jugement ou cette transaction, conformément à l'article 121 de la Loi sur les normes du travail, après en avoir informé le titulaire du permis et l'entreprise cliente.

Lorsque le montant total des sommes dues excède le montant du cautionnement, la Commission voit à ce qu'elles soient remises au prorata des créances des salariés.

39. Si le cautionnement a été fourni par chèque, mandat-poste ou mandat de banque, le montant demeure en dépôt et assujéti à cette fin pour une période de trois ans à compter de la date de la révocation ou du non-renouvellement d'un permis.

Au-delà de cette période, la Commission conserve le cautionnement lorsqu'elle a reçu une plainte concernant une obligation pécuniaire dont ce cautionnement pourrait en garantir le paiement.

Lorsqu'elle n'est plus tenue de le conserver, la Commission remet le montant du cautionnement ou le reliquat de celui-ci à la personne, société ou autre entité qui l'a fourni.

CHAPITRE IV MESURES ADMINISTRATIVES

40. La Commission peut suspendre ou révoquer un permis, à compter de la date qu'elle détermine, lorsque :

1^o le titulaire ne satisfait plus à l'une ou l'autre des conditions prévues à l'article 10;

2^o le titulaire est visé par l'un ou l'autre des motifs de refus prévus à l'article 11;

3^o le titulaire fait défaut de respecter l'une ou l'autre des obligations prévues aux articles 21 à 26.

41. Avant de suspendre ou de révoquer un permis, la Commission doit notifier par écrit au titulaire du permis le préavis prescrit par l'article 5 de la Loi sur la justice administrative et lui accorder un délai d'au moins 10 jours pour présenter ses observations.

Dans les 30 jours de la fin du délai accordé à ce titulaire du permis pour présenter ses observations, la Commission doit rendre par écrit une décision motivée et préciser, le cas échéant, la date à compter de laquelle le permis est suspendu ou révoqué.

Dès la réception d'une décision de la Commission l'informant que son permis est suspendu ou révoqué, une agence de placement de personnel doit en aviser toute entreprise cliente avec laquelle elle fait affaire ainsi que tous les salariés affectés auprès de celle-ci, leur indiquer la date à compter de laquelle son permis est suspendu ou révoqué et les informer que devient sans effet toute mesure ou disposition visant à empêcher ou à restreindre l'embauche d'un salarié par une entreprise cliente.

42. La Commission peut, à la demande du titulaire d'un permis suspendu, lever cette suspension si elle estime que le titulaire a remédié à la situation ou que des faits nouveaux justifient une décision différente.

43. Une décision concernant la suspension, la révocation ou le non-renouvellement d'un permis est rendue publique par la mention qui en est faite à la liste des titulaires de permis que dresse et tient à jour la Commission.

44. La Commission peut exiger la remise de tout permis suspendu, révoqué ou non renouvelé.

45. Toute mesure ou disposition visant à empêcher ou à restreindre l'embauche d'un salarié par une entreprise cliente auprès de laquelle il a été affecté par une agence de placement de personnel devient sans effet à compter de la date de la suspension, de la révocation ou du non-renouvellement de son permis.

CHAPITRE V DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

46. Dans les cinq jours ouvrables qui suivent la date à laquelle un permis lui est délivré pour une première fois, la personne, société ou autre entité qui, sans être titulaire d'un permis, exerçait les activités d'une agence de placement de personnel ou d'une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires conformément à l'article 54 de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (2018, chapitre 21), doit aviser toute entreprise cliente avec laquelle elle fait affaire qu'elle est désormais titulaire d'un permis délivré par la Commission. Elle précise, en outre, qu'il s'agit d'un permis d'agence de placement de personnel ou d'un permis d'agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires délivré conformément à la Loi sur les normes du travail et au présent règlement.

47. Une personne, société ou autre entité qui se voit refuser la délivrance d'un permis par la Commission alors qu'elle continuait d'exercer ses activités conformément à l'article 54 de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, n'est plus autorisée à exercer ses activités à compter de la date de cette décision.

Cette personne, société ou autre entité doit, dès la réception de la décision rendue par la Commission, aviser toute entreprise cliente avec laquelle elle fait affaire qu'elle n'est plus autorisée à exercer les activités pour lesquelles elle demandait un permis.

Dans le cas d'une agence de placement de personnel, elle doit également aviser toute entreprise cliente avec laquelle elle fait affaire ainsi que tous les salariés affectés auprès de celle-ci de la date à compter de laquelle elle n'est plus autorisée à exercer les activités pour lesquelles elle demandait un permis et les informer que devient sans effet toute mesure ou disposition visant à empêcher ou à restreindre l'embauche d'un salarié par une entreprise cliente.

48. À compter de la date à laquelle un permis est délivré pour la première fois à une agence de placement de personnel visée à l'article 46, celle-ci doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la délivrance de ce permis, remettre à tout salarié déjà affecté auprès d'une entreprise cliente les documents indiqués au paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 22.

49. À compter de la date à laquelle un permis est délivré pour la première fois à une personne, société ou autre entité visée à l'article 46, les dispositions du présent règlement visant à assurer la protection des droits des salariés et des travailleurs étrangers temporaires s'appliquent à tout salarié et travailleur déjà affecté ou recruté par cette agence. Lorsque la disposition prévoit un délai, celui-ci commence à courir à partir de cette date.

50. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

71523

Gouvernement du Québec

Décret 1159-2019, 20 novembre 2019

Code criminel
(L.R.C. 1985, c. C-46)

Tarif en matière criminelle — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Tarif en matière criminelle

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2 de l'article 840 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46), le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut décréter que tout ou partie des honoraires et allocations mentionnés à l'annexe de la partie XXVII ne seront pas prélevés ou admis dans les procédures devant les cours des poursuites sommaires et devant les juges de paix en vertu de cette partie dans cette province et il peut alors décréter que d'autres honoraires et allocations pour des points semblables à ceux mentionnés à l'annexe ou pour tout autre point seront prélevés ou admis;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet du Règlement modifiant le Tarif en matière criminelle a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 4 septembre 2019 avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE le Règlement modifiant le Tarif en matière criminelle, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Règlement modifiant le Tarif en matière criminelle

Code criminel
(L.R.C. 1985, c. C-46, a. 840, par. 2)

1. L'article 1 du Tarif en matière criminelle (chapitre CCR, r. 2) est modifié :

1^o par le remplacement, du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1^o, par le suivant :

« *a*) pour décerner une sommation ou un mandat d'arrestation en premier lieu ainsi que pour confirmer une citation à comparaître ou une promesse : 36,50 \$ »;

2^o par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1^o par le suivant :

« *b*) pour une ordonnance de mise en liberté : 36,50 \$ »;

2. L'article 2 de ce tarif est abrogé.

3. Le présent règlement entre en vigueur le 18 décembre 2019.

71548

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001)

Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3)

Table des indemnités de remplacement du revenu payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2020

Avis est donné par les présentes que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail a adopté, à sa séance du 14 novembre 2019, le «Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2020».

Conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), le projet de règlement a été publié à la page 2463 de la *Gazette officielle du Québec* du 3 juillet 2019 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours à compter de la publication dudit avis, il pourrait être adopté par la Commission, avec ou sans modification.

La présidente du conseil d'administration et chef de la direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail,
MANUELLE OUDAR

Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des indemnités payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2020

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001, a. 63)

Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3, a. 124, par. d)

1. Pour l'année 2020, aux fins du calcul du revenu net retenu d'un travailleur servant à établir l'indemnité de remplacement du revenu payable à compter du quinzième

jour suivant le début de son incapacité en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante :

- 1^o Célibataire ou famille monoparentale :
 - a) Travailleur sans personne majeure à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
 - b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
 - c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
 - d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
 - e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- 2^o Travailleur avec conjoint à charge :
 - a) Travailleur sans personne majeure à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

- b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- 3^o Travailleur avec conjoint non à charge :
 - a) Travailleur sans personne majeure à charge :
 - ii. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
 - b) Travailleur avec 1 personne majeure à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
 - c) Travailleur avec 2 personnes majeures à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

- d) Travailleur avec 3 personnes majeures à charge :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;
- e) Travailleur avec 4 personnes majeures à charge et plus :
 - i. Travailleur sans personne mineure à charge;
 - ii. Travailleur avec 1 personne mineure à charge et plus;

2. Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles à un travailleur à compter du quinzième jour suivant le début de son incapacité ou de l'établissement de l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 78 500 \$ pour l'année 2020.

3. Pour l'année 2020, l'annexe A prévoit les tranches de revenu brut considérées pour le calcul du revenu net retenu d'un travailleur et, pour chaque situation familiale, les montants représentant l'indemnité de remplacement du revenu payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles à compter du quinzième jour suivant le début de son incapacité ou l'indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail.

4. Lorsque le revenu brut d'un travailleur se situe entre deux tranches de revenus, son indemnité est déterminée en fonction de la tranche supérieure.

5. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Annexe A

(a. 3)

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de
la Loi sur les accidents du travail pour l'année 2020
(90 % du revenu net retenu pour 2020)**

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
10 100	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44	8 597,44
10 200	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78	8 680,78
10 300	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13	8 764,13
10 400	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47	8 847,47
10 500	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82	8 930,82
10 600	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16	9 014,16
10 700	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51	9 097,51
10 800	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85	9 180,85
10 900	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20	9 264,20
11 000	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54	9 347,54
11 100	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89	9 430,89
11 200	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23	9 514,23
11 300	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58	9 597,58
11 400	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93	9 680,93
11 500	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27	9 764,27
11 600	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62	9 847,62
11 700	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96	9 930,96
11 800	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31	10 014,31
11 900	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65	10 097,65
12 000	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00	10 181,00
12 100	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34	10 264,34
12 200	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69	10 347,69
12 300	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03	10 431,03
12 400	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38	10 514,38
12 500	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73	10 597,73
12 600	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07	10 681,07
12 700	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42	10 764,42
12 800	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76	10 847,76
12 900	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11	10 931,11
13 000	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45	11 014,45
13 100	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80	11 097,80
13 200	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14	11 181,14
13 300	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49	11 264,49
13 400	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83	11 347,83
13 500	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18	11 431,18
13 600	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52	11 514,52
13 700	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87	11 597,87
13 800	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22	11 681,22
13 900	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56	11 764,56
14 000	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91	11 847,91
14 100	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25	11 931,25
14 200	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60	12 014,60
14 300	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94	12 097,94
14 400	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29	12 181,29
14 500	12 255,12	12 264,63	12 255,12	12 264,63	12 255,12	12 264,63	12 255,12	12 264,63	12 255,12	12 264,63
14 600	12 328,03	12 347,98	12 328,03	12 347,98	12 328,03	12 347,98	12 328,03	12 347,98	12 328,03	12 347,98
14 700	12 400,94	12 431,32	12 400,94	12 431,32	12 400,94	12 431,32	12 400,94	12 431,32	12 400,94	12 431,32
14 800	12 473,84	12 514,67	12 473,84	12 514,67	12 473,84	12 514,67	12 473,84	12 514,67	12 473,84	12 514,67
14 900	12 546,75	12 598,01	12 546,75	12 598,01	12 546,75	12 598,01	12 546,75	12 598,01	12 546,75	12 598,01
15 000	12 619,65	12 681,36	12 619,65	12 681,36	12 619,65	12 681,36	12 619,65	12 681,36	12 619,65	12 681,36

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
15 100	12 692,56	12 764,71	12 692,56	12 764,71	12 692,56	12 764,71	12 692,56	12 764,71	12 692,56	12 764,71
15 200	12 765,47	12 848,05	12 765,47	12 848,05	12 765,47	12 848,05	12 765,47	12 848,05	12 765,47	12 848,05
15 300	12 838,37	12 931,40	12 838,37	12 931,40	12 838,37	12 931,40	12 838,37	12 931,40	12 838,37	12 931,40
15 400	12 911,28	13 014,74	12 911,28	13 014,74	12 911,28	13 014,74	12 911,28	13 014,74	12 911,28	13 014,74
15 500	12 984,19	13 098,09	12 984,19	13 098,09	12 984,19	13 098,09	12 984,19	13 098,09	12 984,19	13 098,09
15 600	13 057,09	13 181,43	13 057,09	13 181,43	13 057,09	13 181,43	13 057,09	13 181,43	13 057,09	13 181,43
15 700	13 130,00	13 264,78	13 130,00	13 264,78	13 130,00	13 264,78	13 130,00	13 264,78	13 130,00	13 264,78
15 800	13 202,91	13 348,12	13 202,91	13 348,12	13 202,91	13 348,12	13 202,91	13 348,12	13 202,91	13 348,12
15 900	13 275,81	13 431,47	13 275,81	13 431,47	13 275,81	13 431,47	13 275,81	13 431,47	13 275,81	13 431,47
16 000	13 348,72	13 514,81	13 348,72	13 514,81	13 348,72	13 514,81	13 348,72	13 514,81	13 348,72	13 514,81
16 100	13 421,62	13 598,16	13 421,62	13 598,16	13 421,62	13 598,16	13 421,62	13 598,16	13 421,62	13 598,16
16 200	13 494,53	13 681,50	13 494,53	13 681,50	13 494,53	13 681,50	13 494,53	13 681,50	13 494,53	13 681,50
16 300	13 567,44	13 764,85	13 567,44	13 764,85	13 567,44	13 764,85	13 567,44	13 764,85	13 567,44	13 764,85
16 400	13 640,34	13 848,20	13 640,34	13 848,20	13 640,34	13 848,20	13 640,34	13 848,20	13 640,34	13 848,20
16 500	13 713,25	13 931,54	13 713,25	13 931,54	13 713,25	13 931,54	13 713,25	13 931,54	13 713,25	13 931,54
16 600	13 786,16	14 014,89	13 786,16	14 014,89	13 786,16	14 014,89	13 786,16	14 014,89	13 786,16	14 014,89
16 700	13 859,06	14 098,23	13 859,06	14 098,23	13 859,06	14 098,23	13 859,06	14 098,23	13 859,06	14 098,23
16 800	13 931,97	14 181,58	13 931,97	14 181,58	13 931,97	14 181,58	13 931,97	14 181,58	13 931,97	14 181,58
16 900	14 004,88	14 264,92	14 004,88	14 264,92	14 004,88	14 264,92	14 004,88	14 264,92	14 004,88	14 264,92
17 000	14 077,78	14 348,27	14 077,78	14 348,27	14 077,78	14 348,27	14 077,78	14 348,27	14 077,78	14 348,27
17 100	14 150,69	14 431,61	14 150,69	14 431,61	14 150,69	14 431,61	14 150,69	14 431,61	14 150,69	14 431,61
17 200	14 223,59	14 514,96	14 223,59	14 514,96	14 223,59	14 514,96	14 223,59	14 514,96	14 223,59	14 514,96
17 300	14 296,50	14 598,30	14 296,50	14 598,30	14 296,50	14 598,30	14 296,50	14 598,30	14 296,50	14 598,30
17 400	14 369,41	14 681,65	14 369,41	14 681,65	14 369,41	14 681,65	14 369,41	14 681,65	14 369,41	14 681,65
17 500	14 442,31	14 765,00	14 442,31	14 765,00	14 442,31	14 765,00	14 442,31	14 765,00	14 442,31	14 765,00
17 600	14 515,22	14 848,34	14 515,22	14 848,34	14 515,22	14 848,34	14 515,22	14 848,34	14 515,22	14 848,34
17 700	14 588,13	14 931,69	14 588,13	14 931,69	14 588,13	14 931,69	14 588,13	14 931,69	14 588,13	14 931,69
17 800	14 661,03	15 015,03	14 661,03	15 015,03	14 661,03	15 015,03	14 661,03	15 015,03	14 661,03	15 015,03
17 900	14 733,94	15 098,38	14 733,94	15 098,38	14 733,94	15 098,38	14 733,94	15 098,38	14 733,94	15 098,38
18 000	14 806,85	15 181,72	14 806,85	15 181,72	14 806,85	15 181,72	14 806,85	15 181,72	14 806,85	15 181,72
18 100	14 879,75	15 265,07	14 879,75	15 265,07	14 879,75	15 265,07	14 879,75	15 265,07	14 879,75	15 265,07
18 200	14 952,66	15 348,41	14 952,66	15 348,41	14 952,66	15 348,41	14 952,66	15 348,41	14 952,66	15 348,41
18 300	15 025,57	15 431,76	15 025,57	15 431,76	15 025,57	15 431,76	15 025,57	15 431,76	15 025,57	15 431,76
18 400	15 098,47	15 515,10	15 098,47	15 515,10	15 098,47	15 515,10	15 098,47	15 515,10	15 098,47	15 515,10
18 500	15 166,92	15 593,99	15 166,92	15 593,99	15 166,92	15 593,99	15 166,92	15 593,99	15 166,92	15 593,99
18 600	15 227,18	15 664,69	15 227,18	15 664,69	15 227,18	15 664,69	15 227,18	15 664,69	15 227,18	15 664,69
18 700	15 287,44	15 735,39	15 287,44	15 735,39	15 287,44	15 735,39	15 287,44	15 735,39	15 287,44	15 735,39
18 800	15 347,69	15 806,08	15 347,69	15 806,08	15 347,69	15 806,08	15 347,69	15 806,08	15 347,69	15 806,08
18 900	15 407,95	15 876,78	15 407,95	15 876,78	15 407,95	15 876,78	15 407,95	15 876,78	15 407,95	15 876,78
19 000	15 468,21	15 947,47	15 468,21	15 947,47	15 468,21	15 947,47	15 468,21	15 947,47	15 468,21	15 947,47
19 100	15 528,46	16 018,17	15 528,46	16 018,17	15 528,46	16 018,17	15 528,46	16 018,17	15 528,46	16 018,17
19 200	15 588,72	16 088,87	15 588,72	16 088,87	15 588,72	16 088,87	15 588,72	16 088,87	15 588,72	16 088,87
19 300	15 648,98	16 159,56	15 648,98	16 159,56	15 648,98	16 159,56	15 648,98	16 159,56	15 648,98	16 159,56
19 400	15 709,23	16 230,26	15 709,23	16 230,26	15 709,23	16 230,26	15 709,23	16 230,26	15 709,23	16 230,26
19 500	15 769,49	16 300,95	15 769,49	16 300,95	15 769,49	16 300,95	15 769,49	16 300,95	15 769,49	16 300,95
19 600	15 829,75	16 371,65	15 829,75	16 371,65	15 829,75	16 371,65	15 829,75	16 371,65	15 829,75	16 371,65
19 700	15 890,01	16 442,34	15 890,01	16 442,34	15 890,01	16 442,34	15 890,01	16 442,34	15 890,01	16 442,34
19 800	15 950,26	16 513,04	15 950,26	16 513,04	15 950,26	16 513,04	15 950,26	16 513,04	15 950,26	16 513,04
19 900	16 009,98	16 583,20	16 009,98	16 583,20	16 009,98	16 583,20	16 009,98	16 583,20	16 009,98	16 583,20
20 000	16 069,43	16 653,08	16 069,43	16 653,08	16 069,43	16 653,08	16 069,43	16 653,08	16 069,43	16 653,08

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Célibataire ou famille monoparentale									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
20 100	16 128,87	16 722,97	16 337,88	16 931,98	16 337,88	16 931,98	16 337,88	16 931,98	16 337,88	16 931,98
20 200	16 188,32	16 792,85	16 410,79	17 015,32	16 410,79	17 015,32	16 410,79	17 015,32	16 410,79	17 015,32
20 300	16 247,77	16 862,74	16 483,69	17 098,67	16 483,69	17 098,67	16 483,69	17 098,67	16 483,69	17 098,67
20 400	16 307,21	16 932,63	16 556,60	17 182,01	16 556,60	17 182,01	16 556,60	17 182,01	16 556,60	17 182,01
20 500	16 366,66	17 002,51	16 629,51	17 265,36	16 629,51	17 265,36	16 629,51	17 265,36	16 629,51	17 265,36
20 600	16 426,11	17 072,40	16 702,41	17 348,70	16 702,41	17 348,70	16 702,41	17 348,70	16 702,41	17 348,70
20 700	16 485,55	17 142,28	16 775,32	17 432,05	16 775,32	17 432,05	16 775,32	17 432,05	16 775,32	17 432,05
20 800	16 545,00	17 212,17	16 848,22	17 515,39	16 848,22	17 515,39	16 848,22	17 515,39	16 848,22	17 515,39
20 900	16 604,45	17 282,06	16 921,13	17 598,74	16 921,13	17 598,74	16 921,13	17 598,74	16 921,13	17 598,74
21 000	16 663,90	17 351,94	16 994,04	17 682,08	16 994,04	17 682,08	16 994,04	17 682,08	16 994,04	17 682,08
21 100	16 723,34	17 421,83	17 066,94	17 765,43	17 066,94	17 765,43	17 066,94	17 765,43	17 066,94	17 765,43
21 200	16 782,79	17 491,71	17 139,85	17 848,77	17 139,85	17 848,77	17 139,85	17 848,77	17 139,85	17 848,77
21 300	16 842,24	17 561,60	17 212,76	17 930,51	17 212,76	17 932,12	17 212,76	17 932,12	17 212,76	17 932,12
21 400	16 901,68	17 631,49	17 285,66	18 000,40	17 285,66	18 015,47	17 285,66	18 015,47	17 285,66	18 015,47
21 500	16 961,13	17 701,37	17 358,57	18 070,28	17 358,57	18 098,81	17 358,57	18 098,81	17 358,57	18 098,81
21 600	17 020,58	17 771,26	17 431,48	18 140,17	17 431,48	18 182,16	17 431,48	18 182,16	17 431,48	18 182,16
21 700	17 080,02	17 841,14	17 504,38	18 210,05	17 504,38	18 265,50	17 504,38	18 265,50	17 504,38	18 265,50
21 800	17 139,47	17 911,03	17 577,29	18 279,94	17 577,29	18 348,85	17 577,29	18 348,85	17 577,29	18 348,85
21 900	17 198,92	17 980,91	17 650,20	18 349,82	17 650,20	18 432,19	17 650,20	18 432,19	17 650,20	18 432,19
22 000	17 258,36	18 050,80	17 723,10	18 419,71	17 723,10	18 515,54	17 723,10	18 515,54	17 723,10	18 515,54
22 100	17 317,81	18 120,69	17 796,01	18 489,60	17 796,01	18 598,88	17 796,01	18 598,88	17 796,01	18 598,88
22 200	17 377,26	18 190,57	17 868,91	18 559,48	17 868,91	18 682,23	17 868,91	18 682,23	17 868,91	18 682,23
22 300	17 436,70	18 260,46	17 941,82	18 629,37	17 941,82	18 765,57	17 941,82	18 765,57	17 941,82	18 765,57
22 400	17 496,15	18 330,34	18 014,73	18 699,25	18 014,73	18 848,92	18 014,73	18 848,92	18 014,73	18 848,92
22 500	17 555,60	18 400,23	18 087,63	18 769,14	18 087,63	18 932,27	18 087,63	18 932,27	18 087,63	18 932,27
22 600	17 615,05	18 470,12	18 160,54	18 839,03	18 160,54	19 015,61	18 160,54	19 015,61	18 160,54	19 015,61
22 700	17 674,49	18 540,00	18 233,45	18 908,91	18 233,45	19 098,96	18 233,45	19 098,96	18 233,45	19 098,96
22 800	17 733,94	18 609,89	18 306,35	18 978,80	18 306,35	19 182,30	18 306,35	19 182,30	18 306,35	19 182,30
22 900	17 793,39	18 679,77	18 379,26	19 048,68	18 379,26	19 265,65	18 379,26	19 265,65	18 379,26	19 265,65
23 000	17 852,83	18 749,66	18 452,17	19 118,57	18 452,17	19 348,99	18 452,17	19 348,99	18 452,17	19 348,99
23 100	17 912,28	18 819,55	18 525,07	19 188,46	18 525,07	19 432,34	18 525,07	19 432,34	18 525,07	19 432,34
23 200	17 971,73	18 889,43	18 597,98	19 258,34	18 597,98	19 515,68	18 597,98	19 515,68	18 597,98	19 515,68
23 300	18 031,17	18 959,32	18 670,88	19 328,23	18 670,88	19 599,03	18 670,88	19 599,03	18 670,88	19 599,03
23 400	18 090,62	19 029,20	18 743,79	19 398,11	18 743,79	19 682,37	18 743,79	19 682,37	18 743,79	19 682,37
23 500	18 150,07	19 099,09	18 815,57	19 468,00	18 816,70	19 765,72	18 816,70	19 765,72	18 816,70	19 765,72
23 600	18 209,51	19 168,97	18 875,02	19 537,88	18 889,60	19 849,06	18 889,60	19 849,06	18 889,60	19 849,06
23 700	18 268,96	19 238,86	18 934,47	19 607,77	18 962,51	19 932,41	18 962,51	19 932,41	18 962,51	19 932,41
23 800	18 328,41	19 308,75	18 993,91	19 677,66	19 035,42	20 015,76	19 035,42	20 015,76	19 035,42	20 015,76
23 900	18 387,85	19 378,63	19 053,36	19 747,54	19 108,32	20 099,10	19 108,32	20 099,10	19 108,32	20 099,10
24 000	18 447,30	19 448,52	19 112,81	19 817,43	19 181,23	20 182,45	19 181,23	20 182,45	19 181,23	20 182,45
24 100	18 506,75	19 518,40	19 172,25	19 887,31	19 254,14	20 256,22	19 254,14	20 256,22	19 254,14	20 256,79
24 200	18 566,20	19 588,29	19 231,70	19 957,20	19 327,04	20 326,11	19 327,04	20 349,14	19 327,04	20 349,14
24 300	18 625,64	19 658,18	19 291,15	20 027,09	19 399,95	20 396,00	19 399,95	20 432,48	19 399,95	20 432,48
24 400	18 685,09	19 728,06	19 350,59	20 096,97	19 472,85	20 465,88	19 472,85	20 515,83	19 472,85	20 515,83
24 500	18 744,54	19 797,95	19 410,04	20 166,86	19 545,76	20 535,77	19 545,76	20 599,17	19 545,76	20 599,17
24 600	18 803,98	19 867,83	19 469,49	20 236,74	19 618,67	20 605,65	19 618,67	20 682,52	19 618,67	20 682,52
24 700	18 863,43	19 937,72	19 528,94	20 306,63	19 691,57	20 675,54	19 691,57	20 765,86	19 691,57	20 765,86
24 800	18 922,88	20 007,61	19 588,38	20 376,52	19 764,48	20 745,43	19 764,48	20 849,21	19 764,48	20 849,21
24 900	18 982,32	20 077,49	19 647,83	20 446,40	19 837,39	20 815,31	19 837,39	20 932,55	19 837,39	20 932,55
25 000	19 041,77	20 147,38	19 707,28	20 516,29	19 910,29	20 885,20	19 910,29	21 015,90	19 910,29	21 015,90

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
25 100	19 101,22	20 217,26	19 766,72	20 586,17	19 983,20	20 955,08	19 983,20	21 099,25	19 983,20	21 099,25
25 200	19 160,66	20 287,15	19 826,17	20 656,06	20 056,11	21 024,97	20 056,11	21 182,59	20 056,11	21 182,59
25 300	19 220,11	20 357,04	19 885,62	20 725,95	20 129,01	21 094,86	20 129,01	21 265,94	20 129,01	21 265,94
25 400	19 279,56	20 426,92	19 945,06	20 795,83	20 201,92	21 164,74	20 201,92	21 349,28	20 201,92	21 349,28
25 500	19 339,01	20 496,81	20 004,51	20 865,72	20 274,83	21 234,63	20 274,83	21 432,63	20 274,83	21 432,63
25 600	19 398,45	20 566,69	20 063,96	20 935,60	20 347,73	21 304,51	20 347,73	21 515,97	20 347,73	21 515,97
25 700	19 457,90	20 636,58	20 123,40	21 005,49	20 420,64	21 374,40	20 420,64	21 599,32	20 420,64	21 599,32
25 800	19 517,35	20 706,46	20 182,85	21 075,37	20 493,54	21 444,28	20 493,54	21 682,66	20 493,54	21 682,66
25 900	19 576,79	20 776,35	20 242,30	21 145,26	20 566,45	21 514,17	20 566,45	21 766,01	20 566,45	21 766,01
26 000	19 636,24	20 846,24	20 301,74	21 215,15	20 639,36	21 584,06	20 639,36	21 849,35	20 639,36	21 849,35
26 100	19 695,69	20 916,12	20 361,19	21 285,03	20 712,26	21 653,94	20 712,26	21 932,70	20 712,26	21 932,70
26 200	19 755,13	20 986,01	20 420,64	21 354,92	20 785,17	21 723,83	20 785,17	22 016,04	20 785,17	22 016,04
26 300	19 814,58	21 055,89	20 480,09	21 424,80	20 849,00	21 793,71	20 858,08	22 099,39	20 858,08	22 099,39
26 400	19 874,03	21 125,78	20 539,53	21 494,69	20 908,44	21 863,60	20 930,98	22 182,74	20 930,98	22 182,74
26 500	19 933,47	21 195,67	20 598,98	21 564,58	20 967,89	21 933,49	21 003,89	22 266,08	21 003,89	22 266,08
26 600	19 992,92	21 265,55	20 658,43	21 634,46	21 027,34	22 003,37	21 076,80	22 349,43	21 076,80	22 349,43
26 700	20 052,37	21 335,44	20 717,87	21 704,35	21 086,78	22 073,26	21 149,70	22 432,77	21 149,70	22 432,77
26 800	20 111,81	21 405,32	20 777,32	21 774,23	21 146,23	22 143,14	21 222,61	22 512,05	21 222,61	22 512,05
26 900	20 171,26	21 475,21	20 836,77	21 844,12	21 205,68	22 213,03	21 295,51	22 581,94	21 295,51	22 581,94
27 000	20 230,71	21 545,10	20 896,21	21 914,01	21 265,12	22 282,92	21 368,42	22 651,83	21 368,42	22 651,83
27 100	20 290,16	21 614,98	20 955,66	21 983,89	21 324,57	22 352,80	21 441,33	22 721,71	21 441,33	22 721,71
27 200	20 349,60	21 684,87	21 015,11	22 053,78	21 384,02	22 422,69	21 514,23	22 791,60	21 514,23	22 791,60
27 300	20 409,05	21 754,75	21 074,55	22 123,66	21 443,46	22 492,57	21 587,14	22 861,48	21 587,14	22 861,48
27 400	20 468,50	21 824,64	21 134,00	22 193,55	21 502,91	22 562,46	21 660,05	22 931,37	21 660,05	22 931,37
27 500	20 527,94	21 894,53	21 193,45	22 263,44	21 562,36	22 632,35	21 732,95	23 001,26	21 732,95	23 001,26
27 600	20 587,39	21 964,41	21 252,89	22 333,32	21 621,80	22 702,23	21 805,86	23 071,14	21 805,86	23 071,14
27 700	20 646,84	22 033,13	21 312,34	22 402,04	21 681,25	22 770,95	21 878,77	23 139,86	21 878,77	23 139,86
27 800	20 706,28	22 092,58	21 371,79	22 461,49	21 740,70	22 830,40	21 951,67	23 199,31	21 951,67	23 199,31
27 900	20 765,73	22 152,02	21 431,24	22 520,93	21 800,15	22 889,84	22 024,58	23 258,75	22 024,58	23 258,75
28 000	20 825,18	22 211,47	21 490,68	22 580,38	21 859,59	22 949,29	22 097,48	23 318,20	22 097,48	23 318,20
28 100	20 884,62	22 270,92	21 550,13	22 639,83	21 919,04	23 008,74	22 170,39	23 377,65	22 170,39	23 377,65
28 200	20 944,07	22 330,36	21 609,58	22 699,27	21 978,49	23 068,18	22 243,30	23 437,09	22 243,30	23 437,09
28 300	21 003,52	22 389,81	21 669,02	22 758,72	22 037,93	23 127,63	22 316,20	23 496,54	22 316,20	23 496,54
28 400	21 062,96	22 449,26	21 728,47	22 818,17	22 097,38	23 187,08	22 389,11	23 555,99	22 389,11	23 555,99
28 500	21 122,41	22 508,70	21 787,92	22 877,61	22 156,83	23 246,52	22 462,02	23 615,43	22 462,02	23 615,43
28 600	21 181,86	22 568,15	21 847,36	22 937,06	22 216,27	23 305,97	22 534,92	23 674,88	22 534,92	23 674,88
28 700	21 241,31	22 627,60	21 906,81	22 996,51	22 275,72	23 365,42	22 607,83	23 734,33	22 607,83	23 734,33
28 800	21 300,75	22 687,04	21 966,26	23 055,95	22 335,17	23 424,86	22 680,74	23 793,77	22 680,74	23 793,77
28 900	21 360,20	22 746,49	22 025,70	23 115,40	22 394,61	23 484,31	22 753,64	23 853,22	22 753,64	23 853,22
29 000	21 419,65	22 805,94	22 085,15	23 174,85	22 454,06	23 543,76	22 822,97	23 912,67	22 822,97	23 912,67
29 100	21 479,09	22 865,39	22 144,60	23 234,30	22 513,51	23 603,21	22 882,42	23 972,12	22 882,42	23 972,12
29 200	21 538,54	22 924,83	22 204,05	23 293,74	22 572,96	23 662,65	22 941,87	24 031,56	22 941,87	24 031,56
29 300	21 597,99	22 984,28	22 263,49	23 353,19	22 632,40	23 722,10	23 001,31	24 091,01	23 001,31	24 091,01
29 400	21 657,43	23 043,73	22 322,94	23 412,64	22 691,85	23 781,55	23 060,76	24 150,46	23 060,76	24 150,46
29 500	21 716,88	23 103,17	22 382,39	23 472,08	22 751,30	23 840,99	23 120,21	24 209,90	23 120,21	24 209,90
29 600	21 776,33	23 162,62	22 441,83	23 531,53	22 810,74	23 900,44	23 179,65	24 269,35	23 179,65	24 269,35
29 700	21 835,77	23 222,07	22 501,28	23 590,98	22 870,19	23 959,89	23 239,10	24 328,80	23 239,10	24 328,80
29 800	21 895,22	23 281,51	22 560,73	23 650,42	22 929,64	24 019,33	23 298,55	24 388,24	23 298,55	24 388,24
29 900	21 954,67	23 340,96	22 620,17	23 709,87	22 989,08	24 078,78	23 357,99	24 447,69	23 357,99	24 447,69
30 000	22 014,12	23 400,41	22 679,62	23 769,32	23 048,53	24 138,23	23 417,44	24 507,14	23 417,44	24 507,14

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
30 100	22 073,56	23 459,85	22 739,07	23 828,76	23 107,98	24 197,67	23 476,89	24 566,58	23 628,52	24 935,49
30 200	22 133,01	23 519,30	22 798,51	23 888,21	23 167,42	24 257,12	23 536,33	24 626,03	23 701,43	24 994,94
30 300	22 192,46	23 578,75	22 857,96	23 947,66	23 226,87	24 316,57	23 595,78	24 685,48	23 774,33	25 054,39
30 400	22 251,90	23 638,19	22 917,41	24 007,10	23 286,32	24 376,01	23 655,23	24 744,92	23 847,24	25 113,83
30 500	22 311,35	23 697,64	22 976,85	24 066,55	23 345,76	24 435,46	23 714,67	24 804,37	23 920,14	25 173,28
30 600	22 370,80	23 757,09	23 036,30	24 126,00	23 405,21	24 494,91	23 774,12	24 863,82	23 993,05	25 232,73
30 700	22 430,24	23 816,54	23 095,75	24 185,45	23 464,66	24 554,36	23 833,57	24 923,27	24 065,96	25 292,18
30 800	22 489,69	23 875,98	23 155,20	24 244,89	23 524,11	24 613,80	23 893,02	24 982,71	24 138,86	25 351,62
30 900	22 549,14	23 935,43	23 214,64	24 304,34	23 583,55	24 673,25	23 952,46	25 042,16	24 211,77	25 411,07
31 000	22 608,58	23 994,88	23 274,09	24 363,79	23 643,00	24 732,70	24 011,91	25 101,61	24 284,68	25 470,52
31 100	22 668,03	24 054,32	23 333,54	24 423,23	23 702,45	24 792,14	24 071,36	25 161,05	24 357,58	25 529,96
31 200	22 727,48	24 113,77	23 392,98	24 482,68	23 761,89	24 851,59	24 130,80	25 220,50	24 430,49	25 589,41
31 300	22 786,92	24 173,22	23 452,43	24 542,13	23 821,34	24 911,04	24 190,25	25 279,95	24 503,40	25 648,86
31 400	22 846,37	24 232,66	23 511,88	24 601,57	23 880,79	24 970,48	24 249,70	25 339,39	24 576,30	25 708,30
31 500	22 905,82	24 292,11	23 571,32	24 661,02	23 940,23	25 029,93	24 309,14	25 398,84	24 649,21	25 767,75
31 600	22 965,27	24 351,56	23 630,77	24 720,47	23 999,68	25 089,38	24 368,59	25 458,29	24 722,11	25 827,20
31 700	23 024,71	24 411,00	23 690,22	24 779,91	24 059,13	25 148,82	24 428,04	25 517,73	24 795,02	25 886,64
31 800	23 084,16	24 470,45	23 749,66	24 839,36	24 118,57	25 208,27	24 487,48	25 577,18	24 856,39	25 946,09
31 900	23 143,61	24 529,90	23 809,11	24 898,81	24 178,02	25 267,72	24 546,93	25 636,63	24 915,84	26 005,54
32 000	23 203,05	24 589,34	23 868,56	24 958,25	24 237,47	25 327,16	24 606,38	25 696,07	24 975,29	26 064,98
32 100	23 262,50	24 648,79	23 928,00	25 017,70	24 296,91	25 386,61	24 665,82	25 755,52	25 034,73	26 124,43
32 200	23 321,95	24 708,24	23 987,45	25 077,15	24 356,36	25 446,06	24 725,27	25 814,97	25 094,18	26 183,88
32 300	23 381,39	24 767,69	24 046,90	25 136,60	24 415,81	25 505,51	24 784,72	25 874,42	25 153,63	26 243,33
32 400	23 440,84	24 827,13	24 106,35	25 196,04	24 475,26	25 564,95	24 844,17	25 933,86	25 213,08	26 302,77
32 500	23 500,29	24 886,58	24 165,79	25 255,49	24 534,70	25 624,40	24 903,61	25 993,31	25 272,52	26 362,22
32 600	23 559,73	24 946,03	24 225,24	25 314,94	24 594,15	25 683,85	24 963,06	26 052,76	25 331,97	26 421,67
32 700	23 619,18	25 005,47	24 284,69	25 374,38	24 653,60	25 743,29	25 022,51	26 112,20	25 391,42	26 481,11
32 800	23 678,63	25 064,92	24 344,13	25 433,83	24 713,04	25 802,74	25 081,95	26 171,65	25 450,86	26 540,56
32 900	23 738,07	25 124,37	24 403,58	25 493,28	24 772,49	25 862,19	25 141,40	26 231,10	25 510,31	26 600,01
33 000	23 797,52	25 183,81	24 463,03	25 552,72	24 831,94	25 921,63	25 200,85	26 290,54	25 569,76	26 659,45
33 100	23 856,97	25 243,26	24 522,47	25 612,17	24 891,38	25 981,08	25 260,29	26 349,99	25 629,20	26 718,90
33 200	23 916,42	25 302,71	24 581,92	25 671,62	24 950,83	26 040,53	25 319,74	26 409,44	25 688,65	26 778,35
33 300	23 975,86	25 362,15	24 641,37	25 731,06	25 010,28	26 099,97	25 379,19	26 468,88	25 748,10	26 837,79
33 400	24 035,31	25 421,60	24 700,81	25 790,51	25 069,72	26 159,42	25 438,63	26 528,33	25 807,54	26 897,24
33 500	24 094,76	25 481,05	24 760,26	25 849,96	25 129,17	26 218,87	25 498,08	26 587,78	25 866,99	26 956,69
33 600	24 154,20	25 540,50	24 819,71	25 909,41	25 188,62	26 278,32	25 557,53	26 647,23	25 926,44	27 016,14
33 700	24 213,65	25 599,94	24 879,16	25 968,85	25 248,07	26 337,76	25 616,98	26 706,67	25 985,89	27 075,58
33 800	24 273,10	25 659,39	24 938,60	26 028,30	25 307,51	26 397,21	25 676,42	26 766,12	26 045,33	27 135,03
33 900	24 332,54	25 718,84	24 998,05	26 087,75	25 366,96	26 456,66	25 735,87	26 825,57	26 104,78	27 194,48
34 000	24 391,99	25 778,28	25 057,50	26 147,19	25 426,41	26 516,10	25 795,32	26 885,01	26 164,23	27 253,92
34 100	24 451,44	25 837,73	25 116,94	26 206,64	25 485,85	26 575,55	25 854,76	26 944,46	26 223,67	27 313,37
34 200	24 510,88	25 897,18	25 176,39	26 266,09	25 545,30	26 635,00	25 914,21	27 003,91	26 283,12	27 372,82
34 300	24 570,33	25 956,62	25 235,84	26 325,53	25 604,75	26 694,44	25 973,66	27 063,35	26 342,57	27 432,26
34 400	24 629,78	26 016,07	25 295,28	26 384,98	25 664,19	26 753,89	26 033,10	27 122,80	26 402,01	27 491,71
34 500	24 689,23	26 075,52	25 354,73	26 444,43	25 723,64	26 813,34	26 092,55	27 182,25	26 461,46	27 551,16
34 600	24 748,67	26 134,96	25 414,18	26 503,87	25 783,09	26 872,78	26 152,00	27 241,69	26 520,91	27 610,60
34 700	24 808,12	26 194,41	25 473,62	26 563,32	25 842,53	26 932,23	26 211,44	27 301,14	26 580,35	27 670,05
34 800	24 867,57	26 253,86	25 533,07	26 622,77	25 901,98	26 991,68	26 270,89	27 360,59	26 639,80	27 729,50
34 900	24 927,01	26 313,30	25 592,52	26 682,21	25 961,43	27 051,12	26 330,34	27 420,03	26 699,25	27 788,94
35 000	24 986,46	26 372,75	25 651,96	26 741,66	26 020,87	27 110,57	26 389,78	27 479,48	26 758,69	27 848,39

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
	Nombre de personnes mineures à charge									
35 100	25 045,91	26 432,20	25 711,41	26 801,11	26 080,32	27 170,02	26 449,23	27 538,93	26 818,14	27 907,84
35 200	25 105,35	26 491,65	25 770,86	26 860,56	26 139,77	27 229,47	26 508,68	27 598,38	26 877,59	27 967,29
35 300	25 164,80	26 551,09	25 830,31	26 920,00	26 199,22	27 288,91	26 568,13	27 657,82	26 937,04	28 026,73
35 400	25 224,25	26 610,54	25 889,75	26 979,45	26 258,66	27 348,36	26 627,57	27 717,27	26 996,48	28 086,18
35 500	25 283,69	26 669,99	25 949,20	27 038,90	26 318,11	27 407,81	26 687,02	27 776,72	27 055,93	28 145,63
35 600	25 343,14	26 729,43	26 008,65	27 098,34	26 377,56	27 467,25	26 746,47	27 836,16	27 115,38	28 205,07
35 700	25 402,59	26 788,88	26 068,09	27 157,79	26 437,00	27 526,70	26 805,91	27 895,61	27 174,82	28 264,52
35 800	25 462,03	26 848,33	26 127,54	27 217,24	26 496,45	27 586,15	26 865,36	27 955,06	27 234,27	28 323,97
35 900	25 521,48	26 907,77	26 186,99	27 276,68	26 555,90	27 645,59	26 924,81	28 014,50	27 293,72	28 383,41
36 000	25 580,93	26 967,22	26 246,43	27 336,13	26 615,34	27 705,04	26 984,25	28 073,95	27 353,16	28 442,86
36 100	25 640,38	27 026,67	26 305,88	27 395,58	26 674,79	27 764,49	27 043,70	28 133,40	27 412,61	28 502,31
36 200	25 699,82	27 086,11	26 365,33	27 455,02	26 734,24	27 823,93	27 103,15	28 192,84	27 472,06	28 561,75
36 300	25 759,27	27 145,56	26 424,77	27 514,47	26 793,68	27 883,38	27 162,59	28 252,29	27 531,50	28 621,20
36 400	25 818,72	27 205,01	26 484,22	27 573,92	26 853,13	27 942,83	27 222,04	28 311,74	27 590,95	28 680,65
36 500	25 878,01	27 264,30	26 543,52	27 633,21	26 912,43	28 002,12	27 281,34	28 371,03	27 650,25	28 739,94
36 600	25 934,93	27 321,23	26 600,44	27 690,14	26 969,35	28 059,05	27 338,26	28 427,96	27 707,17	28 796,87
36 700	25 991,86	27 378,15	26 657,36	27 747,06	27 026,27	28 115,97	27 395,18	28 484,88	27 764,09	28 853,79
36 800	26 048,78	27 435,07	26 714,29	27 803,98	27 083,20	28 172,89	27 452,11	28 541,80	27 821,02	28 910,71
36 900	26 105,70	27 492,00	26 771,21	27 860,91	27 140,12	28 229,82	27 509,03	28 598,73	27 877,94	28 967,64
37 000	26 162,63	27 548,92	26 828,13	27 917,83	27 197,04	28 286,74	27 565,95	28 655,65	27 934,86	29 024,56
37 100	26 219,55	27 605,84	26 885,06	27 974,75	27 253,97	28 343,66	27 622,88	28 712,57	27 991,79	29 081,48
37 200	26 276,47	27 662,77	26 941,98	28 031,68	27 310,89	28 400,59	27 679,80	28 769,50	28 048,71	29 138,41
37 300	26 333,40	27 719,69	26 998,90	28 088,60	27 367,81	28 457,51	27 736,72	28 826,42	28 105,63	29 195,33
37 400	26 390,32	27 776,61	27 055,83	28 145,52	27 424,74	28 514,43	27 793,65	28 883,34	28 162,56	29 252,25
37 500	26 447,24	27 833,54	27 112,75	28 202,45	27 481,66	28 571,36	27 850,57	28 940,27	28 219,48	29 309,18
37 600	26 504,17	27 890,46	27 169,67	28 259,37	27 538,58	28 628,28	27 907,49	28 997,19	28 276,40	29 366,10
37 700	26 561,09	27 947,38	27 226,59	28 316,29	27 595,50	28 685,20	27 964,41	29 054,11	28 333,32	29 423,02
37 800	26 618,01	28 004,31	27 283,52	28 373,22	27 652,43	28 742,13	28 021,34	29 111,04	28 390,25	29 479,95
37 900	26 674,94	28 061,23	27 340,44	28 430,14	27 709,35	28 799,05	28 078,26	29 167,96	28 447,17	29 536,87
38 000	26 731,86	28 118,15	27 397,36	28 487,06	27 766,27	28 855,97	28 135,18	29 224,88	28 504,09	29 593,79
38 100	26 788,78	28 175,07	27 454,29	28 543,98	27 823,20	28 912,89	28 192,11	29 281,80	28 561,02	29 650,71
38 200	26 845,71	28 232,00	27 511,21	28 600,91	27 880,12	28 969,82	28 249,03	29 338,73	28 617,94	29 707,64
38 300	26 902,63	28 288,92	27 568,13	28 657,83	27 937,04	29 026,74	28 305,95	29 395,65	28 674,86	29 764,56
38 400	26 959,55	28 345,84	27 625,06	28 714,75	27 993,97	29 083,66	28 362,88	29 452,57	28 731,79	29 821,48
38 500	27 016,48	28 402,77	27 681,98	28 771,68	28 050,89	29 140,59	28 419,80	29 509,50	28 788,71	29 878,41
38 600	27 073,40	28 459,69	27 738,90	28 828,60	28 107,81	29 197,51	28 476,72	29 566,42	28 845,63	29 935,33
38 700	27 130,32	28 516,61	27 795,83	28 885,52	28 164,74	29 254,43	28 533,65	29 623,34	28 902,56	29 992,25
38 800	27 187,25	28 573,54	27 852,75	28 942,45	28 221,66	29 311,36	28 590,57	29 680,27	28 959,48	30 049,18
38 900	27 244,17	28 630,46	27 909,67	28 999,37	28 278,58	29 368,28	28 647,49	29 737,19	29 016,40	30 106,10
39 000	27 301,09	28 687,38	27 966,60	29 056,29	28 335,51	29 425,20	28 704,42	29 794,11	29 073,33	30 163,02
39 100	27 358,02	28 744,31	28 023,52	29 113,22	28 392,43	29 482,13	28 761,34	29 851,04	29 130,25	30 219,95
39 200	27 414,94	28 801,23	28 080,44	29 170,14	28 449,35	29 539,05	28 818,26	29 907,96	29 187,17	30 276,87
39 300	27 471,86	28 858,15	28 137,37	29 227,06	28 506,28	29 595,97	28 875,19	29 964,88	29 244,10	30 333,79
39 400	27 528,78	28 915,08	28 194,29	29 283,99	28 563,20	29 652,90	28 932,11	30 021,81	29 301,02	30 390,72
39 500	27 585,71	28 972,00	28 251,21	29 340,91	28 620,12	29 709,82	28 989,03	30 078,73	29 357,94	30 447,64
39 600	27 642,63	29 028,92	28 308,14	29 397,83	28 677,05	29 766,74	29 045,96	30 135,65	29 414,87	30 504,56
39 700	27 699,55	29 085,85	28 365,06	29 454,76	28 733,97	29 823,67	29 102,88	30 192,58	29 471,79	30 561,49
39 800	27 756,48	29 142,77	28 421,98	29 511,68	28 790,89	29 880,59	29 159,80	30 249,50	29 528,71	30 618,41
39 900	27 813,40	29 199,69	28 478,91	29 568,60	28 847,82	29 937,51	29 216,73	30 306,42	29 585,64	30 675,33
40 000	27 870,32	29 256,62	28 535,83	29 625,53	28 904,74	29 994,44	29 273,65	30 363,35	29 642,56	30 732,26

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
	Nombre de personnes mineures à charge									
40 100	27 927,25	29 313,54	28 592,75	29 682,45	28 961,66	30 051,36	29 330,57	30 420,27	29 699,48	30 789,18
40 200	27 984,17	29 370,46	28 649,68	29 739,37	29 018,59	30 108,28	29 387,50	30 477,19	29 756,41	30 846,10
40 300	28 041,09	29 427,39	28 706,60	29 796,30	29 075,51	30 165,21	29 444,42	30 534,12	29 813,33	30 903,03
40 400	28 098,02	29 484,31	28 763,52	29 853,22	29 132,43	30 222,13	29 501,34	30 591,04	29 870,25	30 959,95
40 500	28 154,94	29 541,23	28 820,45	29 910,14	29 189,36	30 279,05	29 558,27	30 647,96	29 927,18	31 016,87
40 600	28 211,86	29 598,16	28 877,37	29 967,07	29 246,28	30 335,98	29 615,19	30 704,89	29 984,10	31 073,80
40 700	28 268,79	29 655,08	28 934,29	30 023,99	29 303,20	30 392,90	29 672,11	30 761,81	30 041,02	31 130,72
40 800	28 325,71	29 712,00	28 991,22	30 080,91	29 360,13	30 449,82	29 729,04	30 818,73	30 097,95	31 187,64
40 900	28 382,63	29 768,93	29 048,14	30 137,84	29 417,05	30 506,75	29 785,96	30 875,66	30 154,87	31 244,57
41 000	28 439,56	29 825,85	29 105,06	30 194,76	29 473,97	30 563,67	29 842,88	30 932,58	30 211,79	31 301,49
41 100	28 496,48	29 882,77	29 161,98	30 251,68	29 530,89	30 620,59	29 899,80	30 989,50	30 268,71	31 358,41
41 200	28 553,40	29 939,69	29 218,91	30 308,60	29 587,82	30 677,51	29 956,73	31 046,42	30 325,64	31 415,33
41 300	28 610,33	29 996,62	29 275,83	30 365,53	29 644,74	30 734,44	30 013,65	31 103,35	30 382,56	31 472,26
41 400	28 667,25	30 053,54	29 332,75	30 422,45	29 701,66	30 791,36	30 070,57	31 160,27	30 439,48	31 529,18
41 500	28 724,17	30 110,46	29 389,68	30 479,37	29 758,59	30 848,28	30 127,50	31 217,19	30 496,41	31 586,10
41 600	28 781,10	30 167,39	29 446,60	30 536,30	29 815,51	30 905,21	30 184,42	31 274,12	30 553,33	31 643,03
41 700	28 838,02	30 224,31	29 503,52	30 593,22	29 872,43	30 962,13	30 241,34	31 331,04	30 610,25	31 699,95
41 800	28 894,94	30 281,23	29 560,45	30 650,14	29 929,36	31 019,05	30 298,27	31 387,96	30 667,18	31 756,87
41 900	28 951,87	30 338,16	29 617,37	30 707,07	29 986,28	31 075,98	30 355,19	31 444,89	30 724,10	31 813,80
42 000	29 008,79	30 395,08	29 674,29	30 763,99	30 043,20	31 132,90	30 412,11	31 501,81	30 781,02	31 870,72
42 100	29 065,71	30 452,00	29 731,22	30 820,91	30 100,13	31 189,82	30 469,04	31 558,73	30 837,95	31 927,64
42 200	29 122,64	30 508,93	29 788,14	30 877,84	30 157,05	31 246,75	30 525,96	31 615,66	30 894,87	31 984,57
42 300	29 179,56	30 565,85	29 845,06	30 934,76	30 213,97	31 303,67	30 582,88	31 672,58	30 951,79	32 041,49
42 400	29 236,48	30 622,77	29 901,99	30 991,68	30 270,90	31 360,59	30 639,81	31 729,50	31 008,72	32 098,41
42 500	29 293,40	30 679,70	29 958,91	31 048,61	30 327,82	31 417,52	30 696,73	31 786,43	31 065,64	32 155,34
42 600	29 350,33	30 736,62	30 015,83	31 105,53	30 384,74	31 474,44	30 753,65	31 843,35	31 122,56	32 212,26
42 700	29 407,25	30 793,54	30 072,76	31 162,45	30 441,67	31 531,36	30 810,58	31 900,27	31 179,49	32 269,18
42 800	29 464,17	30 850,47	30 129,68	31 219,38	30 498,59	31 588,29	30 867,50	31 957,20	31 236,41	32 326,11
42 900	29 521,10	30 907,39	30 186,60	31 276,30	30 555,51	31 645,21	30 924,42	32 014,12	31 293,33	32 383,03
43 000	29 578,02	30 964,31	30 243,53	31 333,22	30 612,44	31 702,13	30 981,35	32 071,04	31 350,26	32 439,95
43 100	29 634,94	31 021,24	30 300,45	31 390,15	30 669,36	31 759,06	31 038,27	32 127,97	31 407,18	32 496,88
43 200	29 691,87	31 078,16	30 357,37	31 447,07	30 726,28	31 815,98	31 095,19	32 184,89	31 464,10	32 553,80
43 300	29 748,79	31 135,08	30 414,30	31 503,99	30 783,21	31 872,90	31 152,12	32 241,81	31 521,03	32 610,72
43 400	29 805,71	31 192,01	30 471,22	31 560,92	30 840,13	31 929,83	31 209,04	32 298,74	31 577,95	32 667,65
43 500	29 862,64	31 248,93	30 528,14	31 617,84	30 897,05	31 986,75	31 265,96	32 355,66	31 634,87	32 724,57
43 600	29 919,56	31 305,85	30 585,07	31 674,76	30 953,98	32 043,67	31 322,89	32 412,58	31 691,80	32 781,49
43 700	29 976,48	31 362,78	30 641,99	31 731,69	31 010,90	32 100,60	31 379,81	32 469,51	31 748,72	32 838,42
43 800	30 033,41	31 419,70	30 698,91	31 788,61	31 067,82	32 157,52	31 436,73	32 526,43	31 805,64	32 895,34
43 900	30 090,33	31 476,62	30 755,84	31 845,53	31 124,75	32 214,44	31 493,66	32 583,35	31 862,57	32 952,26
44 000	30 147,25	31 533,55	30 812,76	31 902,46	31 181,67	32 271,37	31 550,58	32 640,28	31 919,49	33 009,19
44 100	30 204,18	31 590,47	30 869,68	31 959,38	31 238,59	32 328,29	31 607,50	32 697,20	31 976,41	33 066,11
44 200	30 261,10	31 647,39	30 926,60	32 016,30	31 295,51	32 385,21	31 664,42	32 754,12	32 033,33	33 123,03
44 300	30 318,02	31 704,32	30 983,53	32 073,23	31 352,44	32 442,14	31 721,35	32 811,05	32 090,26	33 179,96
44 400	30 374,95	31 761,24	31 040,45	32 130,15	31 409,36	32 499,06	31 778,27	32 867,97	32 147,18	33 236,88
44 500	30 431,87	31 818,16	31 097,37	32 187,07	31 466,28	32 555,98	31 835,19	32 924,89	32 204,10	33 293,80
44 600	30 488,79	31 875,08	31 154,30	32 243,99	31 523,21	32 612,90	31 892,12	32 981,81	32 261,03	33 350,72
44 700	30 545,72	31 932,01	31 211,22	32 300,92	31 580,13	32 669,83	31 949,04	33 038,74	32 317,95	33 407,65
44 800	30 602,64	31 988,93	31 268,14	32 357,84	31 637,05	32 726,75	32 005,96	33 095,66	32 374,87	33 464,57
44 900	30 659,56	32 045,85	31 325,07	32 414,76	31 693,98	32 783,67	32 062,89	33 152,58	32 431,80	33 521,49
45 000	30 716,49	32 102,78	31 381,99	32 471,69	31 750,90	32 840,60	32 119,81	33 209,51	32 488,72	33 578,42

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
45 100	30 773,41	32 159,70	31 438,91	32 528,61	31 807,82	32 897,52	32 176,73	33 266,43	32 545,64	33 635,34
45 200	30 830,33	32 216,62	31 495,84	32 585,53	31 864,75	32 954,44	32 233,66	33 323,35	32 602,57	33 692,26
45 300	30 887,26	32 273,55	31 552,76	32 642,46	31 921,67	33 011,37	32 290,58	33 380,28	32 659,49	33 749,19
45 400	30 944,18	32 330,47	31 609,68	32 699,38	31 978,59	33 068,29	32 347,50	33 437,20	32 716,41	33 806,11
45 500	31 001,10	32 387,39	31 666,61	32 756,30	32 035,52	33 125,21	32 404,43	33 494,12	32 773,34	33 863,03
45 600	31 058,03	32 444,32	31 723,53	32 813,23	32 092,44	33 182,14	32 461,35	33 551,05	32 830,26	33 919,96
45 700	31 114,95	32 501,24	31 780,45	32 870,15	32 149,36	33 239,06	32 518,27	33 607,97	32 887,18	33 976,88
45 800	31 171,87	32 558,16	31 837,38	32 927,07	32 206,29	33 295,98	32 575,20	33 664,89	32 944,11	34 033,80
45 900	31 227,09	32 613,39	31 892,60	32 982,30	32 261,51	33 351,21	32 630,42	33 720,12	32 999,33	34 089,03
46 000	31 279,53	32 665,82	31 945,04	33 034,73	32 313,95	33 403,64	32 682,86	33 772,55	33 051,77	34 141,46
46 100	31 334,09	32 720,38	31 997,47	33 089,29	32 366,38	33 458,20	32 735,29	33 827,11	33 104,20	34 196,02
46 200	31 389,05	32 775,34	32 049,91	33 144,25	32 418,82	33 513,16	32 787,73	33 882,07	33 156,64	34 250,98
46 300	31 444,01	32 830,30	32 102,35	33 199,21	32 471,26	33 568,12	32 840,17	33 937,03	33 209,08	34 305,94
46 400	31 498,97	32 885,26	32 154,78	33 254,17	32 523,69	33 623,08	32 892,60	33 991,99	33 261,51	34 360,90
46 500	31 553,93	32 940,22	32 207,22	33 309,13	32 576,13	33 678,04	32 945,04	34 046,95	33 313,95	34 415,86
46 600	31 608,89	32 995,18	32 259,66	33 364,09	32 628,57	33 733,00	32 997,48	34 101,91	33 366,39	34 470,82
46 700	31 663,85	33 050,14	32 312,09	33 419,05	32 681,00	33 787,96	33 049,91	34 156,87	33 418,82	34 525,78
46 800	31 718,81	33 105,10	32 364,53	33 474,01	32 733,44	33 842,92	33 102,35	34 211,83	33 471,26	34 580,74
46 900	31 773,77	33 160,07	32 416,97	33 528,98	32 785,88	33 897,89	33 154,79	34 266,80	33 523,70	34 635,71
47 000	31 828,73	33 215,03	32 469,40	33 583,94	32 838,31	33 952,85	33 207,22	34 321,76	33 576,13	34 690,67
47 100	31 883,69	33 269,99	32 521,84	33 638,90	32 890,75	34 007,81	33 259,66	34 376,72	33 628,57	34 745,63
47 200	31 938,65	33 324,95	32 574,28	33 693,86	32 943,19	34 062,77	33 312,10	34 431,68	33 681,01	34 800,59
47 300	31 993,61	33 379,91	32 626,71	33 748,82	32 995,62	34 117,73	33 364,53	34 486,64	33 733,44	34 855,55
47 400	32 048,58	33 434,87	32 679,15	33 803,78	33 048,06	34 172,69	33 416,97	34 541,60	33 785,88	34 910,51
47 500	32 103,54	33 489,83	32 731,59	33 858,74	33 100,50	34 227,65	33 469,41	34 596,56	33 838,32	34 965,47
47 600	32 158,50	33 544,79	32 784,02	33 913,70	33 152,93	34 282,61	33 521,84	34 651,52	33 890,75	35 020,43
47 700	32 213,46	33 599,75	32 836,46	33 968,66	33 205,37	34 337,57	33 574,28	34 706,48	33 943,19	35 075,39
47 800	32 268,42	33 654,71	32 888,90	34 023,62	33 257,81	34 392,53	33 626,72	34 761,44	33 995,63	35 130,35
47 900	32 323,38	33 709,67	32 941,33	34 078,58	33 310,24	34 447,49	33 679,15	34 816,40	34 048,06	35 185,31
48 000	32 378,34	33 764,63	32 993,77	34 133,54	33 362,68	34 502,45	33 731,59	34 871,36	34 100,50	35 240,27
48 100	32 433,30	33 819,59	33 046,21	34 188,50	33 415,12	34 557,41	33 784,03	34 926,32	34 152,94	35 295,23
48 200	32 488,26	33 874,55	33 098,64	34 243,46	33 467,55	34 612,37	33 836,46	34 981,28	34 205,37	35 350,19
48 300	32 543,22	33 929,51	33 151,08	34 298,42	33 519,99	34 667,33	33 888,90	35 036,24	34 257,81	35 405,15
48 400	32 598,18	33 984,47	33 203,52	34 353,38	33 572,43	34 722,29	33 941,34	35 091,20	34 310,25	35 460,11
48 500	32 653,14	34 039,43	33 255,95	34 408,34	33 624,86	34 777,25	33 993,77	35 146,16	34 362,68	35 515,07
48 600	32 708,10	34 094,39	33 308,39	34 463,30	33 677,30	34 832,21	34 046,21	35 201,12	34 415,12	35 570,03
48 700	32 761,85	34 148,14	33 359,61	34 517,05	33 728,52	34 885,96	34 097,43	35 254,87	34 466,34	35 623,78
48 800	32 812,68	34 198,98	33 407,93	34 567,89	33 776,84	34 936,80	34 145,75	35 305,71	34 514,66	35 674,62
48 900	32 863,52	34 249,82	33 456,24	34 618,73	33 825,15	34 987,64	34 194,06	35 356,55	34 562,97	35 725,46
49 000	32 914,36	34 300,66	33 504,56	34 669,57	33 873,47	35 038,48	34 242,38	35 407,39	34 611,29	35 776,30
49 100	32 965,20	34 351,50	33 552,88	34 720,41	33 921,79	35 089,32	34 290,70	35 458,23	34 659,61	35 827,14
49 200	33 016,04	34 402,33	33 601,19	34 771,24	33 970,10	35 140,15	34 339,01	35 509,06	34 707,92	35 877,97
49 300	33 066,88	34 453,17	33 649,51	34 822,08	34 018,42	35 190,99	34 387,33	35 559,90	34 756,24	35 928,81
49 400	33 117,72	34 504,01	33 697,82	34 872,92	34 066,73	35 241,83	34 435,64	35 610,74	34 804,55	35 979,65
49 500	33 168,56	34 554,85	33 746,14	34 923,76	34 115,05	35 292,67	34 483,96	35 661,58	34 852,87	36 030,49
49 600	33 219,40	34 605,69	33 794,46	34 974,60	34 163,37	35 343,51	34 532,28	35 712,42	34 901,19	36 081,33
49 700	33 270,24	34 656,53	33 842,77	35 025,44	34 211,68	35 394,35	34 580,59	35 763,26	34 949,50	36 132,17
49 800	33 321,08	34 707,37	33 891,09	35 076,28	34 260,00	35 445,19	34 628,91	35 814,10	34 997,82	36 183,01
49 900	33 371,92	34 758,21	33 939,40	35 127,12	34 308,31	35 496,03	34 677,22	35 864,94	35 046,13	36 233,85
50 000	33 422,76	34 809,05	33 987,72	35 177,96	34 356,63	35 546,87	34 725,54	35 915,78	35 094,45	36 284,69

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

**Célibataire ou famille monoparentale
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
50 100	33 473,60	34 859,89	34 036,03	35 228,80	34 404,94	35 597,71	34 773,85	35 966,62	35 142,76	36 335,53
50 200	33 524,44	34 910,73	34 084,35	35 279,64	34 453,26	35 648,55	34 822,17	36 017,46	35 191,08	36 386,37
50 300	33 575,28	34 961,57	34 132,67	35 330,48	34 501,58	35 699,39	34 870,49	36 068,30	35 239,40	36 437,21
50 400	33 626,12	35 012,41	34 180,98	35 381,32	34 549,89	35 750,23	34 918,80	36 119,14	35 287,71	36 488,05
50 500	33 676,96	35 063,25	34 229,30	35 432,16	34 598,21	35 801,07	34 967,12	36 169,98	35 336,03	36 538,89
50 600	33 727,80	35 114,09	34 277,61	35 483,00	34 646,52	35 851,91	35 015,43	36 220,82	35 384,34	36 589,73
50 700	33 778,64	35 164,93	34 325,93	35 533,84	34 694,84	35 902,75	35 063,75	36 271,66	35 432,66	36 640,57
50 800	33 829,48	35 215,77	34 374,25	35 584,68	34 743,16	35 953,59	35 112,07	36 322,50	35 480,98	36 691,41
50 900	33 880,31	35 266,61	34 422,56	35 635,52	34 791,47	36 004,43	35 160,38	36 373,34	35 529,29	36 742,25
51 000	33 931,15	35 317,45	34 470,88	35 686,36	34 839,79	36 055,27	35 208,70	36 424,18	35 577,61	36 793,09
51 100	33 981,99	35 368,29	34 519,19	35 737,20	34 888,10	36 106,11	35 257,01	36 475,02	35 625,92	36 843,93
51 200	34 032,83	35 419,13	34 567,51	35 788,04	34 936,42	36 156,95	35 305,33	36 525,86	35 674,24	36 894,77
51 300	34 083,67	35 469,97	34 615,83	35 838,88	34 984,74	36 207,79	35 353,65	36 576,70	35 722,56	36 945,61
51 400	34 134,51	35 520,80	34 664,14	35 889,71	35 033,05	36 258,62	35 401,96	36 627,53	35 770,87	36 996,44
51 500	34 185,35	35 571,64	34 712,46	35 940,55	35 081,37	36 309,46	35 450,28	36 678,37	35 819,19	37 047,28
51 600	34 236,19	35 622,48	34 760,77	35 991,39	35 129,68	36 360,30	35 498,59	36 729,21	35 867,50	37 098,12
51 700	34 287,03	35 673,32	34 809,09	36 042,23	35 178,00	36 411,14	35 546,91	36 780,05	35 915,82	37 148,96
51 800	34 337,87	35 724,16	34 857,40	36 093,07	35 226,31	36 461,98	35 595,22	36 830,89	35 964,13	37 199,80
51 900	34 388,71	35 775,00	34 905,72	36 143,91	35 274,63	36 512,82	35 643,54	36 881,73	36 012,45	37 250,64
52 000	34 439,55	35 825,84	34 954,04	36 194,75	35 322,95	36 563,66	35 691,86	36 932,57	36 060,77	37 301,48
52 100	34 490,39	35 876,68	35 002,35	36 245,59	35 371,26	36 614,50	35 740,17	36 983,41	36 109,08	37 352,32
52 200	34 541,23	35 927,52	35 050,67	36 296,43	35 419,58	36 665,34	35 788,49	37 034,25	36 157,40	37 403,16
52 300	34 592,07	35 978,36	35 098,98	36 347,27	35 467,89	36 716,18	35 836,80	37 085,09	36 205,71	37 454,00
52 400	34 642,91	36 029,20	35 147,30	36 398,11	35 516,21	36 767,02	35 885,12	37 135,93	36 254,03	37 504,84
52 500	34 693,75	36 080,04	35 195,62	36 448,95	35 564,53	36 817,86	35 933,44	37 186,77	36 302,35	37 555,68
52 600	34 744,59	36 130,88	35 243,93	36 499,79	35 612,84	36 868,70	35 981,75	37 237,61	36 350,66	37 606,52
52 700	34 795,43	36 181,72	35 292,25	36 550,63	35 661,16	36 919,54	36 030,07	37 288,45	36 398,98	37 657,36
52 800	34 846,27	36 232,56	35 340,56	36 601,47	35 709,47	36 970,38	36 078,38	37 339,29	36 447,29	37 708,20
52 900	34 897,11	36 283,40	35 388,88	36 652,31	35 757,79	37 021,22	36 126,70	37 390,13	36 495,61	37 759,04
53 000	34 947,95	36 334,24	35 437,20	36 703,15	35 806,11	37 072,06	36 175,02	37 440,97	36 543,93	37 809,88
53 100	34 998,78	36 385,08	35 485,51	36 753,99	35 854,42	37 122,90	36 223,33	37 491,81	36 592,24	37 860,72
53 200	35 049,62	36 435,92	35 533,83	36 804,83	35 902,74	37 173,74	36 271,65	37 542,65	36 640,56	37 911,56
53 300	35 100,46	36 486,76	35 582,14	36 855,67	35 951,05	37 224,58	36 319,96	37 593,49	36 688,87	37 962,40
53 400	35 151,30	36 537,60	35 630,46	36 906,51	35 999,37	37 275,42	36 368,28	37 644,33	36 737,19	38 013,24
53 500	35 202,14	36 588,44	35 678,77	36 957,35	36 047,68	37 326,26	36 416,59	37 695,17	36 785,50	38 064,08
53 600	35 252,98	36 639,27	35 727,09	37 008,18	36 096,00	37 377,09	36 464,91	37 746,00	36 833,82	38 114,91
53 700	35 303,82	36 690,11	35 775,41	37 059,02	36 144,32	37 427,93	36 513,23	37 796,84	36 882,14	38 165,75
53 800	35 354,66	36 740,95	35 823,72	37 109,86	36 192,63	37 478,77	36 561,54	37 847,68	36 930,45	38 216,59
53 900	35 405,50	36 791,79	35 872,04	37 160,70	36 240,95	37 529,61	36 609,86	37 898,52	36 978,77	38 267,43
54 000	35 456,34	36 842,63	35 920,35	37 211,54	36 289,26	37 580,45	36 658,17	37 949,36	37 027,08	38 318,27
54 100	35 507,18	36 893,47	35 968,67	37 262,38	36 337,58	37 631,29	36 706,49	38 000,20	37 075,40	38 369,11
54 200	35 558,02	36 944,31	36 016,99	37 313,22	36 385,90	37 682,13	36 754,81	38 051,04	37 123,72	38 419,95
54 300	35 609,86	36 996,10	36 066,25	37 365,01	36 435,16	37 733,92	36 804,07	38 102,83	37 172,98	38 471,74
54 400	35 661,59	37 047,88	36 115,51	37 416,79	36 484,42	37 785,70	36 853,33	38 154,61	37 222,24	38 523,52
54 500	35 713,37	37 099,66	36 164,77	37 468,57	36 533,68	37 837,48	36 902,59	38 206,39	37 271,50	38 575,30
54 600	35 765,16	37 151,45	36 214,03	37 520,36	36 582,94	37 889,27	36 951,85	38 258,18	37 320,76	38 627,09
54 700	35 816,94	37 203,23	36 263,29	37 572,14	36 632,20	37 941,05	37 001,11	38 309,96	37 370,02	38 678,87
54 800	35 868,73	37 255,02	36 312,55	37 623,93	36 681,46	37 992,84	37 050,37	38 361,75	37 419,28	38 730,66
54 900	35 920,51	37 306,80	36 361,81	37 675,71	36 730,72	38 044,62	37 099,63	38 413,53	37 468,54	38 782,44
55 000	35 972,29	37 358,59	36 411,07	37 727,50	36 779,98	38 096,41	37 148,89	38 465,32	37 517,80	38 834,23

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
55 100	36 024,08	37 410,37	36 460,33	37 779,28	36 829,24	38 148,19	37 198,15	38 517,10	37 567,06	38 886,01
55 200	36 075,86	37 462,15	36 509,59	37 831,06	36 878,50	38 199,97	37 247,41	38 568,88	37 616,32	38 937,79
55 300	36 127,65	37 513,94	36 558,85	37 882,85	36 927,76	38 251,76	37 296,67	38 620,67	37 665,58	38 989,58
55 400	36 179,43	37 565,72	36 608,11	37 934,63	36 977,02	38 303,54	37 345,93	38 672,45	37 714,84	39 041,36
55 500	36 231,22	37 617,51	36 657,37	37 986,42	37 026,28	38 355,33	37 395,19	38 724,24	37 764,10	39 093,15
55 600	36 283,00	37 669,29	36 706,63	38 038,20	37 075,54	38 407,11	37 444,45	38 776,02	37 813,36	39 144,93
55 700	36 334,78	37 721,08	36 755,89	38 089,99	37 124,80	38 458,90	37 493,71	38 827,81	37 862,62	39 196,72
55 800	36 386,57	37 772,86	36 805,16	38 141,77	37 174,07	38 510,68	37 542,98	38 879,59	37 911,89	39 248,50
55 900	36 438,35	37 824,64	36 854,42	38 193,55	37 223,33	38 562,46	37 592,24	38 931,37	37 961,15	39 300,28
56 000	36 490,14	37 876,43	36 903,68	38 245,34	37 272,59	38 614,25	37 641,50	38 983,16	38 010,41	39 352,07
56 100	36 541,92	37 928,21	36 952,94	38 297,12	37 321,85	38 666,03	37 690,76	39 034,94	38 059,67	39 403,85
56 200	36 593,71	37 980,00	37 002,20	38 348,91	37 371,11	38 717,82	37 740,02	39 086,73	38 108,93	39 455,64
56 300	36 645,49	38 031,78	37 051,46	38 400,69	37 420,37	38 769,60	37 789,28	39 138,51	38 158,19	39 507,42
56 400	36 697,27	38 083,57	37 100,72	38 452,48	37 469,63	38 821,39	37 838,54	39 190,30	38 207,45	39 559,21
56 500	36 749,06	38 135,35	37 149,98	38 504,26	37 518,89	38 873,17	37 887,80	39 242,08	38 256,71	39 610,99
56 600	36 800,84	38 187,13	37 199,24	38 556,04	37 568,15	38 924,95	37 937,06	39 293,86	38 305,97	39 662,77
56 700	36 852,63	38 238,92	37 248,50	38 607,83	37 617,41	38 976,74	37 986,32	39 345,65	38 355,23	39 714,56
56 800	36 904,41	38 290,70	37 297,76	38 659,61	37 666,67	39 028,52	38 035,58	39 397,43	38 404,49	39 766,34
56 900	36 956,19	38 342,49	37 347,02	38 711,40	37 715,93	39 080,31	38 084,84	39 449,22	38 453,75	39 818,13
57 000	37 007,98	38 394,27	37 396,28	38 763,18	37 765,19	39 132,09	38 134,10	39 501,00	38 503,01	39 869,91
57 100	37 059,76	38 446,06	37 445,54	38 814,97	37 814,45	39 183,88	38 183,36	39 552,79	38 552,27	39 921,70
57 200	37 111,55	38 497,84	37 494,80	38 866,75	37 863,71	39 235,66	38 232,62	39 604,57	38 601,53	39 973,48
57 300	37 163,33	38 549,62	37 544,06	38 918,53	37 912,97	39 287,44	38 281,88	39 656,35	38 650,79	40 025,26
57 400	37 215,12	38 601,41	37 593,33	38 970,32	37 962,24	39 339,23	38 331,15	39 708,14	38 700,06	40 077,05
57 500	37 266,90	38 653,19	37 642,59	39 022,10	38 011,50	39 391,01	38 380,41	39 759,92	38 749,32	40 128,83
57 600	37 318,68	38 704,98	37 691,85	39 073,89	38 060,76	39 442,80	38 429,67	39 811,71	38 798,58	40 180,62
57 700	37 370,47	38 756,76	37 741,11	39 125,67	38 110,02	39 494,58	38 478,93	39 863,49	38 847,84	40 232,40
57 800	37 422,25	38 808,55	37 791,16	39 177,46	38 160,07	39 546,37	38 528,98	39 915,28	38 897,89	40 284,19
57 900	37 474,04	38 860,33	37 842,95	39 229,24	38 211,86	39 598,15	38 580,77	39 967,06	38 949,68	40 335,97
58 000	37 525,82	38 912,11	37 894,73	39 281,02	38 263,64	39 649,93	38 632,55	40 018,84	39 001,46	40 387,75
58 100	37 577,61	38 963,90	37 946,52	39 332,81	38 315,43	39 701,72	38 684,34	40 070,63	39 053,25	40 439,54
58 200	37 629,39	39 015,68	37 998,30	39 384,59	38 367,21	39 753,50	38 736,12	40 122,41	39 105,03	40 491,32
58 300	37 681,17	39 067,47	38 050,08	39 436,38	38 418,99	39 805,29	38 787,90	40 174,20	39 156,81	40 543,11
58 400	37 732,96	39 119,25	38 101,87	39 488,16	38 470,78	39 857,07	38 839,69	40 225,98	39 208,60	40 594,89
58 500	37 784,74	39 171,04	38 153,65	39 539,95	38 522,56	39 908,86	38 891,47	40 277,77	39 260,38	40 646,68
58 600	37 836,53	39 222,82	38 205,44	39 591,73	38 574,35	39 960,64	38 943,26	40 329,55	39 312,17	40 698,46
58 700	37 888,31	39 274,60	38 257,22	39 643,51	38 626,13	40 012,42	38 995,04	40 381,33	39 363,95	40 750,24
58 800	37 944,52	39 330,81	38 313,43	39 699,72	38 682,34	40 068,63	39 051,25	40 437,54	39 420,16	40 806,45
58 900	38 000,72	39 387,01	38 369,63	39 755,92	38 738,54	40 124,83	39 107,45	40 493,74	39 476,36	40 862,65
59 000	38 056,93	39 443,22	38 425,84	39 812,13	38 794,75	40 181,04	39 163,66	40 549,95	39 532,57	40 918,86
59 100	38 113,13	39 499,43	38 482,04	39 868,34	38 850,95	40 237,25	39 219,86	40 606,16	39 588,77	40 975,07
59 200	38 169,34	39 555,63	38 538,25	39 924,54	38 907,16	40 293,45	39 276,07	40 662,36	39 644,98	41 031,27
59 300	38 225,54	39 611,84	38 594,45	39 980,75	38 963,36	40 349,66	39 332,27	40 718,57	39 701,18	41 087,48
59 400	38 281,75	39 668,04	38 650,66	40 036,95	39 019,57	40 405,86	39 388,48	40 774,77	39 757,39	41 143,68
59 500	38 337,95	39 724,25	38 706,86	40 093,16	39 075,77	40 462,07	39 444,68	40 830,98	39 813,59	41 199,89
59 600	38 394,16	39 780,45	38 763,07	40 149,36	39 131,98	40 518,27	39 500,89	40 887,18	39 869,80	41 256,09
59 700	38 450,37	39 836,66	38 819,28	40 205,57	39 188,19	40 574,48	39 557,10	40 943,39	39 926,01	41 312,30
59 800	38 506,57	39 892,86	38 875,48	40 261,77	39 244,39	40 630,68	39 613,30	40 999,59	39 982,21	41 368,50
59 900	38 562,78	39 949,07	38 931,69	40 317,98	39 300,60	40 686,89	39 669,51	41 055,80	40 038,42	41 424,71
60 000	38 618,98	40 005,27	38 987,89	40 374,18	39 356,80	40 743,09	39 725,71	41 112,00	40 094,62	41 480,91

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
60 100	38 675,19	40 061,48	39 044,10	40 430,39	39 413,01	40 799,30	39 781,92	41 168,21	40 150,83	41 537,12
60 200	38 731,39	40 117,68	39 100,30	40 486,59	39 469,21	40 855,50	39 838,12	41 224,41	40 207,03	41 593,32
60 300	38 787,60	40 173,89	39 156,51	40 542,80	39 525,42	40 911,71	39 894,33	41 280,62	40 263,24	41 649,53
60 400	38 843,80	40 230,09	39 212,71	40 599,00	39 581,62	40 967,91	39 950,53	41 336,82	40 319,44	41 705,73
60 500	38 900,01	40 286,30	39 268,92	40 655,21	39 637,83	41 024,12	40 006,74	41 393,03	40 375,65	41 761,94
60 600	38 956,21	40 342,51	39 325,12	40 711,42	39 694,03	41 080,33	40 062,94	41 449,24	40 431,85	41 818,15
60 700	39 012,42	40 398,71	39 381,33	40 767,62	39 750,24	41 136,53	40 119,15	41 505,44	40 488,06	41 874,35
60 800	39 068,62	40 454,92	39 437,53	40 823,83	39 806,44	41 192,74	40 175,35	41 561,65	40 544,26	41 930,56
60 900	39 124,83	40 511,12	39 493,74	40 880,03	39 862,65	41 248,94	40 231,56	41 617,85	40 600,47	41 986,76
61 000	39 181,03	40 567,33	39 549,94	40 936,24	39 918,85	41 305,15	40 287,76	41 674,06	40 656,67	42 042,97
61 100	39 237,24	40 623,53	39 606,15	40 992,44	39 975,06	41 361,35	40 343,97	41 730,26	40 712,88	42 099,17
61 200	39 293,45	40 679,74	39 662,36	41 048,65	40 031,27	41 417,56	40 400,18	41 786,47	40 769,09	42 155,38
61 300	39 349,65	40 735,94	39 718,56	41 104,85	40 087,47	41 473,76	40 456,38	41 842,67	40 825,29	42 211,58
61 400	39 405,86	40 792,15	39 774,77	41 161,06	40 143,68	41 529,97	40 512,59	41 898,88	40 881,50	42 267,79
61 500	39 462,06	40 848,35	39 830,97	41 217,26	40 199,88	41 586,17	40 568,79	41 955,08	40 937,70	42 323,99
61 600	39 518,27	40 904,56	39 887,18	41 273,47	40 256,09	41 642,38	40 625,00	42 011,29	40 993,91	42 380,20
61 700	39 574,47	40 960,76	39 943,38	41 329,67	40 312,29	41 698,58	40 681,20	42 067,49	41 050,11	42 436,40
61 800	39 630,68	41 016,97	39 999,59	41 385,88	40 368,50	41 754,79	40 737,41	42 123,70	41 106,32	42 492,61
61 900	39 686,88	41 073,17	40 055,79	41 442,08	40 424,70	41 810,99	40 793,61	42 179,90	41 162,52	42 548,81
62 000	39 743,09	41 129,38	40 112,00	41 498,29	40 480,91	41 867,20	40 849,82	42 236,11	41 218,73	42 605,02
62 100	39 799,29	41 185,59	40 168,20	41 554,50	40 537,11	41 923,41	40 906,02	42 292,32	41 274,93	42 661,23
62 200	39 855,50	41 241,79	40 224,41	41 610,70	40 593,32	41 979,61	40 962,23	42 348,52	41 331,14	42 717,43
62 300	39 911,70	41 298,00	40 280,61	41 666,91	40 649,52	42 035,82	41 018,43	42 404,73	41 387,34	42 773,64
62 400	39 967,91	41 354,20	40 336,82	41 723,11	40 705,73	42 092,02	41 074,64	42 460,93	41 443,55	42 829,84
62 500	40 024,11	41 410,41	40 393,02	41 779,32	40 761,93	42 148,23	41 130,84	42 517,14	41 499,75	42 886,05
62 600	40 080,32	41 466,61	40 449,23	41 835,52	40 818,14	42 204,43	41 187,05	42 573,34	41 555,96	42 942,25
62 700	40 136,53	41 522,82	40 505,44	41 891,73	40 874,35	42 260,64	41 243,26	42 629,55	41 612,17	42 998,46
62 800	40 192,73	41 579,02	40 561,64	41 947,93	40 930,55	42 316,84	41 299,46	42 685,75	41 668,37	43 054,66
62 900	40 248,94	41 635,23	40 617,85	42 004,14	40 986,76	42 373,05	41 355,67	42 741,96	41 724,58	43 110,87
63 000	40 305,14	41 691,43	40 674,05	42 060,34	41 042,96	42 429,25	41 411,87	42 798,16	41 780,78	43 167,07
63 100	40 361,35	41 747,64	40 730,26	42 116,55	41 099,17	42 485,46	41 468,08	42 854,37	41 836,99	43 223,28
63 200	40 417,55	41 803,84	40 786,46	42 172,75	41 155,37	42 541,66	41 524,28	42 910,57	41 893,19	43 279,48
63 300	40 473,76	41 860,05	40 842,67	42 228,96	41 211,58	42 597,87	41 580,49	42 966,78	41 949,40	43 335,69
63 400	40 529,96	41 916,25	40 898,87	42 285,16	41 267,78	42 654,07	41 636,69	43 022,98	42 005,60	43 391,89
63 500	40 586,17	41 972,46	40 955,08	42 341,37	41 323,99	42 710,28	41 692,90	43 079,19	42 061,81	43 448,10
63 600	40 642,37	42 028,67	41 011,28	42 397,58	41 380,19	42 766,49	41 749,10	43 135,40	42 118,01	43 504,31
63 700	40 698,58	42 084,87	41 067,49	42 453,78	41 436,40	42 822,69	41 805,31	43 191,60	42 174,22	43 560,51
63 800	40 754,78	42 141,08	41 123,69	42 509,99	41 492,60	42 878,90	41 861,51	43 247,81	42 230,42	43 616,72
63 900	40 810,99	42 197,28	41 179,90	42 566,19	41 548,81	42 935,10	41 917,72	43 304,01	42 286,63	43 672,92
64 000	40 867,19	42 253,49	41 236,10	42 622,40	41 605,01	42 991,31	41 973,92	43 360,22	42 342,83	43 729,13
64 100	40 923,40	42 309,69	41 292,31	42 678,60	41 661,22	43 047,51	42 030,13	43 416,42	42 399,04	43 785,33
64 200	40 979,61	42 365,90	41 348,52	42 734,81	41 717,43	43 103,72	42 086,34	43 472,63	42 455,25	43 841,54
64 300	41 035,81	42 422,10	41 404,72	42 791,01	41 773,63	43 159,92	42 142,54	43 528,83	42 511,45	43 897,74
64 400	41 092,02	42 478,31	41 460,93	42 847,22	41 829,84	43 216,13	42 198,75	43 585,04	42 567,66	43 953,95
64 500	41 148,22	42 534,51	41 517,13	42 903,42	41 886,04	43 272,33	42 254,95	43 641,24	42 623,86	44 010,15
64 600	41 204,43	42 590,72	41 573,34	42 959,63	41 942,25	43 328,54	42 311,16	43 697,45	42 680,07	44 066,36
64 700	41 260,63	42 646,92	41 629,54	43 015,83	41 998,45	43 384,74	42 367,36	43 753,65	42 736,27	44 122,56
64 800	41 316,84	42 703,13	41 685,75	43 072,04	42 054,66	43 440,95	42 423,57	43 809,86	42 792,48	44 178,77
64 900	41 373,04	42 759,33	41 741,95	43 128,24	42 110,86	43 497,15	42 479,77	43 866,06	42 848,68	44 234,97
65 000	41 429,25	42 815,54	41 798,16	43 184,45	42 167,07	43 553,36	42 535,98	43 922,27	42 904,89	44 291,18

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
65 100	41 485,45	42 871,75	41 854,36	43 240,66	42 223,27	43 609,57	42 592,18	43 978,48	42 961,09	44 347,39
65 200	41 541,66	42 927,95	41 910,57	43 296,86	42 279,48	43 665,77	42 648,39	44 034,68	43 017,30	44 403,59
65 300	41 597,86	42 984,16	41 966,77	43 353,07	42 335,68	43 721,98	42 704,59	44 090,89	43 073,50	44 459,80
65 400	41 654,07	43 040,36	42 022,98	43 409,27	42 391,89	43 778,18	42 760,80	44 147,09	43 129,71	44 516,00
65 500	41 710,27	43 096,57	42 079,18	43 465,48	42 448,09	43 834,39	42 817,00	44 203,30	43 185,91	44 572,21
65 600	41 766,48	43 152,77	42 135,39	43 521,68	42 504,30	43 890,59	42 873,21	44 259,50	43 242,12	44 628,41
65 700	41 822,69	43 208,98	42 191,60	43 577,89	42 560,51	43 946,80	42 929,42	44 315,71	43 298,33	44 684,62
65 800	41 878,89	43 265,18	42 247,80	43 634,09	42 616,71	44 003,00	42 985,62	44 371,91	43 354,53	44 740,82
65 900	41 935,10	43 321,39	42 304,01	43 690,30	42 672,92	44 059,21	43 041,83	44 428,12	43 410,74	44 797,03
66 000	41 991,30	43 377,59	42 360,21	43 746,50	42 729,12	44 115,41	43 098,03	44 484,32	43 466,94	44 853,23
66 100	42 047,51	43 433,80	42 416,42	43 802,71	42 785,33	44 171,62	43 154,24	44 540,53	43 523,15	44 909,44
66 200	42 103,71	43 490,00	42 472,62	43 858,91	42 841,53	44 227,82	43 210,44	44 596,73	43 579,35	44 965,64
66 300	42 159,92	43 546,21	42 528,83	43 915,12	42 897,74	44 284,03	43 266,65	44 652,94	43 635,56	45 021,85
66 400	42 216,12	43 602,41	42 585,03	43 971,32	42 953,94	44 340,23	43 322,85	44 709,14	43 691,76	45 078,05
66 500	42 272,33	43 658,62	42 641,24	44 027,53	43 010,15	44 396,44	43 379,06	44 765,35	43 747,97	45 134,26
66 600	42 328,53	43 714,83	42 697,44	44 083,74	43 066,35	44 452,65	43 435,26	44 821,56	43 804,17	45 190,47
66 700	42 384,74	43 771,03	42 753,65	44 139,94	43 122,56	44 508,85	43 491,47	44 877,76	43 860,38	45 246,67
66 800	42 440,94	43 827,24	42 809,85	44 196,15	43 178,76	44 565,06	43 547,67	44 933,97	43 916,58	45 302,88
66 900	42 497,15	43 883,44	42 866,06	44 252,35	43 234,97	44 621,26	43 603,88	44 990,17	43 972,79	45 359,08
67 000	42 553,35	43 939,65	42 922,26	44 308,56	43 291,17	44 677,47	43 660,08	45 046,38	44 028,99	45 415,29
67 100	42 609,56	43 995,85	42 978,47	44 364,76	43 347,38	44 733,67	43 716,29	45 102,58	44 085,20	45 471,49
67 200	42 665,77	44 052,06	43 034,68	44 420,97	43 403,59	44 789,88	43 772,50	45 158,79	44 141,41	45 527,70
67 300	42 721,97	44 108,26	43 090,88	44 477,17	43 459,79	44 846,08	43 828,70	45 214,99	44 197,61	45 583,90
67 400	42 778,18	44 164,47	43 147,09	44 533,38	43 516,00	44 902,29	43 884,91	45 271,20	44 253,82	45 640,11
67 500	42 834,38	44 220,67	43 203,29	44 589,58	43 572,20	44 958,49	43 941,11	45 327,40	44 310,02	45 696,31
67 600	42 890,59	44 276,88	43 259,50	44 645,79	43 628,41	45 014,70	43 997,32	45 383,61	44 366,23	45 752,52
67 700	42 946,79	44 333,08	43 315,70	44 701,99	43 684,61	45 070,90	44 053,52	45 439,81	44 422,43	45 808,72
67 800	43 003,00	44 389,29	43 371,91	44 758,20	43 740,82	45 127,11	44 109,73	45 496,02	44 478,64	45 864,93
67 900	43 059,20	44 445,49	43 428,11	44 814,40	43 797,02	45 183,31	44 165,93	45 552,22	44 534,84	45 921,13
68 000	43 115,41	44 501,70	43 484,32	44 870,61	43 853,23	45 239,52	44 222,14	45 608,43	44 591,05	45 977,34
68 100	43 171,61	44 557,91	43 540,52	44 926,82	43 909,43	45 295,73	44 278,34	45 664,64	44 647,25	46 033,55
68 200	43 227,82	44 614,11	43 596,73	44 983,02	43 965,64	45 351,93	44 334,55	45 720,84	44 703,46	46 089,75
68 300	43 284,02	44 670,32	43 652,93	45 039,23	44 021,84	45 408,14	44 390,75	45 777,05	44 759,66	46 145,96
68 400	43 340,23	44 726,52	43 709,14	45 095,43	44 078,05	45 464,34	44 446,96	45 833,25	44 815,87	46 202,16
68 500	43 396,43	44 782,73	43 765,34	45 151,64	44 134,25	45 520,55	44 503,16	45 889,46	44 872,07	46 258,37
68 600	43 452,64	44 838,93	43 821,55	45 207,84	44 190,46	45 576,75	44 559,37	45 945,66	44 928,28	46 314,57
68 700	43 508,85	44 895,14	43 877,76	45 264,05	44 246,67	45 632,96	44 615,58	46 001,87	44 984,49	46 370,78
68 800	43 565,05	44 951,34	43 933,96	45 320,25	44 302,87	45 689,16	44 671,78	46 058,07	45 040,69	46 426,98
68 900	43 621,26	45 007,55	43 990,17	45 376,46	44 359,08	45 745,37	44 727,99	46 114,28	45 096,90	46 483,19
69 000	43 677,46	45 063,75	44 046,37	45 432,66	44 415,28	45 801,57	44 784,19	46 170,48	45 153,10	46 539,39
69 100	43 733,67	45 119,96	44 102,58	45 488,87	44 471,49	45 857,78	44 840,40	46 226,69	45 209,31	46 595,60
69 200	43 789,87	45 176,16	44 158,78	45 545,07	44 527,69	45 913,98	44 896,60	46 282,89	45 265,51	46 651,80
69 300	43 846,08	45 232,37	44 214,99	45 601,28	44 583,90	45 970,19	44 952,81	46 339,10	45 321,72	46 708,01
69 400	43 902,28	45 288,57	44 271,19	45 657,48	44 640,10	46 026,39	45 009,01	46 395,30	45 377,92	46 764,21
69 500	43 958,49	45 344,78	44 327,40	45 713,69	44 696,31	46 082,60	45 065,22	46 451,51	45 434,13	46 820,42
69 600	44 014,69	45 400,99	44 383,60	45 769,90	44 752,51	46 138,81	45 121,42	46 507,72	45 490,33	46 876,63
69 700	44 070,90	45 457,19	44 439,81	45 826,10	44 808,72	46 195,01	45 177,63	46 563,92	45 546,54	46 932,83
69 800	44 127,10	45 513,40	44 496,01	45 882,31	44 864,92	46 251,22	45 233,83	46 620,13	45 602,74	46 989,04
69 900	44 183,31	45 569,60	44 552,22	45 938,51	44 921,13	46 307,42	45 290,04	46 676,33	45 658,95	47 045,24
70 000	44 239,51	45 625,81	44 608,42	45 994,72	44 977,33	46 363,63	45 346,24	46 732,54	45 715,15	47 101,45

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Célibataire ou famille monoparentale									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
70 100	44 295,72	45 682,01	44 664,63	46 050,92	45 033,54	46 419,83	45 402,45	46 788,74	45 771,36	47 157,65
70 200	44 351,93	45 738,22	44 720,84	46 107,13	45 089,75	46 476,04	45 458,66	46 844,95	45 827,57	47 213,86
70 300	44 408,13	45 794,42	44 777,04	46 163,33	45 145,95	46 532,24	45 514,86	46 901,15	45 883,77	47 270,06
70 400	44 464,34	45 850,63	44 833,25	46 219,54	45 202,16	46 588,45	45 571,07	46 957,36	45 939,98	47 326,27
70 500	44 520,54	45 906,83	44 889,45	46 275,74	45 258,36	46 644,65	45 627,27	47 013,56	45 996,18	47 382,47
70 600	44 576,75	45 963,04	44 945,66	46 331,95	45 314,57	46 700,86	45 683,48	47 069,77	46 052,39	47 438,68
70 700	44 632,95	46 019,24	45 001,86	46 388,15	45 370,77	46 757,06	45 739,68	47 125,97	46 108,59	47 494,88
70 800	44 689,16	46 075,45	45 058,07	46 444,36	45 426,98	46 813,27	45 795,89	47 182,18	46 164,80	47 551,09
70 900	44 745,36	46 131,65	45 114,27	46 500,56	45 483,18	46 869,47	45 852,09	47 238,38	46 221,00	47 607,29
71 000	44 801,57	46 187,86	45 170,48	46 556,77	45 539,39	46 925,68	45 908,30	47 294,59	46 277,21	47 663,50
71 100	44 857,77	46 244,07	45 226,68	46 612,98	45 595,59	46 981,89	45 964,50	47 350,80	46 333,41	47 719,71
71 200	44 913,98	46 300,27	45 282,89	46 669,18	45 651,80	47 038,09	46 020,71	47 407,00	46 389,62	47 775,91
71 300	44 970,18	46 356,48	45 339,09	46 725,39	45 708,00	47 094,30	46 076,91	47 463,21	46 445,82	47 832,12
71 400	45 026,39	46 412,68	45 395,30	46 781,59	45 764,21	47 150,50	46 133,12	47 519,41	46 502,03	47 888,32
71 500	45 082,59	46 468,89	45 451,50	46 837,80	45 820,41	47 206,71	46 189,32	47 575,62	46 558,23	47 944,53
71 600	45 138,80	46 525,09	45 507,71	46 894,00	45 876,62	47 262,91	46 245,53	47 631,82	46 614,44	48 000,73
71 700	45 195,01	46 581,30	45 563,92	46 950,21	45 932,83	47 319,12	46 301,74	47 688,03	46 670,65	48 056,94
71 800	45 251,21	46 637,50	45 620,12	47 006,41	45 989,03	47 375,32	46 357,94	47 744,23	46 726,85	48 113,14
71 900	45 307,42	46 693,71	45 676,33	47 062,62	46 045,24	47 431,53	46 414,15	47 800,44	46 783,06	48 169,35
72 000	45 363,62	46 749,91	45 732,53	47 118,82	46 101,44	47 487,73	46 470,35	47 856,64	46 839,26	48 225,55
72 100	45 419,83	46 806,12	45 788,74	47 175,03	46 157,65	47 543,94	46 526,56	47 912,85	46 895,47	48 281,76
72 200	45 476,03	46 862,32	45 844,94	47 231,23	46 213,85	47 600,14	46 582,76	47 969,05	46 951,67	48 337,96
72 300	45 532,24	46 918,53	45 901,15	47 287,44	46 270,06	47 656,35	46 638,97	48 025,26	47 007,88	48 394,17
72 400	45 588,44	46 974,73	45 957,35	47 343,64	46 326,26	47 712,55	46 695,17	48 081,46	47 064,08	48 450,37
72 500	45 644,65	47 030,94	46 013,56	47 399,85	46 382,47	47 768,76	46 751,38	48 137,67	47 120,29	48 506,58
72 600	45 700,85	47 087,15	46 069,76	47 456,06	46 438,67	47 824,97	46 807,58	48 193,88	47 176,49	48 562,79
72 700	45 757,06	47 143,35	46 125,97	47 512,26	46 494,88	47 881,17	46 863,79	48 250,08	47 232,70	48 618,99
72 800	45 813,26	47 199,56	46 182,17	47 568,47	46 551,08	47 937,38	46 919,99	48 306,29	47 288,90	48 675,20
72 900	45 869,47	47 255,76	46 238,38	47 624,67	46 607,29	47 993,58	46 976,20	48 362,49	47 345,11	48 731,40
73 000	45 925,67	47 311,97	46 294,58	47 680,88	46 663,49	48 049,79	47 032,40	48 418,70	47 401,31	48 787,61
73 100	45 981,88	47 368,17	46 350,79	47 737,08	46 719,70	48 105,99	47 088,61	48 474,90	47 457,52	48 843,81
73 200	46 038,09	47 424,38	46 407,00	47 793,29	46 775,91	48 162,20	47 144,82	48 531,11	47 513,73	48 900,02
73 300	46 094,29	47 480,58	46 463,20	47 849,49	46 832,11	48 218,40	47 201,02	48 587,31	47 569,93	48 956,22
73 400	46 150,50	47 536,79	46 519,41	47 905,70	46 888,32	48 274,61	47 257,23	48 643,52	47 626,14	49 012,43
73 500	46 206,70	47 592,99	46 575,61	47 961,90	46 944,52	48 330,81	47 313,43	48 699,72	47 682,34	49 068,63
73 600	46 262,91	47 649,20	46 631,82	48 018,11	47 000,73	48 387,02	47 369,64	48 755,93	47 738,55	49 124,84
73 700	46 319,11	47 705,40	46 688,02	48 074,31	47 056,93	48 443,22	47 425,84	48 812,13	47 794,75	49 181,04
73 800	46 375,32	47 761,61	46 744,23	48 130,52	47 113,14	48 499,43	47 482,05	48 868,34	47 850,96	49 237,25
73 900	46 431,52	47 817,81	46 800,43	48 186,72	47 169,34	48 555,63	47 538,25	48 924,54	47 907,16	49 293,45
74 000	46 487,73	47 874,02	46 856,64	48 242,93	47 225,55	48 611,84	47 594,46	48 980,75	47 963,37	49 349,66
74 100	46 543,93	47 930,23	46 912,84	48 299,14	47 281,75	48 668,05	47 650,66	49 036,96	48 019,57	49 405,87
74 200	46 600,14	47 986,43	46 969,05	48 355,34	47 337,96	48 724,25	47 706,87	49 093,16	48 075,78	49 462,07
74 300	46 656,34	48 042,64	47 025,25	48 411,55	47 394,16	48 780,46	47 763,07	49 149,37	48 131,98	49 518,28
74 400	46 712,55	48 098,84	47 081,46	48 467,75	47 450,37	48 836,66	47 819,28	49 205,57	48 188,19	49 574,48
74 500	46 768,75	48 155,05	47 137,66	48 523,96	47 506,57	48 892,87	47 875,48	49 261,78	48 244,39	49 630,69
74 600	46 824,96	48 211,25	47 193,87	48 580,16	47 562,78	48 949,07	47 931,69	49 317,98	48 300,60	49 686,89
74 700	46 881,17	48 267,46	47 250,08	48 636,37	47 618,99	49 005,28	47 987,90	49 374,19	48 356,81	49 743,10
74 800	46 937,37	48 323,66	47 306,28	48 692,57	47 675,19	49 061,48	48 044,10	49 430,39	48 413,01	49 799,30
74 900	46 993,58	48 379,87	47 362,49	48 748,78	47 731,40	49 117,69	48 100,31	49 486,60	48 469,22	49 855,51
75 000	47 049,78	48 436,07	47 418,69	48 804,98	47 787,60	49 173,89	48 156,51	49 542,80	48 525,42	49 911,71

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Célibataire ou famille monoparentale

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
75 100	47 105,99	48 492,28	47 474,90	48 861,19	47 843,81	49 230,10	48 212,72	49 599,01	48 581,63	49 967,92
75 200	47 162,19	48 548,48	47 531,10	48 917,39	47 900,01	49 286,30	48 268,92	49 655,21	48 637,83	50 024,12
75 300	47 218,40	48 604,69	47 587,31	48 973,60	47 956,22	49 342,51	48 325,13	49 711,42	48 694,04	50 080,33
75 400	47 274,60	48 660,90	47 643,51	49 029,81	48 012,42	49 398,72	48 381,33	49 767,63	48 750,24	50 136,54
75 500	47 330,81	48 717,10	47 699,72	49 086,01	48 068,63	49 454,92	48 437,54	49 823,83	48 806,45	50 192,74
75 600	47 387,01	48 773,31	47 755,92	49 142,22	48 124,83	49 511,13	48 493,74	49 880,04	48 862,65	50 248,95
75 700	47 443,22	48 829,51	47 812,13	49 198,42	48 181,04	49 567,33	48 549,95	49 936,24	48 918,86	50 305,15
75 800	47 499,42	48 885,72	47 868,33	49 254,63	48 237,24	49 623,54	48 606,15	49 992,45	48 975,06	50 361,36
75 900	47 555,63	48 941,92	47 924,54	49 310,83	48 293,45	49 679,74	48 662,36	50 048,65	49 031,27	50 417,56
76 000	47 611,83	48 998,13	47 980,74	49 367,04	48 349,65	49 735,95	48 718,56	50 104,86	49 087,47	50 473,77
76 100	47 668,04	49 054,33	48 036,95	49 423,24	48 405,86	49 792,15	48 774,77	50 161,06	49 143,68	50 529,97
76 200	47 724,25	49 110,54	48 093,16	49 479,45	48 462,07	49 848,36	48 830,98	50 217,27	49 199,89	50 586,18
76 300	47 780,45	49 166,74	48 149,36	49 535,65	48 518,27	49 904,56	48 887,18	50 273,47	49 256,09	50 642,38
76 400	47 836,66	49 222,95	48 205,57	49 591,86	48 574,48	49 960,77	48 943,39	50 329,68	49 312,30	50 698,59
76 500	47 892,86	49 279,15	48 261,77	49 648,06	48 630,68	50 016,97	48 999,59	50 385,88	49 368,50	50 754,79
76 600	47 949,07	49 335,36	48 317,98	49 704,27	48 686,89	50 073,18	49 055,80	50 442,09	49 424,71	50 811,00
76 700	48 005,27	49 391,56	48 374,18	49 760,47	48 743,09	50 129,38	49 112,00	50 498,29	49 480,91	50 867,20
76 800	48 061,48	49 447,77	48 430,39	49 816,68	48 799,30	50 185,59	49 168,21	50 554,50	49 537,12	50 923,41
76 900	48 117,68	49 503,98	48 486,59	49 872,89	48 855,50	50 241,80	49 224,41	50 610,71	49 593,32	50 979,62
77 000	48 173,89	49 560,18	48 542,80	49 929,09	48 911,71	50 298,00	49 280,62	50 666,91	49 649,53	51 035,82
77 100	48 230,09	49 616,39	48 599,00	49 985,30	48 967,91	50 354,21	49 336,82	50 723,12	49 705,73	51 092,03
77 200	48 286,30	49 672,59	48 655,21	50 041,50	49 024,12	50 410,41	49 393,03	50 779,32	49 761,94	51 148,23
77 300	48 342,50	49 728,80	48 711,41	50 097,71	49 080,32	50 466,62	49 449,23	50 835,53	49 818,14	51 204,44
77 400	48 398,71	49 785,00	48 767,62	50 153,91	49 136,53	50 522,82	49 505,44	50 891,73	49 874,35	51 260,64
77 500	48 454,92	49 841,21	48 823,83	50 210,12	49 192,74	50 579,03	49 561,65	50 947,94	49 930,56	51 316,85
77 600	48 511,12	49 897,41	48 880,03	50 266,32	49 248,94	50 635,23	49 617,85	51 004,14	49 986,76	51 373,05
77 700	48 567,33	49 953,62	48 936,24	50 322,53	49 305,15	50 691,44	49 674,06	51 060,35	50 042,97	51 429,26
77 800	48 623,53	50 009,82	48 992,44	50 378,73	49 361,35	50 747,64	49 730,26	51 116,55	50 099,17	51 485,46
77 900	48 679,74	50 066,03	49 048,65	50 434,94	49 417,56	50 803,85	49 786,47	51 172,76	50 155,38	51 541,67
78 000	48 735,94	50 122,23	49 104,85	50 491,14	49 473,76	50 860,05	49 842,67	51 228,96	50 211,58	51 597,87
78 100	48 792,15	50 178,44	49 161,06	50 547,35	49 529,97	50 916,26	49 898,88	51 285,17	50 267,79	51 654,08
78 200	48 848,35	50 234,64	49 217,26	50 603,55	49 586,17	50 972,46	49 955,08	51 341,37	50 323,99	51 710,28
78 300	48 904,56	50 290,85	49 273,47	50 659,76	49 642,38	51 028,67	50 011,29	51 397,58	50 380,20	51 766,49
78 400	48 960,76	50 347,06	49 329,67	50 715,97	49 698,58	51 084,88	50 067,49	51 453,79	50 436,40	51 822,70
78 500	49 016,97	50 403,26	49 385,88	50 772,17	49 754,79	51 141,08	50 123,70	51 509,99	50 492,61	51 878,90

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
35 100	28 288,72	28 288,72	28 657,63	28 657,63	28 660,13	28 660,13	28 660,13	28 660,13	28 660,13	28 660,13
35 200	28 348,17	28 348,17	28 717,08	28 717,08	28 733,04	28 733,04	28 733,04	28 733,04	28 733,04	28 733,04
35 300	28 407,61	28 407,61	28 776,52	28 776,52	28 805,94	28 805,94	28 805,94	28 805,94	28 805,94	28 805,94
35 400	28 467,06	28 467,06	28 835,97	28 835,97	28 878,85	28 878,85	28 878,85	28 878,85	28 878,85	28 878,85
35 500	28 526,51	28 526,51	28 895,42	28 895,42	28 951,76	28 951,76	28 951,76	28 951,76	28 951,76	28 951,76
35 600	28 585,95	28 585,95	28 954,86	28 954,86	29 024,66	29 024,66	29 024,66	29 024,66	29 024,66	29 024,66
35 700	28 645,40	28 645,40	29 014,31	29 014,31	29 097,57	29 097,57	29 097,57	29 097,57	29 097,57	29 097,57
35 800	28 704,85	28 704,85	29 073,76	29 073,76	29 170,48	29 170,48	29 170,48	29 170,48	29 170,48	29 170,48
35 900	28 764,29	28 764,29	29 133,20	29 133,20	29 243,38	29 243,38	29 243,38	29 243,38	29 243,38	29 243,38
36 000	28 823,74	28 823,74	29 192,65	29 192,65	29 316,29	29 316,29	29 316,29	29 316,29	29 316,29	29 316,29
36 100	28 883,19	28 883,19	29 252,10	29 252,10	29 389,19	29 389,19	29 389,19	29 389,19	29 389,19	29 389,19
36 200	28 942,63	28 942,63	29 311,54	29 311,54	29 462,10	29 462,10	29 462,10	29 462,10	29 462,10	29 462,10
36 300	29 002,08	29 002,08	29 370,99	29 370,99	29 535,01	29 535,01	29 535,01	29 535,01	29 535,01	29 535,01
36 400	29 061,53	29 061,53	29 430,44	29 430,44	29 607,91	29 607,91	29 607,91	29 607,91	29 607,91	29 607,91
36 500	29 120,97	29 120,97	29 489,88	29 489,88	29 680,82	29 680,82	29 680,82	29 680,82	29 680,82	29 680,82
36 600	29 180,42	29 180,42	29 549,33	29 549,33	29 753,73	29 753,73	29 753,73	29 753,73	29 753,73	29 753,73
36 700	29 239,87	29 239,87	29 608,78	29 608,78	29 826,63	29 826,63	29 826,63	29 826,63	29 826,63	29 826,63
36 800	29 299,32	29 299,32	29 668,23	29 668,23	29 899,54	29 899,54	29 899,54	29 899,54	29 899,54	29 899,54
36 900	29 358,76	29 358,76	29 727,67	29 727,67	29 972,45	29 972,45	29 972,45	29 972,45	29 972,45	29 972,45
37 000	29 418,21	29 418,21	29 787,12	29 787,12	30 045,35	30 045,35	30 045,35	30 045,35	30 045,35	30 045,35
37 100	29 477,66	29 477,66	29 846,57	29 846,57	30 118,26	30 118,26	30 118,26	30 118,26	30 118,26	30 118,26
37 200	29 537,10	29 537,10	29 906,01	29 906,01	30 191,16	30 191,16	30 191,16	30 191,16	30 191,16	30 191,16
37 300	29 596,55	29 596,55	29 965,46	29 965,46	30 264,07	30 264,07	30 264,07	30 264,07	30 264,07	30 264,07
37 400	29 656,00	29 656,00	30 024,91	30 024,91	30 336,98	30 336,98	30 336,98	30 336,98	30 336,98	30 336,98
37 500	29 715,44	29 715,44	30 084,35	30 084,35	30 409,88	30 409,88	30 409,88	30 409,88	30 409,88	30 409,88
37 600	29 774,89	29 774,89	30 143,80	30 143,80	30 482,79	30 482,79	30 482,79	30 482,79	30 482,79	30 482,79
37 700	29 834,34	29 834,34	30 203,25	30 203,25	30 555,70	30 555,70	30 555,70	30 555,70	30 555,70	30 555,70
37 800	29 893,78	29 893,78	30 262,69	30 262,69	30 628,60	30 628,60	30 628,60	30 628,60	30 628,60	30 628,60
37 900	29 953,23	29 953,23	30 322,14	30 322,14	30 691,05	30 691,05	30 701,51	30 701,51	30 701,51	30 701,51
38 000	30 012,68	30 012,68	30 381,59	30 381,59	30 750,50	30 750,50	30 774,42	30 774,42	30 774,42	30 774,42
38 100	30 072,13	30 072,13	30 441,04	30 441,04	30 809,95	30 809,95	30 847,32	30 847,32	30 847,32	30 847,32
38 200	30 131,57	30 131,57	30 500,48	30 500,48	30 869,39	30 869,39	30 920,23	30 920,23	30 920,23	30 920,23
38 300	30 191,02	30 191,02	30 559,93	30 559,93	30 928,84	30 928,84	30 993,13	30 993,13	30 993,13	30 993,13
38 400	30 250,47	30 250,47	30 619,38	30 619,38	30 988,29	30 988,29	31 066,04	31 066,04	31 066,04	31 066,04
38 500	30 309,91	30 309,91	30 678,82	30 678,82	31 047,73	31 047,73	31 138,95	31 138,95	31 138,95	31 138,95
38 600	30 369,36	30 369,36	30 738,27	30 738,27	31 107,18	31 107,18	31 211,85	31 211,85	31 211,85	31 211,85
38 700	30 428,81	30 428,81	30 797,72	30 797,72	31 166,63	31 166,63	31 284,76	31 284,76	31 284,76	31 284,76
38 800	30 488,25	30 488,25	30 857,16	30 857,16	31 226,07	31 226,07	31 357,67	31 357,67	31 357,67	31 357,67
38 900	30 547,70	30 547,70	30 916,61	30 916,61	31 285,52	31 285,52	31 430,57	31 430,57	31 430,57	31 430,57
39 000	30 607,15	30 607,15	30 976,06	30 976,06	31 344,97	31 344,97	31 503,48	31 503,48	31 503,48	31 503,48
39 100	30 666,59	30 666,59	31 035,50	31 035,50	31 404,41	31 404,41	31 576,39	31 576,39	31 576,39	31 576,39
39 200	30 726,04	30 726,04	31 094,95	31 094,95	31 463,86	31 463,86	31 649,29	31 649,29	31 649,29	31 649,29
39 300	30 785,49	30 785,49	31 154,40	31 154,40	31 523,31	31 523,31	31 722,20	31 722,20	31 722,20	31 722,20
39 400	30 844,93	30 844,93	31 213,84	31 213,84	31 582,75	31 582,75	31 795,11	31 795,11	31 795,11	31 795,11
39 500	30 904,38	30 904,38	31 273,29	31 273,29	31 642,20	31 642,20	31 868,01	31 868,01	31 868,01	31 868,01
39 600	30 963,83	30 963,83	31 332,74	31 332,74	31 701,65	31 701,65	31 940,92	31 940,92	31 940,92	31 940,92
39 700	31 023,28	31 023,28	31 392,19	31 392,19	31 761,10	31 761,10	32 013,82	32 013,82	32 013,82	32 013,82
39 800	31 082,72	31 082,72	31 451,63	31 451,63	31 820,54	31 820,54	32 086,73	32 086,73	32 086,73	32 086,73
39 900	31 142,17	31 142,17	31 511,08	31 511,08	31 879,99	31 879,99	32 159,64	32 159,64	32 159,64	32 159,64
40 000	31 201,62	31 201,62	31 570,53	31 570,53	31 939,44	31 939,44	32 232,54	32 232,54	32 232,54	32 232,54

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
40 100	31 261,06	31 261,06	31 629,97	31 629,97	31 998,88	31 998,88	32 305,45	32 305,45	32 305,45	32 305,45
40 200	31 320,51	31 320,51	31 689,42	31 689,42	32 058,33	32 058,33	32 378,36	32 378,36	32 378,36	32 378,36
40 300	31 379,96	31 379,96	31 748,87	31 748,87	32 117,78	32 117,78	32 451,26	32 451,26	32 451,26	32 451,26
40 400	31 439,40	31 439,40	31 808,31	31 808,31	32 177,22	32 177,22	32 524,17	32 524,17	32 524,17	32 524,17
40 500	31 498,85	31 498,85	31 867,76	31 867,76	32 236,67	32 236,67	32 597,08	32 597,08	32 597,08	32 597,08
40 600	31 558,30	31 558,30	31 927,21	31 927,21	32 296,12	32 296,12	32 665,03	32 665,03	32 669,98	32 669,98
40 700	31 617,74	31 617,74	31 986,65	31 986,65	32 355,56	32 355,56	32 724,47	32 724,47	32 742,89	32 742,89
40 800	31 677,19	31 677,19	32 046,10	32 046,10	32 415,01	32 415,01	32 783,92	32 783,92	32 815,79	32 815,79
40 900	31 736,64	31 736,64	32 105,55	32 105,55	32 474,46	32 474,46	32 843,37	32 843,37	32 888,70	32 888,70
41 000	31 796,08	31 796,08	32 164,99	32 164,99	32 533,90	32 533,90	32 902,81	32 902,81	32 961,61	32 961,61
41 100	31 855,53	31 855,53	32 224,44	32 224,44	32 593,35	32 593,35	32 962,26	32 962,26	33 034,51	33 034,51
41 200	31 914,98	31 914,98	32 283,89	32 283,89	32 652,80	32 652,80	33 021,71	33 021,71	33 107,42	33 107,42
41 300	31 974,43	31 974,43	32 343,34	32 343,34	32 712,25	32 712,25	33 081,16	33 081,16	33 180,33	33 180,33
41 400	32 033,87	32 033,87	32 402,78	32 402,78	32 771,69	32 771,69	33 140,60	33 140,60	33 253,23	33 253,23
41 500	32 093,32	32 093,32	32 462,23	32 462,23	32 831,14	32 831,14	33 200,05	33 200,05	33 326,14	33 326,14
41 600	32 152,77	32 152,77	32 521,68	32 521,68	32 890,59	32 890,59	33 259,50	33 259,50	33 399,05	33 399,05
41 700	32 212,21	32 212,21	32 581,12	32 581,12	32 950,03	32 950,03	33 318,94	33 318,94	33 471,95	33 471,95
41 800	32 271,66	32 271,66	32 640,57	32 640,57	33 009,48	33 009,48	33 378,39	33 378,39	33 544,86	33 544,86
41 900	32 331,11	32 331,11	32 700,02	32 700,02	33 068,93	33 068,93	33 437,84	33 437,84	33 617,76	33 617,76
42 000	32 390,55	32 390,55	32 759,46	32 759,46	33 128,37	33 128,37	33 497,28	33 497,28	33 690,67	33 690,67
42 100	32 450,00	32 450,00	32 818,91	32 818,91	33 187,82	33 187,82	33 556,73	33 556,73	33 763,58	33 763,58
42 200	32 509,45	32 509,45	32 878,36	32 878,36	33 247,27	33 247,27	33 616,18	33 616,18	33 836,48	33 836,48
42 300	32 568,89	32 568,89	32 937,80	32 937,80	33 306,71	33 306,71	33 675,62	33 675,62	33 909,39	33 909,39
42 400	32 628,34	32 628,34	32 997,25	32 997,25	33 366,16	33 366,16	33 735,07	33 735,07	33 982,30	33 982,30
42 500	32 687,79	32 687,79	33 056,70	33 056,70	33 425,61	33 425,61	33 794,52	33 794,52	34 055,20	34 055,20
42 600	32 747,24	32 747,24	33 116,15	33 116,15	33 485,06	33 485,06	33 853,97	33 853,97	34 128,11	34 128,11
42 700	32 806,68	32 806,68	33 175,59	33 175,59	33 544,50	33 544,50	33 913,41	33 913,41	34 201,02	34 201,02
42 800	32 866,13	32 866,13	33 235,04	33 235,04	33 603,95	33 603,95	33 972,86	33 972,86	34 273,92	34 273,92
42 900	32 925,58	32 925,58	33 294,49	33 294,49	33 663,40	33 663,40	34 032,31	34 032,31	34 346,83	34 346,83
43 000	32 985,02	32 985,02	33 353,93	33 353,93	33 722,84	33 722,84	34 091,75	34 091,75	34 419,74	34 419,74
43 100	33 044,47	33 044,47	33 413,38	33 413,38	33 782,29	33 782,29	34 151,20	34 151,20	34 492,64	34 492,64
43 200	33 103,92	33 103,92	33 472,83	33 472,83	33 841,74	33 841,74	34 210,65	34 210,65	34 565,55	34 565,55
43 300	33 163,36	33 163,36	33 532,27	33 532,27	33 901,18	33 901,18	34 270,09	34 270,09	34 638,45	34 638,45
43 400	33 222,81	33 222,81	33 591,72	33 591,72	33 960,63	33 960,63	34 329,54	34 329,54	34 698,45	34 698,45
43 500	33 282,26	33 282,26	33 651,17	33 651,17	34 020,08	34 020,08	34 388,99	34 388,99	34 757,90	34 757,90
43 600	33 341,70	33 341,70	33 710,61	33 710,61	34 079,52	34 079,52	34 448,43	34 448,43	34 817,34	34 817,34
43 700	33 401,15	33 401,15	33 770,06	33 770,06	34 138,97	34 138,97	34 507,88	34 507,88	34 876,79	34 876,79
43 800	33 460,60	33 460,60	33 829,51	33 829,51	34 198,42	34 198,42	34 567,33	34 567,33	34 936,24	34 936,24
43 900	33 520,04	33 520,04	33 888,95	33 888,95	34 257,86	34 257,86	34 626,77	34 626,77	34 995,68	34 995,68
44 000	33 579,49	33 579,49	33 948,40	33 948,40	34 317,31	34 317,31	34 686,22	34 686,22	35 055,13	35 055,13
44 100	33 638,94	33 638,94	34 007,85	34 007,85	34 376,76	34 376,76	34 745,67	34 745,67	35 114,58	35 114,58
44 200	33 698,39	33 698,39	34 067,30	34 067,30	34 436,21	34 436,21	34 805,12	34 805,12	35 174,03	35 174,03
44 300	33 757,83	33 757,83	34 126,74	34 126,74	34 495,65	34 495,65	34 864,56	34 864,56	35 233,47	35 233,47
44 400	33 817,28	33 817,28	34 186,19	34 186,19	34 555,10	34 555,10	34 924,01	34 924,01	35 292,92	35 292,92
44 500	33 876,73	33 876,73	34 245,64	34 245,64	34 614,55	34 614,55	34 983,46	34 983,46	35 352,37	35 352,37
44 600	33 936,17	33 936,17	34 305,08	34 305,08	34 673,99	34 673,99	35 042,90	35 042,90	35 411,81	35 411,81
44 700	33 995,62	33 995,62	34 364,53	34 364,53	34 733,44	34 733,44	35 102,35	35 102,35	35 471,26	35 471,26
44 800	34 055,07	34 055,07	34 423,98	34 423,98	34 792,89	34 792,89	35 161,80	35 161,80	35 530,71	35 530,71
44 900	34 114,51	34 114,51	34 483,42	34 483,42	34 852,33	34 852,33	35 221,24	35 221,24	35 590,15	35 590,15
45 000	34 173,96	34 173,96	34 542,87	34 542,87	34 911,78	34 911,78	35 280,69	35 280,69	35 649,60	35 649,60

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
45 100	34 233,41	34 233,41	34 602,32	34 602,32	34 971,23	34 971,23	35 340,14	35 340,14	35 709,05	35 709,05
45 200	34 292,85	34 292,85	34 661,76	34 661,76	35 030,67	35 030,67	35 399,58	35 399,58	35 768,49	35 768,49
45 300	34 352,30	34 352,30	34 721,21	34 721,21	35 090,12	35 090,12	35 459,03	35 459,03	35 827,94	35 827,94
45 400	34 411,75	34 411,75	34 780,66	34 780,66	35 149,57	35 149,57	35 518,48	35 518,48	35 887,39	35 887,39
45 500	34 471,19	34 471,19	34 840,10	34 840,10	35 209,01	35 209,01	35 577,92	35 577,92	35 946,83	35 946,83
45 600	34 530,64	34 530,64	34 899,55	34 899,55	35 268,46	35 268,46	35 637,37	35 637,37	36 006,28	36 006,28
45 700	34 590,09	34 590,09	34 959,00	34 959,00	35 327,91	35 327,91	35 696,82	35 696,82	36 065,73	36 065,73
45 800	34 649,54	34 649,54	35 018,45	35 018,45	35 387,36	35 387,36	35 756,27	35 756,27	36 125,18	36 125,18
45 900	34 707,28	34 707,28	35 076,19	35 076,19	35 445,10	35 445,10	35 814,01	35 814,01	36 182,92	36 182,92
46 000	34 762,24	34 762,24	35 131,15	35 131,15	35 500,06	35 500,06	35 868,97	35 868,97	36 237,88	36 237,88
46 100	34 817,20	34 817,20	35 186,11	35 186,11	35 555,02	35 555,02	35 923,93	35 923,93	36 292,84	36 292,84
46 200	34 872,16	34 872,16	35 241,07	35 241,07	35 609,98	35 609,98	35 978,89	35 978,89	36 347,80	36 347,80
46 300	34 927,12	34 927,12	35 296,03	35 296,03	35 664,94	35 664,94	36 033,85	36 033,85	36 402,76	36 402,76
46 400	34 982,08	34 982,08	35 350,99	35 350,99	35 719,90	35 719,90	36 088,81	36 088,81	36 457,72	36 457,72
46 500	35 037,04	35 037,04	35 405,95	35 405,95	35 774,86	35 774,86	36 143,77	36 143,77	36 512,68	36 512,68
46 600	35 092,00	35 092,00	35 460,91	35 460,91	35 829,82	35 829,82	36 198,73	36 198,73	36 567,64	36 567,64
46 700	35 146,96	35 146,96	35 515,87	35 515,87	35 884,78	35 884,78	36 253,69	36 253,69	36 622,60	36 622,60
46 800	35 201,92	35 201,92	35 570,83	35 570,83	35 939,74	35 939,74	36 308,65	36 308,65	36 677,56	36 677,56
46 900	35 256,89	35 256,89	35 625,80	35 625,80	35 994,71	35 994,71	36 363,62	36 363,62	36 732,53	36 732,53
47 000	35 311,85	35 311,85	35 680,76	35 680,76	36 049,67	36 049,67	36 418,58	36 418,58	36 787,49	36 787,49
47 100	35 366,81	35 366,81	35 735,72	35 735,72	36 104,63	36 104,63	36 473,54	36 473,54	36 842,45	36 842,45
47 200	35 421,77	35 421,77	35 790,68	35 790,68	36 159,59	36 159,59	36 528,50	36 528,50	36 897,41	36 897,41
47 300	35 476,73	35 476,73	35 845,64	35 845,64	36 214,55	36 214,55	36 583,46	36 583,46	36 952,37	36 952,37
47 400	35 531,69	35 531,69	35 900,60	35 900,60	36 269,51	36 269,51	36 638,42	36 638,42	37 007,33	37 007,33
47 500	35 586,65	35 586,65	35 955,56	35 955,56	36 324,47	36 324,47	36 693,38	36 693,38	37 062,29	37 062,29
47 600	35 641,61	35 641,61	36 010,52	36 010,52	36 379,43	36 379,43	36 748,34	36 748,34	37 117,25	37 117,25
47 700	35 696,57	35 696,57	36 065,48	36 065,48	36 434,39	36 434,39	36 803,30	36 803,30	37 172,21	37 172,21
47 800	35 751,53	35 751,53	36 120,44	36 120,44	36 489,35	36 489,35	36 858,26	36 858,26	37 227,17	37 227,17
47 900	35 806,49	35 806,49	36 175,40	36 175,40	36 544,31	36 544,31	36 913,22	36 913,22	37 282,13	37 282,13
48 000	35 861,45	35 861,45	36 230,36	36 230,36	36 599,27	36 599,27	36 968,18	36 968,18	37 337,09	37 337,09
48 100	35 916,41	35 916,41	36 285,32	36 285,32	36 654,23	36 654,23	37 023,14	37 023,14	37 392,05	37 392,05
48 200	35 971,37	35 971,37	36 340,28	36 340,28	36 709,19	36 709,19	37 078,10	37 078,10	37 447,01	37 447,01
48 300	36 026,33	36 026,33	36 395,24	36 395,24	36 764,15	36 764,15	37 133,06	37 133,06	37 501,97	37 501,97
48 400	36 081,29	36 081,29	36 450,20	36 450,20	36 819,11	36 819,11	37 188,02	37 188,02	37 556,93	37 556,93
48 500	36 136,25	36 136,25	36 505,16	36 505,16	36 874,07	36 874,07	37 242,98	37 242,98	37 611,89	37 611,89
48 600	36 191,21	36 191,21	36 560,12	36 560,12	36 929,03	36 929,03	37 297,94	37 297,94	37 666,85	37 666,85
48 700	36 244,96	36 244,96	36 613,87	36 613,87	36 982,78	36 982,78	37 351,69	37 351,69	37 720,60	37 720,60
48 800	36 295,80	36 295,80	36 664,71	36 664,71	37 033,62	37 033,62	37 402,53	37 402,53	37 771,44	37 771,44
48 900	36 346,64	36 346,64	36 715,55	36 715,55	37 084,46	37 084,46	37 453,37	37 453,37	37 822,28	37 822,28
49 000	36 397,48	36 397,48	36 766,39	36 766,39	37 135,30	37 135,30	37 504,21	37 504,21	37 873,12	37 873,12
49 100	36 448,32	36 448,32	36 817,23	36 817,23	37 186,14	37 186,14	37 555,05	37 555,05	37 923,96	37 923,96
49 200	36 499,15	36 499,15	36 868,06	36 868,06	37 236,97	37 236,97	37 605,88	37 605,88	37 974,79	37 974,79
49 300	36 549,99	36 549,99	36 918,90	36 918,90	37 287,81	37 287,81	37 656,72	37 656,72	38 025,63	38 025,63
49 400	36 600,83	36 600,83	36 969,74	36 969,74	37 338,65	37 338,65	37 707,56	37 707,56	38 076,47	38 076,47
49 500	36 651,67	36 651,67	37 020,58	37 020,58	37 389,49	37 389,49	37 758,40	37 758,40	38 127,31	38 127,31
49 600	36 702,51	36 702,51	37 071,42	37 071,42	37 440,33	37 440,33	37 809,24	37 809,24	38 178,15	38 178,15
49 700	36 753,35	36 753,35	37 122,26	37 122,26	37 491,17	37 491,17	37 860,08	37 860,08	38 228,99	38 228,99
49 800	36 804,19	36 804,19	37 173,10	37 173,10	37 542,01	37 542,01	37 910,92	37 910,92	38 279,83	38 279,83
49 900	36 855,03	36 855,03	37 223,94	37 223,94	37 592,85	37 592,85	37 961,76	37 961,76	38 330,67	38 330,67
50 000	36 905,87	36 905,87	37 274,78	37 274,78	37 643,69	37 643,69	38 012,60	38 012,60	38 381,51	38 381,51

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
50 100	36 956,71	36 956,71	37 325,62	37 325,62	37 694,53	37 694,53	38 063,44	38 063,44	38 432,35	38 432,35
50 200	37 007,55	37 007,55	37 376,46	37 376,46	37 745,37	37 745,37	38 114,28	38 114,28	38 483,19	38 483,19
50 300	37 058,39	37 058,39	37 427,30	37 427,30	37 796,21	37 796,21	38 165,12	38 165,12	38 534,03	38 534,03
50 400	37 109,23	37 109,23	37 478,14	37 478,14	37 847,05	37 847,05	38 215,96	38 215,96	38 584,87	38 584,87
50 500	37 160,07	37 160,07	37 528,98	37 528,98	37 897,89	37 897,89	38 266,80	38 266,80	38 635,71	38 635,71
50 600	37 210,91	37 210,91	37 579,82	37 579,82	37 948,73	37 948,73	38 317,64	38 317,64	38 686,55	38 686,55
50 700	37 261,75	37 261,75	37 630,66	37 630,66	37 999,57	37 999,57	38 368,48	38 368,48	38 737,39	38 737,39
50 800	37 312,59	37 312,59	37 681,50	37 681,50	38 050,41	38 050,41	38 419,32	38 419,32	38 788,23	38 788,23
50 900	37 363,43	37 363,43	37 732,34	37 732,34	38 101,25	38 101,25	38 470,16	38 470,16	38 839,07	38 839,07
51 000	37 414,27	37 414,27	37 783,18	37 783,18	38 152,09	38 152,09	38 521,00	38 521,00	38 889,91	38 889,91
51 100	37 465,11	37 465,11	37 834,02	37 834,02	38 202,93	38 202,93	38 571,84	38 571,84	38 940,75	38 940,75
51 200	37 515,95	37 515,95	37 884,86	37 884,86	38 253,77	38 253,77	38 622,68	38 622,68	38 991,59	38 991,59
51 300	37 566,79	37 566,79	37 935,70	37 935,70	38 304,61	38 304,61	38 673,52	38 673,52	39 042,43	39 042,43
51 400	37 617,62	37 617,62	37 986,53	37 986,53	38 355,44	38 355,44	38 724,35	38 724,35	39 093,26	39 093,26
51 500	37 668,46	37 668,46	38 037,37	38 037,37	38 406,28	38 406,28	38 775,19	38 775,19	39 144,10	39 144,10
51 600	37 719,30	37 719,30	38 088,21	38 088,21	38 457,12	38 457,12	38 826,03	38 826,03	39 194,94	39 194,94
51 700	37 770,14	37 770,14	38 139,05	38 139,05	38 507,96	38 507,96	38 876,87	38 876,87	39 245,78	39 245,78
51 800	37 820,98	37 820,98	38 189,89	38 189,89	38 558,80	38 558,80	38 927,71	38 927,71	39 296,62	39 296,62
51 900	37 871,82	37 871,82	38 240,73	38 240,73	38 609,64	38 609,64	38 978,55	38 978,55	39 347,46	39 347,46
52 000	37 922,66	37 922,66	38 291,57	38 291,57	38 660,48	38 660,48	39 029,39	39 029,39	39 398,30	39 398,30
52 100	37 973,50	37 973,50	38 342,41	38 342,41	38 711,32	38 711,32	39 080,23	39 080,23	39 449,14	39 449,14
52 200	38 024,34	38 024,34	38 393,25	38 393,25	38 762,16	38 762,16	39 131,07	39 131,07	39 499,98	39 499,98
52 300	38 075,18	38 075,18	38 444,09	38 444,09	38 813,00	38 813,00	39 181,91	39 181,91	39 550,82	39 550,82
52 400	38 126,02	38 126,02	38 494,93	38 494,93	38 863,84	38 863,84	39 232,75	39 232,75	39 601,66	39 601,66
52 500	38 176,86	38 176,86	38 545,77	38 545,77	38 914,68	38 914,68	39 283,59	39 283,59	39 652,50	39 652,50
52 600	38 227,70	38 227,70	38 596,61	38 596,61	38 965,52	38 965,52	39 334,43	39 334,43	39 703,34	39 703,34
52 700	38 278,54	38 278,54	38 647,45	38 647,45	39 016,36	39 016,36	39 385,27	39 385,27	39 754,18	39 754,18
52 800	38 329,38	38 329,38	38 698,29	38 698,29	39 067,20	39 067,20	39 436,11	39 436,11	39 805,02	39 805,02
52 900	38 380,22	38 380,22	38 749,13	38 749,13	39 118,04	39 118,04	39 486,95	39 486,95	39 855,86	39 855,86
53 000	38 431,06	38 431,06	38 799,97	38 799,97	39 168,88	39 168,88	39 537,79	39 537,79	39 906,70	39 906,70
53 100	38 481,90	38 481,90	38 850,81	38 850,81	39 219,72	39 219,72	39 588,63	39 588,63	39 957,54	39 957,54
53 200	38 532,74	38 532,74	38 901,65	38 901,65	39 270,56	39 270,56	39 639,47	39 639,47	40 008,38	40 008,38
53 300	38 583,58	38 583,58	38 952,49	38 952,49	39 321,40	39 321,40	39 690,31	39 690,31	40 059,22	40 059,22
53 400	38 634,42	38 634,42	39 003,33	39 003,33	39 372,24	39 372,24	39 741,15	39 741,15	40 110,06	40 110,06
53 500	38 685,26	38 685,26	39 054,17	39 054,17	39 423,08	39 423,08	39 791,99	39 791,99	40 160,90	40 160,90
53 600	38 736,09	38 736,09	39 105,00	39 105,00	39 473,91	39 473,91	39 842,82	39 842,82	40 211,73	40 211,73
53 700	38 786,93	38 786,93	39 155,84	39 155,84	39 524,75	39 524,75	39 893,66	39 893,66	40 262,57	40 262,57
53 800	38 837,77	38 837,77	39 206,68	39 206,68	39 575,59	39 575,59	39 944,50	39 944,50	40 313,41	40 313,41
53 900	38 888,61	38 888,61	39 257,52	39 257,52	39 626,43	39 626,43	39 995,34	39 995,34	40 364,25	40 364,25
54 000	38 939,45	38 939,45	39 308,36	39 308,36	39 677,27	39 677,27	40 046,18	40 046,18	40 415,09	40 415,09
54 100	38 990,29	38 990,29	39 359,20	39 359,20	39 728,11	39 728,11	40 097,02	40 097,02	40 465,93	40 465,93
54 200	39 041,13	39 041,13	39 410,04	39 410,04	39 778,95	39 778,95	40 147,86	40 147,86	40 516,77	40 516,77
54 300	39 092,92	39 092,92	39 461,83	39 461,83	39 830,74	39 830,74	40 199,65	40 199,65	40 568,56	40 568,56
54 400	39 144,70	39 144,70	39 513,61	39 513,61	39 882,52	39 882,52	40 251,43	40 251,43	40 620,34	40 620,34
54 500	39 196,48	39 196,48	39 565,39	39 565,39	39 934,30	39 934,30	40 303,21	40 303,21	40 672,12	40 672,12
54 600	39 248,27	39 248,27	39 617,18	39 617,18	39 986,09	39 986,09	40 355,00	40 355,00	40 723,91	40 723,91
54 700	39 300,05	39 300,05	39 668,96	39 668,96	40 037,87	40 037,87	40 406,78	40 406,78	40 775,69	40 775,69
54 800	39 351,84	39 351,84	39 720,75	39 720,75	40 089,66	40 089,66	40 458,57	40 458,57	40 827,48	40 827,48
54 900	39 403,62	39 403,62	39 772,53	39 772,53	40 141,44	40 141,44	40 510,35	40 510,35	40 879,26	40 879,26
55 000	39 455,41	39 455,41	39 824,32	39 824,32	40 193,23	40 193,23	40 562,14	40 562,14	40 931,05	40 931,05

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
55 100	39 507,19	39 507,19	39 876,10	39 876,10	40 245,01	40 245,01	40 613,92	40 613,92	40 982,83	40 982,83
55 200	39 558,97	39 558,97	39 927,88	39 927,88	40 296,79	40 296,79	40 665,70	40 665,70	41 034,61	41 034,61
55 300	39 610,76	39 610,76	39 979,67	39 979,67	40 348,58	40 348,58	40 717,49	40 717,49	41 086,40	41 086,40
55 400	39 662,54	39 662,54	40 031,45	40 031,45	40 400,36	40 400,36	40 769,27	40 769,27	41 138,18	41 138,18
55 500	39 714,33	39 714,33	40 083,24	40 083,24	40 452,15	40 452,15	40 821,06	40 821,06	41 189,97	41 189,97
55 600	39 766,11	39 766,11	40 135,02	40 135,02	40 503,93	40 503,93	40 872,84	40 872,84	41 241,75	41 241,75
55 700	39 817,90	39 817,90	40 186,81	40 186,81	40 555,72	40 555,72	40 924,63	40 924,63	41 293,54	41 293,54
55 800	39 869,68	39 869,68	40 238,59	40 238,59	40 607,50	40 607,50	40 976,41	40 976,41	41 345,32	41 345,32
55 900	39 921,46	39 921,46	40 290,37	40 290,37	40 659,28	40 659,28	41 028,19	41 028,19	41 397,10	41 397,10
56 000	39 973,25	39 973,25	40 342,16	40 342,16	40 711,07	40 711,07	41 079,98	41 079,98	41 448,89	41 448,89
56 100	40 025,03	40 025,03	40 393,94	40 393,94	40 762,85	40 762,85	41 131,76	41 131,76	41 500,67	41 500,67
56 200	40 076,82	40 076,82	40 445,73	40 445,73	40 814,64	40 814,64	41 183,55	41 183,55	41 552,46	41 552,46
56 300	40 128,60	40 128,60	40 497,51	40 497,51	40 866,42	40 866,42	41 235,33	41 235,33	41 604,24	41 604,24
56 400	40 180,39	40 180,39	40 549,30	40 549,30	40 918,21	40 918,21	41 287,12	41 287,12	41 656,03	41 656,03
56 500	40 232,17	40 232,17	40 601,08	40 601,08	40 969,99	40 969,99	41 338,90	41 338,90	41 707,81	41 707,81
56 600	40 283,95	40 283,95	40 652,86	40 652,86	41 021,77	41 021,77	41 390,68	41 390,68	41 759,59	41 759,59
56 700	40 335,74	40 335,74	40 704,65	40 704,65	41 073,56	41 073,56	41 442,47	41 442,47	41 811,38	41 811,38
56 800	40 387,52	40 387,52	40 756,43	40 756,43	41 125,34	41 125,34	41 494,25	41 494,25	41 863,16	41 863,16
56 900	40 439,31	40 439,31	40 808,22	40 808,22	41 177,13	41 177,13	41 546,04	41 546,04	41 914,95	41 914,95
57 000	40 491,09	40 491,09	40 860,00	40 860,00	41 228,91	41 228,91	41 597,82	41 597,82	41 966,73	41 966,73
57 100	40 542,88	40 542,88	40 911,79	40 911,79	41 280,70	41 280,70	41 649,61	41 649,61	42 018,52	42 018,52
57 200	40 594,66	40 594,66	40 963,57	40 963,57	41 332,48	41 332,48	41 701,39	41 701,39	42 070,30	42 070,30
57 300	40 646,44	40 646,44	41 015,35	41 015,35	41 384,26	41 384,26	41 753,17	41 753,17	42 122,08	42 122,08
57 400	40 698,23	40 698,23	41 067,14	41 067,14	41 436,05	41 436,05	41 804,96	41 804,96	42 173,87	42 173,87
57 500	40 750,01	40 750,01	41 118,92	41 118,92	41 487,83	41 487,83	41 856,74	41 856,74	42 225,65	42 225,65
57 600	40 801,80	40 801,80	41 170,71	41 170,71	41 539,62	41 539,62	41 908,53	41 908,53	42 277,44	42 277,44
57 700	40 853,58	40 853,58	41 222,49	41 222,49	41 591,40	41 591,40	41 960,31	41 960,31	42 329,22	42 329,22
57 800	40 905,37	40 905,37	41 274,28	41 274,28	41 643,19	41 643,19	42 012,10	42 012,10	42 381,01	42 381,01
57 900	40 957,15	40 957,15	41 326,06	41 326,06	41 694,97	41 694,97	42 063,88	42 063,88	42 432,79	42 432,79
58 000	41 008,93	41 008,93	41 377,84	41 377,84	41 746,75	41 746,75	42 115,66	42 115,66	42 484,57	42 484,57
58 100	41 060,72	41 060,72	41 429,63	41 429,63	41 798,54	41 798,54	42 167,45	42 167,45	42 536,36	42 536,36
58 200	41 112,50	41 112,50	41 481,41	41 481,41	41 850,32	41 850,32	42 219,23	42 219,23	42 588,14	42 588,14
58 300	41 164,29	41 164,29	41 533,20	41 533,20	41 902,11	41 902,11	42 271,02	42 271,02	42 639,93	42 639,93
58 400	41 216,07	41 216,07	41 584,98	41 584,98	41 953,89	41 953,89	42 322,80	42 322,80	42 691,71	42 691,71
58 500	41 267,86	41 267,86	41 636,77	41 636,77	42 005,68	42 005,68	42 374,59	42 374,59	42 743,50	42 743,50
58 600	41 319,64	41 319,64	41 688,55	41 688,55	42 057,46	42 057,46	42 426,37	42 426,37	42 795,28	42 795,28
58 700	41 371,42	41 371,42	41 740,33	41 740,33	42 109,24	42 109,24	42 478,15	42 478,15	42 847,06	42 847,06
58 800	41 427,63	41 427,63	41 796,54	41 796,54	42 165,45	42 165,45	42 534,36	42 534,36	42 903,27	42 903,27
58 900	41 483,83	41 483,83	41 852,74	41 852,74	42 221,65	42 221,65	42 590,56	42 590,56	42 959,47	42 959,47
59 000	41 540,04	41 540,04	41 908,95	41 908,95	42 277,86	42 277,86	42 646,77	42 646,77	43 015,68	43 015,68
59 100	41 596,25	41 596,25	41 965,16	41 965,16	42 334,07	42 334,07	42 702,98	42 702,98	43 071,89	43 071,89
59 200	41 652,45	41 652,45	42 021,36	42 021,36	42 390,27	42 390,27	42 759,18	42 759,18	43 128,09	43 128,09
59 300	41 708,66	41 708,66	42 077,57	42 077,57	42 446,48	42 446,48	42 815,39	42 815,39	43 184,30	43 184,30
59 400	41 764,86	41 764,86	42 133,77	42 133,77	42 502,68	42 502,68	42 871,59	42 871,59	43 240,50	43 240,50
59 500	41 821,07	41 821,07	42 189,98	42 189,98	42 558,89	42 558,89	42 927,80	42 927,80	43 296,71	43 296,71
59 600	41 877,27	41 877,27	42 246,18	42 246,18	42 615,09	42 615,09	42 984,00	42 984,00	43 352,91	43 352,91
59 700	41 933,48	41 933,48	42 302,39	42 302,39	42 671,30	42 671,30	43 040,21	43 040,21	43 409,12	43 409,12
59 800	41 989,68	41 989,68	42 358,59	42 358,59	42 727,50	42 727,50	43 096,41	43 096,41	43 465,32	43 465,32
59 900	42 045,89	42 045,89	42 414,80	42 414,80	42 783,71	42 783,71	43 152,62	43 152,62	43 521,53	43 521,53
60 000	42 102,09	42 102,09	42 471,00	42 471,00	42 839,91	42 839,91	43 208,82	43 208,82	43 577,73	43 577,73

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge										
	Nombre de personnes majeures à charge										
	Aucune		1		2		3		4 et plus		
0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus	0	1 et plus
				0	1 et plus	0	1 et plus				
60 100	42 158,30	42 158,30	42 527,21	42 527,21	42 896,12	42 896,12	43 265,03	43 265,03	43 633,94	43 633,94	
60 200	42 214,50	42 214,50	42 583,41	42 583,41	42 952,32	42 952,32	43 321,23	43 321,23	43 690,14	43 690,14	
60 300	42 270,71	42 270,71	42 639,62	42 639,62	43 008,53	43 008,53	43 377,44	43 377,44	43 746,35	43 746,35	
60 400	42 326,91	42 326,91	42 695,82	42 695,82	43 064,73	43 064,73	43 433,64	43 433,64	43 802,55	43 802,55	
60 500	42 383,12	42 383,12	42 752,03	42 752,03	43 120,94	43 120,94	43 489,85	43 489,85	43 858,76	43 858,76	
60 600	42 439,33	42 439,33	42 808,24	42 808,24	43 177,15	43 177,15	43 546,06	43 546,06	43 914,97	43 914,97	
60 700	42 495,53	42 495,53	42 864,44	42 864,44	43 233,35	43 233,35	43 602,26	43 602,26	43 971,17	43 971,17	
60 800	42 551,74	42 551,74	42 920,65	42 920,65	43 289,56	43 289,56	43 658,47	43 658,47	44 027,38	44 027,38	
60 900	42 607,94	42 607,94	42 976,85	42 976,85	43 345,76	43 345,76	43 714,67	43 714,67	44 083,58	44 083,58	
61 000	42 664,15	42 664,15	43 033,06	43 033,06	43 401,97	43 401,97	43 770,88	43 770,88	44 139,79	44 139,79	
61 100	42 720,35	42 720,35	43 089,26	43 089,26	43 458,17	43 458,17	43 827,08	43 827,08	44 195,99	44 195,99	
61 200	42 776,56	42 776,56	43 145,47	43 145,47	43 514,38	43 514,38	43 883,29	43 883,29	44 252,20	44 252,20	
61 300	42 832,76	42 832,76	43 201,67	43 201,67	43 570,58	43 570,58	43 939,49	43 939,49	44 308,40	44 308,40	
61 400	42 888,97	42 888,97	43 257,88	43 257,88	43 626,79	43 626,79	43 995,70	43 995,70	44 364,61	44 364,61	
61 500	42 945,17	42 945,17	43 314,08	43 314,08	43 682,99	43 682,99	44 051,90	44 051,90	44 420,81	44 420,81	
61 600	43 001,38	43 001,38	43 370,29	43 370,29	43 739,20	43 739,20	44 108,11	44 108,11	44 477,02	44 477,02	
61 700	43 057,58	43 057,58	43 426,49	43 426,49	43 795,40	43 795,40	44 164,31	44 164,31	44 533,22	44 533,22	
61 800	43 113,79	43 113,79	43 482,70	43 482,70	43 851,61	43 851,61	44 220,52	44 220,52	44 589,43	44 589,43	
61 900	43 169,99	43 169,99	43 538,90	43 538,90	43 907,81	43 907,81	44 276,72	44 276,72	44 645,63	44 645,63	
62 000	43 226,20	43 226,20	43 595,11	43 595,11	43 964,02	43 964,02	44 332,93	44 332,93	44 701,84	44 701,84	
62 100	43 282,41	43 282,41	43 651,32	43 651,32	44 020,23	44 020,23	44 389,14	44 389,14	44 758,05	44 758,05	
62 200	43 338,61	43 338,61	43 707,52	43 707,52	44 076,43	44 076,43	44 445,34	44 445,34	44 814,25	44 814,25	
62 300	43 394,82	43 394,82	43 763,73	43 763,73	44 132,64	44 132,64	44 501,55	44 501,55	44 870,46	44 870,46	
62 400	43 451,02	43 451,02	43 819,93	43 819,93	44 188,84	44 188,84	44 557,75	44 557,75	44 926,66	44 926,66	
62 500	43 507,23	43 507,23	43 876,14	43 876,14	44 245,05	44 245,05	44 613,96	44 613,96	44 982,87	44 982,87	
62 600	43 563,43	43 563,43	43 932,34	43 932,34	44 301,25	44 301,25	44 670,16	44 670,16	45 039,07	45 039,07	
62 700	43 619,64	43 619,64	43 988,55	43 988,55	44 357,46	44 357,46	44 726,37	44 726,37	45 095,28	45 095,28	
62 800	43 675,84	43 675,84	44 044,75	44 044,75	44 413,66	44 413,66	44 782,57	44 782,57	45 151,48	45 151,48	
62 900	43 732,05	43 732,05	44 100,96	44 100,96	44 469,87	44 469,87	44 838,78	44 838,78	45 207,69	45 207,69	
63 000	43 788,25	43 788,25	44 157,16	44 157,16	44 526,07	44 526,07	44 894,98	44 894,98	45 263,89	45 263,89	
63 100	43 844,46	43 844,46	44 213,37	44 213,37	44 582,28	44 582,28	44 951,19	44 951,19	45 320,10	45 320,10	
63 200	43 900,66	43 900,66	44 269,57	44 269,57	44 638,48	44 638,48	45 007,39	45 007,39	45 376,30	45 376,30	
63 300	43 956,87	43 956,87	44 325,78	44 325,78	44 694,69	44 694,69	45 063,60	45 063,60	45 432,51	45 432,51	
63 400	44 013,07	44 013,07	44 381,98	44 381,98	44 750,89	44 750,89	45 119,80	45 119,80	45 488,71	45 488,71	
63 500	44 069,28	44 069,28	44 438,19	44 438,19	44 807,10	44 807,10	45 176,01	45 176,01	45 544,92	45 544,92	
63 600	44 125,49	44 125,49	44 494,40	44 494,40	44 863,31	44 863,31	45 232,22	45 232,22	45 601,13	45 601,13	
63 700	44 181,69	44 181,69	44 550,60	44 550,60	44 919,51	44 919,51	45 288,42	45 288,42	45 657,33	45 657,33	
63 800	44 237,90	44 237,90	44 606,81	44 606,81	44 975,72	44 975,72	45 344,63	45 344,63	45 713,54	45 713,54	
63 900	44 294,10	44 294,10	44 663,01	44 663,01	45 031,92	45 031,92	45 400,83	45 400,83	45 769,74	45 769,74	
64 000	44 350,31	44 350,31	44 719,22	44 719,22	45 088,13	45 088,13	45 457,04	45 457,04	45 825,95	45 825,95	
64 100	44 406,51	44 406,51	44 775,42	44 775,42	45 144,33	45 144,33	45 513,24	45 513,24	45 882,15	45 882,15	
64 200	44 462,72	44 462,72	44 831,63	44 831,63	45 200,54	45 200,54	45 569,45	45 569,45	45 938,36	45 938,36	
64 300	44 518,92	44 518,92	44 887,83	44 887,83	45 256,74	45 256,74	45 625,65	45 625,65	45 994,56	45 994,56	
64 400	44 575,13	44 575,13	44 944,04	44 944,04	45 312,95	45 312,95	45 681,86	45 681,86	46 050,77	46 050,77	
64 500	44 631,33	44 631,33	45 000,24	45 000,24	45 369,15	45 369,15	45 738,06	45 738,06	46 106,97	46 106,97	
64 600	44 687,54	44 687,54	45 056,45	45 056,45	45 425,36	45 425,36	45 794,27	45 794,27	46 163,18	46 163,18	
64 700	44 743,74	44 743,74	45 112,65	45 112,65	45 481,56	45 481,56	45 850,47	45 850,47	46 219,38	46 219,38	
64 800	44 799,95	44 799,95	45 168,86	45 168,86	45 537,77	45 537,77	45 906,68	45 906,68	46 275,59	46 275,59	
64 900	44 856,15	44 856,15	45 225,06	45 225,06	45 593,97	45 593,97	45 962,88	45 962,88	46 331,79	46 331,79	
65 000	44 912,36	44 912,36	45 281,27	45 281,27	45 650,18	45 650,18	46 019,09	46 019,09	46 388,00	46 388,00	

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
65 100	44 968,57	44 968,57	45 337,48	45 337,48	45 706,39	45 706,39	46 075,30	46 075,30	46 444,21	46 444,21
65 200	45 024,77	45 024,77	45 393,68	45 393,68	45 762,59	45 762,59	46 131,50	46 131,50	46 500,41	46 500,41
65 300	45 080,98	45 080,98	45 449,89	45 449,89	45 818,80	45 818,80	46 187,71	46 187,71	46 556,62	46 556,62
65 400	45 137,18	45 137,18	45 506,09	45 506,09	45 875,00	45 875,00	46 243,91	46 243,91	46 612,82	46 612,82
65 500	45 193,39	45 193,39	45 562,30	45 562,30	45 931,21	45 931,21	46 300,12	46 300,12	46 669,03	46 669,03
65 600	45 249,59	45 249,59	45 618,50	45 618,50	45 987,41	45 987,41	46 356,32	46 356,32	46 725,23	46 725,23
65 700	45 305,80	45 305,80	45 674,71	45 674,71	46 043,62	46 043,62	46 412,53	46 412,53	46 781,44	46 781,44
65 800	45 362,00	45 362,00	45 730,91	45 730,91	46 099,82	46 099,82	46 468,73	46 468,73	46 837,64	46 837,64
65 900	45 418,21	45 418,21	45 787,12	45 787,12	46 156,03	46 156,03	46 524,94	46 524,94	46 893,85	46 893,85
66 000	45 474,41	45 474,41	45 843,32	45 843,32	46 212,23	46 212,23	46 581,14	46 581,14	46 950,05	46 950,05
66 100	45 530,62	45 530,62	45 899,53	45 899,53	46 268,44	46 268,44	46 637,35	46 637,35	47 006,26	47 006,26
66 200	45 586,82	45 586,82	45 955,73	45 955,73	46 324,64	46 324,64	46 693,55	46 693,55	47 062,46	47 062,46
66 300	45 643,03	45 643,03	46 011,94	46 011,94	46 380,85	46 380,85	46 749,76	46 749,76	47 118,67	47 118,67
66 400	45 699,23	45 699,23	46 068,14	46 068,14	46 437,05	46 437,05	46 805,96	46 805,96	47 174,87	47 174,87
66 500	45 755,44	45 755,44	46 124,35	46 124,35	46 493,26	46 493,26	46 862,17	46 862,17	47 231,08	47 231,08
66 600	45 811,65	45 811,65	46 180,56	46 180,56	46 549,47	46 549,47	46 918,38	46 918,38	47 287,29	47 287,29
66 700	45 867,85	45 867,85	46 236,76	46 236,76	46 605,67	46 605,67	46 974,58	46 974,58	47 343,49	47 343,49
66 800	45 924,06	45 924,06	46 292,97	46 292,97	46 661,88	46 661,88	47 030,79	47 030,79	47 399,70	47 399,70
66 900	45 980,26	45 980,26	46 349,17	46 349,17	46 718,08	46 718,08	47 086,99	47 086,99	47 455,90	47 455,90
67 000	46 036,47	46 036,47	46 405,38	46 405,38	46 774,29	46 774,29	47 143,20	47 143,20	47 512,11	47 512,11
67 100	46 092,67	46 092,67	46 461,58	46 461,58	46 830,49	46 830,49	47 199,40	47 199,40	47 568,31	47 568,31
67 200	46 148,88	46 148,88	46 517,79	46 517,79	46 886,70	46 886,70	47 255,61	47 255,61	47 624,52	47 624,52
67 300	46 205,08	46 205,08	46 573,99	46 573,99	46 942,90	46 942,90	47 311,81	47 311,81	47 680,72	47 680,72
67 400	46 261,29	46 261,29	46 630,20	46 630,20	46 999,11	46 999,11	47 368,02	47 368,02	47 736,93	47 736,93
67 500	46 317,49	46 317,49	46 686,40	46 686,40	47 055,31	47 055,31	47 424,22	47 424,22	47 793,13	47 793,13
67 600	46 373,70	46 373,70	46 742,61	46 742,61	47 111,52	47 111,52	47 480,43	47 480,43	47 849,34	47 849,34
67 700	46 429,90	46 429,90	46 798,81	46 798,81	47 167,72	47 167,72	47 536,63	47 536,63	47 905,54	47 905,54
67 800	46 486,11	46 486,11	46 855,02	46 855,02	47 223,93	47 223,93	47 592,84	47 592,84	47 961,75	47 961,75
67 900	46 542,31	46 542,31	46 911,22	46 911,22	47 280,13	47 280,13	47 649,04	47 649,04	48 017,95	48 017,95
68 000	46 598,52	46 598,52	46 967,43	46 967,43	47 336,34	47 336,34	47 705,25	47 705,25	48 074,16	48 074,16
68 100	46 654,73	46 654,73	47 023,64	47 023,64	47 392,55	47 392,55	47 761,46	47 761,46	48 130,37	48 130,37
68 200	46 710,93	46 710,93	47 079,84	47 079,84	47 448,75	47 448,75	47 817,66	47 817,66	48 186,57	48 186,57
68 300	46 767,14	46 767,14	47 136,05	47 136,05	47 504,96	47 504,96	47 873,87	47 873,87	48 242,78	48 242,78
68 400	46 823,34	46 823,34	47 192,25	47 192,25	47 561,16	47 561,16	47 930,07	47 930,07	48 298,98	48 298,98
68 500	46 879,55	46 879,55	47 248,46	47 248,46	47 617,37	47 617,37	47 986,28	47 986,28	48 355,19	48 355,19
68 600	46 935,75	46 935,75	47 304,66	47 304,66	47 673,57	47 673,57	48 042,48	48 042,48	48 411,39	48 411,39
68 700	46 991,96	46 991,96	47 360,87	47 360,87	47 729,78	47 729,78	48 098,69	48 098,69	48 467,60	48 467,60
68 800	47 048,16	47 048,16	47 417,07	47 417,07	47 785,98	47 785,98	48 154,89	48 154,89	48 523,80	48 523,80
68 900	47 104,37	47 104,37	47 473,28	47 473,28	47 842,19	47 842,19	48 211,10	48 211,10	48 580,01	48 580,01
69 000	47 160,57	47 160,57	47 529,48	47 529,48	47 898,39	47 898,39	48 267,30	48 267,30	48 636,21	48 636,21
69 100	47 216,78	47 216,78	47 585,69	47 585,69	47 954,60	47 954,60	48 323,51	48 323,51	48 692,42	48 692,42
69 200	47 272,98	47 272,98	47 641,89	47 641,89	48 010,80	48 010,80	48 379,71	48 379,71	48 748,62	48 748,62
69 300	47 329,19	47 329,19	47 698,10	47 698,10	48 067,01	48 067,01	48 435,92	48 435,92	48 804,83	48 804,83
69 400	47 385,39	47 385,39	47 754,30	47 754,30	48 123,21	48 123,21	48 492,12	48 492,12	48 861,03	48 861,03
69 500	47 441,60	47 441,60	47 810,51	47 810,51	48 179,42	48 179,42	48 548,33	48 548,33	48 917,24	48 917,24
69 600	47 497,81	47 497,81	47 866,72	47 866,72	48 235,63	48 235,63	48 604,54	48 604,54	48 973,45	48 973,45
69 700	47 554,01	47 554,01	47 922,92	47 922,92	48 291,83	48 291,83	48 660,74	48 660,74	49 029,65	49 029,65
69 800	47 610,22	47 610,22	47 979,13	47 979,13	48 348,04	48 348,04	48 716,95	48 716,95	49 085,86	49 085,86
69 900	47 666,42	47 666,42	48 035,33	48 035,33	48 404,24	48 404,24	48 773,15	48 773,15	49 142,06	49 142,06
70 000	47 722,63	47 722,63	48 091,54	48 091,54	48 460,45	48 460,45	48 829,36	48 829,36	49 198,27	49 198,27

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
70 100	47 778,83	47 778,83	48 147,74	48 147,74	48 516,65	48 516,65	48 885,56	48 885,56	49 254,47	49 254,47
70 200	47 835,04	47 835,04	48 203,95	48 203,95	48 572,86	48 572,86	48 941,77	48 941,77	49 310,68	49 310,68
70 300	47 891,24	47 891,24	48 260,15	48 260,15	48 629,06	48 629,06	48 997,97	48 997,97	49 366,88	49 366,88
70 400	47 947,45	47 947,45	48 316,36	48 316,36	48 685,27	48 685,27	49 054,18	49 054,18	49 423,09	49 423,09
70 500	48 003,65	48 003,65	48 372,56	48 372,56	48 741,47	48 741,47	49 110,38	49 110,38	49 479,29	49 479,29
70 600	48 059,86	48 059,86	48 428,77	48 428,77	48 797,68	48 797,68	49 166,59	49 166,59	49 535,50	49 535,50
70 700	48 116,06	48 116,06	48 484,97	48 484,97	48 853,88	48 853,88	49 222,79	49 222,79	49 591,70	49 591,70
70 800	48 172,27	48 172,27	48 541,18	48 541,18	48 910,09	48 910,09	49 279,00	49 279,00	49 647,91	49 647,91
70 900	48 228,47	48 228,47	48 597,38	48 597,38	48 966,29	48 966,29	49 335,20	49 335,20	49 704,11	49 704,11
71 000	48 284,68	48 284,68	48 653,59	48 653,59	49 022,50	49 022,50	49 391,41	49 391,41	49 760,32	49 760,32
71 100	48 340,89	48 340,89	48 709,80	48 709,80	49 078,71	49 078,71	49 447,62	49 447,62	49 816,53	49 816,53
71 200	48 397,09	48 397,09	48 766,00	48 766,00	49 134,91	49 134,91	49 503,82	49 503,82	49 872,73	49 872,73
71 300	48 453,30	48 453,30	48 822,21	48 822,21	49 191,12	49 191,12	49 560,03	49 560,03	49 928,94	49 928,94
71 400	48 509,50	48 509,50	48 878,41	48 878,41	49 247,32	49 247,32	49 616,23	49 616,23	49 985,14	49 985,14
71 500	48 565,71	48 565,71	48 934,62	48 934,62	49 303,53	49 303,53	49 672,44	49 672,44	50 041,35	50 041,35
71 600	48 621,91	48 621,91	48 990,82	48 990,82	49 359,73	49 359,73	49 728,64	49 728,64	50 097,55	50 097,55
71 700	48 678,12	48 678,12	49 047,03	49 047,03	49 415,94	49 415,94	49 784,85	49 784,85	50 153,76	50 153,76
71 800	48 734,32	48 734,32	49 103,23	49 103,23	49 472,14	49 472,14	49 841,05	49 841,05	50 209,96	50 209,96
71 900	48 790,53	48 790,53	49 159,44	49 159,44	49 528,35	49 528,35	49 897,26	49 897,26	50 266,17	50 266,17
72 000	48 846,73	48 846,73	49 215,64	49 215,64	49 584,55	49 584,55	49 953,46	49 953,46	50 322,37	50 322,37
72 100	48 902,94	48 902,94	49 271,85	49 271,85	49 640,76	49 640,76	50 009,67	50 009,67	50 378,58	50 378,58
72 200	48 959,14	48 959,14	49 328,05	49 328,05	49 696,96	49 696,96	50 065,87	50 065,87	50 434,78	50 434,78
72 300	49 015,35	49 015,35	49 384,26	49 384,26	49 753,17	49 753,17	50 122,08	50 122,08	50 490,99	50 490,99
72 400	49 071,55	49 071,55	49 440,46	49 440,46	49 809,37	49 809,37	50 178,28	50 178,28	50 547,19	50 547,19
72 500	49 127,76	49 127,76	49 496,67	49 496,67	49 865,58	49 865,58	50 234,49	50 234,49	50 603,40	50 603,40
72 600	49 183,97	49 183,97	49 552,88	49 552,88	49 921,79	49 921,79	50 290,70	50 290,70	50 659,61	50 659,61
72 700	49 240,17	49 240,17	49 609,08	49 609,08	49 977,99	49 977,99	50 346,90	50 346,90	50 715,81	50 715,81
72 800	49 296,38	49 296,38	49 665,29	49 665,29	50 034,20	50 034,20	50 403,11	50 403,11	50 772,02	50 772,02
72 900	49 352,58	49 352,58	49 721,49	49 721,49	50 090,40	50 090,40	50 459,31	50 459,31	50 828,22	50 828,22
73 000	49 408,79	49 408,79	49 777,70	49 777,70	50 146,61	50 146,61	50 515,52	50 515,52	50 884,43	50 884,43
73 100	49 464,99	49 464,99	49 833,90	49 833,90	50 202,81	50 202,81	50 571,72	50 571,72	50 940,63	50 940,63
73 200	49 521,20	49 521,20	49 890,11	49 890,11	50 259,02	50 259,02	50 627,93	50 627,93	50 996,84	50 996,84
73 300	49 577,40	49 577,40	49 946,31	49 946,31	50 315,22	50 315,22	50 684,13	50 684,13	51 053,04	51 053,04
73 400	49 633,61	49 633,61	50 002,52	50 002,52	50 371,43	50 371,43	50 740,34	50 740,34	51 109,25	51 109,25
73 500	49 689,81	49 689,81	50 058,72	50 058,72	50 427,63	50 427,63	50 796,54	50 796,54	51 165,45	51 165,45
73 600	49 746,02	49 746,02	50 114,93	50 114,93	50 483,84	50 483,84	50 852,75	50 852,75	51 221,66	51 221,66
73 700	49 802,22	49 802,22	50 171,13	50 171,13	50 540,04	50 540,04	50 908,95	50 908,95	51 277,86	51 277,86
73 800	49 858,43	49 858,43	50 227,34	50 227,34	50 596,25	50 596,25	50 965,16	50 965,16	51 334,07	51 334,07
73 900	49 914,63	49 914,63	50 283,54	50 283,54	50 652,45	50 652,45	51 021,36	51 021,36	51 390,27	51 390,27
74 000	49 970,84	49 970,84	50 339,75	50 339,75	50 708,66	50 708,66	51 077,57	51 077,57	51 446,48	51 446,48
74 100	50 027,05	50 027,05	50 395,96	50 395,96	50 764,87	50 764,87	51 133,78	51 133,78	51 502,69	51 502,69
74 200	50 083,25	50 083,25	50 452,16	50 452,16	50 821,07	50 821,07	51 189,98	51 189,98	51 558,89	51 558,89
74 300	50 139,46	50 139,46	50 508,37	50 508,37	50 877,28	50 877,28	51 246,19	51 246,19	51 615,10	51 615,10
74 400	50 195,66	50 195,66	50 564,57	50 564,57	50 933,48	50 933,48	51 302,39	51 302,39	51 671,30	51 671,30
74 500	50 251,87	50 251,87	50 620,78	50 620,78	50 989,69	50 989,69	51 358,60	51 358,60	51 727,51	51 727,51
74 600	50 308,07	50 308,07	50 676,98	50 676,98	51 045,89	51 045,89	51 414,80	51 414,80	51 783,71	51 783,71
74 700	50 364,28	50 364,28	50 733,19	50 733,19	51 102,10	51 102,10	51 471,01	51 471,01	51 839,92	51 839,92
74 800	50 420,48	50 420,48	50 789,39	50 789,39	51 158,30	51 158,30	51 527,21	51 527,21	51 896,12	51 896,12
74 900	50 476,69	50 476,69	50 845,60	50 845,60	51 214,51	51 214,51	51 583,42	51 583,42	51 952,33	51 952,33
75 000	50 532,89	50 532,89	50 901,80	50 901,80	51 270,71	51 270,71	51 639,62	51 639,62	52 008,53	52 008,53

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
75 100	50 589,10	50 589,10	50 958,01	50 958,01	51 326,92	51 326,92	51 695,83	51 695,83	52 064,74	52 064,74
75 200	50 645,30	50 645,30	51 014,21	51 014,21	51 383,12	51 383,12	51 752,03	51 752,03	52 120,94	52 120,94
75 300	50 701,51	50 701,51	51 070,42	51 070,42	51 439,33	51 439,33	51 808,24	51 808,24	52 177,15	52 177,15
75 400	50 757,72	50 757,72	51 126,63	51 126,63	51 495,54	51 495,54	51 864,45	51 864,45	52 233,36	52 233,36
75 500	50 813,92	50 813,92	51 182,83	51 182,83	51 551,74	51 551,74	51 920,65	51 920,65	52 289,56	52 289,56
75 600	50 870,13	50 870,13	51 239,04	51 239,04	51 607,95	51 607,95	51 976,86	51 976,86	52 345,77	52 345,77
75 700	50 926,33	50 926,33	51 295,24	51 295,24	51 664,15	51 664,15	52 033,06	52 033,06	52 401,97	52 401,97
75 800	50 982,54	50 982,54	51 351,45	51 351,45	51 720,36	51 720,36	52 089,27	52 089,27	52 458,18	52 458,18
75 900	51 038,74	51 038,74	51 407,65	51 407,65	51 776,56	51 776,56	52 145,47	52 145,47	52 514,38	52 514,38
76 000	51 094,95	51 094,95	51 463,86	51 463,86	51 832,77	51 832,77	52 201,68	52 201,68	52 570,59	52 570,59
76 100	51 151,15	51 151,15	51 520,06	51 520,06	51 888,97	51 888,97	52 257,88	52 257,88	52 626,79	52 626,79
76 200	51 207,36	51 207,36	51 576,27	51 576,27	51 945,18	51 945,18	52 314,09	52 314,09	52 683,00	52 683,00
76 300	51 263,56	51 263,56	51 632,47	51 632,47	52 001,38	52 001,38	52 370,29	52 370,29	52 739,20	52 739,20
76 400	51 319,77	51 319,77	51 688,68	51 688,68	52 057,59	52 057,59	52 426,50	52 426,50	52 795,41	52 795,41
76 500	51 375,97	51 375,97	51 744,88	51 744,88	52 113,79	52 113,79	52 482,70	52 482,70	52 851,61	52 851,61
76 600	51 432,18	51 432,18	51 801,09	51 801,09	52 170,00	52 170,00	52 538,91	52 538,91	52 907,82	52 907,82
76 700	51 488,38	51 488,38	51 857,29	51 857,29	52 226,20	52 226,20	52 595,11	52 595,11	52 964,02	52 964,02
76 800	51 544,59	51 544,59	51 913,50	51 913,50	52 282,41	52 282,41	52 651,32	52 651,32	53 020,23	53 020,23
76 900	51 600,80	51 600,80	51 969,71	51 969,71	52 338,62	52 338,62	52 707,53	52 707,53	53 076,44	53 076,44
77 000	51 657,00	51 657,00	52 025,91	52 025,91	52 394,82	52 394,82	52 763,73	52 763,73	53 132,64	53 132,64
77 100	51 713,21	51 713,21	52 082,12	52 082,12	52 451,03	52 451,03	52 819,94	52 819,94	53 188,85	53 188,85
77 200	51 769,41	51 769,41	52 138,32	52 138,32	52 507,23	52 507,23	52 876,14	52 876,14	53 245,05	53 245,05
77 300	51 825,62	51 825,62	52 194,53	52 194,53	52 563,44	52 563,44	52 932,35	52 932,35	53 301,26	53 301,26
77 400	51 881,82	51 881,82	52 250,73	52 250,73	52 619,64	52 619,64	52 988,55	52 988,55	53 357,46	53 357,46
77 500	51 938,03	51 938,03	52 306,94	52 306,94	52 675,85	52 675,85	53 044,76	53 044,76	53 413,67	53 413,67
77 600	51 994,23	51 994,23	52 363,14	52 363,14	52 732,05	52 732,05	53 100,96	53 100,96	53 469,87	53 469,87
77 700	52 050,44	52 050,44	52 419,35	52 419,35	52 788,26	52 788,26	53 157,17	53 157,17	53 526,08	53 526,08
77 800	52 106,64	52 106,64	52 475,55	52 475,55	52 844,46	52 844,46	53 213,37	53 213,37	53 582,28	53 582,28
77 900	52 162,85	52 162,85	52 531,76	52 531,76	52 900,67	52 900,67	53 269,58	53 269,58	53 638,49	53 638,49
78 000	52 219,05	52 219,05	52 587,96	52 587,96	52 956,87	52 956,87	53 325,78	53 325,78	53 694,69	53 694,69
78 100	52 275,26	52 275,26	52 644,17	52 644,17	53 013,08	53 013,08	53 381,99	53 381,99	53 750,90	53 750,90
78 200	52 331,46	52 331,46	52 700,37	52 700,37	53 069,28	53 069,28	53 438,19	53 438,19	53 807,10	53 807,10
78 300	52 387,67	52 387,67	52 756,58	52 756,58	53 125,49	53 125,49	53 494,40	53 494,40	53 863,31	53 863,31
78 400	52 443,88	52 443,88	52 812,79	52 812,79	53 181,70	53 181,70	53 550,61	53 550,61	53 919,52	53 919,52
78 500	52 500,08	52 500,08	52 868,99	52 868,99	53 237,90	53 237,90	53 606,81	53 606,81	53 975,72	53 975,72

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
20 100	15 888,57	15 888,57	16 257,48	16 257,48	16 337,88	16 337,88	16 337,88	16 337,88	16 337,88	16 337,88
20 200	15 948,02	15 948,02	16 316,93	16 316,93	16 410,79	16 410,79	16 410,79	16 410,79	16 410,79	16 410,79
20 300	16 007,47	16 007,47	16 376,38	16 376,38	16 483,69	16 483,69	16 483,69	16 483,69	16 483,69	16 483,69
20 400	16 066,91	16 066,91	16 435,82	16 435,82	16 556,60	16 556,60	16 556,60	16 556,60	16 556,60	16 556,60
20 500	16 126,36	16 126,36	16 495,27	16 495,27	16 629,51	16 629,51	16 629,51	16 629,51	16 629,51	16 629,51
20 600	16 185,81	16 185,81	16 554,72	16 554,72	16 702,41	16 702,41	16 702,41	16 702,41	16 702,41	16 702,41
20 700	16 245,25	16 245,25	16 614,16	16 614,16	16 775,32	16 775,32	16 775,32	16 775,32	16 775,32	16 775,32
20 800	16 304,70	16 304,70	16 673,61	16 673,61	16 848,22	16 848,22	16 848,22	16 848,22	16 848,22	16 848,22
20 900	16 364,15	16 364,15	16 733,06	16 733,06	16 921,13	16 921,13	16 921,13	16 921,13	16 921,13	16 921,13
21 000	16 423,60	16 423,60	16 792,51	16 792,51	16 994,04	16 994,04	16 994,04	16 994,04	16 994,04	16 994,04
21 100	16 483,04	16 483,04	16 851,95	16 851,95	17 066,94	17 066,94	17 066,94	17 066,94	17 066,94	17 066,94
21 200	16 542,49	16 542,49	16 911,40	16 911,40	17 139,85	17 139,85	17 139,85	17 139,85	17 139,85	17 139,85
21 300	16 601,94	16 601,94	16 970,85	16 970,85	17 212,76	17 212,76	17 212,76	17 212,76	17 212,76	17 212,76
21 400	16 661,38	16 661,38	17 030,29	17 030,29	17 285,66	17 285,66	17 285,66	17 285,66	17 285,66	17 285,66
21 500	16 720,83	16 720,83	17 089,74	17 089,74	17 358,57	17 358,57	17 358,57	17 358,57	17 358,57	17 358,57
21 600	16 780,28	16 780,28	17 149,19	17 149,19	17 431,48	17 431,48	17 431,48	17 431,48	17 431,48	17 431,48
21 700	16 839,72	16 839,72	17 208,63	17 208,63	17 504,38	17 504,38	17 504,38	17 504,38	17 504,38	17 504,38
21 800	16 899,17	16 899,17	17 268,08	17 268,08	17 577,29	17 577,29	17 577,29	17 577,29	17 577,29	17 577,29
21 900	16 958,62	16 958,62	17 327,53	17 327,53	17 650,20	17 650,20	17 650,20	17 650,20	17 650,20	17 650,20
22 000	17 018,06	17 018,06	17 386,97	17 386,97	17 723,10	17 723,10	17 723,10	17 723,10	17 723,10	17 723,10
22 100	17 077,51	17 077,51	17 446,42	17 446,42	17 796,01	17 796,01	17 796,01	17 796,01	17 796,01	17 796,01
22 200	17 136,96	17 136,96	17 505,87	17 505,87	17 868,91	17 868,91	17 868,91	17 868,91	17 868,91	17 868,91
22 300	17 196,40	17 196,40	17 565,31	17 565,31	17 934,22	17 934,22	17 941,82	17 941,82	17 941,82	17 941,82
22 400	17 255,85	17 255,85	17 624,76	17 624,76	17 993,67	17 993,67	18 014,73	18 014,73	18 014,73	18 014,73
22 500	17 315,30	17 315,30	17 684,21	17 684,21	18 053,12	18 053,12	18 087,63	18 087,63	18 087,63	18 087,63
22 600	17 374,75	17 374,75	17 743,66	17 743,66	18 112,57	18 112,57	18 160,54	18 160,54	18 160,54	18 160,54
22 700	17 434,19	17 434,19	17 803,10	17 803,10	18 172,01	18 172,01	18 233,45	18 233,45	18 233,45	18 233,45
22 800	17 493,64	17 493,64	17 862,55	17 862,55	18 231,46	18 231,46	18 306,35	18 306,35	18 306,35	18 306,35
22 900	17 553,09	17 553,09	17 922,00	17 922,00	18 290,91	18 290,91	18 379,26	18 379,26	18 379,26	18 379,26
23 000	17 612,53	17 612,53	17 981,44	17 981,44	18 350,35	18 350,35	18 452,17	18 452,17	18 452,17	18 452,17
23 100	17 671,98	17 671,98	18 040,89	18 040,89	18 409,80	18 409,80	18 525,07	18 525,07	18 525,07	18 525,07
23 200	17 731,43	17 731,43	18 100,34	18 100,34	18 469,25	18 469,25	18 597,98	18 597,98	18 597,98	18 597,98
23 300	17 790,87	17 790,87	18 159,78	18 159,78	18 528,69	18 528,69	18 670,88	18 670,88	18 670,88	18 670,88
23 400	17 850,32	17 850,32	18 219,23	18 219,23	18 588,14	18 588,14	18 743,79	18 743,79	18 743,79	18 743,79
23 500	17 909,77	17 909,77	18 278,68	18 278,68	18 647,59	18 647,59	18 816,70	18 816,70	18 816,70	18 816,70
23 600	17 969,21	17 969,21	18 338,12	18 338,12	18 707,03	18 707,03	18 889,60	18 889,60	18 889,60	18 889,60
23 700	18 028,66	18 028,66	18 397,57	18 397,57	18 766,48	18 766,48	18 962,51	18 962,51	18 962,51	18 962,51
23 800	18 088,11	18 088,11	18 457,02	18 457,02	18 825,93	18 825,93	19 035,42	19 035,42	19 035,42	19 035,42
23 900	18 147,55	18 147,55	18 516,46	18 516,46	18 885,37	18 885,37	19 108,32	19 108,32	19 108,32	19 108,32
24 000	18 207,00	18 207,00	18 575,91	18 575,91	18 944,82	18 944,82	19 181,23	19 181,23	19 181,23	19 181,23
24 100	18 266,45	18 266,45	18 635,36	18 635,36	19 004,27	19 004,27	19 254,14	19 254,14	19 254,14	19 254,14
24 200	18 325,90	18 325,90	18 694,81	18 694,81	19 063,72	19 063,72	19 327,04	19 327,04	19 327,04	19 327,04
24 300	18 385,34	18 385,34	18 754,25	18 754,25	19 123,16	19 123,16	19 399,95	19 399,95	19 399,95	19 399,95
24 400	18 444,79	18 444,79	18 813,70	18 813,70	19 182,61	19 182,61	19 472,85	19 472,85	19 472,85	19 472,85
24 500	18 504,24	18 504,24	18 873,15	18 873,15	19 242,06	19 242,06	19 545,76	19 545,76	19 545,76	19 545,76
24 600	18 563,68	18 563,68	18 932,59	18 932,59	19 301,50	19 301,50	19 618,67	19 618,67	19 618,67	19 618,67
24 700	18 623,13	18 623,13	18 992,04	18 992,04	19 360,95	19 360,95	19 691,57	19 691,57	19 691,57	19 691,57
24 800	18 682,58	18 682,58	19 051,49	19 051,49	19 420,40	19 420,40	19 764,48	19 764,48	19 764,48	19 764,48
24 900	18 742,02	18 742,02	19 110,93	19 110,93	19 479,84	19 479,84	19 837,39	19 837,39	19 837,39	19 837,39
25 000	18 801,47	18 801,47	19 170,38	19 170,38	19 539,29	19 539,29	19 908,20	19 908,20	19 910,29	19 910,29

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

**Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
25 100	18 860,92	18 860,92	19 229,83	19 229,83	19 598,74	19 598,74	19 967,65	19 967,65	19 983,20	19 983,20
25 200	18 920,36	18 920,36	19 289,27	19 289,27	19 658,18	19 658,18	20 027,09	20 027,09	20 056,11	20 056,11
25 300	18 979,81	18 979,81	19 348,72	19 348,72	19 717,63	19 717,63	20 086,54	20 086,54	20 129,01	20 129,01
25 400	19 039,26	19 039,26	19 408,17	19 408,17	19 777,08	19 777,08	20 145,99	20 145,99	20 201,92	20 201,92
25 500	19 098,71	19 098,71	19 467,62	19 467,62	19 836,53	19 836,53	20 205,44	20 205,44	20 274,83	20 274,83
25 600	19 158,15	19 158,15	19 527,06	19 527,06	19 895,97	19 895,97	20 264,88	20 264,88	20 347,73	20 347,73
25 700	19 217,60	19 217,60	19 586,51	19 586,51	19 955,42	19 955,42	20 324,33	20 324,33	20 420,64	20 420,64
25 800	19 277,05	19 277,05	19 645,96	19 645,96	20 014,87	20 014,87	20 383,78	20 383,78	20 493,54	20 493,54
25 900	19 336,49	19 336,49	19 705,40	19 705,40	20 074,31	20 074,31	20 443,22	20 443,22	20 566,45	20 566,45
26 000	19 395,94	19 395,94	19 764,85	19 764,85	20 133,76	20 133,76	20 502,67	20 502,67	20 639,36	20 639,36
26 100	19 455,39	19 455,39	19 824,30	19 824,30	20 193,21	20 193,21	20 562,12	20 562,12	20 712,26	20 712,26
26 200	19 514,83	19 514,83	19 883,74	19 883,74	20 252,65	20 252,65	20 621,56	20 621,56	20 785,17	20 785,17
26 300	19 574,28	19 574,28	19 943,19	19 943,19	20 312,10	20 312,10	20 681,01	20 681,01	20 858,08	20 858,08
26 400	19 633,73	19 633,73	20 002,64	20 002,64	20 371,55	20 371,55	20 740,46	20 740,46	20 930,98	20 930,98
26 500	19 693,17	19 693,17	20 062,08	20 062,08	20 430,99	20 430,99	20 799,90	20 799,90	21 003,89	21 003,89
26 600	19 752,62	19 752,62	20 121,53	20 121,53	20 490,44	20 490,44	20 859,35	20 859,35	21 076,80	21 076,80
26 700	19 812,07	19 812,07	20 180,98	20 180,98	20 549,89	20 549,89	20 918,80	20 918,80	21 149,70	21 149,70
26 800	19 871,51	19 871,51	20 240,42	20 240,42	20 609,33	20 609,33	20 978,24	20 978,24	21 222,61	21 222,61
26 900	19 930,96	19 930,96	20 299,87	20 299,87	20 668,78	20 668,78	21 037,69	21 037,69	21 295,51	21 295,51
27 000	19 990,41	19 990,41	20 359,32	20 359,32	20 728,23	20 728,23	21 097,14	21 097,14	21 368,42	21 368,42
27 100	20 049,86	20 049,86	20 418,77	20 418,77	20 787,68	20 787,68	21 156,59	21 156,59	21 441,33	21 441,33
27 200	20 109,30	20 109,30	20 478,21	20 478,21	20 847,12	20 847,12	21 216,03	21 216,03	21 514,23	21 514,23
27 300	20 168,75	20 168,75	20 537,66	20 537,66	20 906,57	20 906,57	21 275,48	21 275,48	21 587,14	21 587,14
27 400	20 228,20	20 228,20	20 597,11	20 597,11	20 966,02	20 966,02	21 334,93	21 334,93	21 660,05	21 660,05
27 500	20 287,64	20 287,64	20 656,55	20 656,55	21 025,46	21 025,46	21 394,37	21 394,37	21 732,95	21 732,95
27 600	20 347,09	20 347,09	20 716,00	20 716,00	21 084,91	21 084,91	21 453,82	21 453,82	21 805,86	21 805,86
27 700	20 406,54	20 406,54	20 775,45	20 775,45	21 144,36	21 144,36	21 513,27	21 513,27	21 878,77	21 878,77
27 800	20 465,98	20 465,98	20 834,89	20 834,89	21 203,80	21 203,80	21 572,71	21 572,71	21 941,62	21 941,62
27 900	20 525,43	20 525,43	20 894,34	20 894,34	21 263,25	21 263,25	21 632,16	21 632,16	22 001,07	22 001,07
28 000	20 584,88	20 584,88	20 953,79	20 953,79	21 322,70	21 322,70	21 691,61	21 691,61	22 060,52	22 060,52
28 100	20 644,32	20 644,32	21 013,23	21 013,23	21 382,14	21 382,14	21 751,05	21 751,05	22 119,96	22 119,96
28 200	20 703,77	20 703,77	21 072,68	21 072,68	21 441,59	21 441,59	21 810,50	21 810,50	22 179,41	22 179,41
28 300	20 763,22	20 763,22	21 132,13	21 132,13	21 501,04	21 501,04	21 869,95	21 869,95	22 238,86	22 238,86
28 400	20 822,66	20 822,66	21 191,57	21 191,57	21 560,48	21 560,48	21 929,39	21 929,39	22 298,30	22 298,30
28 500	20 882,11	20 882,11	21 251,02	21 251,02	21 619,93	21 619,93	21 988,84	21 988,84	22 357,75	22 357,75
28 600	20 941,56	20 941,56	21 310,47	21 310,47	21 679,38	21 679,38	22 048,29	22 048,29	22 417,20	22 417,20
28 700	21 001,01	21 001,01	21 369,92	21 369,92	21 738,83	21 738,83	22 107,74	22 107,74	22 476,65	22 476,65
28 800	21 060,45	21 060,45	21 429,36	21 429,36	21 798,27	21 798,27	22 167,18	22 167,18	22 536,09	22 536,09
28 900	21 119,90	21 119,90	21 488,81	21 488,81	21 857,72	21 857,72	22 226,63	22 226,63	22 595,54	22 595,54
29 000	21 179,35	21 179,35	21 548,26	21 548,26	21 917,17	21 917,17	22 286,08	22 286,08	22 654,99	22 654,99
29 100	21 238,79	21 238,79	21 607,70	21 607,70	21 976,61	21 976,61	22 345,52	22 345,52	22 714,43	22 714,43
29 200	21 298,24	21 298,24	21 667,15	21 667,15	22 036,06	22 036,06	22 404,97	22 404,97	22 773,88	22 773,88
29 300	21 357,69	21 357,69	21 726,60	21 726,60	22 095,51	22 095,51	22 464,42	22 464,42	22 833,33	22 833,33
29 400	21 417,13	21 417,13	21 786,04	21 786,04	22 154,95	22 154,95	22 523,86	22 523,86	22 892,77	22 892,77
29 500	21 476,58	21 476,58	21 845,49	21 845,49	22 214,40	22 214,40	22 583,31	22 583,31	22 952,22	22 952,22
29 600	21 536,03	21 536,03	21 904,94	21 904,94	22 273,85	22 273,85	22 642,76	22 642,76	23 011,67	23 011,67
29 700	21 595,47	21 595,47	21 964,38	21 964,38	22 333,29	22 333,29	22 702,20	22 702,20	23 071,11	23 071,11
29 800	21 654,92	21 654,92	22 023,83	22 023,83	22 392,74	22 392,74	22 761,65	22 761,65	23 130,56	23 130,56
29 900	21 714,37	21 714,37	22 083,28	22 083,28	22 452,19	22 452,19	22 821,10	22 821,10	23 190,01	23 190,01
30 000	21 773,82	21 773,82	22 142,73	22 142,73	22 511,64	22 511,64	22 880,55	22 880,55	23 249,46	23 249,46

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
30 100	21 833,26	21 833,26	22 202,17	22 202,17	22 571,08	22 571,08	22 939,99	22 939,99	23 308,90	23 308,90
30 200	21 892,71	21 892,71	22 261,62	22 261,62	22 630,53	22 630,53	22 999,44	22 999,44	23 368,35	23 368,35
30 300	21 952,16	21 952,16	22 321,07	22 321,07	22 689,98	22 689,98	23 058,89	23 058,89	23 427,80	23 427,80
30 400	22 011,60	22 011,60	22 380,51	22 380,51	22 749,42	22 749,42	23 118,33	23 118,33	23 487,24	23 487,24
30 500	22 071,05	22 071,05	22 439,96	22 439,96	22 808,87	22 808,87	23 177,78	23 177,78	23 546,69	23 546,69
30 600	22 130,50	22 130,50	22 499,41	22 499,41	22 868,32	22 868,32	23 237,23	23 237,23	23 606,14	23 606,14
30 700	22 189,94	22 189,94	22 558,85	22 558,85	22 927,76	22 927,76	23 296,67	23 296,67	23 665,58	23 665,58
30 800	22 249,39	22 249,39	22 618,30	22 618,30	22 987,21	22 987,21	23 356,12	23 356,12	23 725,03	23 725,03
30 900	22 308,84	22 308,84	22 677,75	22 677,75	23 046,66	23 046,66	23 415,57	23 415,57	23 784,48	23 784,48
31 000	22 368,28	22 368,28	22 737,19	22 737,19	23 106,10	23 106,10	23 475,01	23 475,01	23 843,92	23 843,92
31 100	22 427,73	22 427,73	22 796,64	22 796,64	23 165,55	23 165,55	23 534,46	23 534,46	23 903,37	23 903,37
31 200	22 487,18	22 487,18	22 856,09	22 856,09	23 225,00	23 225,00	23 593,91	23 593,91	23 962,82	23 962,82
31 300	22 546,62	22 546,62	22 915,53	22 915,53	23 284,44	23 284,44	23 653,35	23 653,35	24 022,26	24 022,26
31 400	22 606,07	22 606,07	22 974,98	22 974,98	23 343,89	23 343,89	23 712,80	23 712,80	24 081,71	24 081,71
31 500	22 665,52	22 665,52	23 034,43	23 034,43	23 403,34	23 403,34	23 772,25	23 772,25	24 141,16	24 141,16
31 600	22 724,97	22 724,97	23 093,88	23 093,88	23 462,79	23 462,79	23 831,70	23 831,70	24 200,61	24 200,61
31 700	22 784,41	22 784,41	23 153,32	23 153,32	23 522,23	23 522,23	23 891,14	23 891,14	24 260,05	24 260,05
31 800	22 843,86	22 843,86	23 212,77	23 212,77	23 581,68	23 581,68	23 950,59	23 950,59	24 319,50	24 319,50
31 900	22 903,31	22 903,31	23 272,22	23 272,22	23 641,13	23 641,13	24 010,04	24 010,04	24 378,95	24 378,95
32 000	22 962,75	22 962,75	23 331,66	23 331,66	23 700,57	23 700,57	24 069,48	24 069,48	24 438,39	24 438,39
32 100	23 022,20	23 022,20	23 391,11	23 391,11	23 760,02	23 760,02	24 128,93	24 128,93	24 497,84	24 497,84
32 200	23 081,65	23 081,65	23 450,56	23 450,56	23 819,47	23 819,47	24 188,38	24 188,38	24 557,29	24 557,29
32 300	23 141,09	23 141,09	23 510,00	23 510,00	23 878,91	23 878,91	24 247,82	24 247,82	24 616,73	24 616,73
32 400	23 200,54	23 200,54	23 569,45	23 569,45	23 938,36	23 938,36	24 307,27	24 307,27	24 676,18	24 676,18
32 500	23 259,99	23 259,99	23 628,90	23 628,90	23 997,81	23 997,81	24 366,72	24 366,72	24 735,63	24 735,63
32 600	23 319,43	23 319,43	23 688,34	23 688,34	24 057,25	24 057,25	24 426,16	24 426,16	24 795,07	24 795,07
32 700	23 378,88	23 378,88	23 747,79	23 747,79	24 116,70	24 116,70	24 485,61	24 485,61	24 854,52	24 854,52
32 800	23 438,33	23 438,33	23 807,24	23 807,24	24 176,15	24 176,15	24 545,06	24 545,06	24 913,97	24 913,97
32 900	23 497,77	23 497,77	23 866,68	23 866,68	24 235,59	24 235,59	24 604,50	24 604,50	24 973,41	24 973,41
33 000	23 557,22	23 557,22	23 926,13	23 926,13	24 295,04	24 295,04	24 663,95	24 663,95	25 032,86	25 032,86
33 100	23 616,67	23 616,67	23 985,58	23 985,58	24 354,49	24 354,49	24 723,40	24 723,40	25 092,31	25 092,31
33 200	23 676,12	23 676,12	24 045,03	24 045,03	24 413,94	24 413,94	24 782,85	24 782,85	25 151,76	25 151,76
33 300	23 735,56	23 735,56	24 104,47	24 104,47	24 473,38	24 473,38	24 842,29	24 842,29	25 211,20	25 211,20
33 400	23 795,01	23 795,01	24 163,92	24 163,92	24 532,83	24 532,83	24 901,74	24 901,74	25 270,65	25 270,65
33 500	23 854,46	23 854,46	24 223,37	24 223,37	24 592,28	24 592,28	24 961,19	24 961,19	25 330,10	25 330,10
33 600	23 913,90	23 913,90	24 282,81	24 282,81	24 651,72	24 651,72	25 020,63	25 020,63	25 389,54	25 389,54
33 700	23 973,35	23 973,35	24 342,26	24 342,26	24 711,17	24 711,17	25 080,08	25 080,08	25 448,99	25 448,99
33 800	24 032,80	24 032,80	24 401,71	24 401,71	24 770,62	24 770,62	25 139,53	25 139,53	25 508,44	25 508,44
33 900	24 092,24	24 092,24	24 461,15	24 461,15	24 830,06	24 830,06	25 198,97	25 198,97	25 567,88	25 567,88
34 000	24 151,69	24 151,69	24 520,60	24 520,60	24 889,51	24 889,51	25 258,42	25 258,42	25 627,33	25 627,33
34 100	24 211,14	24 211,14	24 580,05	24 580,05	24 948,96	24 948,96	25 317,87	25 317,87	25 686,78	25 686,78
34 200	24 270,58	24 270,58	24 639,49	24 639,49	25 008,40	25 008,40	25 377,31	25 377,31	25 746,22	25 746,22
34 300	24 330,03	24 330,03	24 698,94	24 698,94	25 067,85	25 067,85	25 436,76	25 436,76	25 805,67	25 805,67
34 400	24 389,48	24 389,48	24 758,39	24 758,39	25 127,30	25 127,30	25 496,21	25 496,21	25 865,12	25 865,12
34 500	24 448,93	24 448,93	24 817,84	24 817,84	25 186,75	25 186,75	25 555,66	25 555,66	25 924,57	25 924,57
34 600	24 508,37	24 508,37	24 877,28	24 877,28	25 246,19	25 246,19	25 615,10	25 615,10	25 984,01	25 984,01
34 700	24 567,82	24 567,82	24 936,73	24 936,73	25 305,64	25 305,64	25 674,55	25 674,55	26 043,46	26 043,46
34 800	24 627,27	24 627,27	24 996,18	24 996,18	25 365,09	25 365,09	25 734,00	25 734,00	26 102,91	26 102,91
34 900	24 686,71	24 686,71	25 055,62	25 055,62	25 424,53	25 424,53	25 793,44	25 793,44	26 162,35	26 162,35
35 000	24 746,16	24 746,16	25 115,07	25 115,07	25 483,98	25 483,98	25 852,89	25 852,89	26 221,80	26 221,80

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Travailleur avec conjoint non à charge

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge		0	1 et plus	0	1 et plus
					0	1 et plus				
35 100	24 805,61	24 805,61	25 174,52	25 174,52	25 543,43	25 543,43	25 912,34	25 912,34	26 281,25	26 281,25
35 200	24 865,05	24 865,05	25 233,96	25 233,96	25 602,87	25 602,87	25 971,78	25 971,78	26 340,69	26 340,69
35 300	24 924,50	24 924,50	25 293,41	25 293,41	25 662,32	25 662,32	26 031,23	26 031,23	26 400,14	26 400,14
35 400	24 983,95	24 983,95	25 352,86	25 352,86	25 721,77	25 721,77	26 090,68	26 090,68	26 459,59	26 459,59
35 500	25 043,39	25 043,39	25 412,30	25 412,30	25 781,21	25 781,21	26 150,12	26 150,12	26 519,03	26 519,03
35 600	25 102,84	25 102,84	25 471,75	25 471,75	25 840,66	25 840,66	26 209,57	26 209,57	26 578,48	26 578,48
35 700	25 162,29	25 162,29	25 531,20	25 531,20	25 900,11	25 900,11	26 269,02	26 269,02	26 637,93	26 637,93
35 800	25 221,73	25 221,73	25 590,64	25 590,64	25 959,55	25 959,55	26 328,46	26 328,46	26 697,37	26 697,37
35 900	25 281,18	25 281,18	25 650,09	25 650,09	26 019,00	26 019,00	26 387,91	26 387,91	26 756,82	26 756,82
36 000	25 340,63	25 340,63	25 709,54	25 709,54	26 078,45	26 078,45	26 447,36	26 447,36	26 816,27	26 816,27
36 100	25 400,08	25 400,08	25 768,99	25 768,99	26 137,90	26 137,90	26 506,81	26 506,81	26 875,72	26 875,72
36 200	25 459,52	25 459,52	25 828,43	25 828,43	26 197,34	26 197,34	26 566,25	26 566,25	26 935,16	26 935,16
36 300	25 518,97	25 518,97	25 887,88	25 887,88	26 256,79	26 256,79	26 625,70	26 625,70	26 994,61	26 994,61
36 400	25 578,42	25 578,42	25 947,33	25 947,33	26 316,24	26 316,24	26 685,15	26 685,15	27 054,06	27 054,06
36 500	25 637,86	25 637,86	26 006,77	26 006,77	26 375,68	26 375,68	26 744,59	26 744,59	27 113,50	27 113,50
36 600	25 697,31	25 697,31	26 066,22	26 066,22	26 435,13	26 435,13	26 804,04	26 804,04	27 172,95	27 172,95
36 700	25 756,76	25 756,76	26 125,67	26 125,67	26 494,58	26 494,58	26 863,49	26 863,49	27 232,40	27 232,40
36 800	25 816,20	25 816,20	26 185,11	26 185,11	26 554,02	26 554,02	26 922,93	26 922,93	27 291,84	27 291,84
36 900	25 875,65	25 875,65	26 244,56	26 244,56	26 613,47	26 613,47	26 982,38	26 982,38	27 351,29	27 351,29
37 000	25 935,10	25 935,10	26 304,01	26 304,01	26 672,92	26 672,92	27 041,83	27 041,83	27 410,74	27 410,74
37 100	25 994,54	25 994,54	26 363,45	26 363,45	26 732,36	26 732,36	27 101,27	27 101,27	27 470,18	27 470,18
37 200	26 053,99	26 053,99	26 422,90	26 422,90	26 791,81	26 791,81	27 160,72	27 160,72	27 529,63	27 529,63
37 300	26 113,44	26 113,44	26 482,35	26 482,35	26 851,26	26 851,26	27 220,17	27 220,17	27 589,08	27 589,08
37 400	26 172,88	26 172,88	26 541,79	26 541,79	26 910,70	26 910,70	27 279,61	27 279,61	27 648,52	27 648,52
37 500	26 232,33	26 232,33	26 601,24	26 601,24	26 970,15	26 970,15	27 339,06	27 339,06	27 707,97	27 707,97
37 600	26 291,78	26 291,78	26 660,69	26 660,69	27 029,60	27 029,60	27 398,51	27 398,51	27 767,42	27 767,42
37 700	26 351,23	26 351,23	26 720,14	26 720,14	27 089,05	27 089,05	27 457,96	27 457,96	27 826,87	27 826,87
37 800	26 410,67	26 410,67	26 779,58	26 779,58	27 148,49	27 148,49	27 517,40	27 517,40	27 886,31	27 886,31
37 900	26 470,12	26 470,12	26 839,03	26 839,03	27 207,94	27 207,94	27 576,85	27 576,85	27 945,76	27 945,76
38 000	26 529,57	26 529,57	26 898,48	26 898,48	27 267,39	27 267,39	27 636,30	27 636,30	28 005,21	28 005,21
38 100	26 589,01	26 589,01	26 957,92	26 957,92	27 326,83	27 326,83	27 695,74	27 695,74	28 064,65	28 064,65
38 200	26 648,46	26 648,46	27 017,37	27 017,37	27 386,28	27 386,28	27 755,19	27 755,19	28 124,10	28 124,10
38 300	26 707,91	26 707,91	27 076,82	27 076,82	27 445,73	27 445,73	27 814,64	27 814,64	28 183,55	28 183,55
38 400	26 767,35	26 767,35	27 136,26	27 136,26	27 505,17	27 505,17	27 874,08	27 874,08	28 242,99	28 242,99
38 500	26 826,80	26 826,80	27 195,71	27 195,71	27 564,62	27 564,62	27 933,53	27 933,53	28 302,44	28 302,44
38 600	26 886,25	26 886,25	27 255,16	27 255,16	27 624,07	27 624,07	27 992,98	27 992,98	28 361,89	28 361,89
38 700	26 945,69	26 945,69	27 314,60	27 314,60	27 683,51	27 683,51	28 052,42	28 052,42	28 421,33	28 421,33
38 800	27 005,14	27 005,14	27 374,05	27 374,05	27 742,96	27 742,96	28 111,87	28 111,87	28 480,78	28 480,78
38 900	27 064,59	27 064,59	27 433,50	27 433,50	27 802,41	27 802,41	28 171,32	28 171,32	28 540,23	28 540,23
39 000	27 124,04	27 124,04	27 492,95	27 492,95	27 861,86	27 861,86	28 230,77	28 230,77	28 599,68	28 599,68
39 100	27 183,48	27 183,48	27 552,39	27 552,39	27 921,30	27 921,30	28 290,21	28 290,21	28 659,12	28 659,12
39 200	27 242,93	27 242,93	27 611,84	27 611,84	27 980,75	27 980,75	28 349,66	28 349,66	28 718,57	28 718,57
39 300	27 302,38	27 302,38	27 671,29	27 671,29	28 040,20	28 040,20	28 409,11	28 409,11	28 778,02	28 778,02
39 400	27 361,82	27 361,82	27 730,73	27 730,73	28 099,64	28 099,64	28 468,55	28 468,55	28 837,46	28 837,46
39 500	27 421,27	27 421,27	27 790,18	27 790,18	28 159,09	28 159,09	28 528,00	28 528,00	28 896,91	28 896,91
39 600	27 480,72	27 480,72	27 849,63	27 849,63	28 218,54	28 218,54	28 587,45	28 587,45	28 956,36	28 956,36
39 700	27 540,16	27 540,16	27 909,07	27 909,07	28 277,98	28 277,98	28 646,89	28 646,89	29 015,80	29 015,80
39 800	27 599,61	27 599,61	27 968,52	27 968,52	28 337,43	28 337,43	28 706,34	28 706,34	29 075,25	29 075,25
39 900	27 659,06	27 659,06	28 027,97	28 027,97	28 396,88	28 396,88	28 765,79	28 765,79	29 134,70	29 134,70
40 000	27 718,50	27 718,50	28 087,41	28 087,41	28 456,32	28 456,32	28 825,23	28 825,23	29 194,14	29 194,14

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
40 100	27 777,95	27 777,95	28 146,86	28 146,86	28 515,77	28 515,77	28 884,68	28 884,68	29 253,59	29 253,59
40 200	27 837,40	27 837,40	28 206,31	28 206,31	28 575,22	28 575,22	28 944,13	28 944,13	29 313,04	29 313,04
40 300	27 896,84	27 896,84	28 265,75	28 265,75	28 634,66	28 634,66	29 003,57	29 003,57	29 372,48	29 372,48
40 400	27 956,29	27 956,29	28 325,20	28 325,20	28 694,11	28 694,11	29 063,02	29 063,02	29 431,93	29 431,93
40 500	28 015,74	28 015,74	28 384,65	28 384,65	28 753,56	28 753,56	29 122,47	29 122,47	29 491,38	29 491,38
40 600	28 075,19	28 075,19	28 444,10	28 444,10	28 813,01	28 813,01	29 181,92	29 181,92	29 550,83	29 550,83
40 700	28 134,63	28 134,63	28 503,54	28 503,54	28 872,45	28 872,45	29 241,36	29 241,36	29 610,27	29 610,27
40 800	28 194,08	28 194,08	28 562,99	28 562,99	28 931,90	28 931,90	29 300,81	29 300,81	29 669,72	29 669,72
40 900	28 253,53	28 253,53	28 622,44	28 622,44	28 991,35	28 991,35	29 360,26	29 360,26	29 729,17	29 729,17
41 000	28 312,97	28 312,97	28 681,88	28 681,88	29 050,79	29 050,79	29 419,70	29 419,70	29 788,61	29 788,61
41 100	28 372,42	28 372,42	28 741,33	28 741,33	29 110,24	29 110,24	29 479,15	29 479,15	29 848,06	29 848,06
41 200	28 431,87	28 431,87	28 800,78	28 800,78	29 169,69	29 169,69	29 538,60	29 538,60	29 907,51	29 907,51
41 300	28 491,31	28 491,31	28 860,22	28 860,22	29 229,13	29 229,13	29 598,04	29 598,04	29 966,95	29 966,95
41 400	28 550,76	28 550,76	28 919,67	28 919,67	29 288,58	29 288,58	29 657,49	29 657,49	30 026,40	30 026,40
41 500	28 610,21	28 610,21	28 979,12	28 979,12	29 348,03	29 348,03	29 716,94	29 716,94	30 085,85	30 085,85
41 600	28 669,65	28 669,65	29 038,56	29 038,56	29 407,47	29 407,47	29 776,38	29 776,38	30 145,29	30 145,29
41 700	28 729,10	28 729,10	29 098,01	29 098,01	29 466,92	29 466,92	29 835,83	29 835,83	30 204,74	30 204,74
41 800	28 788,55	28 788,55	29 157,46	29 157,46	29 526,37	29 526,37	29 895,28	29 895,28	30 264,19	30 264,19
41 900	28 847,99	28 847,99	29 216,90	29 216,90	29 585,81	29 585,81	29 954,72	29 954,72	30 323,63	30 323,63
42 000	28 907,44	28 907,44	29 276,35	29 276,35	29 645,26	29 645,26	30 014,17	30 014,17	30 383,08	30 383,08
42 100	28 966,89	28 966,89	29 335,80	29 335,80	29 704,71	29 704,71	30 073,62	30 073,62	30 442,53	30 442,53
42 200	29 026,34	29 026,34	29 395,25	29 395,25	29 764,16	29 764,16	30 133,07	30 133,07	30 501,98	30 501,98
42 300	29 085,78	29 085,78	29 454,69	29 454,69	29 823,60	29 823,60	30 192,51	30 192,51	30 561,42	30 561,42
42 400	29 145,23	29 145,23	29 514,14	29 514,14	29 883,05	29 883,05	30 251,96	30 251,96	30 620,87	30 620,87
42 500	29 204,68	29 204,68	29 573,59	29 573,59	29 942,50	29 942,50	30 311,41	30 311,41	30 680,32	30 680,32
42 600	29 264,12	29 264,12	29 633,03	29 633,03	30 001,94	30 001,94	30 370,85	30 370,85	30 739,76	30 739,76
42 700	29 323,57	29 323,57	29 692,48	29 692,48	30 061,39	30 061,39	30 430,30	30 430,30	30 799,21	30 799,21
42 800	29 383,02	29 383,02	29 751,93	29 751,93	30 120,84	30 120,84	30 489,75	30 489,75	30 858,66	30 858,66
42 900	29 442,46	29 442,46	29 811,37	29 811,37	30 180,28	30 180,28	30 549,19	30 549,19	30 918,10	30 918,10
43 000	29 501,91	29 501,91	29 870,82	29 870,82	30 239,73	30 239,73	30 608,64	30 608,64	30 977,55	30 977,55
43 100	29 561,36	29 561,36	29 930,27	29 930,27	30 299,18	30 299,18	30 668,09	30 668,09	31 037,00	31 037,00
43 200	29 620,80	29 620,80	29 989,71	29 989,71	30 358,62	30 358,62	30 727,53	30 727,53	31 096,44	31 096,44
43 300	29 680,25	29 680,25	30 049,16	30 049,16	30 418,07	30 418,07	30 786,98	30 786,98	31 155,89	31 155,89
43 400	29 739,70	29 739,70	30 108,61	30 108,61	30 477,52	30 477,52	30 846,43	30 846,43	31 215,34	31 215,34
43 500	29 799,15	29 799,15	30 168,06	30 168,06	30 536,97	30 536,97	30 905,88	30 905,88	31 274,79	31 274,79
43 600	29 858,59	29 858,59	30 227,50	30 227,50	30 596,41	30 596,41	30 965,32	30 965,32	31 334,23	31 334,23
43 700	29 918,04	29 918,04	30 286,95	30 286,95	30 655,86	30 655,86	31 024,77	31 024,77	31 393,68	31 393,68
43 800	29 977,49	29 977,49	30 346,40	30 346,40	30 715,31	30 715,31	31 084,22	31 084,22	31 453,13	31 453,13
43 900	30 036,93	30 036,93	30 405,84	30 405,84	30 774,75	30 774,75	31 143,66	31 143,66	31 512,57	31 512,57
44 000	30 096,38	30 096,38	30 465,29	30 465,29	30 834,20	30 834,20	31 203,11	31 203,11	31 572,02	31 572,02
44 100	30 155,83	30 155,83	30 524,74	30 524,74	30 893,65	30 893,65	31 262,56	31 262,56	31 631,47	31 631,47
44 200	30 215,27	30 215,27	30 584,18	30 584,18	30 953,09	30 953,09	31 322,00	31 322,00	31 690,91	31 690,91
44 300	30 274,72	30 274,72	30 643,63	30 643,63	31 012,54	31 012,54	31 381,45	31 381,45	31 750,36	31 750,36
44 400	30 334,17	30 334,17	30 703,08	30 703,08	31 071,99	31 071,99	31 440,90	31 440,90	31 809,81	31 809,81
44 500	30 393,61	30 393,61	30 762,52	30 762,52	31 131,43	31 131,43	31 500,34	31 500,34	31 869,25	31 869,25
44 600	30 453,06	30 453,06	30 821,97	30 821,97	31 190,88	31 190,88	31 559,79	31 559,79	31 928,70	31 928,70
44 700	30 512,51	30 512,51	30 881,42	30 881,42	31 250,33	31 250,33	31 619,24	31 619,24	31 988,15	31 988,15
44 800	30 571,95	30 571,95	30 940,86	30 940,86	31 309,77	31 309,77	31 678,68	31 678,68	32 047,59	32 047,59
44 900	30 631,40	30 631,40	31 000,31	31 000,31	31 369,22	31 369,22	31 738,13	31 738,13	32 107,04	32 107,04
45 000	30 690,85	30 690,85	31 059,76	31 059,76	31 428,67	31 428,67	31 797,58	31 797,58	32 166,49	32 166,49

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Travailleur avec conjoint non à charge

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
45 100	30 750,30	30 750,30	31 119,21	31 119,21	31 488,12	31 488,12	31 857,03	31 857,03	32 225,94	32 225,94
45 200	30 809,74	30 809,74	31 178,65	31 178,65	31 547,56	31 547,56	31 916,47	31 916,47	32 285,38	32 285,38
45 300	30 869,19	30 869,19	31 238,10	31 238,10	31 607,01	31 607,01	31 975,92	31 975,92	32 344,83	32 344,83
45 400	30 928,64	30 928,64	31 297,55	31 297,55	31 666,46	31 666,46	32 035,37	32 035,37	32 404,28	32 404,28
45 500	30 988,08	30 988,08	31 356,99	31 356,99	31 725,90	31 725,90	32 094,81	32 094,81	32 463,72	32 463,72
45 600	31 047,53	31 047,53	31 416,44	31 416,44	31 785,35	31 785,35	32 154,26	32 154,26	32 523,17	32 523,17
45 700	31 106,98	31 106,98	31 475,89	31 475,89	31 844,80	31 844,80	32 213,71	32 213,71	32 582,62	32 582,62
45 800	31 166,42	31 166,42	31 535,33	31 535,33	31 904,24	31 904,24	32 273,15	32 273,15	32 642,06	32 642,06
45 900	31 224,17	31 224,17	31 593,08	31 593,08	31 961,99	31 961,99	32 330,90	32 330,90	32 699,81	32 699,81
46 000	31 279,13	31 279,13	31 648,04	31 648,04	32 016,95	32 016,95	32 385,86	32 385,86	32 754,77	32 754,77
46 100	31 334,09	31 334,09	31 703,00	31 703,00	32 071,91	32 071,91	32 440,82	32 440,82	32 809,73	32 809,73
46 200	31 389,05	31 389,05	31 757,96	31 757,96	32 126,87	32 126,87	32 495,78	32 495,78	32 864,69	32 864,69
46 300	31 444,01	31 444,01	31 812,92	31 812,92	32 181,83	32 181,83	32 550,74	32 550,74	32 919,65	32 919,65
46 400	31 498,97	31 498,97	31 867,88	31 867,88	32 236,79	32 236,79	32 605,70	32 605,70	32 974,61	32 974,61
46 500	31 553,93	31 553,93	31 922,84	31 922,84	32 291,75	32 291,75	32 660,66	32 660,66	33 029,57	33 029,57
46 600	31 608,89	31 608,89	31 977,80	31 977,80	32 346,71	32 346,71	32 715,62	32 715,62	33 084,53	33 084,53
46 700	31 663,85	31 663,85	32 032,76	32 032,76	32 401,67	32 401,67	32 770,58	32 770,58	33 139,49	33 139,49
46 800	31 718,81	31 718,81	32 087,72	32 087,72	32 456,63	32 456,63	32 825,54	32 825,54	33 194,45	33 194,45
46 900	31 773,77	31 773,77	32 142,68	32 142,68	32 511,59	32 511,59	32 880,50	32 880,50	33 249,41	33 249,41
47 000	31 828,73	31 828,73	32 197,64	32 197,64	32 566,55	32 566,55	32 935,46	32 935,46	33 304,37	33 304,37
47 100	31 883,69	31 883,69	32 252,60	32 252,60	32 621,51	32 621,51	32 990,42	32 990,42	33 359,33	33 359,33
47 200	31 938,65	31 938,65	32 307,56	32 307,56	32 676,47	32 676,47	33 045,38	33 045,38	33 414,29	33 414,29
47 300	31 993,61	31 993,61	32 362,52	32 362,52	32 731,43	32 731,43	33 100,34	33 100,34	33 469,25	33 469,25
47 400	32 048,58	32 048,58	32 417,49	32 417,49	32 786,40	32 786,40	33 155,31	33 155,31	33 524,22	33 524,22
47 500	32 103,54	32 103,54	32 472,45	32 472,45	32 841,36	32 841,36	33 210,27	33 210,27	33 579,18	33 579,18
47 600	32 158,50	32 158,50	32 527,41	32 527,41	32 896,32	32 896,32	33 265,23	33 265,23	33 634,14	33 634,14
47 700	32 213,46	32 213,46	32 582,37	32 582,37	32 951,28	32 951,28	33 320,19	33 320,19	33 689,10	33 689,10
47 800	32 268,42	32 268,42	32 637,33	32 637,33	33 006,24	33 006,24	33 375,15	33 375,15	33 744,06	33 744,06
47 900	32 323,38	32 323,38	32 692,29	32 692,29	33 061,20	33 061,20	33 430,11	33 430,11	33 799,02	33 799,02
48 000	32 378,34	32 378,34	32 747,25	32 747,25	33 116,16	33 116,16	33 485,07	33 485,07	33 853,98	33 853,98
48 100	32 433,30	32 433,30	32 802,21	32 802,21	33 171,12	33 171,12	33 540,03	33 540,03	33 908,94	33 908,94
48 200	32 488,26	32 488,26	32 857,17	32 857,17	33 226,08	33 226,08	33 594,99	33 594,99	33 963,90	33 963,90
48 300	32 543,22	32 543,22	32 912,13	32 912,13	33 281,04	33 281,04	33 649,95	33 649,95	34 018,86	34 018,86
48 400	32 598,18	32 598,18	32 967,09	32 967,09	33 336,00	33 336,00	33 704,91	33 704,91	34 073,82	34 073,82
48 500	32 653,14	32 653,14	33 022,05	33 022,05	33 390,96	33 390,96	33 759,87	33 759,87	34 128,78	34 128,78
48 600	32 708,10	32 708,10	33 077,01	33 077,01	33 445,92	33 445,92	33 814,83	33 814,83	34 183,74	34 183,74
48 700	32 761,85	32 761,85	33 130,76	33 130,76	33 499,67	33 499,67	33 868,58	33 868,58	34 237,49	34 237,49
48 800	32 812,68	32 812,68	33 181,59	33 181,59	33 550,50	33 550,50	33 919,41	33 919,41	34 288,32	34 288,32
48 900	32 863,52	32 863,52	33 232,43	33 232,43	33 601,34	33 601,34	33 970,25	33 970,25	34 339,16	34 339,16
49 000	32 914,36	32 914,36	33 283,27	33 283,27	33 652,18	33 652,18	34 021,09	34 021,09	34 390,00	34 390,00
49 100	32 965,20	32 965,20	33 334,11	33 334,11	33 703,02	33 703,02	34 071,93	34 071,93	34 440,84	34 440,84
49 200	33 016,04	33 016,04	33 384,95	33 384,95	33 753,86	33 753,86	34 122,77	34 122,77	34 491,68	34 491,68
49 300	33 066,88	33 066,88	33 435,79	33 435,79	33 804,70	33 804,70	34 173,61	34 173,61	34 542,52	34 542,52
49 400	33 117,72	33 117,72	33 486,63	33 486,63	33 855,54	33 855,54	34 224,45	34 224,45	34 593,36	34 593,36
49 500	33 168,56	33 168,56	33 537,47	33 537,47	33 906,38	33 906,38	34 275,29	34 275,29	34 644,20	34 644,20
49 600	33 219,40	33 219,40	33 588,31	33 588,31	33 957,22	33 957,22	34 326,13	34 326,13	34 695,04	34 695,04
49 700	33 270,24	33 270,24	33 639,15	33 639,15	34 008,06	34 008,06	34 376,97	34 376,97	34 745,88	34 745,88
49 800	33 321,08	33 321,08	33 689,99	33 689,99	34 058,90	34 058,90	34 427,81	34 427,81	34 796,72	34 796,72
49 900	33 371,92	33 371,92	33 740,83	33 740,83	34 109,74	34 109,74	34 478,65	34 478,65	34 847,56	34 847,56
50 000	33 422,76	33 422,76	33 791,67	33 791,67	34 160,58	34 160,58	34 529,49	34 529,49	34 898,40	34 898,40

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
50 100	33 473,60	33 473,60	33 842,51	33 842,51	34 211,42	34 211,42	34 580,33	34 580,33	34 949,24	34 949,24
50 200	33 524,44	33 524,44	33 893,35	33 893,35	34 262,26	34 262,26	34 631,17	34 631,17	35 000,08	35 000,08
50 300	33 575,28	33 575,28	33 944,19	33 944,19	34 313,10	34 313,10	34 682,01	34 682,01	35 050,92	35 050,92
50 400	33 626,12	33 626,12	33 995,03	33 995,03	34 363,94	34 363,94	34 732,85	34 732,85	35 101,76	35 101,76
50 500	33 676,96	33 676,96	34 045,87	34 045,87	34 414,78	34 414,78	34 783,69	34 783,69	35 152,60	35 152,60
50 600	33 727,80	33 727,80	34 096,71	34 096,71	34 465,62	34 465,62	34 834,53	34 834,53	35 203,44	35 203,44
50 700	33 778,64	33 778,64	34 147,55	34 147,55	34 516,46	34 516,46	34 885,37	34 885,37	35 254,28	35 254,28
50 800	33 829,48	33 829,48	34 198,39	34 198,39	34 567,30	34 567,30	34 936,21	34 936,21	35 305,12	35 305,12
50 900	33 880,31	33 880,31	34 249,22	34 249,22	34 618,13	34 618,13	34 987,04	34 987,04	35 355,95	35 355,95
51 000	33 931,15	33 931,15	34 300,06	34 300,06	34 668,97	34 668,97	35 037,88	35 037,88	35 406,79	35 406,79
51 100	33 981,99	33 981,99	34 350,90	34 350,90	34 719,81	34 719,81	35 088,72	35 088,72	35 457,63	35 457,63
51 200	34 032,83	34 032,83	34 401,74	34 401,74	34 770,65	34 770,65	35 139,56	35 139,56	35 508,47	35 508,47
51 300	34 083,67	34 083,67	34 452,58	34 452,58	34 821,49	34 821,49	35 190,40	35 190,40	35 559,31	35 559,31
51 400	34 134,51	34 134,51	34 503,42	34 503,42	34 872,33	34 872,33	35 241,24	35 241,24	35 610,15	35 610,15
51 500	34 185,35	34 185,35	34 554,26	34 554,26	34 923,17	34 923,17	35 292,08	35 292,08	35 660,99	35 660,99
51 600	34 236,19	34 236,19	34 605,10	34 605,10	34 974,01	34 974,01	35 342,92	35 342,92	35 711,83	35 711,83
51 700	34 287,03	34 287,03	34 655,94	34 655,94	35 024,85	35 024,85	35 393,76	35 393,76	35 762,67	35 762,67
51 800	34 337,87	34 337,87	34 706,78	34 706,78	35 075,69	35 075,69	35 444,60	35 444,60	35 813,51	35 813,51
51 900	34 388,71	34 388,71	34 757,62	34 757,62	35 126,53	35 126,53	35 495,44	35 495,44	35 864,35	35 864,35
52 000	34 439,55	34 439,55	34 808,46	34 808,46	35 177,37	35 177,37	35 546,28	35 546,28	35 915,19	35 915,19
52 100	34 490,39	34 490,39	34 859,30	34 859,30	35 228,21	35 228,21	35 597,12	35 597,12	35 966,03	35 966,03
52 200	34 541,23	34 541,23	34 910,14	34 910,14	35 279,05	35 279,05	35 647,96	35 647,96	36 016,87	36 016,87
52 300	34 592,07	34 592,07	34 960,98	34 960,98	35 329,89	35 329,89	35 698,80	35 698,80	36 067,71	36 067,71
52 400	34 642,91	34 642,91	35 011,82	35 011,82	35 380,73	35 380,73	35 749,64	35 749,64	36 118,55	36 118,55
52 500	34 693,75	34 693,75	35 062,66	35 062,66	35 431,57	35 431,57	35 800,48	35 800,48	36 169,39	36 169,39
52 600	34 744,59	34 744,59	35 113,50	35 113,50	35 482,41	35 482,41	35 851,32	35 851,32	36 220,23	36 220,23
52 700	34 795,43	34 795,43	35 164,34	35 164,34	35 533,25	35 533,25	35 902,16	35 902,16	36 271,07	36 271,07
52 800	34 846,27	34 846,27	35 215,18	35 215,18	35 584,09	35 584,09	35 953,00	35 953,00	36 321,91	36 321,91
52 900	34 897,11	34 897,11	35 266,02	35 266,02	35 634,93	35 634,93	36 003,84	36 003,84	36 372,75	36 372,75
53 000	34 947,95	34 947,95	35 316,86	35 316,86	35 685,77	35 685,77	36 054,68	36 054,68	36 423,59	36 423,59
53 100	34 998,78	34 998,78	35 367,69	35 367,69	35 736,60	35 736,60	36 105,51	36 105,51	36 474,42	36 474,42
53 200	35 049,62	35 049,62	35 418,53	35 418,53	35 787,44	35 787,44	36 156,35	36 156,35	36 525,26	36 525,26
53 300	35 100,46	35 100,46	35 469,37	35 469,37	35 838,28	35 838,28	36 207,19	36 207,19	36 576,10	36 576,10
53 400	35 151,30	35 151,30	35 520,21	35 520,21	35 889,12	35 889,12	36 258,03	36 258,03	36 626,94	36 626,94
53 500	35 202,14	35 202,14	35 571,05	35 571,05	35 939,96	35 939,96	36 308,87	36 308,87	36 677,78	36 677,78
53 600	35 252,98	35 252,98	35 621,89	35 621,89	35 990,80	35 990,80	36 359,71	36 359,71	36 728,62	36 728,62
53 700	35 303,82	35 303,82	35 672,73	35 672,73	36 041,64	36 041,64	36 410,55	36 410,55	36 779,46	36 779,46
53 800	35 354,66	35 354,66	35 723,57	35 723,57	36 092,48	36 092,48	36 461,39	36 461,39	36 830,30	36 830,30
53 900	35 405,50	35 405,50	35 774,41	35 774,41	36 143,32	36 143,32	36 512,23	36 512,23	36 881,14	36 881,14
54 000	35 456,34	35 456,34	35 825,25	35 825,25	36 194,16	36 194,16	36 563,07	36 563,07	36 931,98	36 931,98
54 100	35 507,18	35 507,18	35 876,09	35 876,09	36 245,00	36 245,00	36 613,91	36 613,91	36 982,82	36 982,82
54 200	35 558,02	35 558,02	35 926,93	35 926,93	36 295,84	36 295,84	36 664,75	36 664,75	37 033,66	37 033,66
54 300	35 609,86	35 609,86	35 978,71	35 978,71	36 347,62	36 347,62	36 716,53	36 716,53	37 085,44	37 085,44
54 400	35 661,59	35 661,59	36 030,50	36 030,50	36 399,41	36 399,41	36 768,32	36 768,32	37 137,23	37 137,23
54 500	35 713,37	35 713,37	36 082,28	36 082,28	36 451,19	36 451,19	36 820,10	36 820,10	37 189,01	37 189,01
54 600	35 765,16	35 765,16	36 134,07	36 134,07	36 502,98	36 502,98	36 871,89	36 871,89	37 240,80	37 240,80
54 700	35 816,94	35 816,94	36 185,85	36 185,85	36 554,76	36 554,76	36 923,67	36 923,67	37 292,58	37 292,58
54 800	35 868,73	35 868,73	36 237,64	36 237,64	36 606,55	36 606,55	36 975,46	36 975,46	37 344,37	37 344,37
54 900	35 920,51	35 920,51	36 289,42	36 289,42	36 658,33	36 658,33	37 027,24	37 027,24	37 396,15	37 396,15
55 000	35 972,29	35 972,29	36 341,20	36 341,20	36 710,11	36 710,11	37 079,02	37 079,02	37 447,93	37 447,93

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

**Travailleur avec conjoint non à charge
Nombre de personnes majeures à charge**

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
			Nombre de personnes mineures à charge							
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
55 100	36 024,08	36 024,08	36 392,99	36 392,99	36 761,90	36 761,90	37 130,81	37 130,81	37 499,72	37 499,72
55 200	36 075,86	36 075,86	36 444,77	36 444,77	36 813,68	36 813,68	37 182,59	37 182,59	37 551,50	37 551,50
55 300	36 127,65	36 127,65	36 496,56	36 496,56	36 865,47	36 865,47	37 234,38	37 234,38	37 603,29	37 603,29
55 400	36 179,43	36 179,43	36 548,34	36 548,34	36 917,25	36 917,25	37 286,16	37 286,16	37 655,07	37 655,07
55 500	36 231,22	36 231,22	36 600,13	36 600,13	36 969,04	36 969,04	37 337,95	37 337,95	37 706,86	37 706,86
55 600	36 283,00	36 283,00	36 651,91	36 651,91	37 020,82	37 020,82	37 389,73	37 389,73	37 758,64	37 758,64
55 700	36 334,78	36 334,78	36 703,69	36 703,69	37 072,60	37 072,60	37 441,51	37 441,51	37 810,42	37 810,42
55 800	36 386,57	36 386,57	36 755,48	36 755,48	37 124,39	37 124,39	37 493,30	37 493,30	37 862,21	37 862,21
55 900	36 438,35	36 438,35	36 807,26	36 807,26	37 176,17	37 176,17	37 545,08	37 545,08	37 913,99	37 913,99
56 000	36 490,14	36 490,14	36 859,05	36 859,05	37 227,96	37 227,96	37 596,87	37 596,87	37 965,78	37 965,78
56 100	36 541,92	36 541,92	36 910,83	36 910,83	37 279,74	37 279,74	37 648,65	37 648,65	38 017,56	38 017,56
56 200	36 593,71	36 593,71	36 962,62	36 962,62	37 331,53	37 331,53	37 700,44	37 700,44	38 069,35	38 069,35
56 300	36 645,49	36 645,49	37 014,40	37 014,40	37 383,31	37 383,31	37 752,22	37 752,22	38 121,13	38 121,13
56 400	36 697,27	36 697,27	37 066,18	37 066,18	37 435,09	37 435,09	37 804,00	37 804,00	38 172,91	38 172,91
56 500	36 749,06	36 749,06	37 117,97	37 117,97	37 486,88	37 486,88	37 855,79	37 855,79	38 224,70	38 224,70
56 600	36 800,84	36 800,84	37 169,75	37 169,75	37 538,66	37 538,66	37 907,57	37 907,57	38 276,48	38 276,48
56 700	36 852,63	36 852,63	37 221,54	37 221,54	37 590,45	37 590,45	37 959,36	37 959,36	38 328,27	38 328,27
56 800	36 904,41	36 904,41	37 273,32	37 273,32	37 642,23	37 642,23	38 011,14	38 011,14	38 380,05	38 380,05
56 900	36 956,19	36 956,19	37 325,10	37 325,10	37 694,01	37 694,01	38 062,92	38 062,92	38 431,83	38 431,83
57 000	37 007,98	37 007,98	37 376,89	37 376,89	37 745,80	37 745,80	38 114,71	38 114,71	38 483,62	38 483,62
57 100	37 059,76	37 059,76	37 428,67	37 428,67	37 797,58	37 797,58	38 166,49	38 166,49	38 535,40	38 535,40
57 200	37 111,55	37 111,55	37 480,46	37 480,46	37 849,37	37 849,37	38 218,28	38 218,28	38 587,19	38 587,19
57 300	37 163,33	37 163,33	37 532,24	37 532,24	37 901,15	37 901,15	38 270,06	38 270,06	38 638,97	38 638,97
57 400	37 215,12	37 215,12	37 584,03	37 584,03	37 952,94	37 952,94	38 321,85	38 321,85	38 690,76	38 690,76
57 500	37 266,90	37 266,90	37 635,81	37 635,81	38 004,72	38 004,72	38 373,63	38 373,63	38 742,54	38 742,54
57 600	37 318,68	37 318,68	37 687,59	37 687,59	38 056,50	38 056,50	38 425,41	38 425,41	38 794,32	38 794,32
57 700	37 370,47	37 370,47	37 739,38	37 739,38	38 108,29	38 108,29	38 477,20	38 477,20	38 846,11	38 846,11
57 800	37 422,25	37 422,25	37 791,16	37 791,16	38 160,07	38 160,07	38 528,98	38 528,98	38 897,89	38 897,89
57 900	37 474,04	37 474,04	37 842,95	37 842,95	38 211,86	38 211,86	38 580,77	38 580,77	38 949,68	38 949,68
58 000	37 525,82	37 525,82	37 894,73	37 894,73	38 263,64	38 263,64	38 632,55	38 632,55	39 001,46	39 001,46
58 100	37 577,61	37 577,61	37 946,52	37 946,52	38 315,43	38 315,43	38 684,34	38 684,34	39 053,25	39 053,25
58 200	37 629,39	37 629,39	37 998,30	37 998,30	38 367,21	38 367,21	38 736,12	38 736,12	39 105,03	39 105,03
58 300	37 681,17	37 681,17	38 050,08	38 050,08	38 418,99	38 418,99	38 787,90	38 787,90	39 156,81	39 156,81
58 400	37 732,96	37 732,96	38 101,87	38 101,87	38 470,78	38 470,78	38 839,69	38 839,69	39 208,60	39 208,60
58 500	37 784,74	37 784,74	38 153,65	38 153,65	38 522,56	38 522,56	38 891,47	38 891,47	39 260,38	39 260,38
58 600	37 836,53	37 836,53	38 205,44	38 205,44	38 574,35	38 574,35	38 943,26	38 943,26	39 312,17	39 312,17
58 700	37 888,31	37 888,31	38 257,22	38 257,22	38 626,13	38 626,13	38 995,04	38 995,04	39 363,95	39 363,95
58 800	37 944,52	37 944,52	38 313,43	38 313,43	38 682,34	38 682,34	39 051,25	39 051,25	39 420,16	39 420,16
58 900	38 000,72	38 000,72	38 369,63	38 369,63	38 738,54	38 738,54	39 107,45	39 107,45	39 476,36	39 476,36
59 000	38 056,93	38 056,93	38 425,84	38 425,84	38 794,75	38 794,75	39 163,66	39 163,66	39 532,57	39 532,57
59 100	38 113,13	38 113,13	38 482,04	38 482,04	38 850,95	38 850,95	39 219,86	39 219,86	39 588,77	39 588,77
59 200	38 169,34	38 169,34	38 538,25	38 538,25	38 907,16	38 907,16	39 276,07	39 276,07	39 644,98	39 644,98
59 300	38 225,54	38 225,54	38 594,45	38 594,45	38 963,36	38 963,36	39 332,27	39 332,27	39 701,18	39 701,18
59 400	38 281,75	38 281,75	38 650,66	38 650,66	39 019,57	39 019,57	39 388,48	39 388,48	39 757,39	39 757,39
59 500	38 337,95	38 337,95	38 706,86	38 706,86	39 075,77	39 075,77	39 444,68	39 444,68	39 813,59	39 813,59
59 600	38 394,16	38 394,16	38 763,07	38 763,07	39 131,98	39 131,98	39 500,89	39 500,89	39 869,80	39 869,80
59 700	38 450,37	38 450,37	38 819,28	38 819,28	39 188,19	39 188,19	39 557,10	39 557,10	39 926,01	39 926,01
59 800	38 506,57	38 506,57	38 875,48	38 875,48	39 244,39	39 244,39	39 613,30	39 613,30	39 982,21	39 982,21
59 900	38 562,78	38 562,78	38 931,69	38 931,69	39 300,60	39 300,60	39 669,51	39 669,51	40 038,42	40 038,42
60 000	38 618,98	38 618,98	38 987,89	38 987,89	39 356,80	39 356,80	39 725,71	39 725,71	40 094,62	40 094,62

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	Nombre de personnes mineures à charge									
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
60 100	38 675,19	38 675,19	39 044,10	39 044,10	39 413,01	39 413,01	39 781,92	39 781,92	40 150,83	40 150,83
60 200	38 731,39	38 731,39	39 100,30	39 100,30	39 469,21	39 469,21	39 838,12	39 838,12	40 207,03	40 207,03
60 300	38 787,60	38 787,60	39 156,51	39 156,51	39 525,42	39 525,42	39 894,33	39 894,33	40 263,24	40 263,24
60 400	38 843,80	38 843,80	39 212,71	39 212,71	39 581,62	39 581,62	39 950,53	39 950,53	40 319,44	40 319,44
60 500	38 900,01	38 900,01	39 268,92	39 268,92	39 637,83	39 637,83	40 006,74	40 006,74	40 375,65	40 375,65
60 600	38 956,21	38 956,21	39 325,12	39 325,12	39 694,03	39 694,03	40 062,94	40 062,94	40 431,85	40 431,85
60 700	39 012,42	39 012,42	39 381,33	39 381,33	39 750,24	39 750,24	40 119,15	40 119,15	40 488,06	40 488,06
60 800	39 068,62	39 068,62	39 437,53	39 437,53	39 806,44	39 806,44	40 175,35	40 175,35	40 544,26	40 544,26
60 900	39 124,83	39 124,83	39 493,74	39 493,74	39 862,65	39 862,65	40 231,56	40 231,56	40 600,47	40 600,47
61 000	39 181,03	39 181,03	39 549,94	39 549,94	39 918,85	39 918,85	40 287,76	40 287,76	40 656,67	40 656,67
61 100	39 237,24	39 237,24	39 606,15	39 606,15	39 975,06	39 975,06	40 343,97	40 343,97	40 712,88	40 712,88
61 200	39 293,45	39 293,45	39 662,36	39 662,36	40 031,27	40 031,27	40 400,18	40 400,18	40 769,09	40 769,09
61 300	39 349,65	39 349,65	39 718,56	39 718,56	40 087,47	40 087,47	40 456,38	40 456,38	40 825,29	40 825,29
61 400	39 405,86	39 405,86	39 774,77	39 774,77	40 143,68	40 143,68	40 512,59	40 512,59	40 881,50	40 881,50
61 500	39 462,06	39 462,06	39 830,97	39 830,97	40 199,88	40 199,88	40 568,79	40 568,79	40 937,70	40 937,70
61 600	39 518,27	39 518,27	39 887,18	39 887,18	40 256,09	40 256,09	40 625,00	40 625,00	40 993,91	40 993,91
61 700	39 574,47	39 574,47	39 943,38	39 943,38	40 312,29	40 312,29	40 681,20	40 681,20	41 050,11	41 050,11
61 800	39 630,68	39 630,68	39 999,59	39 999,59	40 368,50	40 368,50	40 737,41	40 737,41	41 106,32	41 106,32
61 900	39 686,88	39 686,88	40 055,79	40 055,79	40 424,70	40 424,70	40 793,61	40 793,61	41 162,52	41 162,52
62 000	39 743,09	39 743,09	40 112,00	40 112,00	40 480,91	40 480,91	40 849,82	40 849,82	41 218,73	41 218,73
62 100	39 799,29	39 799,29	40 168,20	40 168,20	40 537,11	40 537,11	40 906,02	40 906,02	41 274,93	41 274,93
62 200	39 855,50	39 855,50	40 224,41	40 224,41	40 593,32	40 593,32	40 962,23	40 962,23	41 331,14	41 331,14
62 300	39 911,70	39 911,70	40 280,61	40 280,61	40 649,52	40 649,52	41 018,43	41 018,43	41 387,34	41 387,34
62 400	39 967,91	39 967,91	40 336,82	40 336,82	40 705,73	40 705,73	41 074,64	41 074,64	41 443,55	41 443,55
62 500	40 024,11	40 024,11	40 393,02	40 393,02	40 761,93	40 761,93	41 130,84	41 130,84	41 499,75	41 499,75
62 600	40 080,32	40 080,32	40 449,23	40 449,23	40 818,14	40 818,14	41 187,05	41 187,05	41 555,96	41 555,96
62 700	40 136,53	40 136,53	40 505,44	40 505,44	40 874,35	40 874,35	41 243,26	41 243,26	41 612,17	41 612,17
62 800	40 192,73	40 192,73	40 561,64	40 561,64	40 930,55	40 930,55	41 299,46	41 299,46	41 668,37	41 668,37
62 900	40 248,94	40 248,94	40 617,85	40 617,85	40 986,76	40 986,76	41 355,67	41 355,67	41 724,58	41 724,58
63 000	40 305,14	40 305,14	40 674,05	40 674,05	41 042,96	41 042,96	41 411,87	41 411,87	41 780,78	41 780,78
63 100	40 361,35	40 361,35	40 730,26	40 730,26	41 099,17	41 099,17	41 468,08	41 468,08	41 836,99	41 836,99
63 200	40 417,55	40 417,55	40 786,46	40 786,46	41 155,37	41 155,37	41 524,28	41 524,28	41 893,19	41 893,19
63 300	40 473,76	40 473,76	40 842,67	40 842,67	41 211,58	41 211,58	41 580,49	41 580,49	41 949,40	41 949,40
63 400	40 529,96	40 529,96	40 898,87	40 898,87	41 267,78	41 267,78	41 636,69	41 636,69	42 005,60	42 005,60
63 500	40 586,17	40 586,17	40 955,08	40 955,08	41 323,99	41 323,99	41 692,90	41 692,90	42 061,81	42 061,81
63 600	40 642,37	40 642,37	41 011,28	41 011,28	41 380,19	41 380,19	41 749,10	41 749,10	42 118,01	42 118,01
63 700	40 698,58	40 698,58	41 067,49	41 067,49	41 436,40	41 436,40	41 805,31	41 805,31	42 174,22	42 174,22
63 800	40 754,78	40 754,78	41 123,69	41 123,69	41 492,60	41 492,60	41 861,51	41 861,51	42 230,42	42 230,42
63 900	40 810,99	40 810,99	41 179,90	41 179,90	41 548,81	41 548,81	41 917,72	41 917,72	42 286,63	42 286,63
64 000	40 867,19	40 867,19	41 236,10	41 236,10	41 605,01	41 605,01	41 973,92	41 973,92	42 342,83	42 342,83
64 100	40 923,40	40 923,40	41 292,31	41 292,31	41 661,22	41 661,22	42 030,13	42 030,13	42 399,04	42 399,04
64 200	40 979,61	40 979,61	41 348,52	41 348,52	41 717,43	41 717,43	42 086,34	42 086,34	42 455,25	42 455,25
64 300	41 035,81	41 035,81	41 404,72	41 404,72	41 773,63	41 773,63	42 142,54	42 142,54	42 511,45	42 511,45
64 400	41 092,02	41 092,02	41 460,93	41 460,93	41 829,84	41 829,84	42 198,75	42 198,75	42 567,66	42 567,66
64 500	41 148,22	41 148,22	41 517,13	41 517,13	41 886,04	41 886,04	42 254,95	42 254,95	42 623,86	42 623,86
64 600	41 204,43	41 204,43	41 573,34	41 573,34	41 942,25	41 942,25	42 311,16	42 311,16	42 680,07	42 680,07
64 700	41 260,63	41 260,63	41 629,54	41 629,54	41 998,45	41 998,45	42 367,36	42 367,36	42 736,27	42 736,27
64 800	41 316,84	41 316,84	41 685,75	41 685,75	42 054,66	42 054,66	42 423,57	42 423,57	42 792,48	42 792,48
64 900	41 373,04	41 373,04	41 741,95	41 741,95	42 110,86	42 110,86	42 479,77	42 479,77	42 848,68	42 848,68
65 000	41 429,25	41 429,25	41 798,16	41 798,16	42 167,07	42 167,07	42 535,98	42 535,98	42 904,89	42 904,89

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge											
	Nombre de personnes majeures à charge											
	Aucune		1		2		3		4 et plus			
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus		
				Nombre de personnes mineures à charge								
				0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	
65 100	41 485,45	41 485,45	41 854,36	41 854,36	42 223,27	42 223,27	42 592,18	42 592,18	42 961,09	42 961,09		
65 200	41 541,66	41 541,66	41 910,57	41 910,57	42 279,48	42 279,48	42 648,39	42 648,39	43 017,30	43 017,30		
65 300	41 597,86	41 597,86	41 966,77	41 966,77	42 335,68	42 335,68	42 704,59	42 704,59	43 073,50	43 073,50		
65 400	41 654,07	41 654,07	42 022,98	42 022,98	42 391,89	42 391,89	42 760,80	42 760,80	43 129,71	43 129,71		
65 500	41 710,27	41 710,27	42 079,18	42 079,18	42 448,09	42 448,09	42 817,00	42 817,00	43 185,91	43 185,91		
65 600	41 766,48	41 766,48	42 135,39	42 135,39	42 504,30	42 504,30	42 873,21	42 873,21	43 242,12	43 242,12		
65 700	41 822,69	41 822,69	42 191,60	42 191,60	42 560,51	42 560,51	42 929,42	42 929,42	43 298,33	43 298,33		
65 800	41 878,89	41 878,89	42 247,80	42 247,80	42 616,71	42 616,71	42 985,62	42 985,62	43 354,53	43 354,53		
65 900	41 935,10	41 935,10	42 304,01	42 304,01	42 672,92	42 672,92	43 041,83	43 041,83	43 410,74	43 410,74		
66 000	41 991,30	41 991,30	42 360,21	42 360,21	42 729,12	42 729,12	43 098,03	43 098,03	43 466,94	43 466,94		
66 100	42 047,51	42 047,51	42 416,42	42 416,42	42 785,33	42 785,33	43 154,24	43 154,24	43 523,15	43 523,15		
66 200	42 103,71	42 103,71	42 472,62	42 472,62	42 841,53	42 841,53	43 210,44	43 210,44	43 579,35	43 579,35		
66 300	42 159,92	42 159,92	42 528,83	42 528,83	42 897,74	42 897,74	43 266,65	43 266,65	43 635,56	43 635,56		
66 400	42 216,12	42 216,12	42 585,03	42 585,03	42 953,94	42 953,94	43 322,85	43 322,85	43 691,76	43 691,76		
66 500	42 272,33	42 272,33	42 641,24	42 641,24	43 010,15	43 010,15	43 379,06	43 379,06	43 747,97	43 747,97		
66 600	42 328,53	42 328,53	42 697,44	42 697,44	43 066,35	43 066,35	43 435,26	43 435,26	43 804,17	43 804,17		
66 700	42 384,74	42 384,74	42 753,65	42 753,65	43 122,56	43 122,56	43 491,47	43 491,47	43 860,38	43 860,38		
66 800	42 440,94	42 440,94	42 809,85	42 809,85	43 178,76	43 178,76	43 547,67	43 547,67	43 916,58	43 916,58		
66 900	42 497,15	42 497,15	42 866,06	42 866,06	43 234,97	43 234,97	43 603,88	43 603,88	43 972,79	43 972,79		
67 000	42 553,35	42 553,35	42 922,26	42 922,26	43 291,17	43 291,17	43 660,08	43 660,08	44 028,99	44 028,99		
67 100	42 609,56	42 609,56	42 978,47	42 978,47	43 347,38	43 347,38	43 716,29	43 716,29	44 085,20	44 085,20		
67 200	42 665,77	42 665,77	43 034,68	43 034,68	43 403,59	43 403,59	43 772,50	43 772,50	44 141,41	44 141,41		
67 300	42 721,97	42 721,97	43 090,88	43 090,88	43 459,79	43 459,79	43 828,70	43 828,70	44 197,61	44 197,61		
67 400	42 778,18	42 778,18	43 147,09	43 147,09	43 516,00	43 516,00	43 884,91	43 884,91	44 253,82	44 253,82		
67 500	42 834,38	42 834,38	43 203,29	43 203,29	43 572,20	43 572,20	43 941,11	43 941,11	44 310,02	44 310,02		
67 600	42 890,59	42 890,59	43 259,50	43 259,50	43 628,41	43 628,41	43 997,32	43 997,32	44 366,23	44 366,23		
67 700	42 946,79	42 946,79	43 315,70	43 315,70	43 684,61	43 684,61	44 053,52	44 053,52	44 422,43	44 422,43		
67 800	43 003,00	43 003,00	43 371,91	43 371,91	43 740,82	43 740,82	44 109,73	44 109,73	44 478,64	44 478,64		
67 900	43 059,20	43 059,20	43 428,11	43 428,11	43 797,02	43 797,02	44 165,93	44 165,93	44 534,84	44 534,84		
68 000	43 115,41	43 115,41	43 484,32	43 484,32	43 853,23	43 853,23	44 222,14	44 222,14	44 591,05	44 591,05		
68 100	43 171,61	43 171,61	43 540,52	43 540,52	43 909,43	43 909,43	44 278,34	44 278,34	44 647,25	44 647,25		
68 200	43 227,82	43 227,82	43 596,73	43 596,73	43 965,64	43 965,64	44 334,55	44 334,55	44 703,46	44 703,46		
68 300	43 284,02	43 284,02	43 652,93	43 652,93	44 021,84	44 021,84	44 390,75	44 390,75	44 759,66	44 759,66		
68 400	43 340,23	43 340,23	43 709,14	43 709,14	44 078,05	44 078,05	44 446,96	44 446,96	44 815,87	44 815,87		
68 500	43 396,43	43 396,43	43 765,34	43 765,34	44 134,25	44 134,25	44 503,16	44 503,16	44 872,07	44 872,07		
68 600	43 452,64	43 452,64	43 821,55	43 821,55	44 190,46	44 190,46	44 559,37	44 559,37	44 928,28	44 928,28		
68 700	43 508,85	43 508,85	43 877,76	43 877,76	44 246,67	44 246,67	44 615,58	44 615,58	44 984,49	44 984,49		
68 800	43 565,05	43 565,05	43 933,96	43 933,96	44 302,87	44 302,87	44 671,78	44 671,78	45 040,69	45 040,69		
68 900	43 621,26	43 621,26	43 990,17	43 990,17	44 359,08	44 359,08	44 727,99	44 727,99	45 096,90	45 096,90		
69 000	43 677,46	43 677,46	44 046,37	44 046,37	44 415,28	44 415,28	44 784,19	44 784,19	45 153,10	45 153,10		
69 100	43 733,67	43 733,67	44 102,58	44 102,58	44 471,49	44 471,49	44 840,40	44 840,40	45 209,31	45 209,31		
69 200	43 789,87	43 789,87	44 158,78	44 158,78	44 527,69	44 527,69	44 896,60	44 896,60	45 265,51	45 265,51		
69 300	43 846,08	43 846,08	44 214,99	44 214,99	44 583,90	44 583,90	44 952,81	44 952,81	45 321,72	45 321,72		
69 400	43 902,28	43 902,28	44 271,19	44 271,19	44 640,10	44 640,10	45 009,01	45 009,01	45 377,92	45 377,92		
69 500	43 958,49	43 958,49	44 327,40	44 327,40	44 696,31	44 696,31	45 065,22	45 065,22	45 434,13	45 434,13		
69 600	44 014,69	44 014,69	44 383,60	44 383,60	44 752,51	44 752,51	45 121,42	45 121,42	45 490,33	45 490,33		
69 700	44 070,90	44 070,90	44 439,81	44 439,81	44 808,72	44 808,72	45 177,63	45 177,63	45 546,54	45 546,54		
69 800	44 127,10	44 127,10	44 496,01	44 496,01	44 864,92	44 864,92	45 233,83	45 233,83	45 602,74	45 602,74		
69 900	44 183,31	44 183,31	44 552,22	44 552,22	44 921,13	44 921,13	45 290,04	45 290,04	45 658,95	45 658,95		
70 000	44 239,51	44 239,51	44 608,42	44 608,42	44 977,33	44 977,33	45 346,24	45 346,24	45 715,15	45 715,15		

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Revenu brut annuel	Travailleur avec conjoint non à charge									
	Nombre de personnes majeures à charge									
	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus	0	1 et plus
70 100	44 295,72	44 295,72	44 664,63	44 664,63	45 033,54	45 033,54	45 402,45	45 402,45	45 771,36	45 771,36
70 200	44 351,93	44 351,93	44 720,84	44 720,84	45 089,75	45 089,75	45 458,66	45 458,66	45 827,57	45 827,57
70 300	44 408,13	44 408,13	44 777,04	44 777,04	45 145,95	45 145,95	45 514,86	45 514,86	45 883,77	45 883,77
70 400	44 464,34	44 464,34	44 833,25	44 833,25	45 202,16	45 202,16	45 571,07	45 571,07	45 939,98	45 939,98
70 500	44 520,54	44 520,54	44 889,45	44 889,45	45 258,36	45 258,36	45 627,27	45 627,27	45 996,18	45 996,18
70 600	44 576,75	44 576,75	44 945,66	44 945,66	45 314,57	45 314,57	45 683,48	45 683,48	46 052,39	46 052,39
70 700	44 632,95	44 632,95	45 001,86	45 001,86	45 370,77	45 370,77	45 739,68	45 739,68	46 108,59	46 108,59
70 800	44 689,16	44 689,16	45 058,07	45 058,07	45 426,98	45 426,98	45 795,89	45 795,89	46 164,80	46 164,80
70 900	44 745,36	44 745,36	45 114,27	45 114,27	45 483,18	45 483,18	45 852,09	45 852,09	46 221,00	46 221,00
71 000	44 801,57	44 801,57	45 170,48	45 170,48	45 539,39	45 539,39	45 908,30	45 908,30	46 277,21	46 277,21
71 100	44 857,77	44 857,77	45 226,68	45 226,68	45 595,59	45 595,59	45 964,50	45 964,50	46 333,41	46 333,41
71 200	44 913,98	44 913,98	45 282,89	45 282,89	45 651,80	45 651,80	46 020,71	46 020,71	46 389,62	46 389,62
71 300	44 970,18	44 970,18	45 339,09	45 339,09	45 708,00	45 708,00	46 076,91	46 076,91	46 445,82	46 445,82
71 400	45 026,39	45 026,39	45 395,30	45 395,30	45 764,21	45 764,21	46 133,12	46 133,12	46 502,03	46 502,03
71 500	45 082,59	45 082,59	45 451,50	45 451,50	45 820,41	45 820,41	46 189,32	46 189,32	46 558,23	46 558,23
71 600	45 138,80	45 138,80	45 507,71	45 507,71	45 876,62	45 876,62	46 245,53	46 245,53	46 614,44	46 614,44
71 700	45 195,01	45 195,01	45 563,92	45 563,92	45 932,83	45 932,83	46 301,74	46 301,74	46 670,65	46 670,65
71 800	45 251,21	45 251,21	45 620,12	45 620,12	45 989,03	45 989,03	46 357,94	46 357,94	46 726,85	46 726,85
71 900	45 307,42	45 307,42	45 676,33	45 676,33	46 045,24	46 045,24	46 414,15	46 414,15	46 783,06	46 783,06
72 000	45 363,62	45 363,62	45 732,53	45 732,53	46 101,44	46 101,44	46 470,35	46 470,35	46 839,26	46 839,26
72 100	45 419,83	45 419,83	45 788,74	45 788,74	46 157,65	46 157,65	46 526,56	46 526,56	46 895,47	46 895,47
72 200	45 476,03	45 476,03	45 844,94	45 844,94	46 213,85	46 213,85	46 582,76	46 582,76	46 951,67	46 951,67
72 300	45 532,24	45 532,24	45 901,15	45 901,15	46 270,06	46 270,06	46 638,97	46 638,97	47 007,88	47 007,88
72 400	45 588,44	45 588,44	45 957,35	45 957,35	46 326,26	46 326,26	46 695,17	46 695,17	47 064,08	47 064,08
72 500	45 644,65	45 644,65	46 013,56	46 013,56	46 382,47	46 382,47	46 751,38	46 751,38	47 120,29	47 120,29
72 600	45 700,85	45 700,85	46 069,76	46 069,76	46 438,67	46 438,67	46 807,58	46 807,58	47 176,49	47 176,49
72 700	45 757,06	45 757,06	46 125,97	46 125,97	46 494,88	46 494,88	46 863,79	46 863,79	47 232,70	47 232,70
72 800	45 813,26	45 813,26	46 182,17	46 182,17	46 551,08	46 551,08	46 919,99	46 919,99	47 288,90	47 288,90
72 900	45 869,47	45 869,47	46 238,38	46 238,38	46 607,29	46 607,29	46 976,20	46 976,20	47 345,11	47 345,11
73 000	45 925,67	45 925,67	46 294,58	46 294,58	46 663,49	46 663,49	47 032,40	47 032,40	47 401,31	47 401,31
73 100	45 981,88	45 981,88	46 350,79	46 350,79	46 719,70	46 719,70	47 088,61	47 088,61	47 457,52	47 457,52
73 200	46 038,09	46 038,09	46 407,00	46 407,00	46 775,91	46 775,91	47 144,82	47 144,82	47 513,73	47 513,73
73 300	46 094,29	46 094,29	46 463,20	46 463,20	46 832,11	46 832,11	47 201,02	47 201,02	47 569,93	47 569,93
73 400	46 150,50	46 150,50	46 519,41	46 519,41	46 888,32	46 888,32	47 257,23	47 257,23	47 626,14	47 626,14
73 500	46 206,70	46 206,70	46 575,61	46 575,61	46 944,52	46 944,52	47 313,43	47 313,43	47 682,34	47 682,34
73 600	46 262,91	46 262,91	46 631,82	46 631,82	47 000,73	47 000,73	47 369,64	47 369,64	47 738,55	47 738,55
73 700	46 319,11	46 319,11	46 688,02	46 688,02	47 056,93	47 056,93	47 425,84	47 425,84	47 794,75	47 794,75
73 800	46 375,32	46 375,32	46 744,23	46 744,23	47 113,14	47 113,14	47 482,05	47 482,05	47 850,96	47 850,96
73 900	46 431,52	46 431,52	46 800,43	46 800,43	47 169,34	47 169,34	47 538,25	47 538,25	47 907,16	47 907,16
74 000	46 487,73	46 487,73	46 856,64	46 856,64	47 225,55	47 225,55	47 594,46	47 594,46	47 963,37	47 963,37
74 100	46 543,93	46 543,93	46 912,84	46 912,84	47 281,75	47 281,75	47 650,66	47 650,66	48 019,57	48 019,57
74 200	46 600,14	46 600,14	46 969,05	46 969,05	47 337,96	47 337,96	47 706,87	47 706,87	48 075,78	48 075,78
74 300	46 656,34	46 656,34	47 025,25	47 025,25	47 394,16	47 394,16	47 763,07	47 763,07	48 131,98	48 131,98
74 400	46 712,55	46 712,55	47 081,46	47 081,46	47 450,37	47 450,37	47 819,28	47 819,28	48 188,19	48 188,19
74 500	46 768,75	46 768,75	47 137,66	47 137,66	47 506,57	47 506,57	47 875,48	47 875,48	48 244,39	48 244,39
74 600	46 824,96	46 824,96	47 193,87	47 193,87	47 562,78	47 562,78	47 931,69	47 931,69	48 300,60	48 300,60
74 700	46 881,17	46 881,17	47 250,08	47 250,08	47 618,99	47 618,99	47 987,90	47 987,90	48 356,81	48 356,81
74 800	46 937,37	46 937,37	47 306,28	47 306,28	47 675,19	47 675,19	48 044,10	48 044,10	48 413,01	48 413,01
74 900	46 993,58	46 993,58	47 362,49	47 362,49	47 731,40	47 731,40	48 100,31	48 100,31	48 469,22	48 469,22
75 000	47 049,78	47 049,78	47 418,69	47 418,69	47 787,60	47 787,60	48 156,51	48 156,51	48 525,42	48 525,42

**Indemnité de remplacement du revenu ou indemnité payable en vertu de la Loi sur les accidents du travail
pour l'année 2020 (90 % du revenu net retenu pour 2020)**

Travailleur avec conjoint non à charge

Nombre de personnes majeures à charge

Revenu brut annuel	Aucune		1		2		3		4 et plus	
	0	1 et plus	0	1 et plus	Nombre de personnes mineures à charge				0	1 et plus
					0	1 et plus	0	1 et plus		
75 100	47 105,99	47 105,99	47 474,90	47 474,90	47 843,81	47 843,81	48 212,72	48 212,72	48 581,63	48 581,63
75 200	47 162,19	47 162,19	47 531,10	47 531,10	47 900,01	47 900,01	48 268,92	48 268,92	48 637,83	48 637,83
75 300	47 218,40	47 218,40	47 587,31	47 587,31	47 956,22	47 956,22	48 325,13	48 325,13	48 694,04	48 694,04
75 400	47 274,60	47 274,60	47 643,51	47 643,51	48 012,42	48 012,42	48 381,33	48 381,33	48 750,24	48 750,24
75 500	47 330,81	47 330,81	47 699,72	47 699,72	48 068,63	48 068,63	48 437,54	48 437,54	48 806,45	48 806,45
75 600	47 387,01	47 387,01	47 755,92	47 755,92	48 124,83	48 124,83	48 493,74	48 493,74	48 862,65	48 862,65
75 700	47 443,22	47 443,22	47 812,13	47 812,13	48 181,04	48 181,04	48 549,95	48 549,95	48 918,86	48 918,86
75 800	47 499,42	47 499,42	47 868,33	47 868,33	48 237,24	48 237,24	48 606,15	48 606,15	48 975,06	48 975,06
75 900	47 555,63	47 555,63	47 924,54	47 924,54	48 293,45	48 293,45	48 662,36	48 662,36	49 031,27	49 031,27
76 000	47 611,83	47 611,83	47 980,74	47 980,74	48 349,65	48 349,65	48 718,56	48 718,56	49 087,47	49 087,47
76 100	47 668,04	47 668,04	48 036,95	48 036,95	48 405,86	48 405,86	48 774,77	48 774,77	49 143,68	49 143,68
76 200	47 724,25	47 724,25	48 093,16	48 093,16	48 462,07	48 462,07	48 830,98	48 830,98	49 199,89	49 199,89
76 300	47 780,45	47 780,45	48 149,36	48 149,36	48 518,27	48 518,27	48 887,18	48 887,18	49 256,09	49 256,09
76 400	47 836,66	47 836,66	48 205,57	48 205,57	48 574,48	48 574,48	48 943,39	48 943,39	49 312,30	49 312,30
76 500	47 892,86	47 892,86	48 261,77	48 261,77	48 630,68	48 630,68	48 999,59	48 999,59	49 368,50	49 368,50
76 600	47 949,07	47 949,07	48 317,98	48 317,98	48 686,89	48 686,89	49 055,80	49 055,80	49 424,71	49 424,71
76 700	48 005,27	48 005,27	48 374,18	48 374,18	48 743,09	48 743,09	49 112,00	49 112,00	49 480,91	49 480,91
76 800	48 061,48	48 061,48	48 430,39	48 430,39	48 799,30	48 799,30	49 168,21	49 168,21	49 537,12	49 537,12
76 900	48 117,68	48 117,68	48 486,59	48 486,59	48 855,50	48 855,50	49 224,41	49 224,41	49 593,32	49 593,32
77 000	48 173,89	48 173,89	48 542,80	48 542,80	48 911,71	48 911,71	49 280,62	49 280,62	49 649,53	49 649,53
77 100	48 230,09	48 230,09	48 599,00	48 599,00	48 967,91	48 967,91	49 336,82	49 336,82	49 705,73	49 705,73
77 200	48 286,30	48 286,30	48 655,21	48 655,21	49 024,12	49 024,12	49 393,03	49 393,03	49 761,94	49 761,94
77 300	48 342,50	48 342,50	48 711,41	48 711,41	49 080,32	49 080,32	49 449,23	49 449,23	49 818,14	49 818,14
77 400	48 398,71	48 398,71	48 767,62	48 767,62	49 136,53	49 136,53	49 505,44	49 505,44	49 874,35	49 874,35
77 500	48 454,92	48 454,92	48 823,83	48 823,83	49 192,74	49 192,74	49 561,65	49 561,65	49 930,56	49 930,56
77 600	48 511,12	48 511,12	48 880,03	48 880,03	49 248,94	49 248,94	49 617,85	49 617,85	49 986,76	49 986,76
77 700	48 567,33	48 567,33	48 936,24	48 936,24	49 305,15	49 305,15	49 674,06	49 674,06	50 042,97	50 042,97
77 800	48 623,53	48 623,53	48 992,44	48 992,44	49 361,35	49 361,35	49 730,26	49 730,26	50 099,17	50 099,17
77 900	48 679,74	48 679,74	49 048,65	49 048,65	49 417,56	49 417,56	49 786,47	49 786,47	50 155,38	50 155,38
78 000	48 735,94	48 735,94	49 104,85	49 104,85	49 473,76	49 473,76	49 842,67	49 842,67	50 211,58	50 211,58
78 100	48 792,15	48 792,15	49 161,06	49 161,06	49 529,97	49 529,97	49 898,88	49 898,88	50 267,79	50 267,79
78 200	48 848,35	48 848,35	49 217,26	49 217,26	49 586,17	49 586,17	49 955,08	49 955,08	50 323,99	50 323,99
78 300	48 904,56	48 904,56	49 273,47	49 273,47	49 642,38	49 642,38	50 011,29	50 011,29	50 380,20	50 380,20
78 400	48 960,76	48 960,76	49 329,67	49 329,67	49 698,58	49 698,58	50 067,49	50 067,49	50 436,40	50 436,40
78 500	49 016,97	49 016,97	49 385,88	49 385,88	49 754,79	49 754,79	50 123,70	50 123,70	50 492,61	50 492,61

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001)

Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020

Avis est donné par les présentes que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail a adopté, à sa séance du 14 novembre 2019, le «Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020».

Conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), le projet de règlement a été publié à la page 2515 de la *Gazette officielle du Québec* du 3 juillet 2019 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours à compter de la publication dudit avis, il pourrait être adopté par la Commission, avec ou sans modification.

La présidente du conseil d'administration et chef de la direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail,
MANUELLE OUDAR

Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001, a. 50)

1. La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020 est la suivante :

Tranche	Limite inférieure	à moins de	Limite supérieure
1.	de 26 070\$		27 000\$
2.	" 27 000\$	"	29 000\$
3.	" 29 000\$	"	32 000\$
4.	" 32 000\$	"	35 000\$
5.	" 35 000\$	"	38 000\$
6.	" 38 000\$	"	41 000\$
7.	" 41 000\$	"	44 000\$
8.	" 44 000\$	"	47 000\$
9.	" 47 000\$	"	50 000\$
10.	" 50 000\$	"	53 000\$

Tranche	Limite inférieure		Limite supérieure
11.	" 53 000\$	"	56 000\$
12.	" 56 000\$	"	59 000\$
13.	" 59 000\$	"	62 000\$
14.	" 62 000\$	"	65 000\$
15.	" 65 000\$	"	68 000\$
16.	" 68 000\$	"	71 000\$
17.	" 71 000\$	"	74 000\$
18.	" 74 000\$	"	77 000\$
19.	" 77 000\$	"	78 500\$
20.	" 78 500\$	et plus	

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

71483

A.M., 2019-07

Arrêté numéro D-9.2-2019-07 du ministre des Finances en date du 14 novembre 2019

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)

CONCERNANT le Règlement sur le courtage en assurance de dommages

VU que les dispositions des articles 31 et 38, remplacé par l'article 517 du chapitre 23 des lois de 2018, du paragraphe 2^o de l'article 202, de l'article 208 et des paragraphes 1^o, 5^o, 13^o et 13.1^o de l'article 223 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces dispositions;

VU que le paragraphe 5^o de l'article 814 du chapitre 23 des lois de 2018 prévoit notamment que les dispositions de l'article 517 de ce chapitre entreront en vigueur le 13 décembre 2019;

VU que les premier et deuxième alinéas de l'article 194 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers prévoient que l'Autorité publie au Bulletin le projet de règlement et qu'un projet de règlement doit être accompagné d'un avis indiquant notamment le délai avant l'expiration duquel le projet ne pourra être édicté ou soumis pour approbation et le fait que tout intéressé peut, durant ce délai, transmettre des commentaires à la personne qui y est désignée;

Vu que les premier et troisième alinéas de l'article 217 de cette loi prévoient qu'un règlement pris par l'Autorité en application de cette loi est soumis à l'approbation du ministre qui peut l'approuver avec ou sans modification, qu'un projet de règlement visé au premier alinéa ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

Vu que le projet de Règlement sur le courtage en assurance de dommages a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 19, n^o 29 du 25 juillet 2019;

Vu que l'Autorité a adopté le 6 novembre 2019, par la décision n^o 2019-PDG-0049, le Règlement sur le courtage en assurance de dommages;

Vu qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement sur le courtage en assurance de dommages dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 14 novembre 2019

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

Règlement sur le courtage en assurance de dommages

Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2, a. 31, 38, 202 par. 2^o, 208, 223 par. 1^o, 5^o, 13^o et 13.1^o)

CHAPITRE I CATÉGORIES DE PRODUITS D'ASSURANCE DE DOMMAGES

1. Pour l'application de l'article 38 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), les catégories de produits d'assurance sont les suivantes :

1^o l'assurance automobile;

2^o l'assurance habitation, c'est-à-dire l'assurance sur les biens et sur la responsabilité civile liée à la résidence principale dont l'assuré est propriétaire ou locataire.

L'avenant à la police d'assurance qui est un produit appartenant à l'une de ces catégories appartient lui-même à une telle catégorie seulement s'il est offert de façon concomitante à la garantie principale prévue par cette police.

CHAPITRE II DIVULGATION

2. Un courtier en assurance de dommages qui offre directement au public un produit appartenant à l'une des catégories visées au premier alinéa de l'article 1 doit, avant de s'enquérir de la situation de son client conformément au premier alinéa de l'article 27 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, lui divulguer le nom de tout assureur auprès duquel l'ensemble des risques placés représente 60 % et plus du volume total des risques placés en assurance de dommages des particuliers par lui, à titre de représentant autonome, ou par le cabinet ou la société autonome pour le compte duquel il agit, calculé sur la base de valeur de primes souscrites annualisées au 31 décembre de chaque année, ainsi que ce pourcentage.

Le courtier qui effectue la divulgation prévue au premier alinéa est exempté des obligations suivantes :

1^o la divulgation, prévue à l'article 4.8 du Règlement sur les renseignements à fournir au consommateur (chapitre D-9.2, r. 18) du lien d'affaires visé au deuxième alinéa de l'article 4.10 de ce règlement;

2^o la confirmation écrite, prévue à l'article 4.13 de ce règlement, de la divulgation visée au paragraphe 1^o.

CHAPITRE III DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET FINALES

3. Le Règlement relatif à l'inscription d'un cabinet, d'un représentant autonome et d'une société autonome (chapitre D-9.2, r. 15) est modifié par l'insertion, après l'article 9, de ce qui suit :

«SECTION 2.1 ACTIVITÉS D'AGENCE EN ASSURANCE DE DOMMAGES

9.1. Lorsqu'un cabinet est inscrit à titre d'agence en assurance de dommages, les personnes physiques par l'entremise desquelles il exerce, le cas échéant, ses activités doivent être des agents en assurance de dommages.

Un cabinet inscrit à titre de cabinet de courtage en assurance de dommages dispose d'un délai de 90 jours pour se conformer au premier alinéa, à compter de la réception de l'avis de l'Autorité l'informant qu'à l'échéance de ce délai, il sera inscrit à titre d'agence en assurance de dommages.

L'Autorité publie cet avis au registre prévu à l'article 235 de la Loi.»

4. L'article 11 de ce règlement est modifié par l'insertion, au paragraphe 3^o et après «cabinet en assurance de dommages»», de «, sauf s'il est inscrit à titre d'agence en assurance de dommages».

5. L'article 13 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«La possibilité d'utiliser le titre prévu au premier alinéa ne dispense pas une agence en assurance de dommages de se présenter également sous ce titre.»

6. L'article 14.1 de ce règlement est abrogé.

7. L'article 14.6 de ce règlement est modifié par le remplacement de «des articles 14.1, 14.2, 14.3, 14.4 ou 14.5» par «des dispositions suivantes : celles du troisième alinéa de l'article 75 de la Loi et celles des articles 14.2 à 14.5 du présent règlement».

8. L'article 7 du Règlement sur les modes alternatifs de distribution (chapitre D-9.2, r. 16.1) est modifié par l'insertion, après «Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2)», de «à l'article 2 du Règlement sur le courtage en assurance de dommages (*indiquer ici la référence au règlement*)».

9. Le présent règlement entre en vigueur le 13 décembre 2019.

71547

A.M., 2019

Arrêté numéro 2019-20 du ministre des Transports en date du 12 novembre 2019

Code de la sécurité routière
(chapitre C-24.2)

ÉDICTANT le Règlement modifiant le Règlement sur la signalisation routière

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Vu le premier alinéa de l'article 289 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) qui prévoit que le sens du message d'une signalisation routière, quel qu'en soit le support, est celui attribué à cette signalisation par le ministre des Transports dans un arrêté publié à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*;

Vu que le ministre des Transports a édicté, par arrêté, le Règlement sur la signalisation routière (chapitre C-24.2, r. 41);

Vu, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de Règlement modifiant le Règlement sur la signalisation routière a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 14 novembre 2018 avec avis qu'il pourra être édicté par le ministre des Transports à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Est édicté le Règlement modifiant le Règlement sur la signalisation routière, annexé au présent arrêté.

Québec, le 12 novembre 2019

Le ministre des Transports,
FRANÇOIS BONNARDEL

Règlement modifiant le Règlement sur la signalisation routière

Code de la sécurité routière
(chapitre C-24.2, art. 289, al. 1)

1. L'article 29 du Règlement sur la signalisation routière (chapitre C-24.2, r. 41) est modifié par l'ajout, à la fin, de ce qui suit :

«Le panneau P-150-2 accompagné du panneau P-150-P-6, lequel mentionne le nom de la municipalité ou de l'arrondissement, ou du panneau P-70-P-2 indiquent une interdiction de stationner sur tout le territoire d'une municipalité, d'un arrondissement ou d'un secteur, selon le cas. Le panneau P-150-2 accompagné du panneau P-230-P indiquent, dans le cas où l'interdiction s'applique à un secteur, la fin de celui-ci.»

2. L'annexe 1 de ce règlement est modifiée :

1^o par l'insertion, après le panneau P-70-1, du suivant :

«



P-70-P-2»;

2° par le remplacement de « P-140-P » par « P-230-P »;

3° par le remplacement de « P-150-3 » par « P-150-2 »;

4° par l'insertion, après le panneau P-150-4, du suivant :

«



P-150-P-6 ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

71519

Décisions

Décision 11707, 11 novembre 2019

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(chapitre M-35.1)

Producteurs de lait

— Paiement

— Modification

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa Décision 11707 du 11 novembre 2019, approuvé un Règlement modifiant le Règlement sur le paiement du lait aux producteurs, tel que pris par les membres du conseil d'administration des Producteurs de lait du Québec lors d'une réunion tenue les 8 et 9 mai 2019 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (chapitre M-35.1).

Le secrétaire par intérim,
DOMINIC AUBÉ, *avocat*

Règlement modifiant le Règlement sur le paiement du lait aux producteurs

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(chapitre M-35.1, a. 98)

1. Le Règlement sur le paiement du lait aux producteurs (chapitre M-35.1, r. 203) est modifié par le remplacement de «2,35» par «2,30», partout où ils se trouvent aux articles 1 et 9, ainsi qu'à l'annexe 0.1.

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

71521

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1099-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT des modifications au décret numéro 1421-2018 du 12 décembre 2018 relatif à la population des municipalités locales, des villages nordiques et des arrondissements pour l'année 2019

ATTENDU QUE, par le décret numéro 1421-2018 du 12 décembre 2018, modifié par le décret numéro 451-2019 du 1^{er} mai 2019, le gouvernement a établi la population de chacune des municipalités locales, de chacun des villages nordiques ainsi que de chacun des arrondissements pour l'année 2019, suivant le dénombrement, annexé à ce décret, établi sur la base de l'estimation faite par l'Institut de la statistique du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier l'annexe de ce décret afin de corriger des erreurs dans l'établissement de la population de la Ville de Causapscal et du territoire non organisé de Lac-Casault;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9) et le deuxième alinéa de l'article 3 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1) prévoient qu'un tel décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE l'annexe du décret numéro 1421-2018 du 12 décembre 2018, modifiée par le décret numéro 451-2019 du 1^{er} mai 2019, soit modifiée par le remplacement de la mention « 2 328 » indiquant la population de la Ville de Causapscal par la mention « 2 323 » et par le remplacement de la mention « 0 » indiquant la population du territoire non organisé de Lac-Casault par la mention « 5 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71490

Gouvernement du Québec

Décret 1100-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT l'octroi à la Société de la Place des Arts de Montréal, au cours de l'exercice financier 2019-2020, d'une aide financière de 4 200 000 \$ sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, y compris les frais d'émission et les frais de gestion de l'emprunt à long terme, pour l'accès universel entre la station de métro et le corridor menant au complexe de la Place des Arts

ATTENDU QUE la Société de la Place des Arts de Montréal est une personne morale instituée en vertu de l'article 1 de la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (chapitre S-11.03);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 20 de cette loi prévoit que la Société de la Place des Arts de Montréal a pour objets d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1) la ministre de la Culture et des Communications a notamment pour fonction, dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles, de soutenir principalement les activités de création, d'animation, de production, de promotion, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation et de contribuer à leur développement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2^o de l'article 14 de cette loi, la ministre de la Culture et des Communications peut notamment, aux fins de l'exercice de ses fonctions, accorder, aux conditions qu'elle fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Culture et des Communications à octroyer à la Société de la Place des Arts de Montréal, au cours de l'exercice financier 2019-2020, une aide financière de 4 200 000 \$ sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, y compris les frais d'émission et les frais de gestion de l'emprunt à long terme, pour l'accès universel entre la station de métro et le corridor menant au complexe de la Place des Arts, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention annexé à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à octroyer à la Société de la Place des Arts de Montréal, au cours de l'exercice financier 2019-2020, une aide financière de 4 200 000 \$ sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, y compris les frais d'émission et les frais de gestion de l'emprunt à long terme, pour l'accès universel entre la station de métro et le corridor menant au complexe de la Place des Arts, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention annexé à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71491

Gouvernement du Québec

Décret 1102-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière à Kraft Nordic, s.e.c. d'un montant maximal de 137 940 000 \$ par Investissement Québec pour l'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft

ATTENDU QUE Kraft Nordic, s.e.c. est une société en commandite constituée en vertu des dispositions du Code civil du Québec, ayant son principal établissement à Chibougamau au Québec;

ATTENDU QUE Kraft Nordic, s.e.c. compte réaliser un projet visant l'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft situées à Lebel-sur-Quévillon;

ATTENDU QUE ce projet présente un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE, lors de l'achat de la centrale de cogénération, Investissement Québec a prêté à Kraft Nordic, s.e.c. des sommes conformément au décret numéro 40-2012 du 20 janvier 2012;

ATTENDU QUE dans le cadre du projet d'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft, Kraft Nordic, s.e.c. s'est vu octroyer des sommes conformément aux normes du programme ESSOR, lequel est administré conjointement par le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Investissement Québec;

ATTENDU QUE les sommes ci-hauts décrites totalisent un montant de 46 750 000 \$;

ATTENDU QUE l'article 19 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1) prévoit que, lorsque le gouvernement lui en confie le mandat, Investissement Québec doit accorder et administrer l'aide financière ponctuelle qu'il détermine pour la réalisation de projets qui présentent un intérêt économique important pour le Québec;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi prévoit que le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec afin d'octroyer une aide financière globale à Kraft Nordic s.e.c. dont les conditions et modalités ont notamment pour effet de modifier et remplacer les conditions et modalités applicables aux sommes reçues par Kraft Nordic s.e.c. conformément au décret numéro 40-2012 du 20 janvier 2012 et aux normes du programme ESSOR;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec afin d'octroyer une aide financière à Kraft Nordic s.e.c. d'un montant maximal de 137 940 000 \$, soit une prise de participation de 9 000 000 \$, d'un prêt sans intérêt subordonné de 32 440 000 \$ et d'un prêt subordonné de 96 500 000 \$ pour l'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe de la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une aide financière d'un montant global maximal de 137 940 000 \$ soit une prise de participation

de 9 000 000 \$, d'un prêt sans intérêt subordonné de 32 440 000 \$ et d'un prêt subordonné de 96 500 000 \$ pour l'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft;

QUE cette aide financière soit octroyée selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux paramètres établis à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE ces conditions et modalités modifient et remplacent les conditions et modalités applicables aux sommes reçues par Kraft Nordic s.e.c, conformément au décret numéro 40-2012 du 20 janvier 2012 et aux normes du programme ESSOR;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute autre condition ou modalité usuelle pour ces types de transactions;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais découlant du mandat confié à Investissement Québec par le présent décret soient virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique, sous réserve de l'allocation en faveur du ministre conformément à la loi, des crédits appropriés.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71493

Gouvernement du Québec

Décret 1103-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la suspension d'une partie des fonctions et pouvoirs de la Commission scolaire English-Montréal et la nomination d'une administratrice

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 479 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3), le gouvernement peut notamment, pendant ou après la tenue

d'une vérification ou d'une enquête, ordonner que tout ou partie des fonctions ou pouvoirs d'une commission scolaire soient suspendus pour une période d'au plus six mois et nommer un administrateur qui exerce les fonctions et pouvoirs du conseil des commissaires qui sont suspendus;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 478.3 de cette loi, le 15 janvier 2019, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a désigné les fonctionnaires du Bureau des enquêtes ministérielles et réseaux pour enquêter sur la gouvernance et la gestion des ressources de la Commission scolaire English-Montréal ainsi que pour lui faire rapport de leurs travaux d'enquête;

ATTENDU QUE les enquêteurs ont remis leur rapport d'enquête final au ministre le 10 septembre 2019;

ATTENDU QUE le rapport d'enquête met en lumière plusieurs problèmes majeurs de gouvernance et de gestion administrative au sein de la commission scolaire et qu'il est nécessaire de s'assurer du redressement durable de la gouvernance de la commission scolaire et de l'application de bonnes pratiques en matière d'administration afin notamment de permettre à la commission scolaire de remplir adéquatement sa mission et les devoirs qui lui sont imposés par la Loi sur l'instruction publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de suspendre les fonctions et les pouvoirs du conseil des commissaires de la Commission scolaire English-Montréal, et ce, jusqu'au 6 mai 2020, à l'exception des pouvoirs d'intenter et de gérer toute procédure devant un tribunal judiciaire, du pouvoir d'octroyer des contrats de services juridiques à ces fins, ainsi que du pouvoir d'engager financièrement la Commission scolaire English-Montréal pour permettre au conseil des commissaires d'exercer les pouvoirs qui ne sont pas suspendus;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer madame Marlene Jennings comme administratrice pour exercer pendant cette période les fonctions et pouvoirs du conseil des commissaires qui sont suspendus;

ATTENDU QU'il y a lieu de désigner la firme Deloitte, afin de conseiller madame Jennings dans le cadre de l'accomplissement de son mandat;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur :

QUE les fonctions et les pouvoirs du conseil des commissaires de la Commission scolaire English-Montréal soient suspendus, et ce, jusqu'au 6 mai 2020, à l'exception des pouvoirs d'intenter et de gérer toute procédure devant un tribunal judiciaire, du pouvoir d'octroyer des contrats de services juridiques à ces fins, ainsi que du

pouvoir d'engager financièrement la Commission scolaire English-Montréal pour permettre au conseil des commissaires d'exercer les pouvoirs qui ne sont pas suspendus;

QUE madame Marlene Jennings soit nommée comme administratrice pour exercer pendant cette période les fonctions et pouvoirs du conseil des commissaires qui sont suspendus;

QUE la firme Deloitte soit désignée, afin de conseiller madame Jennings dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

71494

Gouvernement du Québec

Décret 1104-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière maximale de 11 287 097 \$ à l'Institut national du sport du Québec, au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2021-2022, et d'une avance de 992 895 \$ pour l'exercice financier 2022-2023, pour son fonctionnement

ATTENDU QUE l'Institut national du sport du Québec est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), qui a pour mission de soutenir tous les athlètes engagés dans un sport olympique ou paralympique ainsi que les entraîneurs et entraîneurs de haut niveau;

ATTENDU QUE le décret numéro 1143-2018 du 15 août 2018 autorise notamment le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport à octroyer une avance de 752 687 \$ à l'Institut national du sport du Québec sur l'aide financière maximale à lui être versée pour l'exercice financier 2019-2020;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 1.3 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15), aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur peut notamment accorder, aux conditions qu'il croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et la ministre déléguée à l'Éducation à octroyer une aide financière maximale de 11 287 097 \$ à l'Institut national du sport du Québec, soit un montant maximal de 2 628 205 \$ au cours de l'exercice financier 2019-2020, s'ajoutant au montant de 752 687 \$ ayant déjà été versé à titre d'avance pour cet exercice financier, un montant de 3 934 625 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021 et un montant de 3 971 580 \$ au cours de l'exercice financier 2021-2022, ainsi qu'une avance de 992 895 \$ sur l'aide financière maximale à lui être versée pour 2022-2023, pour son fonctionnement, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la ministre déléguée à l'Éducation :

QUE le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et la ministre déléguée à l'Éducation soient autorisés à octroyer une aide financière maximale de 11 287 097 \$ à l'Institut national du sport du Québec, soit un montant maximal de 2 628 205 \$ au cours de l'exercice financier 2019-2020, s'ajoutant au montant de 752 687 \$ ayant déjà été versé à titre d'avance pour cet exercice financier, un montant de 3 934 625 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021 et un montant de 3 971 580 \$ au cours de l'exercice financier 2021-2022, ainsi qu'une avance de 992 895 \$ sur l'aide financière maximale à lui être versée pour 2022-2023, pour son fonctionnement, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

71495

Gouvernement du Québec

Décret 1105-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT une modification au décret numéro 550-2009 du 12 mai 2009 concernant la Journée nationale du sport et de l'activité physique

ATTENDU QUE, par le décret numéro 550-2009 du 12 mai 2009, la Journée nationale du sport et de l'activité physique se tient le premier jeudi du mois de mai de chaque année;

ATTENDU QUE la Journée nationale du sport et de l'activité physique est une mesure qui vise à promouvoir la pratique régulière d'activités physiques auprès de la population;

ATTENDU QUE le choix d'une date annuelle fixe pour la Journée nationale du sport et de l'activité physique facilitera sa promotion auprès de la population, en plus de faciliter la mobilisation des partenaires et l'organisation d'activités par ces derniers;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la ministre déléguée à l'Éducation :

QUE le dispositif du décret numéro 550-2009 du 12 mai 2009 soit modifié par le remplacement de «chaque année le premier jeudi de mai» par «le 2 mai à chaque année».

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

71496

Gouvernement du Québec

Décret 1106-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT une autorisation à la Société de développement de la Baie James de consentir un prêt à terme de 5 000 000 \$ à Kraft Nordic, s.e.c.

ATTENDU QUE la Société de développement de la Baie James est une compagnie à fonds social constituée en vertu de l'article 1 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (chapitre D-8.0.1);

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 4 de cette loi prévoit notamment que la Société a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques relevant du mandat d'Hydro-Québec, du territoire de la région de la Baie James;

ATTENDU QUE le paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 7 de cette loi prévoit que, sauf dans les cas et aux conditions que le gouvernement peut déterminer, la Société et chacune de ses filiales doivent obtenir l'autorisation du gouvernement pour consentir des prêts ou prendre tout autre engagement financier pour une somme excédant le montant déterminé par le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1151-2000 du 27 septembre 2000, la Société peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, notamment consentir des

prêts ou prendre tout autre engagement financier à l'égard d'une personne morale ou d'une société si le montant de ce prêt ou de cet engagement financier n'excède pas 1 500 000 \$;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de la Société a adopté, lors de sa séance extraordinaire du 17 juillet 2019, la résolution n^o 595.05 visant à autoriser un placement de 5 000 000 \$ sous forme de prêt à terme dans l'entreprise Kraft Nordic, s.e.c.;

ATTENDU QUE le montant du prêt à terme que veut consentir la Société à Kraft Nordic, s.e.c., excède 1 500 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu que la Société de développement de la Baie James soit autorisée à consentir un prêt à terme de 5 000 000 \$ à Kraft Nordic, s.e.c., selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux conditions et modalités établies dans la résolution jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles :

QUE la Société de développement de la Baie James soit autorisée à consentir un prêt à terme de 5 000 000 \$ à Kraft Nordic, s.e.c., selon des conditions et des modalités qui seront substantiellement conformes aux conditions et modalités établies dans la résolution jointe à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

71497

Gouvernement du Québec

Décret 1108-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la nomination de madame Nathalie Tremblay comme vice-présidente de l'Agence du revenu du Québec

ATTENDU QUE l'article 34 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (chapitre A-7.003) prévoit notamment que le gouvernement nomme des vice-présidents pour assister le président-directeur général de l'Agence et que la durée de leur mandat est d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 35 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des vice-présidents;

ATTENDU QUE madame Line Paulin a été nommée de nouveau vice-présidente de l'Agence du revenu du Québec par le décret numéro 674-2016 du 6 juillet 2016, qu'elle quitte pour la retraite et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE madame Nathalie Tremblay, directrice générale du soutien à la dotation des emplois supérieurs, ministère du Conseil exécutif, cadre classe 2, soit nommée vice-présidente de l'Agence du revenu du Québec pour un mandat de cinq ans à compter du 18 novembre 2019, aux conditions annexées, en remplacement de madame Line Paulin.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

Conditions de travail de madame Nathalie Tremblay comme vice-présidente de l'Agence du revenu du Québec

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (chapitre A-7.003)

1. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme madame Nathalie Tremblay qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme vice-présidente de l'Agence du revenu du Québec, ci-après appelée l'Agence.

Sous l'autorité du président-directeur général et dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règles et des politiques adoptées par l'Agence pour la conduite de ses affaires, elle exerce tout mandat que lui confie le président-directeur général de l'Agence.

Madame Tremblay exerce ses fonctions au siège de l'Agence à Québec.

Madame Tremblay, cadre classe 2, est en congé sans traitement du ministère des Finances pour la durée du présent mandat.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 18 novembre 2019 pour se terminer le 17 novembre 2024, sous réserve des dispositions des articles 4 et 5.

3. CONDITIONS DE TRAVAIL

À compter de la date de son engagement, madame Tremblay reçoit un traitement annuel de 161 595 \$.

Les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, ci-après appelé le décret numéro 450-2007, s'appliquent à madame Tremblay comme vice-présidente d'un organisme du gouvernement du niveau 6.

4. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

4.1 Démission

Madame Tremblay peut démissionner de la fonction publique et de son poste de vice-présidente de l'Agence après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

4.2 Destitution

Madame Tremblay consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

4.3 Échéance

À la fin de son mandat, madame Tremblay demeure en fonction jusqu'à ce qu'elle soit remplacée ou nommée de nouveau.

5. RAPPEL ET RETOUR

5.1 Rappel

Le gouvernement peut rappeler en tout temps madame Tremblay qui sera réintégrée parmi le personnel du ministère des Finances, au traitement qu'elle avait comme vice-présidente de l'Agence sous réserve que ce traitement n'excède pas le maximum de l'échelle de traitement des cadres classe 2.

5.2 Retour

Madame Tremblay peut demander que ses fonctions de vice-présidente de l'Agence prennent fin avant l'échéance du 17 novembre 2024, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

En ce cas, elle sera réintégrée parmi le personnel du ministère des Finances au traitement prévu à l'article 5.1.

6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de madame Tremblay se termine le 17 novembre 2024. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de vice-présidente de l'Agence, il l'en avisera dans les six mois de la date d'échéance du présent mandat.

Si le présent engagement n'est pas renouvelé ou si le gouvernement ne nomme pas madame Tremblay à un autre poste, cette dernière sera réintégrée parmi le personnel du ministère des Finances au traitement prévu à l'article 5.1

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

71499

Gouvernement du Québec

Décret 1109-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT le versement à la Société québécoise d'information juridique d'une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2019-2020, d'un montant maximal de 4 064 550 \$, pour la réalisation des phases 1 et 2 du Guichet unique d'information juridique multicanal

ATTENDU QUE le Plan pour moderniser le système de justice, présenté dans le cadre du Plan économique du Québec de mars 2018, prévoit notamment la mise en place d'une plateforme qui offrira aux citoyens une information juridique plus accessible et centralisée grâce aux technologies;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 19 de la Loi sur la Société québécoise d'information juridique (chapitre S-20) la Société peut notamment exécuter tout projet et toute tâche, à la demande d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement dans le but d'appliquer au domaine du droit les diverses techniques de traitement et de conservation de l'information;

ATTENDU QUE le ministère de la Justice a confié à la Société la mise en place de cette plateforme, soit le Guichet unique d'information juridique multicanal;

ATTENDU QUE le décret numéro 260-2019 du 20 mars 2019 autorise la ministre de la Justice à verser à la Société, dès le début de l'exercice financier 2019-2020, une avance maximale de 896 250 \$ sur la subvention à lui être versée pour cet exercice financier, correspondant à 25 % de la subvention maximale autorisée pour l'exercice financier 2018-2019, pour la réalisation des phases 1 et 2 du Guichet;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Justice à verser à la Société une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2019-2020, d'un montant maximal de 4 064 550 \$, portant ainsi la subvention totale autorisée pour cet exercice financier à 4 960 800 \$, pour la réalisation des phases 1 et 2 du Guichet;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de versement de la seconde tranche de la subvention sont établies dans une convention d'aide financière intervenue le 28 mars 2019 entre la ministre de la Justice et la Société;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE la ministre de la Justice soit autorisée à verser à la Société québécoise d'information juridique une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2019-2020, d'un montant maximal de 4 064 550 \$, portant ainsi la subvention totale autorisée pour cet exercice financier à 4 960 800 \$, pour la réalisation des phases 1 et 2 du Guichet unique d'information juridique multicanal;

QUE cette seconde tranche de la subvention soit versée selon les conditions et les modalités établies dans la convention d'aide financière intervenue le 28 mars 2019 entre la ministre de la Justice et la Société.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

71500

Gouvernement du Québec

Décret 1110-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la nomination de deux membres du Comité sur le civisme

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi visant à favoriser le civisme (chapitre C-20), le gouvernement peut adopter des règlements pour, notamment, établir un comité pour donner au ministre son avis sur l'attribution d'une récompense ou des décorations et distinctions, en déterminer la composition et les fonctions et en prévoir le mécanisme de nomination des membres;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 du Règlement sur les décorations et distinctions attribuées en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme (chapitre C-20, r. 1), un comité sur le civisme est institué et composé de cinq membres nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre de la Justice et au moins trois membres sont nommés pour représenter les citoyens;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1072-99 du 15 septembre 1999, madame Nicole Blouin et monsieur Pablo Altamirano ont été nommés membres du Comité sur le civisme à titre de représentants des citoyens et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE madame Guylaine Baril, policière, soit nommée membre du Comité sur le civisme à titre de représentante des citoyens, à compter des présentes, en remplacement de madame Nicole Blouin;

QUE monsieur Yves Després, retraité, soit nommé membre du Comité sur le civisme à titre de représentant des citoyens, à compter des présentes, en remplacement de monsieur Pablo Altamirano;

QUE madame Guylaine Baril et monsieur Yves Després soient remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71501

Gouvernement du Québec

Décret 1111-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la composition et le mandat des délégations officielles du Québec à la réunion de haut niveau des ministres de l'Éducation sur l'inclusion et la mobilité dans l'enseignement supérieur, à la Commission Éducation de la 40^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi qu'au Forum des ministres de la Culture, qui se tiendront le 13 novembre 2019, du 13 au 16 novembre 2019 et le 19 novembre 2019

ATTENDU QUE, dans le cadre et en marge de la 40^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, se tiendront à Paris (France) la réunion de haut niveau des ministres de l'Éducation sur l'inclusion et la mobilité dans l'enseignement supérieur le 13 novembre 2019, la Commission Éducation de la 40^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture du 13 au 16 novembre 2019 et le Forum des ministres de la Culture le 19 novembre 2019;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (chapitre M-25.1.1), toute délégation officielle du Québec à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE la ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine, madame Isabelle Charest, dirige la délégation officielle du Québec à la réunion de haut niveau des ministres de l'Éducation sur l'inclusion et la mobilité dans l'enseignement supérieur qui se tiendra le 13 novembre 2019 ainsi qu'à la Commission Éducation de la 40^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui se tiendra du 13 au 16 novembre 2019;

QUE la délégation officielle du Québec soit composée, outre la ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine, de :

— Monsieur Étienne Vézina, directeur, Cabinet de la ministre déléguée à l'Éducation et ministre responsable de la Condition féminine;

—Monsieur Michel Bonsaint, représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO;

—Madame Marie-Ève Lavolette, coordonnatrice en relations intergouvernementales canadiennes Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur;

—Madame Anne Rhéaume, coordonnatrice des affaires de l'UNESCO, ministre des Relations internationales et de la Francophonie;

QUE le représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, monsieur Michel Bonsaint, dirige la délégation officielle du Québec au Forum des ministres de la Culture qui se tiendra le 19 novembre 2019;

QUE la délégation officielle du Québec soit composée, outre le représentant du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, de :

—Madame Anne Rhéaume, coordonnatrice des affaires de l'UNESCO, ministre des Relations internationales et de la Francophonie;

QUE les délégations officielles du Québec à la réunion de haut niveau des ministres de l'Éducation sur l'inclusion et la mobilité dans l'enseignement supérieur, à la Commission Éducation de la 40^e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi qu'au Forum des ministres de la Culture soient mandatées pour exposer les positions du gouvernement du Québec et aient pleins pouvoirs pour faire valoir les intérêts de ce gouvernement, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71502

Gouvernement du Québec

Décret 1112-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la nomination de monsieur Philippe Rivet-Gagné comme président-directeur général adjoint du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par

l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2), le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue est un établissement fusionné;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 32 de cette loi, le président-directeur général est responsable de l'administration et du fonctionnement du centre intégré de santé et de services sociaux ou de l'établissement non fusionné dans le cadre de ses règlements;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 33 de cette loi, le président-directeur général peut être assisté par un président-directeur général adjoint nommé par le gouvernement, sur recommandation du ministre, à partir d'une liste de noms fournie par les membres du conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi, le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président-directeur général adjoint;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 36 de cette loi, le mandat du président-directeur général adjoint est d'une durée d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE le nom de monsieur Philippe Rivet-Gagné fait partie de la liste requise par la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE monsieur Philippe Rivet-Gagné, directeur de la protection de la jeunesse et directeur provincial, Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, soit nommé président-directeur général adjoint du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue pour un mandat de quatre ans ans à compter du 7 novembre 2019 au traitement annuel de 140 564\$;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des présidents-directeurs généraux et des présidents-directeurs généraux adjoints à temps plein des centres intégrés de santé et de services sociaux, des établissements regroupés et des établissements non fusionnés adoptées par le gouvernement par le décret numéro 60-2018 du 7 février 2018 et les modifications qui pourront y être apportées s'appliquent à monsieur Philippe Rivet-Gagné comme président-directeur général adjoint du niveau 5.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71503

Gouvernement du Québec

Décret 1113-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT le versement d'une contribution financière maximale de 1 800 000 \$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence au cours des exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, pour favoriser la prévention de la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux

ATTENDU QUE le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) dont la mission consiste à prévenir la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux par l'éducation, la mobilisation et l'accompagnement de la population;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (chapitre M-19.3) la ministre de la Sécurité publique élabore et propose au gouvernement des politiques relatives notamment au maintien de la sécurité publique, à la prévention de la criminalité, à l'implantation et l'amélioration des méthodes de détection et de répression de la criminalité;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de cette loi la ministre de la Sécurité publique a notamment pour fonctions d'assurer ou de surveiller, suivant le cas, l'application des lois relatives à la police, de favoriser et de promouvoir la coordination des activités policières et de maintenir un service de documentation et de statistiques permettant d'évaluer l'état de la criminalité et de l'efficacité de l'action policière;

ATTENDU QUE le Plan budgétaire 2019-2020 prévoit d'allouer des sommes au ministère de la Sécurité publique pour l'instauration de mesures de prévention de la criminalité et de la radicalisation;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de la Sécurité publique à verser une contribution financière maximale de 1 800 000 \$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence au cours des exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, soit un montant maximal de 600 000 \$ pour chacun des exercices financiers, pour favoriser la prévention de la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux;

ATTENDU QUE le versement de cette contribution financière s'effectuera conformément aux conditions et modalités prévues dans une convention de contribution financière

à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, laquelle sera conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique :

QUE la ministre de la Sécurité publique soit autorisée à verser une contribution financière maximale de 1 800 000 \$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence au cours des exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, soit un montant maximal de 600 000 \$ pour chacun des exercices financiers, pour favoriser la prévention de la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux;

QUE le versement de cette contribution financière s'effectue conformément aux conditions et modalités prévues dans une convention de contribution financière à intervenir entre la ministre de la Sécurité publique et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, laquelle sera conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71504

Gouvernement du Québec

Décret 1114-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de contribution financière dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a constitué le Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs pour faire face à l'accroissement de la violence liée aux armes à feu et des activités de gangs au Canada;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure l'Entente de contribution financière dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs pour les exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023;

ATTENDU QUE cette entente constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Sécurité publique et de la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE soit approuvée l'Entente de contribution financière dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71505

Gouvernement du Québec

Décret 1116-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière maximale de 9 500 000 \$, au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023, à Agences réceptives et forfaitistes du Québec pour la mise en place d'un programme visant à faciliter l'accès pour les touristes aux régions éloignées du Québec en favorisant la forfaitisation

ATTENDU QUE le document Mobilité électrique—Un développement durable de tous les modes de transport du Plan économique du Québec de mars 2018 prévoit des investissements en vue de favoriser les déplacements et d'influencer la filière du tourisme, particulièrement pour les communautés en région dont 10 000 000 \$ pour une nouvelle mesure « Découvrons notre Québec »;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 2 de la Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2), la ministre du Tourisme a pour mission de soutenir le développement et la promotion du tourisme au Québec en favorisant la concertation et le partenariat des intervenants associés à ce développement et à cette promotion, dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développement durable;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi, la ministre du Tourisme peut prendre toute mesure utile à la réalisation de sa mission et, notamment, elle fournit aux personnes, aux entreprises et aux organismes les services qu'elle juge nécessaires au développement touristique du Québec et apporte, aux conditions qu'elle détermine dans le cadre des orientations, des politiques et des stratégies gouvernementales et, dans certains cas, avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 6 de cette loi, la ministre peut reconnaître les organismes du milieu nécessaires à la réalisation de sa mission;

ATTENDU QUE la ministre reconnaît Agences réceptives et forfaitistes du Québec comme son partenaire sectoriel privilégié pour le développement de son produit ou secteur touristique;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre du Tourisme à octroyer une aide financière maximale de 9 500 000 \$, au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023, soit des montants maximaux de 1 000 000 \$ pour 2019-2020, 2 000 000 \$ pour 2020-2021, 3 000 000 \$ pour 2021-2022 et 3 500 000 \$ pour 2022-2023, à Agences réceptives et forfaitistes du Québec pour la mise en place d'un programme d'aide financière visant à faciliter l'accès pour les touristes aux régions éloignées du Québec en favorisant la forfaitisation;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette aide financière seront établies dans une convention à intervenir entre la ministre du Tourisme et Agences réceptives et forfaitistes du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE la ministre du Tourisme soit autorisée à verser une aide financière maximale de 9 500 000 \$, au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023, soit des montants maximaux de 1 000 000 \$ pour 2019-2020, 2 000 000 \$ pour 2020-2021, 3 000 000 \$ pour 2021-2022 et 3 500 000 \$ pour 2022-2023, à Agences réceptives et forfaitistes du Québec pour la mise en place d'un programme d'aide financière visant à faciliter l'accès pour les touristes aux régions éloignées du Québec en favorisant la forfaitisation;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette aide financière soient établies dans une convention d'aide financière à intervenir entre la ministre du Tourisme et Agences réceptives et forfaitistes du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71506

Gouvernement du Québec

Décret 1119-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT le versement d'une subvention maximale de 12 750 000 \$ à la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier 2019-2020, pour l'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28), le ministre des Transports doit promouvoir le développement et la mise en œuvre de programmes de sécurité et de prévention des accidents;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les transports (chapitre T-12), le ministre peut accorder des subventions pour fins de transport;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 16.4 de la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (chapitre S-11.011), le ministre peut par entente confier à la Société de l'assurance automobile du Québec l'application d'un programme concernant l'adaptation d'un véhicule routier en vue de permettre à une personne handicapée de conduire le véhicule ou d'y avoir accès;

ATTENDU QUE le ministre a confié la responsabilité de l'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées à la Société de l'assurance automobile du Québec conformément à l'entente conclue le 31 mars 2005;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre à verser une subvention maximale de 12 750 000 \$ à la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier 2019-2020, pour l'application de ce programme;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE le ministre des Transports soit autorisé à verser une subvention maximale 12 750 000 \$ à la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice 2019-2020, pour l'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71507

Gouvernement du Québec

Décret 1121-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la nomination de monsieur Pierre-Paul Pharand comme membre indépendant et président du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur la Société des Traversiers du Québec (chapitre S-14), prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres, dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE l'article 7 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais qu'ils ont cependant

droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 8 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme le président du conseil d'administration pour un mandat d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 9 de cette loi prévoit que toute vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée suivant les règles de nomination prévues à leur égard;

ATTENDU QUE monsieur Gilles Demers a été nommé membre indépendant et président du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec par le décret numéro 587-2017 du 14 juin 2017, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE monsieur Pierre-Paul Pharand, vice-président et directeur général, région du Québec, Keolis Canada inc., soit nommé membre indépendant et président du conseil d'administration de la Société des Traversiers du Québec pour un mandat de deux ans à compter des présentes;

QUE monsieur Pierre-Paul Pharand soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71509

Gouvernement du Québec

Décret 1122-2019, 6 novembre 2019

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.2 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction

(chapitre R-20), la Commission de la construction du Québec est composée d'un conseil d'administration formé de quinze membres dont cinq membres sont nommés après consultation des associations représentatives;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.3 de cette loi, les membres du conseil d'administration, autres que le président, sont nommés par le gouvernement pour au plus trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.4 de cette loi, une vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée en suivant le mode prescrit pour la nomination de la personne à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.7 de cette loi, les membres du conseil d'administration, autres que le président, ne sont pas rémunérés sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement, mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (2018, chapitre 12), une personne qui est membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec le 20 juin 2018 demeure en fonction et est considérée comme amorçant un premier mandat;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 502-2013 du 15 mai 2013, monsieur François Vaudreuil était nommé membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE monsieur Luc Vachon, président, Centrale des syndicats démocratiques, soit nommé à compter des présentes, membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec pour un mandat venant à échéance le 19 juin 2021, en remplacement de monsieur François Vaudreuil;

QUE monsieur Luc Vachon reçoive une allocation de présence de 200 \$ par journée ou de 100 \$ par demi-journée de séance après qu'il ait participé à au moins l'équivalent de douze journées de séance du conseil d'administration de la Commission ou d'un de ses comités permanents durant une même année dans la mesure où, dans le cas des réunions des comités permanents du conseil d'administration, ces réunions se tiennent une journée distincte de celles du conseil d'administration;

QUE monsieur Luc Vachon soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

71510

Arrêtés ministériels

A.M., 2019

Arrêté numéro AM 0100-2019 de la ministre de la Sécurité publique en date du 8 novembre 2019

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), destiné notamment à aider financièrement les particuliers et les entreprises qui ont subi des dommages ainsi que les municipalités qui ont déployé des mesures préventives temporaires ou des mesures d'intervention et de rétablissement, ou qui ont subi des dommages à leurs biens essentiels, lors d'un sinistre réel ou imminent;

VU que la ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève de la ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT qu'à la suite d'un glissement de terrain survenu sur le rang de la Rivière Nord, près du 95, dans la municipalité de Saint-Esprit, des experts en géotechnique ont conclu, le 28 septembre 2019, que le rang avait été endommagé;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre au sens de la loi;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Municipalité de Saint-Esprit de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents, établi par le décret n° 403-2019 du 10 avril 2019, est mis en œuvre sur

le territoire de la municipalité de Saint-Esprit, située dans la région administrative de Lanaudière, étant donné les conclusions des experts en géotechnique du 28 septembre 2019, confirmant les dommages occasionnés au rang de la Rivière Nord, à la suite d'un mouvement de sol.

Québec, le 8 novembre 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAUT

71516

A.M., 2019

Arrêté numéro AM 0101-2019 de la ministre de la Sécurité publique en date du 8 novembre 2019

CONCERNANT un nouvel élargissement du territoire d'application du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019, dans des municipalités du Québec

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU l'arrêté numéro AM 0007-2019 du 22 février 2019 par lequel la ministre de la Sécurité publique a mis en œuvre le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents au bénéfice de deux municipalités qui ont dû engager des dépenses additionnelles à leurs dépenses courantes pour des travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019;

VU l'annexe jointe à cet arrêté du 22 février 2019 qui énumère les municipalités pouvant bénéficier de ce programme;

VU l'arrêté numéro AM 0012-2019 du 2 avril 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre une autre municipalité et a prolongé la période d'application jusqu'au 28 février 2019;

VU l'arrêté numéro AM 0062-2019 du 8 mai 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre d'autres municipalités et a prolongé la période d'application jusqu'au 15 avril 2019;

Vu l'arrêté numéro AM 0084-2019 du 13 juin 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre d'autres municipalités et a prolongé la période d'application jusqu'au 30 avril 2019;

Vu l'arrêté numéro AM 0092-2019 du 23 juillet 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre d'autres municipalités;

Vu l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) qui permet, au besoin, à la ministre responsable de l'application d'un programme d'en élargir le territoire concerné et d'en prolonger la période d'application;

CONSIDÉRANT que des municipalités, dont les territoires n'ont pas été désignés aux arrêtés précités, ont dû réaliser des travaux de bris de couvert de glace du 28 décembre 2018 au 30 avril 2019, aux fins de sécurité publique;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ces municipalités de bénéficier du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre par l'arrêté numéro AM 0007-2019 du 22 février 2019 relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019, dans des municipalités du Québec, et dont le territoire a été élargi à d'autres municipalités et la période a été prolongée jusqu'au 30 avril 2019 par l'arrêté numéro AM 0012-2019 du 2 avril 2019, l'arrêté numéro AM 0062-2019 du 8 mai 2019, l'arrêté numéro AM 0084-2019 du 13 juin 2019 et l'arrêté numéro AM 0092-2019 du 23 juillet 2019, est de nouveau élargi afin de comprendre les municipalités énumérées à l'annexe jointe au présent arrêté.

Québec, le 8 novembre 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

ANNEXE

Municipalité	Désignation
Région 01 — Bas-Saint-Laurent	
Saint-René-de-Matane	Municipalité
Région 04 — Mauricie	
Yamachiche	Municipalité

Municipalité	Désignation
Région 14 — Lanaudière	
Joliette	Ville
Saint-Charles-Borromée	Municipalité
Saint-Michel-des-Saints	Municipalité
Sainte-Mélanie	Municipalité
71520	

A.M., 2019

Arrêté numéro AM 0102-2019 de la ministre de la Sécurité publique en date du 8 novembre 2019

CONCERNANT un nouvel élargissement du territoire d'application du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre relativement aux inondations et aux pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec

LA MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

Vu l'arrêté numéro AM 0017-2019 du 25 avril 2019 par lequel la ministre de la Sécurité publique a mis en œuvre le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents afin d'aider notamment les particuliers, les entreprises et les municipalités qui ont subi des dommages en raison des inondations et des pluies survenues du 14 au 24 avril 2019;

Vu l'annexe jointe à cet arrêté du 25 avril 2019 qui énumère les municipalités pouvant bénéficier de ce programme;

Vu l'arrêté numéro AM 0061-2019 du 8 mai 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre 76 autres municipalités et a prolongé sa période d'application jusqu'au 1^{er} mai 2019;

Vu l'arrêté numéro AM 0086-2019 du 5 juin 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre 62 autres municipalités et a prolongé sa période d'application jusqu'au 17 mai 2019;

Vu l'arrêté numéro AM 0091-2019 du 18 juillet 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre 21 autres municipalités et a prolongé sa période d'application jusqu'au 7 juin 2019;

Vu l'arrêté numéro AM 0096-2019 du 4 septembre 2019 par lequel la ministre a élargi le territoire d'application de ce programme pour comprendre 29 autres municipalités;

Vu l'article 109 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3) qui permet, au besoin, à la ministre responsable de l'application d'un programme d'en élargir le territoire concerné et d'en prolonger la période d'application;

CONSIDÉRANT que des municipalités, dont les territoires n'ont pas été désignés aux arrêtés précités, ont relevé des dommages et ont engagé des dépenses additionnelles à leurs dépenses courantes pour diverses mesures préventives temporaires, d'intervention et de rétablissement relatives à la sécurité de leurs citoyens, en raison des inondations et des pluies survenues du 14 avril au 7 juin 2019;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à ces municipalités et à leurs citoyens de bénéficier du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en œuvre par l'arrêté numéro AM 0017-2019 du 25 avril 2019 relativement aux inondations et aux pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec, et dont le territoire a été élargi à d'autres municipalités et la période d'application a été prolongée jusqu'au 7 juin 2019 par l'arrêté numéro AM 0061-2019 du 8 mai 2019, l'arrêté numéro AM 0086-2019 du 5 juin 2019, l'arrêté numéro AM 0091-2019 du 18 juillet 2019 et l'arrêté numéro AM 0096-2019 du 4 septembre 2019, est de nouveau élargi afin de comprendre les municipalités énumérées à l'annexe jointe au présent arrêté.

Québec, le 8 novembre 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

ANNEXE

Municipalité	Désignation
Région 02 — Saguenay–Lac-Saint-Jean	
Albanel	Municipalité
Région 06 — Montréal	
Sainte-Anne-de-Bellevue	Ville

Municipalité	Désignation
Région 11 — Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	
Gaspé	Ville
Ristigouche-Partie-Sud-Est	Canton
Région 14 — Lanaudière	
Sainte-Marcelline-de-Kildare	Municipalité
Région 15 — Laurentides	
Notre-Dame-de-Pontmain	Municipalité
Région 17 — Centre-du-Québec	
Saint-François-du-Lac	Municipalité
71522	

Avis

Avis

Loi sur l'assurance parentale
(chapitre A-29.011)

Loi sur les impôts
(chapitre I-3)

Loi sur le régime de rentes du Québec
(chapitre R-9)

Tables de retenues à la source

Avis est donné par les présentes, conformément au quatrième alinéa de l'article 60 de la Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011), au onzième alinéa de l'article 1015 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) et au quatrième alinéa de l'article 59 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9), que les tables établissant le montant qu'un employeur doit déduire, en vertu des articles 60 de la Loi sur l'assurance parentale et 59 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, de la rémunération qu'il paie à son employé et le montant qu'une personne doit déduire ou retenir conformément à l'article 1015 de la Loi sur les impôts entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et seront publiées sur le site Internet de Revenu Québec à l'adresse suivante : revenuquebec.ca.

Québec, le 11 novembre 2019

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

71517

Index

Abréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

	Page	Commentaires
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu payables pour l'année 2020 (chapitre A-3.001)	4791	N
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020 (chapitre A-3.001)	4842	N
Accidents du travail, Loi sur les... — Indemnités payables pour l'année 2020 . . . (chapitre A-3)	4791	N
Agence du revenu du Québec — Nomination de Nathalie Tremblay comme vice-présidente	4853	N
Agences de placement de personnel et agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (Loi sur les normes du travail, chapitre N-1.1)	4782	N
Agences réceptives et forfaitistes du Québec — Octroi d'une aide financière au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2022-2023, pour la mise en place d'un programme visant à faciliter l'accès pour les touristes aux régions éloignées du Québec en favorisant la forfaitisation	4859	N
Amélioration des performances de la Société de l'assurance automobile du Québec, favorisant un meilleur encadrement de l'économie numérique en matière de commerce électronique, de transport rémunéré de personnes et d'hébergement touristique et modifiant diverses dispositions législatives, Loi visant l'..., modifiée (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Assurance automobile, Loi sur l'..., modifiée (P.L. 17). (2019, c. 18)	4695	
Assurance parentale, Loi sur l'... — Tables de retenues à la source. (chapitre A-29.011)	4867	Avis
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence — Versement d'une contribution financière au cours des exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, pour favoriser la prévention de la radicalisation menant à la violence et les comportements à caractère haineux	4858	N
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue — Nomination de Philippe Rivet-Gagné comme président-directeur général adjoint	4857	N
Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, modifiée (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Code criminel — Tarif en matière criminelle (L.R.C. 1985, chapitre C-46)	4790	M
Code de la sécurité routière — Signalisation routière (chapitre C-24.2)	4844	M
Code de la sécurité routière — Tarif pour l'application de l'article 194 (chapitre C-24.2)	4781	M

Code de la sécurité routière, modifiée (P.L. 17).	4695	
(2019, c. 18)		
Comité sur le civisme — Nomination de deux membres	4856	N
Commission de la construction du Québec — Nomination d'un membre du conseil d'administration	4861	N
Commission scolaire English-Montréal — Suspension d'une partie des fonctions et pouvoirs et nomination d'une administratrice	4851	N
Contributions d'assurance, Règlement sur les..., modifié (P.L. 17)	4695	
(2019, c. 18)		
Courtage en assurance de dommages	4842	N
(Loi sur la distribution de produits et services financiers, chapitre D-9.2)		
Distribution de produits et services financiers, Loi sur la... — Courtage en assurance de dommages	4842	N
(chapitre D-9.2)		
Entente de contribution financière dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec — Approbation.	4858	N
Favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu, Loi visant à..., modifiée (P.L. 17)	4695	
(2019, c. 18)		
Immatriculation des véhicules routiers, Règlement sur l'..., modifié (P.L. 17).	4695	
(2019, c. 18)		
Impôts, Loi sur les... — Tables de retenues à la source	4867	Avis
(chapitre I-3)		
Indemnités payables pour l'année 2020	4791	N
(Loi sur les accidents du travail, chapitre A-3)		
Institut national du sport du Québec — Octroi d'une aide financière au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2021-2022, et une avance pour l'exercice financier 2022-2023, pour son fonctionnement	4852	N
Journée nationale du sport et de l'activité physique — Modification au décret numéro 550-2009 du 12 mai 2009	4852	N
Justice administrative, Loi sur la..., modifiée (P.L. 17)	4695	
(2019, c. 18)		
Kraft Nordic, s.e.c. — Octroi d'une aide financière par Investissement Québec pour l'acquisition d'une centrale de cogénération et la remise en service d'une usine de pâte kraft	4850	N
Liste des projets de loi sanctionnés (10 octobre 2019).	4693	
Lutte contre le tabagisme, Loi concernant la..., modifiée (P.L. 17)	4695	
(2019, c. 18)		
Ministère des Transports, Loi sur le..., modifiée (P.L. 17)	4695	
(2019, c. 18)		
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de lait — Paiement	4847	Décision
(chapitre M-35.1)		

Normes du travail, Loi sur les... — Agences de placement de personnel et agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (chapitre N-1.1)	4782	N
Permis, Règlement sur les..., modifié (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Population des municipalités locales, des villages nordiques et des arrondissements pour l'année 2019 — Modifications au décret numéro 1421-2018 du 12 décembre 2018	4849	N
Producteurs de lait — Paiement (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, chapitre M-35.1)	4847	Décision
Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents — Nouvel élargissement du territoire d'application du programme mis en œuvre relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019, dans des municipalités du Québec	4863	N
Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents — Nouvel élargissement du territoire d'application du programme mis en œuvre relativement aux inondations et aux pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec	4864	N
Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents — Mise en œuvre du programme relativement aux dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol.	4863	N
Protection du consommateur, Loi sur la..., modifiée (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Régime de rentes du Québec, Loi sur le... — Tables de retenues à la source. (chapitre R-9)	4867	Avis
Réseau de transport métropolitain, Loi sur le..., modifiée (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Services de transport par taxi, en matière d'électrification du transport par taxi sur le territoire de l'île de Montréal, Règlement modifiant le Règlement sur les..., modifié (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Services de transport par taxi, Loi concernant les..., abrogée (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Session (40 ^e) de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi qu'au Forum des ministres de la Culture, qui se tiendront le 13 novembre 2019, du 13 au 16 novembre 2019 et le 19 novembre 2019 — Composition et mandat des délégations officielles du Québec à la réunion de haut niveau des ministres de l'Éducation sur l'inclusion et la mobilité dans l'enseignement supérieur, à la Commission Éducation.	4856	N
Signalisation routière (Code de la sécurité routière, chapitre C-24.2)	4844	M
Société de développement de la Baie James — Autorisation de consentir un prêt à terme à Kraft Nordic, s.e.c.	4853	N

Société de l'assurance automobile du Québec — Versement d'une subvention pour l'exercice financier 2019-2020, pour l'application du Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées	4860	N
Société de l'assurance automobile du Québec, Loi sur la..., modifiée (P.L. 17). . . . (2019, c. 18)	4695	
Société de la Place des Arts de Montréal — Octroi au cours de l'exercice financier 2019-2020, d'une aide financière sous forme de remboursement d'emprunt, à laquelle s'ajouteront les intérêts, y compris les frais d'émission et les frais de gestion de l'emprunt à long terme, pour l'accès universel entre la station de métro et le corridor menant au complexe de la Place des Arts	4849	N
Société des Traversiers du Québec — Nomination de Pierre-Paul Pharand comme membre indépendant et président du conseil d'administration	4860	N
Société québécoise d'information juridique — Versement d'une seconde tranche de la subvention à lui être versée pour l'exercice financier 2019-2020, pour la réalisation des phases 1 et 2 du Guichet unique d'information juridique multicanal	4855	N
Sociétés de transport en commun, Loi sur les..., modifiée (P.L. 17) (2019, c. 18)	4695	
Table des indemnités de remplacement du revenu payables pour l'année 2020 (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, chapitre A-3.001)	4791	N
Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2020 (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, chapitre A-3.001)	4842	N
Tables de retenues à la source (Loi sur l'assurance parentale, chapitre A-29.011)	4867	Avis
Tables de retenues à la source (Loi sur le régime de rentes du Québec, chapitre R-9)	4867	Avis
Tables de retenues à la source (Loi sur les impôts, chapitre I-3)	4867	Avis
Tarif en matière criminelle (Code criminel, L.R.C. 1985, chapitre C-46)	4790	M
Tarif pour l'application de l'article 194 (Code de la sécurité routière, chapitre C-24.2)	4781	M
Transport rémunéré de personnes par automobile, Loi concernant le... (P.L. 17). . . (2019, c. 18)	4695	
Transports, Loi sur les..., modifiée (P.L. 17). (2019, c. 18)	4695	